





BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI

N.º d'inventario *A 849 1910*
Sala *Grande'*
Scansia *29 Palchetto 1*
N.º d'ord. *514*

Pelet HH-6 (3)



COLLECTION
DES MÉMOIRES

RELATIFS

A LA RÉVOLUTION D'ANGLETERRE.

HISTOIRE DE MON TEMPS, TOME IV.

PARIS, IMPRIMERIE DE A. BELIN,
Rue des Mathurins St.-Jacques, n°. 14.

582602
582

HISTOIRE DE MON TEMPS,

PAR BURNET,

ÉVÊQUE DE SALISBURY.

TOME QUATRIÈME.



A PARIS,
CHEZ BÉCHET AINÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
QUAI DES AUGUSTINS, N°. 57.

A ROUEN,
MÊME MAISON DE COMMERCE,
RUE GRAND-FONT, N°. 73.

1824.

225900

HISTOIRE DE MON TEMPS.

LIVRE QUATRIÈME.

Règne du roi Jacques II.

ME voici conduit par le cours des événemens dont j'ai entrepris le récit, au règne de Jacques II, règne de honte et de misère pour l'Angleterre, mais ouvert sous d'assez brillans auspices. Heureusement pour nous, la cour ménagea si mal des chances favorables, en profita si peu que ses pernicious desseins mal conçus, plus mal conduits, durent nécessairement échouer et aboutir en conclusion à l'une des plus étranges catastrophes dont il soit fait mention dans l'histoire. Le roi d'un grand pays, soutenu par de fortes armées, des flottes formidables et nombreuses, d'immenses trésors, de puissans alliés, tombe tout d'un coup; et sa puissance, semblable à une toile d'araignée une fois rompue, est irrévocablement détruite dès la première atteinte. Ce qu'il a perdu en un seul jour par un manque inouï de cœur et

de jugement, est perdu sans retour malgré une longue suite d'efforts pour le recouvrer.

Une révolution si surprenante, mérite sans doute d'être racontée avec un détail et une exactitude particulière. Je m'acquitterai de mon mieux de cette tâche. Cependant, comme j'ai passé la presque totalité de ce règne sur le continent, je ne saurais affirmer que quelques circonstances qu'il serait bon de connaître ne me soient échappées. J'ai la confiance du moins que, grâce aux facilités incomparables que j'ai eues d'être bien informé, rien ne sera omis de réellement important pour l'intelligence d'événemens aussi graves que curieux. Je retiendrai ma plume dans les bornes d'une modération plus grande encore que de coutume, afin de mieux me défendre de l'aigreur, des préventions, de la partialité que pourraient m'inspirer les mauvais traitemens que j'ai eu à essuyer. Je ne doute même pas que la triste destinée de l'infortuné Jacques ne m'empêche de qualifier les erreurs de son règne aussi sévèrement que j'aurais pu le faire ; et pour ce qui me concerne personnellement, je me contenterai de rappeler et la haute faveur dont je jouis dans un temps près de lui, et les obligations que je lui ai eues. Néanmoins, obligé que je suis à ne point dissimuler ses fautes et ses damnables projets, j'exposerai les faits dans tout leur jour : et peut-être alors tirera-t-on la conclusion que c'est

moins lui qu'il faut accuser, que sa religion et ceux qui dirigeaient sa conscience, je veux dire ses prêtres et sa femme, véritable Italienne, qui, avec beaucoup d'adresse et de ruse, avait jusqu'à l'avènement de son mari joué la princesse populaire, mais que nous allons voir jeter le masque et se montrer à découvert.

Le roi Jacques fut très-négligé dans son enfance, c'est-à-dire tout le temps qu'il resta sous la surveillance de son père. Après l'avoir tiré des mains paternelles, le parlement lui donna pour gouverneur le duc de Northumberland, qui, suivant ce que le prince m'en a dit, ne le traita jamais qu'avec un grand respect et un très-tendre dévouement. Vers l'époque où, par l'entremise et les soins du colonel Bamfield, il parvint à se soustraire à la férule du parlement, son père lui écrivit une lettre en chiffres, qui se terminait par ces mots écrits en toutes lettres : *Faites ce que je vous dis, si vous tenez à la bénédiction du plus tendre des pères.* Cette lettre fut envoyée à Guillaume duc de Hamilton, mais elle n'arriva qu'après la fuite du prince. Je la trouvai bien des années après dans les papiers de ce seigneur, et la donnai au duc d'York en 1674. Il me dit qu'il croyait avoir encore le chiffre de son père parmi ses papiers, et qu'il essaierait de déchiffrer cette lettre, mais je ne pense pas qu'il s'en soit donné la peine. Je me rappelle lui avoir fait part de

l'opinion où j'étais que cette lettre, qui lui avait été écrite précisément dans le temps où il était question de sa fuite, renfermait l'ordre d'aller trouver la Reine, et de lui obéir en toutes choses, sauf en matière de religion. Le Roi désigna sir John Berkeley, depuis fait lord Berkeley, pour son gouverneur. C'était un bien étrange choix, qui ne peut s'expliquer que par la difficulté de trouver, dans le petit nombre de gens qui lui étaient restés attachés, un homme capable de répondre à tant de confiance. Berkeley était emporté, insolent, aussi incapable de gouverner ses idées que ses passions, et passait pour incliner vers le papisme. Les soins que prenait la Reine de ce prince offrirent bientôt un tel caractère de prédilection, qu'il fut visible à tous qu'elle le préférait à ses autres enfans. Imbue, comme elle l'était, de l'esprit de prosélytisme, dans l'idée flatteuse qu'une seule âme sauvée par elle lui vaudrait le pardon d'une multitude de péchés, on ne peut guères douter qu'elle n'ait fait usage de tous les moyens possibles pour attirer à sa religion le jeune duc d'York. Cependant, à ce qu'il m'a dit lui-même, il tint ferme contre ses suggestions.

Durant son séjour en France, il fit quelques campagnes sous M. de Turenne, qui prit de son éducation militaire un soin tout particulier. Il l'instruisait d'avance de tout ce qu'il entreprenait, et en discutait avec lui tous les motifs. De pa-

reilles leçons de la part du plus grand capitaine du siècle, ne pouvaient manquer d'être très-utiles à celui qui les recevait. Turenne fut si charmé de son application, et de l'ardeur de son zèle, qu'il le louait outre mesure. Il disait souvent qu'il y avait en lui de quoi devenir le plus grand prince de son temps, et de l'étoffe pour le plus habile général. De si pompeux éloges donnèrent une si haute idée de son mérite que la réputation de son frère Charles fut entièrement éclipsée par la sienne. Mais, s'adonnant bientôt au vice et à la débauche, il usa par degrés tout ce qu'il avait montré dans sa jeunesse d'aptitude et d'énergie : et sur la fin de sa vie, il avait perdu à un tel point le renom d'homme courageux et de bon capitaine, qu'il faut croire, ou qu'il n'avait jamais été ce que publiaient ses flatteurs, ou que l'âge et les affaires avaient opéré en lui une métamorphose bien extraordinaire.

Tout le temps qu'il fut sur le continent, il parut se conduire par les maximes de sa mère. Il y était le chef d'un parti formé dans la petite cour du Roi contre lord Clarendon. On a cru même que ses premiers empressemens près de la fille de ce seigneur, bien que celle-ci ait su dans la suite les faire servir à son élévation, n'avaient eu d'abord d'autre but que de déshonorer sa famille.

Après la restauration de son frère, il s'adonna

exclusivement à l'étude de la marine, et y acquit des connaissances très-étendues. Il établit si solidement son autorité sur la flotte que, même après en avoir déposé le commandement, il resta le maître de toutes nos forces navales. Il avait exercé un ascendant absolu dans le cabinet, les trois dernières années de la vie du roi Charles. Il semblait que ce prince se fût remis entre ses mains de tous les soins du gouvernement. Cependant le retour inattendu de la faveur du duc de Monmouth lui causa de cruelles alarmes en lui donnant à craindre qu'il ne lui échappât d'un moment à l'autre. La mort du Roi le délivra de cette frayeur.

Ce prince n'eut pas plutôt fermé les yeux que toute la cour s'empressa d'environner le duc d'York de ses hommages. Les ordres furent donnés incontinent pour le faire proclamer roi. La solennité fut froide. Peu de larmes furent versées pour le prince défunt, et peu de cris de joie poussés pour l'avènement du successeur. Un morne silence accueillit la cérémonie dans les rues, mais, néanmoins, sans aucun désordre ni tumulte. Quand elle fut terminée, les membres du conseil privé se rendirent en corps auprès du nouveau roi, qui leur fit une courte harangue très-étudiée, à ce qu'il parut, et dont il était sans doute fort satisfait, car il la répéta au parlement, et en a souvent depuis rappelé des passages.

Il commençait par se plaindre des impressions fâcheuses qu'on avait prises de sa personne. Il leur annonçait, dans les termes les plus positifs, qu'il ne consentirait jamais à se départir d'aucune des branches de sa prérogative ; mais il promettait en même temps de respecter la liberté et la propriété de ses sujets. Il finissait par la déclaration de son estime pour l'Eglise anglicane, comme étant amie de la monarchie, et de la volonté où il était de la défendre et de la maintenir ; en un mot, de laisser le gouvernement tant ecclésiastique que civil sur le pied où il se trouvait établi par les lois.

Ce discours fut bientôt imprimé, et plut beaucoup à ceux qui crurent à la sincérité des promesses qui y étaient faites. Quant au petit nombre de gens qui n'y croyaient point, ils n'osaient pas divulguer leurs appréhensions. Toutes les chaires retentirent d'actions de grâces pour la nouvelle harangue. On la présentait comme une garantie préférable à toutes les lois possibles. La phrase à la mode était : « Nous avons actuellement la parole d'un roi, et une parole qui n'a jamais été violée. »

Il arriva de toutes les parties d'Angleterre des adresses sans fin, où la flatterie s'épuisait en panégyriques du feu roi, et dont les protestations de fidélité, prodiguées au nouveau, montraient assez que tous les ombrages conçus à son sujet

étaient dissipés. L'université d'Oxford, en particulier, promettait de lui obéir *en tout et sans restriction*. La parole du Roi était considérée comme une chose si sacrée qu'on passait pour mal élevé quand on lui parlait de *notre religion établie par les lois*; car c'était lui faire entendre qu'il serait tenu de la maintenir, lors même qu'il ne s'y serait point engagé personnellement, et il était plus poli de mettre toute sa sécurité dans sa promesse. Le clergé de Londres, à ces mots, *notre religion établie par les lois*, ajouta encore ceux-ci : « *Et qui nous est plus chère que nos propres vies*. Ce noble langage, imité par plusieurs corporations considérables, déplut fort à la cour, à cause de l'insinuation sinistre et menaçante qu'il semblait renfermer, et elle conserva soigneusement, pour le temps des vengeances, le nom de ceux qui avaient eu l'audace de s'en servir.

Tous les offices publics étaient naturellement vacans par la mort de Charles; mais le Roi les continua à leurs titulaires, sauf les charges de sa maison qu'il donna à ceux qui l'avaient servi pendant qu'il était duc d'York. Le marquis de Hallifax, qui avait lieu de se croire dans sa disgrâce, excusa du mieux qu'il put, dans une audience secrète, sa conduite passée. Le Roi détourna ce discours, se contentant de lui répondre qu'il lui pardonnait tout, à l'exception du rôle

qu'il avait joué dans l'affaire de l'exclusion ; que du reste il n'attendait de lui aucun service personnel, et qui sortit de la sphère légale de ses fonctions. Il lui annonça ensuite la grandeur future du comte de Rochester. Il lui dit que ce seigneur l'avait bien servi et avait souffert pour lui, et qu'en conséquence il était résolu maintenant de le récompenser de sa fidélité. Le comte de Rochester fut nommé lord trésorier le lendemain. Son frère, le comte de Clarendon, fut fait lord du conseil privé, et le marquis de Hallifax, lord président du conseil.

Le comte de Sunderland était regardé comme un homme perdu à la cour. Il en était de même du lord Godolphin. Cependant le premier, s'insinuant dans la confiance de la Reine, non-seulement se maintint dans ses emplois, contre l'attente générale, mais parvint encore à un très-haut degré de faveur. On fit envisager à cette princesse le comte de Rochester comme un homme tout dévoué aux intérêts des sœurs du Roi, et qui ne se séparerait jamais du parti de l'Église. Elle comprit, en conséquence, la nécessité d'avoir un homme à elle parmi les plus hauts dignitaires de l'État. Le comte de Sunderland était la seule personne sur qui elle pût compter. Le nouveau trésorier d'ailleurs, dès les premiers jours de son élévation, montra tant de morgue et de violence, que toute la cour épaula

de concert le comte de Sunderland, dans la vue d'opposer à Rochester un rival capable de lui imposer. Lord Godolphin eut une des premières charges dans la maison de la Reine.

Jacques, avant de donner la baguette blanche au comte de Rochester, engagea lord Godolphin et les autres lords de la trésorerie à envoyer des ordres aux percepteurs des douanes pour continuer la levée de ces impôts, quoique l'acte qui les accordait au feu Roi ne les lui eût accordé que pour sa vie seulement, de sorte qu'ils auraient dû finir avec lui.

On connaît les débats et les troubles qu'excita, sous Charles I^{er}., une entreprise pareille, et les funestes événemens qui en furent la suite. La marche légale eût été d'exiger la déclaration de tout objet sujet aux droits, avec l'obligation de payer lesdits droits après que le parlement assemblé les aurait consentis. Mais le Roi déclara qu'il entendait percevoir les droits de douane, sans attendre l'autorisation du parlement. Une telle conduite s'accordait mal avec la promesse qu'avait faite le Roi de maintenir la liberté et la propriété de ses sujets. On alléguait pour excuse que, si les douanes étaient interrompues durant tout l'intervalle qui séparerait le parlement de la mort du dernier roi, il en résulterait une quantité énorme d'importations qui encombreraient les marchés et priveraient long-temps

le monarque de la majeure partie de ses droits. Mais à cela on répondait que cet inconvénient disparaissait à l'aide des déclarations dont on vient de parler, et de l'obligation de solder immédiatement après que le parlement aurait renouvelé l'impôt. Plusieurs négocians furent sollicités de refuser le paiement des droits, et de risquer l'événement d'un procès à Westminster-Hall; mais il ne s'en trouva aucun d'assez intrépide pour l'oser. Celui qui eût le premier donné l'exemple de la résistance aurait probablement succombé, et la gloire du martyr ne fut cette fois du goût de personne. Le comte de Rochester eut l'adresse de n'entrer à la trésorerie qu'après la mesure, de manière à pouvoir dire qu'il ne faisait que maintenir ce que d'autres avaient commencé.

L'excise additionnelle n'avait été également accordée au feu Roi que pour sa vie durant; mais le bill d'octroi renfermait une clause qui laissait à la trésorerie la faculté d'affirmer cette nature d'impôt pendant trois ans sans ajouter, au cas qu'il resterait dû tout ce temps-là. C'était, certes, donner à cette clause une étrange extension que de s'en prévaloir pour continuer pendant trois années le service de l'excise, en dépit de la lettre et de l'esprit du bill d'octroi : c'est néanmoins ce qu'on fit, et par une insigne fraude, car le bail à ferme, exhibé et censé fait pendant la vie du

Roi , était notoirement postérieur à sa mort. On avait eu seulement la précaution de l'antidater. La validité de cet impôt ainsi prolongé fut cependant matière d'un débat juridique; mais tous les juges , à l'exception de deux , le déclarèrent légal et obligatoire. En conséquence deux édits furent publiés , l'un relatif aux douanes , et l'autre à l'excise.

Ils parurent dans la première semaine du nouveau règne , et généralement furent trouvés de mauvais augure. Un tel début promettait un triste avenir et inspirait de justes craintes à ceux qui calculaient les suites probables de procédés aussi arbitraires. Ils considéraient en tremblant que l'Angleterre allait se voir soumise à des impôts non votés par le parlement , à des impôts établis par le concours de la violence et de la fraude. La terreur et la flatterie , poussées au dernier degré , supprimèrent néanmoins toutes les plaintes. Peu de gens osèrent même s'en entretenir.

La foule des personnes de tout rang qui venaient rendre leurs hommages était si grande , que ce n'était pas chose facile pour le Roi de les admettre toutes. La plupart des Whigs s'estimèrent heureux de n'être reçus qu'avec froideur , en voyant plusieurs de leurs confrères , les uns accueillis par d'amers reproches , les autres exposés au refus d'être admis à faire leur cour. Jacques déclara qu'il

entendait être servi autrement que son frère ne l'avait été, qu'il voulait l'être sans réserve ni condition par tous ceux qui entoureraient sa personne, et que surtout il serait peu reconnaissant des demi-dévouemens. Ce langage étonna quelques personnes. Dès le second dimanche qui suivit son couronnement, il alla publiquement à la messe, à la grande surprise de toute la cour, et il envoya Caryl à Rome, avec des lettres pour le pape, sans caractère néanmoins.

En une seule chose le Roi sembla d'accord avec le génie de la nation; il est vrai que la suite a prouvé que ce n'était qu'une vaine apparence. Il montra la résolution de soustraire son gouvernement à l'influence française, et de se maintenir sur un pied d'égalité avec l'orgueilleux Louis. Il ne cessait d'assurer les ambassadeurs des autres puissances qu'il tiendrait d'une main plus ferme que ne l'avait fait son prédécesseur la balance de l'Europe. Et, en effet, lorsqu'il dépêcha lord Churchill à la cour de France pour y annoncer la mort de Charles, il lui ordonna d'observer les circonstances du cérémonial de sa réception pour pouvoir traiter de la même manière celui qui viendrait le complimenter sur son avènement, comme il ne manqua pas de le faire lors de la mission du maréchal de Lorges. Les courtisans firent grand bruit de cette mince circonstance, qu'ils représentaient comme le premier symptôme de l'esprit du règne

actuel, bien différent du précédent. La cour de France en fut, il est vrai, déconcertée un moment; mais ce ne fut pas long. Bientôt après, Louis XIV dit au duc de Villeroi, qui le répéta au jeune Rouvigny, maintenant comte de Gallo-way, de qui je le tiens, que le roi d'Angleterre, après tous les grands airs qu'on avait pris en son nom, n'en consentait pas moins, aussi bien que son frère, à recevoir l'argent de la France.

Le roi Jacques protesta aussi qu'il voulait vivre dans une parfaite union avec le prince d'Orange et les Etats. Il commença par rappeler Chudleigh, notre envoyé en Hollande, qui, non content de s'être banni de la cour de Son Altesse, ne gardait aucune mesure avec elle. Un jour que, sur le Vorhaut, le prince d'Orange promenait sa femme sur la neige, dans un traîneau, suivant la mode allemande, Chudleigh, feignant de les croire masqués et de ne pas les reconnaître, donna ordre à son cocher de ne point se ranger pour eux. Shelton fut envoyé à sa place. C'était à la fois l'homme le plus hautain et le plus faible qui fût au monde. Il divulguait sans cesse le secret des affaires, et devint bientôt la risée de la Hollande entière.

Peu de jours après son avènement à la couronne, le Roi promit à la Reine et à ses prêtres de ne plus voir mistriss Sidley, de qui il avait eu plusieurs enfans. Il parla même publique-

ment contre la débauche, et ne montra pas une moindre horreur de l'ivrognerie. Il donna plusieurs heures par jour aux affaires, siégeant au conseil, à l'amirauté et à la trésorerie. « Nous allons voir maintenant, s'écriait-on, un règne d'action et d'affaires, et non d'oisiveté et de mollesse, comme celui qui vient de finir. » *Mistriss Sidley* eut ordre de quitter l'appartement qu'elle occupait à Whitehall. C'est surtout à son arrogance qu'elle devait sa disgrâce. Elle disait tout haut qu'elle allait être aussi absolue que l'avait jamais été la duchesse de Portsmouth. Cependant le Roi continua de la voir en secret. C'est ainsi que s'ouvrit son règne sous d'assez belles apparences. De fortes et longues glaces, qui fermaient les ports des Hollandais, ayant interrompu pendant quelques semaines leurs communications avec l'Angleterre, on y reçut tout à la fois la nouvelle de la maladie de Charles, de sa mort, et des premières opérations du nouveau règne.

Le prince d'Orange ne fut pas peu embarrassé de savoir quelle conduite tenir relativement au duc de Monmouth. Il prévoyait qu'après les premiers complimens de forme, Jacques n'aurait rien de plus pressé que de lui demander l'éloignement, ou même l'extradition d'un rival si dangereux; et s'il ne croyait pas prudent d'une part de s'exposer à rompre avec le roi d'Angle-

terre ; il savait de l'autre que les Etats se refusaient à toute négociation de cette nature. Il crut, dans cette alternative, que le mieux serait de le renvoyer de son propre mouvement. Le duc de Monmouth, quoique étonné du procédé, ne laissa pas de faire au prince et à la princesse de grandes protestations d'un attachement inviolable à leurs intérêts. Il se retira à Bruxelles, où il savait néanmoins qu'on ne le souffrirait que jusqu'au jour où il arriverait d'Espagne des nouvelles postérieures à l'effet que la mort du roi Charles et la déclaration de Jacques de veiller au maintien de l'équilibre européen aurait produit dans ce pays. Il pensait donc déjà à se réfugier à Vienne ou dans quelque autre cour de l'Allemagne. Mais le peu d'amis qui lui restaient, bien loin de l'affermir dans cette sage résolution, ne travaillaient qu'à l'enflammer contre le Roi et le prince d'Orange. Ils lui disaient que ce dernier, en l'abandonnant lâchement, comme il venait de le faire, avait anéanti tous les liens qui les unissaient, et l'avait dégagé de tout devoir de fidélité ou de reconnaissance ; que le duc de Monmouth pouvait maintenant ne plus songer qu'à ses propres intérêts, et qu'au lieu de mener une vie errante, il était bien plus digne de lui d'aviser à délivrer sa patrie et à se mettre, en Angleterre, à la tête de ses partisans qui, s'il ne venait à leur secours, allaient payer chèrement leur

attachement inviolable à sa personne et à ses intérêts.

Ils firent tant qu'un émissaire passa la mer pour venir sonder les esprits et voir si le mécontentement était assez prononcé pour tenter une invasion. Wildman, Charlton et d'autres se mirent en mouvement. Ils s'exprimaient toutefois avec tant de ménagement et de réserve que, tout en laissant voir clairement de quoi il s'agissait, ils ne donnaient jamais prise par leurs paroles. Plus qu'un autre je fus en butte à leurs insinuations, et aucune proposition cependant ne me fut faite dont la non-déclaration pût compromettre ma sûreté. Je n'étais pas d'avis que des craintes, des dangers, quelques actes d'administration contraires aux lois fussent suffisants pour justifier, pour légitimer une insurrection; et il m'était démontré de plus qu'un soulèvement fondé sur d'aussi faibles motifs rallierait peu de partisans, serait mal soutenu par ses propres auteurs, et non-seulement n'aboutirait à aucun résultat heureux, mais précipiterait encore notre ruine. C'est pourquoi je tâchai d'en détourner toutes les personnes sur qui j'avais quelque crédit. Les menées secrètes continuèrent pendant quelque temps.

Le Roi, après avoir donné au gouvernement sa direction, résolut d'avancer son couronnement et d'y étaler une grande magnificence. Les pré-

paratifs et le cérémonial de cette solennité le préoccupèrent si exclusivement pendant quelques semaines, que toute autre affaire fut laissée de côté.

Il fallut cependant convoquer un parlement. La cour mit tout en œuvre pour le remplir d'hommes favorables à ses projets. Des réclamations s'élevèrent de tous les points de l'Angleterre contre l'iniquité, la violence qu'on avait employées dans les élections, et qui avaient surpassé tout ce qu'on avait jamais vu dans ce genre. La brigue avait été si générale qu'il n'y eut pas un seul coin du royaume qui eût été négligé: Dans les chartes nouvellement accordées, le droit d'élire avait été ravi aux habitans, et restreint aux membres des corporations, dont on excluait encore tous ceux qui n'agréaient pas à la cour. Dans les bourgs, où on ne pouvait trouver un nombre suffisant d'électeurs dévoués, ce qui n'était pas très-rare, on agrégeait à la corporation des gentilshommes du voisinage; et, dans plusieurs de ces bourgs, furent nommés des hommes qui appartenaient à un autre comté, et y étaient parfaitement inconnus. Ce manège fut pratiqué, entre autres, publiquement dans le Cornouailles par le comte de Bath, qui, pour s'assurer la charge de maître de la garde-robe, dont il avait été en possession pendant toute la vie du roi Charles, remplit de noms d'officiers aux gardes presque toutes les chartes du comté;

de telle sorte que les quarante-quatre membres qu'il députa furent presque tous choisis au gré de la cour, à laquelle leurs votes étaient vendus d'avance.

Le succès couronna tellement ces honteuses supercheries que, les élections terminées, le Roi dit qu'il n'était pas entré au parlement quarante membres qui ne fussent tels qu'il les souhaitait. Le fait est qu'en général ils manquaient de talens et de fortune. Tout espoir était donc perdu ou d'agir sur leur esprit par le raisonnement, ou de les éclairer sur les vrais intérêts de la nation, qui ne s'accommodait pas de leur aveugle dévouement. La plupart étaient des extravagans et des furieux, résolus de gagner la bonne grâce du Roi en lui livrant toutes nos libertés et en sacrifiant à son ressentiment tous ceux qui avaient figuré dans le bill d'exclusion. Un petit nombre formèrent inutilement le projet de ne voter les revenus de la couronne que de trois en trois ans. Le comte de Rochester m'a dit que c'était là ce qu'il eût désiré, mais que son poste ne lui avait pas permis d'en faire la proposition lui-même. Toute tentative d'opposition à une volonté royale quelconque fût restée nécessairement sans appui ni résultat.

Tout cela effrayait les gens de bien et de réflexion. Ils voyaient l'Angleterre perdue sans ressource, à moins que quelque heureux accident

ne vint la sauver comme par miracle. La corruption irremédiable du parlement frappait tous les esprits, même les moins clairvoyans. En cas que les députés dernièrement élus vissent à se lasser de leur complaisance, ne suffirait-il pas, pour étouffer ce germe d'opposition, de réformer encore une fois les chartes, de remplir encore une fois les corporations d'hommes à soi? L'expérience répondait de l'efficacité de ce moyen. Les bourgs d'Angleterre voyaient leurs privilèges méconnus, et leurs élections, qui leur avaient jusqu'ici donné tant d'importance, livrées désormais au caprice arbitraire de la cour; ils sentaient qu'ils ne seraient plus l'objet des caresses du pouvoir, et que le temps n'était plus où il était forcé de les flatter, ou plutôt de les corrompre pour obtenir leurs suffrages. C'est ainsi que chacun avait le cœur plein d'alarmes, mais peu osaient les manifester ouvertement. Les seuls agens du duc de Monmouth s'en servaient pour enflammer ses partisans ou lui en faire de nouveaux. « Nous allons avoir un parlement, disaient-ils, qui n'est pas le choix de la nation, qui ne la représente donc point, qui n'est donc pas un parlement. Or, après une telle dérision des lois de l'État, quelle voie de salut peut-il rester, ajoutaient-ils, que la voie des armes et de l'insurrection? » On résolut d'abord de présenter des pétitions pour faire déclarer nulles certaines élections, où la

brigue et la violence s'étaient montrées avec tant d'impudeur qu'il semblait impossible de les défendre ; mais elles étaient soumises à la décision d'hommes qui , sachant la leur atteinte des mêmes irrégularités , ne pouvaient condamner leurs confrères sans se condamner eux-mêmes. Quelle impartialité y avait-il à attendre d'une assemblée toute entière plus ou moins complice du délit dont on lui demandait justice.

La cour d'ailleurs ne disait autre chose au public , pour calmer ses justes frayeurs , sinon qu'elle se déclarerait probablement contre la France , et que l'Espagne , l'Empire , les États-Généraux lui prodiguaient tous les témoignages possibles de soumission ?

Non content de l'éloignement du duc de Monmouth , Jacques sollicita le prince d'Orange de casser tous les officiers qui avaient donné à cet illustre proscrit des marques d'attachement pendant son séjour en Hollande. Ils n'avaient en cela suivi que l'exemple du prince , et il était difficile de les punir d'une conduite que lui-même avait tenue. Ils avaient en effet témoigné leur affection au duc de Montmouth avec si peu de ménagement pour son rival couronné , que celui-ci écrivit au prince qu'il ne pouvait faire aucun fond sur lui ni sur son amitié , tant qu'il les conserverait à son service. Il était dur de céder à une demande faite avec tant de hauteur. Cependant le prince y con-

sentit, avec l'intention, il est vrai, de dédommager amplement dans la suite ceux qu'il abandonnait aujourd'hui, et de continuer de leur payer leurs appointemens en attendant. Le Roi fut si charmé de cette condescendance, qu'un jour où l'évêque Turner imputait je ne sais quels torts au prince et à la princesse, et proposait de se porter contre eux à des mesures violentes, le Roi l'interrompit, lui disant qu'il était absolument nécessaire que le prince et lui restassent en bonne intelligence. Turner rendit compte de ce peu de mots aux autres prélats ses confrères, et ajouta gravement que l'Église ne courait aucun risque tant que le roi Jacques gouvernerait l'Angleterre; mais qu'ils n'en devaient pas moins songer à se précautionner contre le prince d'Orange, sans quoi, un jour ou l'autre, elle et eux courraient de grands dangers.

En voyant tant de soumission dans le prince d'Orange et les États, on espéra qu'ils triompheraient des répugnances qui éloignaient le Roi de leur alliance. Du moins se promit-on de voir bientôt clairement qui l'emporterait dans son âme, de la bigotterie ou de l'amour de la gloire. S'il refusait d'entrer dans la confédération qu'on projetait contre la France, c'était une marque certaine qu'il était résolu de se livrer entièrement à ses prêtres, et de tout sacrifier aux intérêts de leurs projets.

La saison faisait espérer que la session du par-

lement serait courte, et que les impôts une fois consentis, on renverrait toute autre affaire à la suivante ; on se flattait que le parlement, supposé qu'il n'eût pas livré sans retour la nation dans la première ardeur de son zèle, et se fût sagement réservé le mérite de quelques concessions nouvelles, pourrait, dans l'intervalle, modifier ses projets, et mieux voir, sinon l'intérêt du pays en général, du moins son propre intérêt, qui lui conseillait d'apporter de certaines bornes à sa bonne volonté envers la cour, et de ne pas lui donner à la fois toutes nos libertés à dévorer, mais une à une, et avec économie pour ne pas cesser d'être nécessaire, et se faire acheter en détail. Cette leçon, au reste, lui avait été si bien donnée par le parlement de Charles II, que l'idée qu'il en profiterait était raisonnable, supposé encore une fois qu'il n'eût pas épuisé, dès la première session, ses trésors de servilité. Tels furent les motifs qui décidèrent les auteurs de la pétition contre les élections à différer sa présentation, et à garder ce sujet de discussion pour le temps où la chambre des communes commencerait à se diviser, et lorsqu'une partie de ses membres y arborerait le drapeau de l'opposition.

La Saint-George fut fixée pour le jour du couronnement. Turner reçut ordre de prêcher le sermon. Le Roi et la Reine voulurent que la

cérémonie se fit selon le culte protestant, et ils assistèrent à toutes les prières. Jacques s'abstint seulement de recevoir la communion, qui fait partie néanmoins de la cérémonie du sacre. Il prêta du reste le serment ordinaire; mais il n'y consentit certainement qu'après avoir obtenu une dispense de ses prêtres, et s'être muni, par leur conseil, ou de quelque explication jésuitique des paroles sacramentelles, qui lui permit de penser à les violer au moment même où il les prononçait, ou bien encore de quelque restriction mentale. La couronne, mal ajustée à sa tête, et trop large, couvrait la partie supérieure de son visage. Le dais sous lequel il était placé se brisa. Ces petits accidens et quelques autres furent pris pour de fâcheux pronostics. Ajoutez que ce jour-là même Jacques perdit le fils qu'il avait de mistriss Sidley. La Reine, environnée de toutes les femmes de pairs, présentait un coup d'œil beaucoup plus gracieux. Ce qu'il y eut de mieux dans le sermon de Turner, ce fut le passage où il rappela en très-beau termes un mot célèbre dans la vie de Constantin Chlore, qui mesurait le dévouement de ses serviteurs sur celui qu'ils portaient à leur religion, et estimait que ceux-là seraient les plus fidèles à sa personne qui l'étaient le plus à leur Dieu.

Qu'on me permette actuellement une courte digression personnelle. C'est l'époque où je quit-

taï l'Angleterre. A la mort du roi Charles, je fis demander par le marquis de Hallifax à son successeur la permission de venir lui faire ma cour. Sa Majesté ne voulut pas me voir. Alors, sans fonctions ecclésiastiques d'aucune sorte, privé même de la faculté de prêcher, je résolus de voyager. Je voyais ma patrie menacée des plus grands désordres; et dans la terrible alternative, ou d'être sauvée par le duc de Monmouth, mais à l'aide d'une révolution que ne pouvaient approuver les gens de mon caractère, ou d'être trahie et livrée par une assemblée qui n'avait d'un parlement que les formes et le nom. Puisqu'il n'y avait plus de rôle possible pour moi, je crus convenable de quitter la partie. Le Roi approuva mon dessein, et consentit à me laisser partir, refusant toujours néanmoins de me recevoir. C'est donc en exilé volontaire que je passai sur le continent. Il n'en fallait pas davantage pour me mettre en crédit auprès des mécontents; et, certes, je n'en abusai pas. Je fis de véhémentes représentations au lord Delamere, à M. Hampden et en général aux personnes que j'avais lieu de croire tentées de se laisser séduire par les agens du duc de Monmouth. « Le Roi, leur disais-je, n'a point encore commis de ces actes qui peuvent justifier les partis extrêmes. Une rébellion prématurée sera facilement comprimée, et ne servira qu'à fournir un prétexte pour entretenir une armée

permanente, ou même pour faire venir des forces de France. Beaucoup de gens, je le sais, pensent que la constitution a été tellement violée dans les dernières élections, que le gouvernement ne va plus garder de mesure; mais un plus grand nombre est d'avis que la crise n'est pas si imminente. » L'expérience a prouvé que ces derniers avaient raison.

Les projets des Anglais et des Ecosais, réfugiés en Hollande, furent prêts pour l'exécution avant qu'on eût pu s'y attendre. Lord Argyle s'était tenu tranquille depuis le désappointement qu'il avait essuyé en 1683. Il avait passé tout ce temps, ou à peu près, dans la Frise. Mais toutefois il allait souvent à Amsterdam, où il conférait avec le peu de ses compatriotes qui y étaient restés cachés, et dont les principaux étaient Lord Melvill, sir Patrick Hume et sir John Cochrane, et leur communiquait tous les avis qu'il recevait d'Ecosse ou d'Angleterre. Argyle ne s'était pas départi un instant de ses premières idées. Pour tenter avec succès une descente en Ecosse, il assurait n'avoir besoin que d'une somme d'argent destinée à des achats d'armes. Il devait d'abord se rendre dans ses domaines, espérant y pouvoir lever facilement cinq mille hommes, et persuadé que les comtés de l'ouest et du sud étaient si mécontents qu'ils accourraient se ranger sous ses drapeaux dès qu'il paraîtrait à la tête d'un

corps de troupes sans qu'on les eût préalablement préparés par de secrètes intelligences. Il y avait à Amsterdam une veuve aussi riche que zélée pour la cause des réfugiés, qui, entendant dire à quoi tenaient les projets de ce chef de parti, lui envoya dix mille livres sterling. Avec cet argent, il acheta des armes et des munitions. Cette opération, très-habilement conduite par un marchand de Venise, sous ombre du service de la république, se fit avec un grand secret et un rare bonheur. L'embarquement en Hollande réussit également. Mais ici commencèrent, sur la route à tenir, de vives contestations entre les meneurs. Argyle était d'avis de tourner l'Écosse et de débarquer sur les côtes des provinces qu'il avait sous sa dépendance. Hume trouvait la navigation longue et chanceuse; il aurait voulu abrèger le trajet le plus possible. Argyle insistait sur ce que les forteresses dont étaient hérissées ses montagnes en faisaient un lieu très-propice pour une première levée d'hommes. En général il avait une telle idée de son influence personnelle, et des résultats qu'il en obtiendrait, que ses compatriotes, offensés de sa présomption, furent bien des fois sur le point de rompre avec lui.

Le duc de Monmouth vint secrètement les rejoindre, et sa présence étouffa d'abord leurs dissensions. Il eût volontiers partagé l'expédition avec

eux; mais Argyle ne lui offrit point le commandement; il le pressa au contraire d'en tenter un pareil de son côté sur la côte d'Angleterre. La chose n'était pas possible; car le duc de Monmouth n'avait encore rien de prêt pour une entreprise de ce genre. Il s'y précipita cependant tête baissée. Il était encore poussé, il est vrai, par Wade, Ferguson et quelques autres personnes, au nombre desquelles il faut compter en première ligne lord Grey et lady Wentworth. Celle-ci le suivit à Bruxelles, éperdument amoureuse de lui. Ils s'imaginaient, lui et elle, que le mariage qui l'unissait à la duchesse était nul, sous prétexte qu'il l'avait contracté à un âge suffisant, il est vrai, mais où cependant il ne jouissait pas de la liberté nécessaire pour ne suivre que sa volonté dans le choix d'une épouse. bercés de cette illusion, ils vivaient publiquement ensemble. Elle avait rempli son imagination et celle de son amant d'un enthousiasme et d'idées si déraisonnables, que leur conduite et leurs projets semblaient d'inspiration divine. C'est sous la direction de ce petit conseil que le duc de Monmouth prit ses mesures.

Fletcher, gentilhomme écossais, né avec de grands talens et d'éminentes vertus, républicain violent, et emporté jusqu'à l'extravagance, ne goûta pas le plan d'Argyle. Il préféra en conséquence suivre la fortune du duc de Monmouth.

Je tiens de lui que tout ce qu'il y avait d'Anglais parmi eux ne cessaient d'importuner ce malheureux prince pour qu'il risquât l'aventure. A les entendre, tout l'ouest de l'Angleterre se soulèverait en sa faveur, comme on l'avait fait cinq ou six ans auparavant, dès qu'on l'y verrait paraître; les gardes, tous ceux en un mot qui entouraient le Roi, devaient disparaître à son approche, sans opposer aucune résistance. Ce n'est pas tout: ils se représentaient la cité de Londres si portée à la révolte que la nouvelle du débarquement des insurgés dans les comtés de l'ouest ne pouvait manquer de jeter Jacques dans les plus fâcheuses perplexités. « Où prendra-t-il deux armées! s'écriaient-ils, l'une pour tenir sa capitale en respect, et l'autre pour nous combattre? La crainte de se voir exposé aux fureurs d'insurrections populaires l'obligera à une telle démonstration de forces militaires autour de sa personne, qu'il ne lui en restera plus à envoyer contre nous. » C'est par de tels discours et d'autres semblables qu'on s'efforçait de persuader au duc de Monmouth qu'il aurait le temps de former une armée; et que dans peu il serait en état d'aller chercher le Roi, et de lui livrer bataille à forces au moins égales.

Bien loin de partager cette confiance, Monmouth sentait profondément la folie de ce qu'il entreprenait. Il savait ce que c'est qu'un rassem-

blement de populace, et à quel point il est incapable de se mesurer avec des troupes disciplinées. Il n'avait ni argent, ni officiers, ni avis encourageans des personnes considérables du pays. Il trouvait l'expédition prématurée, et il lui semblait que c'était mettre toutes ses espérances à la merci d'un seul jour. Fletcher, quelque porté qu'il fût en général à agir, ne voyait aucune chance de succès dans le plan adopté, et travailla de toutes ses forces à le faire abandonner. Il m'a dit que le duc de Monmouth fut entraîné en dépit de lui-même et de sa raison, et n'obéit qu'à la crainte de paraître ménager sa personne, pendant que d'autres montraient tant de résolution. Lord Grey disait qu'Henri VII avait débarqué avec moins de monde qu'ils n'en auraient, et avait réussi. A cela, Fletcher répondait qu'Henri VII était assuré de la coopération d'un grand nombre de gentilshommes, et que les gentilshommes étaient alors de petits princes. Ferguson s'en allait répétant, dans son langage d'enthousiaste, que c'était la bonne cause, et que Dieu ne les abandonnerait qu'autant qu'ils lui seraient eux-mêmes infidèles. Quoique le duc de Monmouth ne se piquât pas d'une régularité de vie propre à nourrir l'espérance que Dieu se déclarerait en sa faveur, cependant il se laissa aller aussi à ces illusions mystiques. Nous en avons dit plus haut le motif véritable. Le départ du

comte d'Argyle, et la promesse que celui-ci lui avait faite de venir le joindre en Angleterre le plus tôt possible, achevèrent de le déterminer. Sans plus de délibération, il mit en gage une partie de ses bijoux, et acheta des armes, qu'il mit à bord d'un vaisseau soi-disant freté pour l'Espagne.

Cependant les cérémonies du couronnement absorbaient tellement le roi Jacques, que pendant plusieurs semaines toute autre affaire, quelque importante qu'elle fût, n'obtint pas un de ses momens. Cette circonstance favorisa les conspirateurs. Les partisans d'Argyle et de Monmouth, de leur côté, montrèrent une rare fidélité; aucun d'eux ne parla. Toutefois, quelques jours après qu'Argyle eût mis à la voile, le Roi fut instruit de ses projets. Le comte d'Arran prit la peine de venir m'en informer la nuit qui précéda le jour de mon départ de Londres. Il était urgent pour moi de quitter cette ville, autrement je courais risque d'être arrêté, ne fût-ce que pour faire peser sur moi le soupçon flétrissant d'avoir été d'intelligence avec les traîtres.

Le passage d'Argyle fut très-heureux. Il envoya une chaloupe à Orkney pour prendre langue, et ramener des prisonniers. Cette première tentative n'aboutit qu'à signaler sa venue, car le vent étant venu à tourner, il fut forcé de gagner le large, et d'abandonner ceux de ses gens qui

étaient à terre; du reste, il n'en arriva que plus promptement au but de son voyage dans le comté d'Argyle. La mésintelligence entre lui et Hume allait toujours croissant. Il avait un ton de commandement décisif et tranchant, dont devaient peu s'accommoder des gens à qui l'amour de la liberté avait mis les armes à la main. En débarquant, il trouva que le conseil, informé de son expédition, en avait ruiné tout le plan en donnant ordre à tous les gentilshommes de son comté de se rendre à Edimbourg : ce fut sa perte et leur salut. Il assembla néanmoins jusqu'à cinq cent vingt hommes. S'il eût marché à leur tête, droit vers les comtés occidentaux d'Air et de Renfrew, il aurait pu donner beaucoup d'embarras au gouvernement; mais il temporisa trop, dans l'espoir d'être joint par un plus grand nombre de ses montagnards. Il savait que ceux-ci seraient à lui sans restriction et lui obéiraient aveuglément, tandis que, s'il sortait de ses domaines peu accompagné, ceux qui viendraient à son secours prétendraient peut-être à une portion d'autorité; et il ne pouvait supporter la contradiction. C'est ainsi qu'il perdit des momens précieux, et laissa au conseil le loisir d'armer tout le pays contre lui. Finalement il fut contraint de passer un bras de mer, et il aborda à l'île de Bute, où il consuma encore dans l'inaction douze jours, c'est-à-dire tout le temps qu'il put y vivre, at-

tendant toujours l'arrivée en force de ses montagnards, qui ne parurent point.

Il avait laissé ce qu'il avait d'armes dans un château, avec un détachement pour les garder, tel que le comportait la petitesse de son armée. Ce détachement fut taillé en pièces par un parti des troupes du Roi. Le peu d'espérance et de résolution qui lui restait s'évanouit alors. Voyant son entreprise perdue, il se déguisa pour se sauver; et il était presque à l'abri de tout péril lorsqu'il fut pris. Un corps de gentilshommes qui l'avait suivi fit preuve de plus d'intrépidité, et s'ouvrit un passage l'épée à la main. La plupart furent assez heureux pour se sauver : quelques uns néanmoins furent faits prisonniers, entre autres sir John Cochrane, Ailoffe et Rumbald. Les deux derniers étaient Anglais. Je ne sais par quel motif ils s'attachèrent à la fortune d'Argyle de préférence à celle du duc de Monmouth. Telle fut la prompte conclusion de cette révolte. Il y eut peu de sang versé, tant sur le champ de bataille que par le glaive de la justice. On considéra que les montagnards étaient liés à leur seigneur par les liens d'un vasselage si étroit et si fort qu'ils étaient, en quelque sorte, excusables de s'être rangés sous ses étendarts. Comme nous l'avons déjà dit, la presque totalité de la noblesse avait été rappelée à Edimbourg par les ordres du conseil, et c'est ce qui la sauva. Un

des absens, qui se trouvait avec Argyle au moment de la déroute, gagna Carlisle en toute hâte, et là, avec une grande présence d'esprit, il demanda des chevaux de poste, se disant envoyé par le général pour porter au Roi de bonnes nouvelles, avec ordre de ne les lui dire que de vive voix. Il parvint ainsi à gagner Londres, d'où il trouva moyen de passer sur le continent.

Argyle fut conduit à Edimbourg. Il montra dans sa disgrâce un grand calme, mêlé même de quelque gaieté. Il justifia courageusement tout ce qu'il avait fait, attendu que l'*attaquer*, qui pesait injustement sur lui, l'avait dégagé de ses devoirs de sujet, et qu'il n'avait fait que ce qu'il se devait à lui-même et à sa famille, en s'efforçant de recouvrer ce qu'on lui avait enlevé contre toute justice. Il soutint en outre que l'obligation d'allégeance au Roi n'existait pas tant qu'il n'avait pas prêté le serment que les lois ont prescrit à nos rois lors de leur couronnement. Il demanda qu'on lui donnât M. Charterie pour l'assister dans ses derniers momens; on le lui accorda. Dès que ce digne ministre fut près du noble condamné, celui-ci se hâta de lui dire que sa conscience ne lui reprochait rien relativement à ces tentatives de révolte, et qu'il le priait en conséquence de donner une autre direction à ses exhortations pieuses. Charterie, après lui avoir dit ce qu'il en pensait, consentit facilement à ne plus lui en

parler; il ne fut plus question entre eux que de se préparer à bien mourir, ce qu'Argyle fit avec une fermeté inébranlable. Le duc de Queensbury l'interrogea en particulier. Argyle maintint qu'il n'avait concerté ses desseins avec qui que ce fût en Écosse, qu'un seul individu avait consenti à lui prêter de l'argent; et qu'en général sa méprise avait été de trop compter sur les dispositions du peuple, aigri par la dureté de l'administration. Le jour de l'exécution, M. Charterie entra chez lui comme il finissait de dîner : *Serò venientibus ossa*, lui dit Argyle en plaisantant. Il passa beaucoup de temps en prières, tantôt avec le ministre, tantôt seul, puis il marcha à l'échafaud avec une héroïque sérénité. Il s'était plaint amèrement, dans ses derniers jours, du duc de Monmouth, parce que celui-ci avait beaucoup différé son départ, et ensuite avait pris le titre de roi, deux choses contraires à leurs conventions. Il mourut, emportant la compassion universelle. Sa mort, prononcée en vertu de la sentence portée trois ans auparavant contre lui, et qu'on se contenta de rappeler, parut ne pas différer d'un meurtre. Quant à sa conduite comme chef de parti, elle avait été signalée par tant de fautes, qu'on conserva généralement l'impression qu'il n'était pas fait pour le rôle que les événemens lui avaient fait jouer.

Ailloffe, pour se dérober aux rigueurs de la jus-

tice, se procura un canif, et s'en donna plusieurs coups. Se regardant déjà comme mort, il appela ensuite, et dit que maintenant il défiait la rage de ses ennemis. Cependant les intestins n'étaient pas offensés, ni les plaies mortelles; et comme on espéra tirer de lui des révélations importantes, il fut conduit à Londres.

Rumbald était le maître de la maison de Rye, où s'était tramé, disait-on, le fameux complot contre la vie de Charles, alors régnant, et de son frère Jacques. Il nia positivement la réalité de ce complot. Il avoua d'ailleurs sans difficulté que, suivant lui, les obligations du prince envers le peuple étaient aussi sacrées que celles du peuple envers le prince, et que lorsqu'un roi s'écarte de la marche que les lois lui prescrivent, ses sujets ont droit de défendre leurs libertés, et de le contraindre par la force à les respecter. Rumbald ne nia pas qu'il eût entendu, dans l'appartement de West, des propositions d'assassiner les deux frères, ni qu'il eût dit lui-même, à ce propos, que la chose serait plus facile près de sa maison qu'ailleurs; ce qui avait amené quelques paroles sur les moyens d'exécution. Mais ce n'était là, ajoutait-il, que des discours vagues, et il n'y eut jamais de plan arrêté, ni même de résolution prise. Il dit encore que, pour lui, il n'était pas partisan d'une république, mais d'un gouvernement royal, organisé suivant les lois anglaises; mais il ne pou-

vait admettre que les rois tinssent leur autorité de Dieu même, ce qu'il exprima en termes grossiers, mais énergiques. « Je ne saurais croire, dit-il, que Dieu ait créé l'immense majorité de l'espèce humaine, une selle sur le dos et le mors à la bouche, avec quelques hommes bottés et éperonnés, pour la galopper sans ménagement. »

Cochrane avait pour père un homme très-riche, le comte de Dundonald, qui offrit aux prêtres 5000 livres sterling s'ils lui sauvaient son fils. Ils avaient besoin d'argent pour mieux assurer la réussite de leurs projets : aussi n'hésitèrent-ils pas à accepter. La grâce du coupable fut obtenue, et la somme comptée. Mais pour voiler ce marché, Cochrane demanda au conseil d'être envoyé à la cour, sous prétexte qu'il avait des secrets très-importans qu'il ne pouvait communiquer qu'au Roi en personne. Là-dessus, il fut conduit à Londres, où, après avoir obtenu une audience secrète de Jacques, il eut sa grâce, en considération, disait-on, des découvertes importantes qu'on venait de faire par son moyen. On publia entre autres que Cochrane avait révélé toutes les négociations des révoltés avec l'électeur de Brandebourg et le prince d'Orange. Mais tous ces bruits, encore une fois, n'avaient d'autre fondement que le marché honteux qu'ils étaient destinés à cacher. Le prince m'a dit depuis qu'il n'avait jamais vu Cochrane. Malgré ces précautions, le mystère de

ce pardon inattendu ne tarda pas à se dévoiler.

Le Roi prit lui-même le soin d'examiner Ailoffe, mais il n'en put rien tirer qu'une repartie peu faite pour lui plaire. Le prince voyant qu'il s'obstinait à ne lui rien découvrir, lui dit : « M. Ailoffe, vous savez que votre grâce est à ma disposition, parlez donc pour la mériter. » A quoi celui-ci, importuné de tant d'insistance, répondit : « Ma grâce, il est vrai, est à votre disposition, mais elle n'est pas dans votre caractère. » Il était neveu, par alliance, du vieux comte de Clarendon, qui avait épousé une de ses tantes en premières noces, mais n'en avait pas eu d'enfants. On crut donc quelque temps qu'une parenté si proche avec les princes ses enfans, engagerait le Roi à lui pardonner. C'eût été sans doute la meilleure réponse à la mordante repartie que nous avons citée; mais il fut exécuté avec les autres.

Immédiatement après l'exécution du comte d'Argyle, un parlement fut convoqué en Ecosse. Le marquis de Queensbury, créé duc bientôt après, et le comte de Perth, furent amenés à la cour par la mort de Charles. Queensbury déclara au Roi que, s'il entrait dans les vues de Sa Majesté de changer la religion établie, elle ne devait pas compter sur sa coopération. Jacques fit semblant de prendre cette ouverture en bonne part, et l'assura que telle n'était point

son intention ; qu'il vqlait seulement assembler un parlement, où il l'enverrait en qualité de commissaire, pour donner, en son nom, les assurances les plus formelles du maintien de la religion, faire fixer les revenus royaux, et rendre toutes les lois que demanderait la sûreté commune. Queensbury pressa le comte de Perth de parler au Roi dans le même sens que lui ; mais, tout zélé protestant que Perth prétendit être, il n'osa tenir un langage si décidé. Je n'avais pas encore quitté Londres : le duc me fit donc savoir ce qui s'était passé entre lui et le Roi, et il en était si satisfait que, suivant lui, il n'y avait plus rien à craindre ; en conséquence il prépara des instructions très-favorables à l'accroissement de l'autorité et des revenus de la couronne. Il m'a souvent dit depuis que le Roi lui avait parlé avec de tels dehors de franchise et de cordialité, qu'il persistait encore à croire qu'en effet il n'y avait pas préméditation de mensonge. Il ne se départit donc jamais de cette idée que les prêtres avaient autorisé Jacques à tout promettre, et qu'il l'avait fait sincèrement ; mais qu'ensuite, en vertu de la faculté qu'ils s'attribuaient de dégager à leur gré des obligations nées de tous sermens et promesses, ils l'avaient dégagé des siennes. C'est ainsi que s'expliquait l'air de candeur et de franchise avec lequel Jacques donnait une parole, qu'il devait violer l'instant d'après.

Le test avait été, à proprement parler, l'ouvrage du Roi pendant son séjour en Ecosse. Le duc de Queensbury crut qu'en y soumettant tout le monde, sans exception, il ferait sa cour, en même temps qu'il créerait pour la religion protestante la sauve-garde la plus efficace. Il proposa donc d'obliger, par un édit, à prêter le serment du *test*, non-seulement quiconque voudrait être apte à exercer des fonctions publiques, mais tous ceux encore à qui le conseil le prescrirait, sous peine, en cas de refus, de haute trahison. Cette mesure fut adoptée. Il en fut de même de plusieurs autres lois rigoureuses, par lesquelles le conseil privé était investi d'un pouvoir sans bornes. Queensbury, naturellement impérieux et porté, par caractère, aux procédés violens, s'y laissait aller avec d'autant moins de réserve que telle était l'inclination du Roi, et qu'il espérait, en l'aidant à établir un système de gouvernement absolu et despotique, se concilier sa faveur. Cependant il éprouva dans la suite combien il avait été dupe de croire que quelque autre chose que le sacrifice de sa croyance pût le rendre long-temps agréable à la cour; et après avoir travaillé à tout mettre sur un pied de sévérité, non-seulement il en vit la conduite confiée à d'autres, mais il fut lui-même sur le point d'en être la victime.

Le parlement d'Ecosse fut court. Aucun symp-

tôme d'opposition n'y parut. Le commissaire donna, au nom du Roi, les assurances les plus positives que la religion ne subirait aucune des innovations redoutées, et qu'elle serait au contraire maintenue dans tous ses droits. En foi de quoi il proposa l'acte dont on vient de parler, tendant à prescrire plus rigoureusement la prestation du test. Cet acte en effet fut bien accueilli et regardé comme une garantie; bien qu'il fût facile de prévoir que le conseil se prévaudrait du pouvoir discrétionnaire qui lui était attribué, pour appeler au serment ceux d'entre les protestans dont la conscience y répugnait, et non pour y soumettre les personnes du parti romain. En retour de ce prétendu bienfait du Roi, le parlement lui accorda, pour sa vie durant, le même revenu qu'à son frère, en y ajoutant même quelques taxes nouvelles.

Une des lois de rigueur qui furent rendues introduisait l'inquisition dans toute la force du terme. En vertu de cette loi, toute personne était obligée, dès qu'elle en était requise, et sous peine de haute trahison, de répondre à toutes les questions qu'il plairait au conseil de lui adresser. Tout le royaume fut dans la consternation, en voyant la prérogative royale s'accroître de ce droit terrible, et se crut à la veille des persécutions. Le parlement passa un autre acte qui, pour ne regarder qu'un particulier, n'en mérite pas

moins, par l'éclat de son injustice, d'être rappelé.

Lorsque Carstairs, appliqué à la torture, s'était laissé arracher tout ce qu'il savait, il avait préalablement obtenu du conseil la promesse formelle qu'il ne serait fait usage de ses révélations contre personne. Cette stipulation conclue, il parla, et chargea entre autres, du crime de haute trahison, sir Hugh Campbell et son fils, détenus depuis deux ans à Londres. Instruit de cette particularité, le comte de Melfort eut promesse des biens de sir Hugh, qui montaient environ à mille livres sterling de rente, au cas où celui-ci serait convaincu : puis il fit déclarer par acte du parlement, mais seulement pour six semaines, que si dans cet intervalle un membre quelconque du conseil privé déposait que le crime de haute trahison fût prouvé contre quelqu'un, il n'en faudrait pas davantage pour le condamner. Cette résolution étrange n'eut pas été plutôt prise, que quatre membres du conseil privé se levèrent et affirmèrent que les Campbell étaient convaincus de haute trahison par la déposition de Carstairs. Sans plus d'information, le père et le fils furent amenés à la barre pour dire ce qu'ils avaient à opposer à l'exécution de la sentence. Le vieux gentilhomme, âgé de près de quatre-vingts ans, voyant la perte de sa famille résolue, et sa condamnation si illégalement prononcée, rassembla ce qui lui restait de force et de courage, et dit : « Que l'oppression sous

laquelle gémissait le royaume les avait poussés au désespoir, lui et ses amis; et fait songer à aviser aux moyens de mettre leur vie et leurs biens à couvert; que dans ce dessein il était allé à Londres, et y avait, il est vrai, eu divers entretiens avec Baillie et d'autres; mais qu'ils avaient envoyé en Ecosse un d'entre eux pour prévenir les soulèvemens, et que, quoiqu'il eût été question de s'engager par un serment, ils n'avaient jamais réalisé ce projet. » On feignit de prendre cette explication pour un aveu, et ce n'est qu'à titre de grâce, et pour se donner une apparence de générosité, qu'on laissa la vie aux deux accusés; bien entendu que le comte de Melfort n'en fut pas moins mis en possession de leurs biens. Le vieux Campbell mourut bientôt après. Il n'est pas douteux que la rigueur de sa longue prison et la conclusion inouïe du procès n'eussent avancé ses jours. L'indignation fut générale; et quand la nouvelle de cette iniquité parvint dans les pays étrangers, il n'était pas aisé d'y faire croire.

Le parlement était, de son côté, sur le point de se réunir. Comme pour lui servir de prélude, Oates fut atteint et convaincu de parjure, sur les dépositions des témoins de Saint-Omer, qui avaient été, dès l'origine, opposées aux siennes. Mais les jurés étaient plus disposés aujourd'hui à y ajouter foi que par le passé. Il fut condamné à

être dépouillé de son habit de prêtre , à passer tout le reste de sa vie en prison , à être mis au pilori sur toutes les places de la ville , à y repaître de plus quatre fois l'an , enfin à être fouetté par la main du bourreau , un jour depuis Aldgate jusqu'à Newgate , et le lendemain de Newgate jusqu'à Tyburn ; ce qui fut exécuté avec tant de rigueur que son dos n'était qu'une plaie. Cette sentence , trop douce s'il était coupable , trop rigoureuse assurément s'il était innocent , violait la loi dans toutes les suppositions ; car d'une part , une cour séculière n'était pas compétente pour dépouiller Oates de l'habit ecclésiastique , et de l'autre , la prison perpétuelle n'était pas comprise dans les peines qu'avait droit d'appliquer le tribunal qui l'avait jugé ; enfin l'extrême rigueur avec laquelle avait été exécuté le châtimement du fouet était sans exemple. Personnage singulier en tout , Oates supporta cette accumulation de mauvais traitemens avec une constance qui surprit tous les spectateurs ; de sorte que son caractère se trouva plutôt rehaussé que ravalé dans leur esprit.

Afin de réunir les faits du même genre , quoiqu'un assez grand intervalle de temps les sépare , je dirai ici que Dangerfield , autre témoin dans la conspiration papiste , fut aussi convaincu de parjure et condamné aux mêmes peines. Mais le dénouement en fut encore plus tragique ; car ,

comme Dangerfield recevait son dernier coup de fouet, un étudiant en droit, qui n'avait eu aucun démêlé avec lui, mais poussé par un pur sentiment de brutalité, et transporté du zèle alors à la mode, lui déchargea sur la tête un coup de canne si violent, que le malheureux mourut sur-le-champ. Le meurtrier fut pris, et, malgré une infinité de sollicitations, abandonné à la justice, et pendu.

Le parlement s'ouvrit enfin. Le Roi y répéta, dans son discours d'ouverture, ce qu'il avait dit au conseil à son avènement à la couronne. Il ajouta seulement que certains membres s'imaginaient peut-être que le plus sûr moyen de l'obliger à de fréquentes convocations du parlement, était de le tenir serré; mais qu'il voulait bien les avertir qu'au contraire, mieux ils en useraient avec lui, plus souvent il les assemblerait. Cette insinuation avait pour but de prévenir une proposition dont on avait parlé dans le public, mais dont personne ne voulut être l'organe dans la chambre, savoir, qu'il serait prudent de n'accorder au Roi son revenu que pour un nombre d'années déterminé.

On le lui accorda pour sa vie sans aucune opposition, et même avec un empressement tel, comme au reste tout ce qu'il souhaita, que la chambre dépassant par ses libéralités les demandes même du souverain, Jacques crut devoir y mettre un

terme, et faire entendre, par un message, qu'il ne désirait plus d'argent de cette session. Et, chose étrange ! cette profusion des deniers public, sous un tel règne, était surtout mise en vogue par Musgrave et d'autres, qui, dans la suite, lorsqu'un gouvernement national leur demanda des fonds pour des besoins réels et des dépenses nécessaires, firent les patriotes rigides, et parlèrent en dispensateurs économes du trésor public.

Le parlement se montra d'abord moins facile sur la religion. Plusieurs proposèrent d'aviser à la mettre hors de tout danger. Ce fut pour les partisans de la cour l'occasion de déclamations à l'infini, tendant toutes à persuader à la chambre d'insérer, dans son adresse au Roi, qu'elle s'en remettait entièrement à sa parole et à sa loyauté. Cette démarche devait, à les entendre, engager d'honneur Sa Majesté, et par un lien bien plus fort que toutes les garanties légales ; car c'est son cœur qu'on aurait gagné. Ces niaiseries étaient si à la mode que le parlement eut la sottise de s'y laisser prendre.

Lord Preston, qui avait été, durant quelques années, notre envoyé en France, et à son retour un des orateurs courtisans chargés de diriger les débats de la chambre des communes, dit, à cette occasion, que la réputation de la nation anglaise allait croissant dans toute l'Europe de-

puis qu'elle obéissait à un prince dont le nom répandait partout la terreur ; et que si le parlement fortifiait encore cette haute opinion conçue de son souverain , en lui témoignant une confiance entière , même sur les matières les plus délicates , la face des affaires du continent serait changée , que l'Angleterre ressaisirait bientôt la balance de l'Europe , et que Jacques en serait l'arbitre. Ce discours devint le thème banal de tous les flatteurs de cour. En résultat , le parlement , dans son adresse , remercia le Roi des sentimens exprimés dans le discours d'ouverture , et l'assura qu'il se reposait parfaitement sur sa parole , et qu'il ne redoutait rien pour la religion , ni pour la liberté , puisque le Roi avait promis de les respecter.

Vint ensuite le tour des pétitions relatives aux élections. Seymour s'en expliqua avec beaucoup d'énergie et de poids. Il dit que les réclamations sur les irrégularités qui s'y étaient commises étaient si nombreuses , si graves , que bien des gens doutaient si la chambre représentait fidèlement la nation , oui ou non. Il ajouta qu'il y avait peu d'équité à attendre , sur les faits dénoncés , justice d'une assemblée , où tant de personnes avaient elles-mêmes trop de reproches à se faire pour rester juges impartiaux ; mais qu'il leur importait toutefois de ne pas rejeter les pétitions au moins sans quelque examen , car si la nation

voyait une fois qu'il n'y avait pas de justice à espérer d'eux, elle aurait recours à d'autres voies que les voies légales pour se faire rendre cette justice qu'ils lui auraient refusée. Seymour était un homme altier et point communicatif. Il ne s'était ouvert à personne du dessein qu'il avait de soutenir les pétitions de la sorte. Aussi cette sortie étonna tout le monde, plut à quelques uns, mais ne fut secondée par personne; elle ne servit même pas à engager une discussion.

Cependant la cour s'ingéniait à inventer des lois qui pussent lui servir à perdre tous ceux qui s'opposeraient à ses desseins. La plus importante fut celle qui déterminait les crimes de trahison pendant tout le cours du règne présent. Les paroles étaient du nombre. La clause était rédigée de manière que toute chose dite dans le but de déprécier la personne du Roi ou son gouvernement, tombait sous les termes de la loi; et, avec les juges et les jurés du temps, mal parler de la religion du Roi pouvait et devait signifier le déprécier personnellement. C'est ce que fit ressortir surtout Maynard, qui exposa, dans un discours solide et substantiel, l'inconvénient terrible qu'il y avait à incriminer si gravement les paroles. « Elles sont souvent, disait-il, mal entendues et mal comprises; il est toujours douteux que celui qui les rapporte n'en altère pas le sens réel, car la plus légère variation peut être

une infidélité complète; enfin dans un mouvement de passion, ou dans la chaleur du vin; il en échappe tous les jours qui en disent plus qu'on n'en voulait dire. Il est donc indispensable de s'en tenir aux principes du statut porté la vingt-cinquième année d'Édouard III, lequel statut n'admettait en preuve des mauvaises intentions que les seules actions. » Et, comme on lui objectait ce proverbe, *la bouche n'est que l'interprète du cœur*, il répliqua en rappelant ces paroles de notre Sauveur, *détruisez ce temple*; et il montra à quel point, dans la langue syriaque, *le temple* se confondait avec *ce temple*. La différence était imperceptible. Or il n'y avait rien de plus innocent que les paroles de Jésus-Christ; dans le sens qu'il y attachait, et rien de plus criminel cependant que d'exciter une multitude à détruire *le temple*. Le discours de Maynard produisit, dans ce moment, une grande impression. Cependant, sans le débarquement du duc de Monmouth, qui hâta la clôture de la session, la loi dont il s'agit, et toutes celles encore que projetaient les serviteurs officieux de la cour, anraient été adoptées par acclamation.

La réhabilitation de lord Stafford fut, dans la chambre des pairs, l'incident le plus remarquable. On se fondait sur ce que les témoins, qui avaient déterminé l'arrêt de mort, ayant été convaincus de parjure, cette tardive réparation était

bien due au sang innocent de l'homme injustement condamné. Les dépositions d'Oates, qu'on avait reconnues depuis pour n'être qu'un tissu de mensonges, étaient, en effet, la base de tout le procès du complot papiste instruit sous le règne précédent. Cela s'arrêta dans la chambre des pairs, et ne put passer. Elle fit droit seulement aux réclamations des lords catholiques, détenus à cette époque dans la Tour, et au comte de Danby, qui demandaient qu'on leur fit leur procès, ou qu'on les remit en liberté. Leur requête fut envoyée à la chambre des communes, qui répondit qu'elle se départait de son accusation ; sur quoi les prisonniers furent élargis. D'ailleurs, je le répète, bien que les deux chambres s'accordassent dans la résolution de mettre un terme aux poursuites pour le complot papiste, celle des pairs du moins répugnait, en général, à revenir sur les procédures déjà faites, et même à les condamner.

Sur ces entrefaites, le débarquement du duc de Monmouth mit fin à la session. Ce prince, incontinent après le départ de lord Argyle pour l'Écosse, avait fait toute la diligence possible pour se mettre en état d'effectuer le sien. Des achats d'armes furent faits, et un vaisseau freté pour Bilbao en Espagne. L'argent, provenant de ses bijoux mis en gage, n'était pas considérable, et il ne lui en vint pas d'Angleterre ; de sorte que son expédition, si hasardeuse en elle-même,

manquait encore par les préparatifs et les ressources. Elle ne consistait qu'en quatre-vingt-deux personnes. Aussi le secret ne fut-il trahi par aucune d'elles. Des espions cependant, que payait notre nouvel envoyé Shelton, lui donnèrent avis d'un vaisseau suspect, avec des armes à bord, qui allait mettre à la voile à Amsterdam. Shelton ne connaissait pas les lois du pays, et il ne songea pas à consulter ceux qui les connaissaient; autrement il eût pu se munir d'un ordre de l'amirauté de Hollande, alors à La Haye, pour en faire tel usage que les circonstances réclameraient. Lorsqu'il fut arrivé à Amsterdam, et qu'il se fut adressé aux magistrats de la ville pour leur demander d'arrêter et de visiter le vaisseau qu'il leur nommait, ils trouvèrent que ce vaisseau était déjà sorti du port, et leur juridiction ne s'étendait pas hors de cette enceinte. Il fut donc obligé d'envoyer un courrier à La Haye. Cependant, instruit du motif de son arrivée, le duc de Monmouth et ses compagnons mirent encore plus d'activité dans leurs opérations; et, secondés par un vent favorable, ils furent hors du Texel avant que l'ordre qu'on attendait de La Haye ne fût venu.

Après un heureux trajet, le duc aborda à Lime, dans le comté de Dorset. Il fit prendre terre à sa petite troupe en assez bon ordre, mais de jour, ce qui fit voir à quel point ils étaient peu nombreux.

L'alarme fut chaude à Londres. Avant qu'on

eût de l'événement d'autre preuve que les récits publics et la croyance générale, un acte d'*attainder* avait passé dans les deux chambres, et en un seul jour. Le comte d'Anglesey s'y opposa quelque peu, ne trouvant pas le fait assez prouvé pour motiver cette sentence si rigoureuse, fondée sur la notoriété. Une somme de 5000 liv. sterl. fut promise à celui qui apporterait la tête du duc. Le parlement se sépara ensuite; et la nation dut se trouver très-heureuse de n'avoir pas ou plus à souffrir de la servilité d'une pareille assemblée.

Le manifeste du duc de Monmouth était long et mal écrit, et plein d'une malice plus noire que mordante. C'était bien le style de Ferguson, ennuyeux et rebutant. Jacques y était accusé de l'incendie de Londres, du complot catholique, du meurtre de Godfrey et de la mort du comte d'Essex, et enfin, pour couronner le tout, d'avoir fait empoisonner le feu roi. On y exposait que la religion du Roi le rendait incapable de porter la couronne, incapacité que trois chambres des communes avaient reconnue, en votant consécutivement son exclusion; l'enlèvement des vieilles chartes, et en un mot tous les actes tyranniques qui avaient signalé le dernier règne, lui étaient imputés; les manœuvres du gouvernement dans les élections du présent parlement venaient ensuite, peintes sous les plus odieuses

couleurs, et avec un emportement d'expressions sans exemple. Enfin le duc en appelait à la nation, représentée par un parlement libre, du jugement de ses prétentions, et promettait une liberté entière, tant civile que religieuse, à toute personne, sans distinction de croyance.

Le duc de Monmouth fut bientôt joint par autant de gens des campagnes qu'il avait d'armes à donner; mais bien peu de gentilshommes vinrent se ranger sous ses enseignes. Le duc d'Albemarle, en qualité de lord-lieutenant du Devonshire, fut envoyé pour lever un corps de milice, et s'opposer aux rebelles; mais il la trouva si mal disposée contre la cour, qu'elle désertait en foule, ou servait sans ardeur. Le duc de Monmouth fut donc maître du pays pendant une quinzaine de jours, qu'il employa sans perdre un moment à enrégimenter et animer son monde. Ses manières douces et obligeantes lui gagnèrent tous les cœurs. Il n'en éprouva pas moins bientôt ce que c'était que d'avoir à commander une multitude rassemblée à la hâte, qui ne connaissait pas le métier de la guerre, et point accoutumée aux rigueurs de la discipline. Peu après le débarquement, le lord Grey fut envoyé à la découverte avec un petit détachement. Il rencontra quelques compagnies de milice, et il prit la fuite, sans que les siens eussent lâché

pieu, ou même pendant qu'ils mettaient la milice en déroute. Il porta lui-même au camp la nouvelle de sa prétendue défaite, qui ne fut démentie que par le retour en bon ordre des soldats abandonnés de leur chef. Le duc de Monmouth ne revenait pas de voir l'homme sur lequel il comptait le plus, et auquel il destinait le commandement de la cavalerie, à jamais déshonoré par la plus insigne lâcheté. Il comptait lui adjoindre Fletcher dans ce commandement ; mais un accident malheureux l'empêcha de le garder auprès de lui. Un jour qu'il avait envoyé cet officier battre le pays, celui-ci, n'ayant pas sous sa main un cheval qui lui convînt, prit celui d'un homme qui avait amené de Taunton un renfort considérable. Cet homme se trouvant absent, il n'avait pas pu le lui demander, et il s'était dit qu'entre eux tout était commun, lors surtout qu'il s'agissait du bien du service. Lorsqu'il eut exécuté ses ordres, et à son retour au camp, le propriétaire du cheval, homme grossier et mal élevé, se plaignit à lui en termes très-injurieux de ce qu'il s'était servi de son cheval sans sa permission. Fletcher supporta ces reproches avec plus de douceur qu'on ne pouvait raisonnablement attendre d'un caractère aussi impatient ; mais l'autre, ne cessant pas de donner carrière à ses propos insultans, et ayant poussé l'audace

jusqu'à lui porter au visage une baguette ou une canne , il lui déchargea son pistolet , et le renversa mort à ses pieds. Il fut sur-le-champ rendre compte de ce qui venait de se passer au duc de Monmouth. Ce prince sentit la nécessité de l'éloigner , s'il ne voulait pas dégoûter et perdre toute la population des campagnes , qui accourrait en foule pour demander justice. Il lui conseilla de se rembarquer sur le vaisseau qui les avait amenés , et de partir pour l'Espagne , comme cela lui était facile , vu le frêt du vaisseau. Quelque malheureux que fût cet accident , c'est à lui que Fletcher dut cette fois la vie.

Ferguson cependant travaillait à soulever le peuple avec toute la furie d'un enragé , qui voulait passer pour un enthousiaste , quoique tout ce qu'il écrivait en ce genre fût sec et forcé.

La grande erreur du duc de Monmouth fut de ne pas risquer d'abord quelque coup hardi pour marcher ensuite vers Exeter ou Bristol. En s'emparant de l'une de ces villes , il se fût mis en réputation , chose si importante , et eût trouvé en même temps d'immenses ressources ; mais il ne s'éloigna pas du voisinage de Lime , et perdit un temps précieux à exercer sa petite armée.

Le Roi eut ainsi le loisir de faire venir les troupes dont il pouvait disposer en Ecosse , depuis la défaite et la prise d'Argyle , et de faire repasser la mer aux régimens anglais et écossais.

qui étaient en Hollande au service des Etats. Le prince d'Orange mit beaucoup d'empressement à les renvoyer, et s'offrit, si cela était nécessaire, de s'embarquer en personne avec un renfort considérable. Le Roi reçut ces offres avec des marques de reconnaissance et de sensibilité. Quelque bonne contenance qu'il s'efforçât de garder, le trouble de ses pensées le trahissait, et il était visible qu'il séchait intérieurement d'inquiétude et d'alarme. Cependant il n'osa pas accepter le secours de la France, sachant que c'était un moyen assuré de s'aliéner le cœur de ses sujets; et, quant au prince d'Orange, il ne se souciait de lui avoir trop d'obligation, encore moins de le laisser s'immiscer dans les affaires et la politique du royaume. Le prince George commit une grosse faute en ne demandant pas le commandement de l'armée; car ce commandement, bien qu'il dirigé par les conseils de gens expérimentés, n'eût pas laissé que de lui donner un certain lustre. Son inaction, au contraire, dans un moment de péril lui fit peu d'honneur dans l'esprit du public.

Le Roi ne pouvait faire un plus mauvais choix que de mettre à la tête de ses troupes le comte de Feversham, Français de naissance, et neveu de M. de Turenne. Le changement de religion de ses deux frères le fit soupçonner de peu de ferveur pour la sienne, qu'il n'abandonna cependant ja-

mais ostensiblement. Il était d'ailleurs homme de probité, de courage, de bon naturel; mais d'un excès de faiblesse difficile à concevoir. Aussi fit-il fautes sur fautes, et il n'y eut pas une de ses démarches qui ne compromit gravement les intérêts du Roi. Il n'avait ni détachement pour aller à la découverte, ni intelligence d'aucun genre dans le camp ennemi. C'est au sein de la sécurité la plus parfaite, et goûtant dans son lit les douceurs de l'imprévoyance, qu'il fut presque surpris et exposé par conséquent à quelque déroute désastreuse. Tant d'incapacité et de négligence eussent servi merveilleusement les desseins du duc de Monmouth, si ce prince avait eu seulement un noyau de bonnes troupes.

Le duc de Monmouth s'aperçut, mais trop tard, du tort qu'il avait eu de temporiser comme il avait fait. Il commençait à manquer de vivres, et il était serré de si près par l'ennemi, qu'il sentit la nécessité d'en venir à une action décisive. Dans cette extrémité néanmoins, peu s'en fallut qu'il ne surprît dans leur lit, comme je l'ai déjà annoncé, le comte de Feversham et ses troupes, en s'insinuant de nuit entre les deux corps séparés, dont se composait l'armée de ce général. Mais une fausse marche lui fit perdre l'heure, et, lorsqu'il fut proche du camp ennemi, le passage d'un fossé, quoique assez peu large, le retarda encore davantage. Ces longueurs donnèrent

à Feversham et à ses officiers le temps de se lever, de s'habiller et d'aviser aux moyens de défense. L'attaque de l'infanterie du duc de Monmouth fut opiniâtre; elle se battit bien, et mieux qu'on n'aurait dû s'y attendre, lors surtout que le corps de cavalerie eut lâché le pied: ce qu'on attribua au lord Grey. Cependant les suites inévitables de ce lâche abandon, et le feu nourri du canon les forcèrent à la fin à prendre la fuite. Mille fantassins environ furent tués sur la place, et quinze cents faits prisonniers. Avant la bataille, l'armée du duc de Monmouth était forte de cinq à six mille hommes. Il quitta trop tôt la partie pour un homme de courage, qui avait de si hautes prétentions, et qui, peu de jours auparavant, s'était laissé donner le titre de Roi par une précipitation peu propre à le servir dans l'esprit même de ceux qui avaient embrassé sa cause. Il tourna vers le Dorsetshire. Et lorsque son cheval ne fut plus en état de le porter, il changea d'habit avec un berger, et continua ensuite à marcher aussi loin que ses forces le permirent; accompagné d'un seul domestique allemand, qu'il avait amené avec lui du continent. A la fin, accablé lui-même de lassitude, il se jeta dans un monceau de foin qu'il rencontra au milieu d'un champ, et s'y tapit, espérant pouvoir s'y tenir caché jusqu'à la nuit. Cependant des partis de l'armée royale couraient le pays pour faire des prisonniers. Le lord

Lumley, qui en commandait un, rencontra le berger couvert des habits du duc de Monmouth. Mis, par cette rencontre, sur la trace du duc lui-même, il la suivit à l'aide de quelques chiens de meute qu'il avait avec lui jusqu'au lieu de sa retraite. L'Allemand fut le premier découvert, et aussitôt il montra du doigt l'endroit où son maître était caché. C'est ainsi que fut pris Monmouth, dans une attitude et un équipage peu dignes de son rang.

Il était harassé de fatigue, et son esprit se ressentait tellement de l'abattement du corps, qu'il demanda la vie d'une manière qui répondait mal à cette bravoure qu'on avait toujours louée en lui. Il se fit donner une plume, de l'encre et du papier, et il écrivit au comte de Feversham, à la Reine régnante et à la Reine douairière, les suppliant d'intercéder auprès du Roi pour obtenir sa grâce. Le caractère connu du Roi et son intérêt assuraient d'avance de l'inutilité de cette démarche, et en rendait la pusillanimité plus inexcusable encore. Il fut conduit à Whitehall, où le Roi l'interrogea en personne. Résolu, comme était ce prince, de ne point lui faire grâce, il aurait dû lui épargner et s'épargner lui-même une entrevue pareille. Le duc s'abaiissa à de nouvelles soumissions aussi peu honorables que les premières. Il alla même jusqu'à insinuer qu'il était prêt à changer de reli-

gion, en rappelant quelle avait été sa première éducation religieuse. Il n'y avait pas de grandes révélations à attendre de lui. L'entreprise avait été conduite avec trop de précipitation pour qu'on pût supposer l'existence de ramifications étendues et de nombreux complices. Son interrogatoire se fit un lundi, et les ordres furent donnés pour son exécution le mercredi suivant.

Turners et Ken, évêque d'Ély et de Wells, furent chargés de l'assister à ses derniers momens. Il demanda de plus le docteur Tennison. Les évêques s'efforcèrent d'en obtenir l'aveu et la contrition du crime de révolte. Il répondit qu'il déplorait amèrement tout le sang qui avait été versé à cause de lui; mais il ne donna d'ailleurs aucun signe de repentir. Il convint néanmoins avoir souvent reçu, de la bouche de son père, le désaveu formel des bruits qui couraient sur le mariage de ce prince avec sa mère. Il en donna même la déclaration par écrit, apparemment dans l'intérêt de ses enfans, qui étaient comme lui prisonniers à la Tour, et pour prévenir les mauvais traitemens qu'il n'aurait pas manqué d'attirer sur eux en persistant dans ses prétentions. Il se montra peu occupé de sa femme, qui conservait un tel ressentiment des liaisons de son époux avec lady Wentworth, qu'elle refusa de s'entretenir sans témoins avec lui, malgré le désir qu'il en manifestait, de peur de se com-

promettre et sa famille avec elle. Ils se séparèrent très-froidement. Monmouth lui recommanda seulement d'élever leurs enfans dans la religion protestante. Les évêques revinrent à la charge pour faire naître dans son âme le sentiment du péché de rébellion; mais ils n'aboutirent qu'à l'impatienter. Il les pria de chercher quelque autre matière à leurs exhortations. Ils voulurent ensuite lui donner des scrupules sur la vie qu'il avait menée avec lady Wentworth. Il s'en justifia en leur faisant observer qu'il s'était marié trop jeune pour donner un consentement véritable à son mariage; il ajouta que lady Wentworth était une femme de beaucoup de piété et de mérite, et qu'il n'avait jamais été plus homme de bien et de règle que depuis qu'il s'était attaché à elle. Tous les efforts des deux évêques pour le convaincre de l'illégitimité de ce commerce furent inutiles. Ils firent certainement très-bien d'acquitter leur conscience et de lui parler avec cette franchise, mais ils eurent tort d'insister autant qu'ils le firent sur ces deux points, et surtout de répéter publiquement l'entretien qu'ils avaient eu avec lui. Les ecclésiastiques doivent taire ce qu'ils disent aux pénitens qu'ils sont chargés d'aider à bien mourir, autant que les confidences qu'ils en reçoivent. On voit que les prélats durent quitter Monmouth aussi mécontents de lui qu'il était lui-même peu satisfait d'eux.

Il goûta beaucoup davantage le docteur Tennison, qui ne s'exprima pas moins nettement sur sa vie publique et privée, mais qui le fit avec plus de retenue et de douceur. Après avoir dit tout ce qu'il crut de son devoir, et voyant qu'il ne gagnait rien, il passa aux graves pensées qui doivent occuper tout homme près de mourir. Le duc demanda avec les dernières instances qu'on différât seulement d'un jour son exécution : légère faveur dont le refus était d'une dureté presque incompréhensible. Il y eut des gens qui crurent qu'il ne mettait tant de prix à ce court délai, que par l'espérance que lui avaient donnée des astrologues, qu'il ne perdrait point la vie s'il pouvait venir à bout de la prolonger de vingt-quatre heures. Tant qu'il crut voir luire quelque rayon d'espoir, il en eut l'esprit trop préoccupé pour être lui-même.

Mais lorsqu'il vit que sa mort était irrévocablement arrêtée, il ne lui échappa plus que quelques plaintes passagères sur la précipitation avec laquelle on pressait son supplice. On vit d'ailleurs tout à coup avec étonnement son âme se rasseoir et s'affermir. Aucune trace d'affectation ne gâtait cette métamorphose. Il reprit ses manières faciles et la sérénité accoutumée de son front. Il n'y a pas jusqu'à une certaine gaieté douce et décente qui ne revint embellir ses derniers momens. Il pria Dieu de lui pardonner ses

péchés , tant ceux qu'il connaissait que ceux dont il pouvait être coupable sans les connaître ou les sentir. Plein de confiance dans la miséricorde infinie du Seigneur, il paraissait en attendre la félicité des justes. Ainsi disposé, Monmouth se rendit au lieu préparé pour son supplice, à Towerhill, avec la contenance assurée d'un homme supérieur à la crainte, mais grave et sérieux. Au pied de l'échafaud, il se borna à dire qu'il était fâché du sang qui avait été versé; mais qu'il s'en consolait par l'idée de n'avoir jamais eu d'autre but que le bien de la nation. Apercevant la hache, il la mania, et dit que le fil lui en paraissait émoussé. Il ne donna au bourreau que la moitié de la récompense qu'il lui destinait, en l'avertissant que s'il lui coupait la tête avec dextérité, et non en boucher maladroit comme celle de lord Russel, un de ses gens lui remettrait le reste. L'exécuteur, tout troublé et tremblant, frappa deux ou trois coups sans pouvoir venir à bout de sa besogne, et alors de dépit il jeta sa hache par terre. Le shériff le força de la reprendre, et il fallut encore plusieurs coups nouveaux pour détacher la tête du tronc. Telle fut la fin tragique de cet infortuné jeune prince. Il avait un mélange de bonnes et de mauvaises qualités. Doux et affable, il l'était jusqu'à la faiblesse pour ceux qui s'étaient une fois emparés de son affection. Il était droit, d'un bon

naturel , et entendant bien le métier de la guerre ; mais il avait un goût excessif pour les plaisirs et trop de faiblesse pour des favoris.

On ne doutait pas que l'exécution du lord Grey ne suivît de près. Mais il avait de grands biens , qui , par sa mort , seraient échus à son frère. Cette considération fléchit la cour , qui résolut de le sauver pour pouvoir composer avec lui. Le comte de Rochester en tira 16,000 liv. sterl. pour sa part. D'autres eurent moins. Grey s'engagea de plus à dire ce qu'il savait , et à servir de témoin contre d'autres accusés , à condition néanmoins qu'on ne ferait mourir personne sur ses dépositions. C'est par ces dépositions et celles de quelques autres que lord Brandon , fils du comte de Macclesfield , fut atteint et convaincu. Vint ensuite le procès de Hampden. On lui dit qu'il n'avait point de grâce à espérer s'il ne se confessait coupable. Comme il savait qu'on avait des preuves juridiques contre lui , il se soumit. Il demanda la vie avec une bassesse sans égale , et dont il eut lui-même dans la suite une telle honte qu'il tomba dans un désordre d'imagination qui ne le quitta plus. Le résultat en fut terrible ; car , environ dix ans après , il se coupa la gorge.

Le Roi se trouvait donc maintenant entouré d'autant de prospérité qu'il avait pu en souhaiter. Son revenu était fixé par ses deux parlemens

d'Angleterre et d'Écosse. Deux rébellions mal préparées et mal conduites avaient tellement abattu le parti qui lui était contraire, que son trône paraissait inébranlable, et désormais à l'abri des plus rudes attaques. Et effectivement, un excès de malhabileté peu croyable était seul capable de balancer le bonheur inattendu des six premiers mois de ce règne. Si le Roi, se contentant d'ordonner l'exécution des coupables les plus propres à servir d'exemples, avait accordé ensuite une amnistie générale et caché ses desseins jusqu'à la session suivante, on ne saurait se faire une idée exagérée de la facilité qu'il aurait eu à les accomplir.

Mais son caractère personnel, l'emportement de quelques uns de ses ministres, et les maximes de ses prêtres qui pensaient que rien ne pouvait plus tenir devant lui, tout cela contribua à lui faire perdre des avantages qu'il ne put recouvrer. Les dehors de clémence qu'il affecta dans la suite furent regardés comme la dernière ressource d'un joueur désespéré, qui veut réparer de nombreuses imprudences. L'armée eut ordre de séjourner quelque temps dans les comtés de l'ouest, où, tant officiers que soldats, vivaient comme en pays ennemi, exerçant les plus odieuses vexations contre quiconque était soupçonné d'être mal intentionné pour la cour.

Kirk, qui avait commandé long-temps à Tan-

ger, y avait contracté l'humeur féroce des habitants du pays. Peu de jours après la bataille, il fit pendre plusieurs prisonniers à Taunton; sans aucune formalité, et le spectacle de leur supplice devint un divertissement pour lui et sa société. A chaque nouvelle santé, on expédiait un des prisonniers. La brutalité des convives fut telle, qu'observant le mouvement de jambes de ces malheureux : les voilà qui dansent, se dirent-ils; et l'on fit venir de la musique. Il y avait là un oubli si criant des lois et de l'humanité, que chacun devait s'attendre à se voir recherché et puni. Kirk cependant en fut quitte pour une réprimande. On prétendit qu'il avait eu des ordres pour quelques exécutions militaires, et qu'en conséquence il n'était reprehensible que dans la forme.

Mais ce n'était point encore assez pour satisfaire les passions haineuses de la cour, et Jefferies eut ordre de parcourir les cantons de l'ouest pour juger les prisonniers. L'histoire d'aucune nation civilisée n'offre l'exemple d'une conduite pareille à la sienne. Dans un état permanent d'ivresse et de rage, tenant plus de la furie que du juge, il voulait que les accusés plaïdassent *coupables*. Pour les y engager, il donnait des espérances à ceux qui épargneraient ainsi son temps et sa peine, et il menaçait les autres de toute la rigueur de la loi. Plusieurs, séduits par ces pro-

messes, plaidèrent coupables, quoiqu'ils eussent de grands moyens de défense. Mais pas un seul ne fut épargné. Il en fit même pendre un grand nombre sans leur avoir donné le temps d'adresser leurs prières à Dieu. Il fit exécuter, en différens endroits, environ six cents personnes, la plupart de la basse classe et nullement connues. La barbarie avec laquelle il les traitait, et sa façon d'agir envers quiconque intercédait en leur faveur, quels que fussent son rang et ses opinions, auraient étonné dans un pacha de Turquie. Elles passaient toute croyance dans un juge d'Angleterre. Le détail en serait trop long.

Le Roi, de crainte sans doute que le public ne prît le change et ne le crût étranger aux infamies de son juge, se faisait rendre compte tous les courriers des résultats de ce qu'il appelait *la campagne de Jefferies*, pour avoir le plaisir d'en faire lui-même le récit aux ambassadeurs étrangers, soit dans la salle d'audience, soit à table : conversation, certes, bien indigne d'un roi pour qui les mots de majesté et de clémence n'eussent pas été des mots vides de sens. Dykvelt était alors un des ambassadeurs envoyés par les États, pour féliciter le Roi sur son avènement à la couronne. Je tiens de lui que Jacques revenait sans cesse sur ce sujet, et s'étonnait tous les jours davantage par l'inconvenance

avec laquelle il en parlait. Jefferies, à son retour, fut créé baron et pair d'Angleterre. Cette faveur était d'autant plus grande, qu'il fallait remonter très-haut dans notre histoire pour trouver un juge élevé à la dignité de pair, de sorte qu'on s'était habitué à regarder ces deux caractères comme incompatibles.

Dans ce grand nombre d'exécutions, il y en eut deux si épouvantablement bizarres, qu'elles méritent une mention plus particulière. Le Roi, qui savait qu'un grand nombre de partisans du duc de Monmouth avaient gagné Londres, et s'y cachaient, voyait dans les receleurs des traîtres pires que les rebelles eux-mêmes, car c'est probablement, disait-il, pour un meilleur temps qu'ils dérobent ces criminels à la justice. De plus, la cour eût été bien aise de trouver en faute quelques riches marchands, qui auraient chèrement composé pour la conservation de leur vie; car il y avait eu jusqu'alors beaucoup de sang répandu, mais peu de profits, pour récompenser ceux qui avaient servi. Le Roi déclara en conséquence qu'il pardonnerait plutôt aux rebelles qu'à ceux qui leur donneraient un asile.

Il y avait alors à Londres une certaine femme nommée Gaunt, anabaptiste zélée, qui avait consacré à des œuvres de charité une grande partie de sa vie, occupée sans cesse à visiter les prisonniers et à prendre soin des pauvres de quel-

que religion qu'ils fussent. Un des rebelles vint la trouver. Elle le retira dans sa maison, attendant une occasion favorable pour le faire sortir du royaume. Il sortit une nuit, et apprit ce qu'avait dit le Roi. Alors, par une bassesse d'âme inouïe, il alla se déceler, lui et sa généreuse protectrice. Elle fut arrêtée et mise en jugement. Il n'y avait point de preuve, sauf le témoignage du délateur, qu'elle eût connu pour un rebelle l'homme qu'elle avait reçu dans sa maison. Sa servante disait simplement qu'il y avait été logé et entretenu. Cependant, quoique le crime fût d'avoir reçu un traître, et qu'il ne fût affirmé que par la seule déposition de l'infâme, le juge fit déclarer coupable par le jury mistriss Gaunt, sous prétexte que la servante pouvait servir de second témoin. Notez que la servante ne savait rien des motifs de la présence de l'étranger chez sa maîtresse. L'accusée fut condamnée au feu, qui est le supplice ordinaire des femmes convaincues de haute trahison. Elle mourut avec une constance qui était presque de la gaieté, et dont tous ceux qui étaient présents ne purent assez s'étonner. Elle dit que la charité ne faisait pas moins partie de la religion que la foi; qu'à prendre la chose au pis elle avait nourri un ennemi; qu'elle espérait en conséquence trouver sa récompense dans le sein de celui pour l'amour de qui elle mourait, quelque indigne de pitié

que fût la personne qu'elle avait accueillie ; qu'elle se réjouissait de l'honneur que Dieu lui avait réservé de souffrir la première, sous ce règne, la peine du feu, et de la souffrir comme martyre d'une religion qui était tout amour. Penn le quaker m'a dit qu'il l'avait vue mourir. Elle arrangeait la paille autour d'elle pour être plus promptement consumée, et en un mot se comporta de manière à faire fondre en larmes tous les spectateurs.

L'autre victime fut encore une femme, mais d'une qualité supérieure, lady Lisle. Son mari était régicide et avait été créé lord par Cromwell, avec le titre de lord Lisle. A la restauration, il avait passé la mer, et s'était établi à Lausanne. Mais trois Irlandais déterminés, espérant par là faire leur fortune, s'y rendirent et le tuèrent, comme il allait à l'église. Bien montés et mal poursuivis, ils gagnèrent ensuite la France. On savait que sa femme avait été très-affectée de la mort du Roi, et n'avait jamais bien pardonné à son mari la part qu'il y avait eue. Elle était connue en outre par sa piété et sa charité. Le lendemain de la bataille, Hicks, prédicateur non-conformiste des plus fougueux, vint chez elle avec Nelthorp. Elle connaissait Hicks, de sorte qu'elle les reçut l'un et l'autre avec beaucoup de civilité, sans leur demander d'où ils venaient ; mais Hicks lui raconta de lui-même la position où ils se trou-

vaient, et ce qu'ils venaient chercher. Elle les quitta immédiatement et fut donner ordre à un domestique de confiance de faire partir quelqu'un pour les déclarer au juge de paix le plus proche, et de les laisser néanmoins s'échapper. Mais, avant qu'ils eussent profité de la liberté qu'on leur laissait, un parti des troupes du Roi environna la maison et les prit tous deux, ainsi que lady Lisle, qui était censée avoir consenti à les recevoir. Résolu de la sacrifier à sa barbarie, Jefferies prit la précaution d'obtenir du Roi qu'il ne lui ferait point grâce. C'est ce que le Roi du moins déclara au comte de Feversham lorsque celui-ci, à qui on avait promis 1000 liv. ster. s'il sauvait la vie de l'accusée, vint intercéder pour elle. Elle comparut donc. Il n'existait aucune preuve juridique qu'elle connût les rebelles pour tels. Les noms de ses hôtes n'étaient dans aucune proclamation : rien ne l'avertissait qu'elle eût à se garder d'eux. Mais Jefferies assura les jurés sur son honneur que Hicks et Nelthorp avaient avoué à la maîtresse du logis leur complicité dans la rébellion de Monmouth. C'était se porter témoin contre l'accusée, et par conséquent il ne pouvait plus être son juge. Non content de rester sur son siège, contre toutes les règles de la justice, et quoique le défenseur de l'accusée soutint en point de droit, qu'il fallait au moins, avant de la déclarer coupable, que les personnes

trouvées chez elle fussent atteintes et convaincues ; Jefferies somma le jury , avec les expressions les plus violentes , de rendre , sans délai , le verdict fatal. Toute l'audience était dans la dernière indignation à la vue de tant d'iniquité. Seule la principale intéressée , lady Lisle , qui avait alors plus de soixante-dix ans , parut prendre si peu de part aux débats , qu'elle s'endormit. L'arrêt des jurés lui fut favorable une première fois , et Jefferies , dans sa fureur , les ayant forcés à le remettre en délibération , ils y persistèrent une seconde. Alors , transporté de rage , il s'emporta contre eux aux plus violentes menaces , jusqu'à leur faire peur à eux-mêmes d'un procès criminel. Ils cédèrent à la crainte , et le résultat de leur troisième délibération fut de la déclarer coupable. Toute la faveur que le Roi consentit à faire à cette infortunée , fut qu'elle aurait la tête tranchée , au lieu d'être brûlée vive. Elle mourut avec une fermeté inébranlable , heureuse de mourir martyre de piété et de charité chrétienne.

La plupart des victimes portèrent sur l'échafaud tant de force et de sérénité , tant de zèle pour la religion , qu'ils croyaient menacée , que l'impression de leur mort fut grande sur l'esprit du peuple. Quelques uns néanmoins eurent recours , pour se sauver , au lâche expédient de la délation. Goode-nough , qui avait été sous-shériff de Londres ,

lorsque Cornish en était le shériff, offrit de témoigner en justice contre ce dernier; et il accusa en même temps Rumsey de n'avoir pas révélé tout ce qu'il savait. Celui-ci alors, pour se tirer d'affaire, joignit son témoignage à celui de Goodenough, et il affirma avec lui sous serment que Cornish était coupable des mêmes choses qui avaient fait trancher la tête au lord Russel. Le procès du malheureux shériff fut poussé avec tant de précipitation, qu'en une semaine il fut arrêté, jugé et exécuté. Si on lui avait laissé quelque répit, il aurait pu, en confrontant la nouvelle déposition de Rumsey avec la première, convaincre de faux les deux témoins, dont le mensonge parut si évident bientôt après sa mort, qu'ils furent condamnés à une prison perpétuelle, et que ses biens furent rendus à sa famille. Il protesta de son innocence, avant de mourir, dans les termes les plus véhéments, et il se plaignit; non sans beaucoup d'amertume et d'aigreur, des moyens employés pour le perdre. C'en fut assez pour qu'on publiât qu'il était mort dans un accès de rage. Mais Penn, qui assista à son exécution, m'a assuré qu'il n'avait montré que cette juste indignation, bien naturelle dans un opprimé innocent. L'autorité de Penn est d'autant meilleure dans ce cas-ci, qu'il était chaud partisan de la cour. Il me disait que le Roi était bien à plaindre d'avoir été entraîné, par le

caractère impétueux et sanguinaire de Jefferies , à permettre une telle effusion de sang. Mais , si Jacques lui-même n'y avait pas eu du penchant , et si ses prêtres n'avaient cru de l'intérêt de leur parti de donner libre carrière à l'horrible boucher , pour se défaire de toutes les personnes qu'ils supposaient capables de mettre obstacle à leur projet , on ne concevrait jamais ce débordement de cruautés inouïes , qu'il eût été si facile de contenir.

Un sentiment général d'horreur s'empara de la nation entière ; elle s'interrogea en tremblant sur ce qu'elle avait à attendre d'un Roi qui se plaisait dans le sang. Les plus décidés d'entre les torys sentirent leur ardeur se refroidir , et la pensée leur vint , pour la première fois , que peut-être ils avaient trop de confiance dans la sagesse du gouvernement , et s'étaient laissé entraîner trop avant. Le Roi avait levé de nouveaux régimens pour les opposer au duc de Monmouth , et donné à des catholiques toutes les commissions d'officier. La gravité des circonstances , qui obligeait à employer tout le monde , fit fermer les yeux sur cette faveur accordée aux papistes , d'autant plus que le parlement avait fixé à trois mois seulement la durée du service des dernières levées. Mais maintenant que ce temps était presque écoulé et que le Roi désirait conserver ses troupes sur le pied où elles étaient , il se mit à dire tout haut

que les lois qui établissaient les deux tests avaient été faites contre lui; que par le premier de ces tests on s'était proposé de lui enlever l'amirauté, et que le second avait eu pour but de préparer l'exclusion : et il ajouta qu'on ne pouvait en conséquence exiger de lui l'observation des lois qui les établissaient, sans lui faire l'affront le plus sanglant. C'est ainsi qu'il motiva la continuation des officiers catholiques dans leurs commissions; et, non content de cet acte arbitraire, il déclara hautement qu'il ne pourrait se dispenser de regarder comme ses ennemis tous ceux qui, à la prochaine session du parlement, ne consentiraient pas à l'abrogation des deux lois.

Les courtisans commencèrent donc à remplir le royaume de leurs déclamations contre les tests. C'était, suivant eux, attenter aux droits de la couronne, que de frustrer le Roi du service d'une partie de ses sujets; avilir la dignité de la pairie que de lui imposer d'autres sermens que le serment d'allégeance; et enfin exposer de plein gré notre souverain à l'outrage le plus sensible, que d'obliger tous ceux qu'il employait à affirmer par serment que sa religion était idolâtre. D'un autre côté, on voyait clairement que si les tests n'étaient point maintenus, il n'y aurait plus de postes publics occupés par d'autres que des papistes, ou ceux au moins qui donneraient des espérances d'apostasie. Et quant au test qui regardait les

membres du parlement en particulier, sa suppression ouvrait l'entrée des deux chambres au pur papisme, qui, appuyé par la cour, s'y trouverait tôt ou tard en majorité, et en profiterait pour renverser toutes les lois religieuses de l'Angleterre. Tant que la nation avait vu dans ses souverains des co-religionnaires fidèles et sûrs, elle n'avait pas senti le besoin d'une pareille garantie, certaine qu'ils ne donneraient pas les emplois aux ennemis de leur religion. Mais aujourd'hui que nous avons un prince d'une religion différente de la nôtre, les tests paraissaient être la seule barrière qui nous défendit contre l'invasion du papisme. C'était eux qui avaient déjà calmé la plupart des esprits, et avaient discrédité la pensée de l'exclusion, comme d'une garantie superflue, tant qu'ils subsisteraient. Les militaires embrassaient ces idées avec chaleur, prévoyant bien que le Roi, une fois délivré du frein salutaire des tests, ou les forcerait à apostasier, ou leur ôterait leurs emplois. Le clergé, qui, en général, avait épousé jusqu'ici avec fureur les intérêts de la cour, ouvrit enfin les yeux. En un mot, les dispositions de l'Angleterre furent changées presque en un instant. Le marquis d'Halifax proposa dans ce conseil, de donner l'ordre d'examiner si tous les officiers en fonctions avaient rempli ou non la formalité du serment auquel ils étaient soumis; mais il ne fut appuyé par

personne. Ainsi la motion n'eut pas de suite, et l'on prit toutes les mesures possibles pour assurer la révocation des tests dans la session qui allait s'ouvrir.

L'époque dont nous parlons fut marquée par quelques conversions, entre autres celles du comte de Perth et de son frère le comte de Melfort. Le comte de Perth avait eu quelques démêlés avec le duc de Queensbury, dont il se plaignait comme d'un homme violent et altier, qui le traitait avec une hauteur déplacée; ils finirent par en venir à une rupture ouverte. Ce fut vers le temps où le Roi publia les deux écrits trouvés dans le coffre-fort de son frère. Le comte de Perth, ou fut convaincu par les argumens qu'ils contenaient, ou imagina de s'en prévaloir pour se mettre bien à la cour, en y rattachant sa conversion. Il partit donc pour Londres avec l'intention d'y porter plainte contre le duc de Queensbury. Il fit part de son projet à son frère, qui était venu au devant de lui jusqu'à Ware, et qui d'abord en fut aussi surpris qu'alarmé; mais il sut si bien le manier, qu'il lui persuada de suivre son exemple. Il n'épargna, dans sa conversion, aucune des démonstrations à la mode de dévotion et de zèle. Cependant lorsqu'il eut exposé ses griefs contre l'administration du duc de Queensbury, elles parurent si frivoles que le Roi lui-même en eut honte, et que toute la cour se

déclara pour le duc. On parla beaucoup alors d'une repartie du duc d'Halifax. Un jour que le comte de Perth se donnait beaucoup de peine pour le convaincre de la justice de ses plaintes et qu'il paraissait d'ailleurs peu s'embarrasser du tort qu'elles pourraient lui faire dans le monde ; « Toute inquiétude là-dessus serait en effet déplacée, lui répondit le marquis ; *votre foi* (votre bonne foi) *vous met à l'abri de toute atteinte.* » Le mot fut vérifié par l'événement.

Avant que le comte de Perth eût déclaré sa conversion, le Roi avait paru tellement satisfait de la conduite du duc de Queensbury en Ecosse, qu'il était résolu d'obliger son adversaire à lui faire ses soumissions, ou à quitter ses emplois. Mais des convertis aussi éminens que le comte de Perth et son frère méritaient d'être encouragés. Cependant, pour ne pas paraître avoir passé si brusquement d'un sentiment à l'autre, le Roi donna ordre aux deux compétiteurs de retourner en Écosse, où ils apprendraient son bon plaisir. Le bon plaisir les suivit de près. Il mettait la trésorerie en commission, et l'enlevait par conséquent à Queensbury, auquel néanmoins fut donnée la présidence, pour éviter de trop le mécontenter en une fois. Mais on s'aperçut bientôt qu'il n'avait plus le secret des affaires, et que les comtes de Perth et de Melfort en avaient hérité. Bientôt après, non content

d'avoir ôté au duc de Queensbury toutes ses charges, la cour forma le dessein de le perdre. Elle excita en conséquence toutes sortes de personnes à porter des accusations contre lui, pour des faits de son administration tant civile que financière. Et si on eût pu trouver quelque prétexte plausible de poursuite, le parti était pris de le sacrifier. On attribua une haine si violente qui succédait, presque sans intervalle, à la plus parfaite confiance, aux insinuations du comte de Perth sur le zèle de Queensbury contre le papisme, et la peine qu'il s'était donnée pour engager tous ses amis à ne jamais rester inébranlables dans la haine qu'ils lui portaient. Ces promesses, disait-on, que le Roi a faites au parlement à son instigation n'étaient point obligées; personne ne les souhaitait ni ne les attendait; lui seul les a rendues nécessaires, en affirmant qu'elles l'étaient; et il est temps de ne plus imposer au Roi, et à ceux qui l'entourent, sur l'effet que produiraient sur le peuple, non plus des demi-mesures, mais des mesures nettes et sévères en matière de religion.

Mais revenons en Angleterre. Le Roi, après avoir déclaré qu'il prétendait n'être servi à l'avenir que par des gens qui fussent disposés à voter pour l'abolition des tests, fit venir un jour le marquis d'Hallifax, et lui demanda s'il serait pour ou contre cette mesure. Hallifax répondit,

sans hésiter , qu'il n'y donnerait jamais les mains. Il ajouta que le maintien des tests lui paraissait commandé même par les intérêts du Roi ; car eux seuls garantissaient la tranquillité du pays , puisque d'eux surtout dépendait sa confiance. Là-dessus , Jacques lui dit qu'il n'oublierait jamais ses services passés , mais que puisqu'il le trouvait inflexible sur ce point , il devait l'avertir que son service ne pouvait s'accommoder de ministres qui ne fussent qu'à moitié de son avis. C'est ainsi qu'Hallifax cessa d'être lord-président du conseil. Il eut pour successeur , dans cette qualité , le comte de Sunderland , qui n'en fut pas moins secrétaire d'État. Le Roi en demeura là pour quelque temps. Il espérait qu'un exemple aussi éclatant de sa fermeté suffirait pour lui assurer la complaisance de quiconque ne se souciait pas de perdre ses emplois.

Le Roi résolut en même temps de faire du royaume d'Irlande une pépinière pour son armée d'Angleterre , ou tout au moins d'y avoir des troupes sur lesquelles il pût compter au besoin , pendant qu'il procéderait chez nous avec plus de lenteur et de mesure à l'accomplissement de ses desseins. Les Irlandais haïssaient , de longue main , le duc d'Ormond. Il fut rappelé ; mais pour lui rendre sa disgrâce moins amère , il fut continué dans la charge de lord-grand-maître de la maison du Roi. Le comte de Clarendon fut fait lord-

lieutenant à sa place, et le commandement de l'armée fut donné à Talbot, créé en même temps comte de Tirconnell, qui se mit incontinent à la façonner au gré du Roi. L'archevêque d'Armagh, continué d'abord dans ses fonctions de lord chancelier du royaume d'Irlande, était si connu pour un complaisant de la cour, que sa religion même en était devenue suspecte. Cependant, bientôt il fut trouvé insuffisant et remplacé par Charles Porter, homme d'un esprit très-prompt, qui trouvait toujours en lui-même un grand zèle pour les moindres volontés du Roi, et qui semblait un instrument d'autant plus sûr pour les mettre fidèlement à exécution, qu'il était pauvre. Le Roi dit aux nouveaux représentans de son autorité en Irlande qu'il ne voulait rien innover dans l'administration de ce royaume, et qu'il les autorisait à le promettre de sa part, comme il les engageait aussi à agir en conséquence. Il comptait sur Porter et sur le comte de Clarendon, qui avaient besoin de faire leur fortune, pour entendre ses véritables intentions, et ne voir dans ces promesses que la recommandation importante d'endormir les esprits, sans s'inquiéter de les prendre pour base de leur administration.

Mais, avant d'entamer le récit de la session de cette année, et de sa brusque et prompte clôture, je dois rappeler en peu de mots un grand événement qui l'a précédée, et ne laissa pas que d'avoir

une influence prononcée sur l'esprit public de l'Angleterre, bien que notre pays n'en ait point été le théâtre; et, puisque j'étais moi-même en France à cette époque, et que, je pus y être un des spectateurs de cette tragédie lamentable, c'est là où je vais transporter mon lecteur, on le priant de me permettre en même temps quelques détails personnels. Résolu à passer sur le continent, je n'avais pas le choix du lieu de ma retraite. Tant d'exilés et de proscrits étaient disséminés dans les villes de la Hollande et du reste des Pays-Bas, que je m'exposais en allant habiter les mêmes lieux, à les voir tous s'empresser autour de moi, et en me donnant ainsi toutes les apparences de la complicité, s'efforcer de m'attirer réellement à leurs desseins. Je me décidai donc à passer en France, avec le projet, si ce séjour cessait de me convenir, de me retirer à Genève ou en Suisse. Je demandai, pour plus de sûreté, à l'ambassadeur de cette cour, si je serais sur son territoire à l'abri de toute recherche. Il m'assura, sans doute après en avoir écrit à Paris, car il me fit attendre quelques jours sa réponse, que je n'aurais rien à craindre, et que si mon gouvernement venait à me réclamer, on m'en informerait assez à temps pour que je pusse chercher un autre asile. Muni de cette promesse, je me rendis à Paris. Comme j'avais à y redouter la surveillance d'un assez

grand nombre de mes compatriotes que je connaissais pour de véritables espions, je pris une petite maison, où je menai la vie la plus retirée, la plus domestique qu'il me fût possible jusqu'au commencement d'août, époque de mon départ pour l'Italie. Je trouvai à Paris le comte de Montague, avec lequel j'eus de fréquens entretiens, et qui voulut bien m'initier dans la plupart des secrets de la cour, et entre autres dans celui des négociations importantes dont il était un des agens. Le roi de France travaillait depuis plusieurs années à affaiblir dans ses États le parti protestant, et il était à la veille de lui porter le dernier coup par la révocation de l'édit de Nantes. Autant que j'en pus juger, le tour qu'avaient pris les affaires en Angleterre murit et aida puissamment ce plan terrible d'oppression et d'intolérance.

Cette année, du reste, doit être comptée au nombre des plus fatales à la religion protestante. Au mois de février, le Roi se déclare papiste. Au mois de juin, l'électeur palatin Charles meurt sans enfans, et la dignité électoral passe à la maison de Newbourg, famille d'une bigoterie catholique héréditaire. Au mois d'octobre, le roi de France révoque, détruit l'édit de Nantes. Au mois de décembre enfin, le duc de Savoie, cédant aux instigations ou plutôt aux menaces de cette cour, sup-

prime un édit semblable accordé par son père aux Vaudois. Il est donc juste de dire que les protestans eurent de rudes atteintes à essuyer cette année, et je la regarde comme la cinquième grande crise de leur religion.

Depuis quelques années les prêtres faisaient en France force conversions. L'appât de riches pensions et d'emplois considérables servait merveilleusement leur éloquence auprès d'un grand nombre. Les couleurs plausibles dont l'évêque de Meaux, alors évêque de Condom, décorait toutes les erreurs de l'Eglise de Rome, étaient pour d'autres l'excuse de leur apostasie. Plusieurs pensèrent qu'ils n'avaient d'autre moyen d'échapper à leur perte complète que le retour au catholicisme; car tout défendait d'espérer que Louis mît un terme à des persécutions dont le principe se puisait dans une sorte de conscience qui lui commandait de suivre aveuglément les directions de son confesseur et de l'archevêque de Paris; il était trop profondément ignorant de toutes les matières religieuses pour revenir de lui-même à des sentimens plus justes; d'ailleurs l'intérêt de sa gloire mondaine, sentiment si énergique chez lui, suffisait seul pour l'empêcher de reculer dans une entre prise déjà conduite si loin.

Le vieux Rouvigny, député général des Eglises réformées, m'a dit qu'il avait eu long-temps une

fausse opinion de Louis XIV. Il savait que ce prince n'était point naturellement sanguinaire. Il voyait sa grossière ignorance des choses saintes. Sa bigoterie ne pouvait donc émaner de principes intimes et forts. Toutes ces considérations entretenaient chez lui la flatteuse espérance que le projet de détruire le protestantisme serait poussé avec si peu de vigueur qu'il surviendrait tôt ou tard quelque accident qui le ferait échouer ; mais , après la paix de Nimègue , s'apercevant qu'on mettait la main à l'œuvre sans plus d'hésitation ni de ménagement , il demanda au Roi la permission de l'entretenir à fond relativement aux intérêts confiés à ses soins , et il en obtint une audience qui dura quelques heures. Il se présenta à lui bien préparé : il lui rappela dans quel état les guerres civiles avaient mis la France pendant le règne de son père , et de quel bonheur elle avait joui depuis cinquante ans , bonheur qu'on devait principalement attribuer à l'absence des discordes religieuses qui avaient marqué ce période assez prolongé. Il lui fit ensuite le tableau du nombre des protestans , de leur industrie et de leurs richesses , de leur constante application à augmenter les revenus de l'État. Il lui représenta que c'était à eux qu'il était redevable de la conduite mesurée que la cour de Rome gardait avec lui ; que s'il les ruinait jamais de fond en comble , elle aspirerait

aussitôt à gouverner la France aussi despotiquement qu'elle gouvernait l'Espagne. Il supplia Sa Majesté de lui permettre de la détromper, si on lui avait persuadé qu'il suffirait de la déclaration royale pour les faire tous renoncer à leur religion; et il l'avertit qu'un grand nombre sortiraient du royaume et iraient enrichir d'autres contrées de leurs trésors et de leur industrie; puis, entrant dans quelques détails, il évalua rapidement ce qu'une pareille émigration coûterait à la France. Il finit par dire qu'il prévoyait encore de plus sinistres conséquences, en cas d'atteinte violente à la liberté religieuse, des torrens de sang, par exemple, un grand nombre d'individus mis à mort, beaucoup d'autres se précipitant par désespoir dans une rébellion ouverte, toutes choses qui ne pouvaient manquer d'obscurcir l'éclat du plus beau de tous les règnes, et qui le changeraient en une scène de sang et d'horreur. Rouvigny m'a conté que pendant toute cette harangue le Roi parut l'écouter avec beaucoup d'attention, mais qu'il s'était bien aperçu néanmoins que ses représentations ne faisaient aucune impression sur lui, car Louis ne lui demanda jamais ni un détail, ni une explication, et se contentait de ne pas l'interrompre. Lorsqu'il eut achevé de parler, le Roi lui dit qu'il prenait en bonne part la liberté avec laquelle il s'était exprimé, persuadé qu'elle prenait

sa source dans un grand zèle pour son service. Il ajouta qu'il ne disconvenait pas d'une partie des inconvéniens qu'il lui avait exposés, sauf la nécessité de répandre du sang, mais que du reste il croyait obéir à un devoir si sacré, en faisant tout pour convertir ses sujets égarés, et extirper l'hérésie d'au milieu d'eux, que fallût-il, pour y parvenir, que sa main droite coupât sa main gauche, il le ferait sans balancer. Rouvigny, après cet entretien, avertit ses amis de la tempête furieuse qui allait fondre sur eux. Plusieurs étaient d'avis de se préparer à une nouvelle guerre civile; mais lui, qui les voyait tirer leurs principaux motifs de confiance d'un espoir de secours de la part de l'Angleterre, et qui connaissait nos princes; lui qui savait, à n'en pas douter, que le roi Charles était protestant très-froid, s'il n'était même catholique en secret; qui savait aussi que les Hollandais n'embarrasseraient pas leurs affaires pour soutenir celles de leurs coreligionnaires de France, et que leur politique leur conseilleraient de favoriser, de souhaiter du moins une persécution qui ferait refluer dans leur pays une population industrielle et riche, plutôt que de s'y opposer, il combattit tous les projets de résistance armée, et leur montra qu'ils n'aboutiraient qu'à servir de prétexte aux vexations et aux violences. Cette modération de Rouvigny fut taxée de perfidie par quelques têtes

plus ardentes que sages , et il fut accusé d'avoir vendu son parti à la cour. Mais l'injustice de ce soupçon fut suffisamment démontrée par sa conduite postérieure et celle de son fils qui , admis d'abord à la survivance de député général des Églises réformées , consentit plus tard , à la prière de son père , à se charger de ce poste , pour avoir la douleur de voir journellement se commettre de nouvelles injustices , n'ayant d'autre action contre elles que la liberté futile de protester sans aucun espoir de succès , et avec le sentiment de n'être souffert que comme une vaine formalité.

Le père , à la mort du roi Charles , écrivit une lettre de félicitations au roi Jacques , qui lui fit une réponse si obligeante , que Rouvigny , dans les premiers transports de sa joie , manda à sa nièce , lady Russel , que le Roi lui avait donné de telles assurances du souvenir profond qu'il conservait de ses services , qu'il était résolu de passer la mer pour le supplier de réhabiliter son petit-neveu dans ses honneurs héréditaires. Mais le marquis d'Hallifax craignit que ce ne fût là qu'un prétexte , et que le but véritable de son voyage ne fût une tentative du roi de France pour pénétrer les desseins de Jacques. Il fonda ses soupçons sur ce qui lui revenait de partout que Louis n'épargnait ni promesses , ni ouvertures de tout genre auprès des ministres des autres

cours de l'Europe. Je reçus donc l'ordre d'user de toute mon influence pour détourner Rouvigny de se rendre à Londres. Sa nièce même, qui lui avait, il est vrai, demandé de faire ce voyage, lorsqu'elle avait pu espérer que sa présence sauverait son mari, ne voulait pas, de son côté, prendre sur elle de le désirer pour toute autre considération, vu le grand âge de son oncle, et la plus grande jeunesse de son fils, qui n'avait alors que cinq ans. Je le pressai tellement de renoncer à sa résolution, que, l'y trouvant irrévocablement fixé, je ne pus m'empêcher moi-même de soupçonner qu'un tel dévouement à sa famille, dans un homme qui avait plus de quatre-vingts ans, cachait quelque vue ultérieure, d'autant plus que j'ouïs dire alors qu'à l'occasion de son audience de congé, il avait eu avec son maître un entretien de deux heures. Mais tout cela n'était que de fausses conjectures, et je me suis convaincu par la suite qu'il était venu en Angleterre par pur attachement pour sa nièce, et sans que la cour de France lui eût confié de message ni donné des instructions d'aucun genre.

A son arrivée, il eut plusieurs audiences du Roi, qui le traita avec beaucoup de distinction et de bonté, mais ne lui donna pas satisfaction relativement au but principal de son voyage, se

contentant de lui promettre vaguement qu'il le ferait un jour.

Mais, soit que la cour de Versailles se fût convaincue, par les entretiens que Rouvigny avait eus avec Jacques, qu'elle n'avait rien à redouter de l'Angleterre ; ou plutôt, soit que le seul avènement de ce prince au trône suffît pour que le gouvernement français fût en droit de conclure que le temps était venu de révoquer sans danger toutes les garanties accordées au protestantisme, M. de Louvois, voyant son maître résolu de risquer l'entreprise, lui proposa une méthode d'exécution, qu'il croyait la plus efficace à la fois et la plus expéditive. Elle consistait à envoyer des détachemens de dragons vivre à discrétion chez les protestans, avec autorisation de tout se permettre, sauf le viol et le meurtre. Le premier essai s'en fit dans le Béarn. La consternation qui s'empara des réformés de cette province est facile à concevoir. Se voyant destinés à être dévorés d'abord, puis, s'ils ne cédaient pas, et après leur ruine complète, jetés impitoyablement en prison d'où ils ne sortiraient que convertis ; libres d'un autre côté d'éviter tous ces mauvais traitemens par la promesse pure et simple de se réunir à l'église avec les catholiques, ces malheureux, dominés par la peur, et d'ailleurs pris au dépourvu, se laissèrent presque tous entraîner à la

messe. Ce premier succès enflâ tellement la cour, qu'elle usa du même moyen de persuasion en différens cantons de la Guienne, du Languedoc et du Dauphiné, celles des provinces de France où il se trouvait le plus de protestans. L'effroi et la faiblesse des persécutés y amenèrent les mêmes résultats qu'en Béarn. Alors Louis, se décidant enfin à frapper le coup qu'il méditait depuis si long-temps, publia son édit de révocation de l'édit de Nantes, dans lequel il était exposé que ce dernier (qui cependant avait toujours eu caractère de loi perpétuelle et irrévocable) n'avait été rendu à d'autre fin que de calmer les discordes religieuses, jusqu'au jour où des mesures plus efficaces seraient prises pour la conversion des hérétiques. Le Roi s'y engageait néanmoins, quoique tout exercice public de la religion réformée fût désormais supprimé, à ne point inquiéter ceux qui, continuant à vivre dans cette croyance, s'interdiraient toute démonstration de culte extérieur. Il est vrai qu'en même temps, non-seulement les dragons, mais le clergé entier et la masse des bigotes du royaume se livraient à toutes les inspirations de la rage et de la fureur contre quiconque ne répondait pas à l'invitation qui lui était faite au nom du Roi d'embrasser la religion de Sa Majesté : c'était le style du jour.

Hommes et femmes de tout âge, qui ne re-

niaient point leur foi , non-seulement étaient dépouillés de tout ce qu'ils possédaient , mais pourchassés de lieu en lieu , arrachés à leurs plus secrets asyles ; il n'est pas de vexations qu'ils n'eussent à essuyer , jusqu'au sommeil qu'on écartait de leurs paupières pendant plusieurs nuits et plusieurs jours. Les femmes étaient traînées dans des couvens , où elles étaient la plupart du temps privées de nourriture , fustigées sans pitié , traitées en un mot avec la dernière inhumanité. Quelques évêques , et à leur exemple des ecclésiastiques séculiers , dressèrent , pour faciliter les abjurations , des formulaires par lesquels on s'engageait à se réunir à l'Eglise catholique , et à renoncer aux erreurs de Luther et de Calvin. Dans de pareilles extrémités , il est difficile de résister à la tentation d'étendre la signification des mots , lorsqu'en prêtant ainsi à la lettre , on échappe à un mal pressant. Aussi les protestans se disaient-ils de tous côtés , où est le mal de promettre d'être uni à l'Eglise catholique ? Et renoncer aux erreurs de Luther et de Calvin , est-ce renoncer à ce qu'ils ont enseigné de sage et de bon ? Mais l'intention de ceux qui leur demandaient ces engagemens ou promesses étant visible , une adhésion était une pure équivoque. Cependant , quelque blâme que mérite cette conduite peu digne de notre sainte foi , il faut dire pour la justification des réformés français , que

L'histoire offre peu d'exemples d'une persécution plus violente que celle qu'ils eurent à subir. Elle surpassa sous plus d'un rapport toutes celles de l'ancien monde et du moderne , tant par sa durée qu'en inventions ingénieuses de nouveaux modes de barbarie. Au plus fort de sa rage , je traversai la plus grande partie de la France , c'est-à-dire de Marseille à Montpellier, et de là à Lyon, d'où je continuai ma route vers Genève. Je recueillis et je vis par mes propres yeux tant d'injustices et de violences , que leur nombre dépasse tout ce qu'on peut imaginer ; et pour en comprendre toute l'horreur , il faudrait une imagination qui pût rivaliser à elle seule avec toutes celles qui s'ingéniaient alors à multiplier les formes de cruauté. Dans toutes les villes où je passai , les récits les plus terribles vinrent épouvanter mes oreilles, mais surtout à Valence, où un certain Dherapine sembla jaloux de renchérir sur les fureurs de l'inquisition elle-même. Dans les rues , on aurait pu reconnaître les nouveaux convertis seulement en les voyant passer, tant un sombre abattement se lisait sur leurs physionomies, appesantissait leur démarche. Toutes les personnes qui cherchaient leur salut dans la fuite, et étaient arrêtées par les gardes et les agens secrets dont toutes les routes et les frontières étaient couvertes , étaient condamnées aux galères , si c'était des hommes , et à être ense-

velies dans un cloître; si c'était des femmes. Pour comble de cruauté, on donna l'ordre que ceux des nouveaux convertis qui mourraient sans avoir reçu le Saint-Sacrement, fussent privés de sépulture, et que leurs corps fussent jetés à la voirie pour y être dévorés par les loups et les chiens. Ceci fut exécuté avec la dernière rigueur en différens endroits du royaume, mais excita un soulèvement si universel, qu'il fallut y renoncer bientôt, crainte de pis. Des cadavres, incapables de sentiment, étaient l'objet de cette nouvelle espèce de persécution; et cependant elle inspira une horreur plus vive à ceux qui en furent témoins, que les souffrances inouïes dont on affligeait les hérétiques eux-mêmes. La persécution avec toutes ses horreurs se répandit dans toute la France comme un mal contagieux. Des intendants et d'autres, qui jusqu'alors s'étaient montrés doux et humains, semblaient tout à coup avoir dépouillé la charité chrétienne, l'éducation polie des gentilshommes, et les sentimens d'humanité communs à tous les hommes. La plus grande partie du clergé, le clergé régulier surtout, charmé du zèle du Roi pour sa religion, remplit ses sermons d'un fanatisme effrayant, et donna au Roi des éloges d'une exagération si indécente et si blasphématoire, que je me croirais coupable de les répéter.

Je restai à Paris jusqu'au commencement du

mois d'août. Barillon m'avait fait avertir de prendre garde à moi, attendu que le roi Jacques avait laissé échapper quelques mots qui pouvaient signifier qu'il me soupçonnait d'avoir trempé dans l'affaire du duc de Monmouth. Si cette insinuation était sincère, ou si elle n'eut d'autre but que de m'épouvanter, et de m'engager ainsi dans quelque démarche qui me donnât les dehors d'une conscience mal à l'aise, c'est ce que je ne saurais dire, car dans ce temps déplorable rien n'était simple et sans vue cachée et artificieuse. Mais moi, qui savais que je n'étais même pas coupable de non-révélation, je ne voulus pas m'éloigner de Paris avant que la rébellion ne fût étouffée, et que les auteurs et les complices en eussent été examinés et jugés. Plus tard, Stoupe, brigadier-général, me dit en confidence qu'il tenait de M. de Louvois, que son maître était résolu de terminer l'affaire des huguenots avant l'hiver, et que ce ministre, le voyant résolu à ne point abjurer, lui avait conseillé d'aller faire un tour en Italie pour s'éviter l'obligation pénible d'avoir à résister aux volontés du Roi. Nous résolûmes de faire ce voyage ensemble. Quelques personnes me trouvèrent bien hardi de m'aventurer à paraître à Rome, après tout ce que j'avais écrit et fait à propos des matières religieuses. Mais d'autres, dont l'événement a confirmé le sentiment, m'assurèrent que je ne m'exposais à

aucun danger ; car , outre que les étrangers sont traités à Rome avec la plus grande civilité , cette cour se croyait si bien à la veille de reconquérir l'Angleterre , qu'elle n'aurait pas voulu risquer d'ajouter aux préventions de ce pays contre elle , en maltraitant un de ses habitans , et que l'avantage de se débarrasser de moi n'aurait pas balancé , tant s'en faut ; le bruit que n'aurait pas manqué de faire ma disparution. Pour parler vrai , je n'ai été nulle part mieux accueilli que dans la capitale du papisme.

Le pape Innocent II , Odescalchi , sut qui j'étais dès le lendemain de mon arrivée. Il ordonna au capitaine de ses gardes suisses de dire à Stoupe qu'il avait ouï parler de moi , et qu'il me voulait donner une audience particulière au lit , pour m'épargner la cérémonie de baiser sa mule : mais comprenant le bruit que ferait une visite de moi au pape , je crus devoir m'y soustraire , et je m'excusai sur ce que je parlais trop mal la langue italienne. Le cardinal Hovard et le cardinal d'Estrées mirèrent dans les entretiens que nous eûmes ensemble beaucoup de franchise et d'aisance. Le dernier surtout causa fort avec moi touchant les ordres de notre Eglise , pour savoir si nous les avions reçus d'hommes légitimement ordonnés ; car , ajoutait-il , il est évident que la réunion serait infiniment plus facile si l'ordination anglicane ,

bien que conférée dans le sein de l'hérésie et du schisme , pouvait être réputée valide. Je lui répondis que je voyais avec plaisir les catholiques possédés d'un préjugé qui pût faire obstacle à une réconciliation entre eux et nous ; mais que d'ailleurs , pour le fait dont il s'agissait , il était hors de doute que les ordinations faites vers le commencement du règne de la reine Elisabeth ne fussent canoniques et régulières. Il parut convaincu de la vérité de ce que j'avais avancé , mais il déplorait l'impossibilité de le faire entendre aux Italiens.

Le cardinal Howard me montra toutes ses lettres d'Angleterre. Je pus y voir que les amis de Jacques se flattaient d'avoir si bien pris leurs mesures , que le succès en était immanquable. Ils espéraient être les maîtres dans la prochaine session du parlement , et en dicter toutes les décisions. Le ton de leur correspondance était insolent. L'entier dévouement du Roi à la cause catholique leur inspirait une telle confiance , qu'ils ne doutaient plus qu'à l'aide de son autorité ils ne parvinssent à réduire l'Angleterre. La cour de Rome et toute l'Italie ne prenaient pas autant d'intérêt qu'on eût pu le croire à cette orgueilleuse prétention. L'immense accroissement du pouvoir de la France effrayait tellement les Italiens , et ils étaient si convaincus que le roi d'Angleterre seul pouvait y mettre des bornes , qu'ils le voyaient avec peine

s'engager dans la résolution de changer la foi de ses sujets, entreprise qui ne pouvait manquer de lui donner assez d'embarras chez lui pour ne lui laisser ni le loisir, ni la force de veiller aux intérêts communs de l'Europe. Le cardinal me dit que toutes les lettres de Rome recommandaient au roi d'Angleterre d'éviter la précipitation et les voies de rigueur. Il aurait voulu pouvoir m'en montrer des copies ; mais il ajoutait que les moyens violens , plus conformes au caractère personnel du roi Jacques, seraient probablement préférés, en dépit des conseils étrangers, et que les événemens présenteraient la bizarre complication d'un prince anglais forçant ses sujets au catholicisme avec une ardeur dont la politique romaine blâmerait l'emportement.

Il me dit aussi que le parti catholique d'Angleterre manquait d'instrumens pour travailler à s'aggrandir ; qu'on y envoyait tout ce qu'on avait de sujets capables, mais qu'il n'y avait pas de grands résultats à attendre de leurs efforts. Très-peu d'entre eux parlaient bien l'anglais. Passés très-jeunes sur le continent, ils n'avaient conservé de leur langue que ce qu'ils en savaient en quittant leur pays, c'est-à-dire ce que savent des enfans. Élevés ensuite avec et par des étrangers, leur esprit se façonnait aux habitudes de langage de leurs nouveaux maîtres ou condisciples ; de sorte que leurs sermons n'étaient réelle-

ment que du français ou de l'italien déguisé sous des mots anglais. Le cardinal ne cessait de les avertir de tout faire pour se prémunir contre ce désavantage, qu'il savait devoir nuire beaucoup en Angleterre à l'effet de leurs prédications. Il me tint encore des discours très-sensés sur ce qui se passait en France, et sur ce qu'il en redoutait de mauvaises conséquences pour l'Angleterre. Je n'ajouterai qu'une particularité pour montrer à quel point le cardinal Howard était doux et facile.

Il me traitait avec tant d'amitié que la chose fut bientôt remarquée. Deux gentilshommes français me prièrent donc de leur accorder ma recommandation auprès de lui. Leur projet était de se procurer certaines reliques. Il était, en effet, pour le moment, le cardinal chargé de leur distribution. J'allai chez lui un soir, comme il était occupé à leur en donner quelques unes. Il m'appela pour me les montrer, et je lui dis à demi-voix, et en anglais, qu'il était assez étrange de voir un ecclésiastique anglican, à Rome, courtier de cette marchandise de Babylone. La plaisanterie lui parut si bonne, qu'il la traduisit aux deux Français, ajoutant qu'ils pourraient conter à leurs compatriotes à quel point les hérétiques étaient audacieux à Rome, et les cardinaux endurans.

Je ne songeai à quitter Rome que le jour où le prince Borghèse me vint dire qu'il était temps d'en

partir. J'y avais contracté un assez grand nombre de relations; et, quoique je me fusse interdit d'amener de moi-même la conversation sur des points de controverse, je me défendais contre quiconque m'attaquait avec le même degré de liberté que partout ailleurs. Cette franchise commençait à donner de l'ombrage. Au premier avis, je me mis en route et me dirigeai sur Marseille. C'est alors que je traversai les provinces méridionales de la France, théâtre de barbarie et de cruauté.

Mon intention était de visiter Orange, lorsque je sus que Tessé, à la tête d'un corps de dragons, y persécutait les réformés comme dans tout le reste de la France. Il n'en fallut pas davantage pour me détourner de mon dessein. Je passai donc assez près de la ville, sans y entrer. J'eus l'occasion toutefois d'entendre de la bouche de quelques uns des hommes les plus considérables de cette principauté le récit de ce qui s'y passait. Plusieurs protestans des pays voisins y avaient cherché un asile contre la persécution. Là-dessus, une lettre avait été écrite aux autorités du lieu, au nom du roi de France, pour les sommer d'avoir à faire sortir tous ses sujets hors de leur territoire. La proposition était dure. Cependant la principauté d'Orange était trop faible pour rien contester à celui qui pouvait tout. Ses magistrats enjoignirent donc à tous les protestans réfugiés sur

leurs terres d'avoir à se retirer. Tessé, qui commandait une des provinces environnantes, leur écrivit que le Roi serait satisfait de l'obéissance avec laquelle ils avaient exécuté ses ordres. Rassurés par ce message, ils se crurent désormais à l'abri de tout danger; mais le lendemain, le maréchal entra dans la ville avec ses dragons, et les logea à discrétion chez les habitans, comme si ce n'eût pas été dans un lieu hors de la puissance française. Les réformés d'Orange se montrèrent aussi faibles que la plupart des protestans français. Ceci se passa pendant que cette principauté appartenait au prince d'Orange, en vertu d'un article du traité de Nimègue, garanti par le roi d'Angleterre. La cour de France s'était-elle assurée le consentement de Jacques, ou crut-elle pouvoir s'en passer? C'est ce que j'ignore. Il est certain seulement qu'il se plaignit de cette infraction aux traités dans deux notes expresses et en termes très-énergiques, mais qui du reste demeurèrent sans effet. Quelques mois après, lorsque Louis XIV réunit Orange au reste de la Provence, et supprima tous les droits qui garantissaient à cette principauté une sorte d'indépendance, Jacques écrivit à la princesse d'Orange qu'il avait fait ce qu'il avait pu pour s'opposer à ce procédé violent et perfide, sauf de déclarer la guerre à la France, ce qu'il ne croyait pas à propos pour un si mince sujet.

Mais voici que la session s'approchait. Ce qui allait s'y passer excitait une attente générale. Quelques semaines avant l'ouverture, les réfugiés français commencèrent à arriver en foule. Il n'y avait pas de jours qu'il n'en débarquât plusieurs. Ils remplirent bientôt le royaume de récits si lamentables de la persécution qui les avait chassés du continent, et dont ils racontaient des particularités, il faut l'avouer, si criantes et si odieuses que, quelque soin qu'on prit pour diminuer l'indignation publique, elle se fit jour à travers les sophismes qu'on lui opposait, et le Roi ne crut pas pouvoir s'empêcher de condamner la révocation de l'édit de Nantes comme anti-chrétien à la fois, et impolitique. Il s'efforça cependant d'en disculper les jésuites et d'en faire retomber tout le blâme sur Louis XIV, madame de Maintenon et l'archevêque de Paris. Il exprimait parfois sa désapprobation avec une énergie qui ne semblait pas exempte d'affectation. Il fit plus. Les réfugiés trouvèrent tous chez lui bienveillance et protection. Plusieurs même eurent à se louer de ses largesses. Il ordonna une quête générale à leur profit; elle produisit des sommes considérables, qui furent déposées en bonnes mains, et distribuées avec intelligence et fidélité. Le Roi ordonna en même temps qu'ils seraient reçus à se faire naturaliser sans payer les droits ordinaires, et il leur

accorda de grandes immunités. Le nombre des protestans français qui vinrent chercher un asile en Angleterre , depuis le commencement de la persécution jusqu'à la fin , peut être évalué à quarante ou cinquante mille hommes. L'argument était si fort , pour prouver jusqu'à l'évidence l'esprit cruel et persécuteur du papisme , partout où il dominait , que peu d'esprits échappèrent à la conviction. C'est ainsi que chacun se dit tout bas que la persécution de France était venue fort à propos pour éveiller la nation assoupie , et ouvrir les yeux du public , dans une conjoncture aussi décisive , qu'une session d'où dépendait la destinée de l'Angleterre.

Le Roi , dans son discours d'ouverture , se félicita de l'heureux succès de ses armes contre une rébellion dangereuse ; mais prétendant en même temps que la milice s'était montrée de peu de résolution et de ressource , il en concluait qu'il était indispensable d'entretenir une armée qui assurât davantage la tranquillité publique. Il annonçait ensuite qu'il maintenait leurs brevets aux officiers , dont la loyauté connue avait mérité sa confiance dans une crise difficile , et qui l'avaient en effet servi avec tant de zèle , qu'il ne voudrait pas leur faire l'affront et se faire à lui-même le tort de les congédier. Il finissait par dire que tout le monde voyait , et que messieurs

des communes avaient vu de plus près que personne les salutaires effets de la bonne intelligence qui avait régné entre lui et son parlement, et qu'il espérait en conséquence qu'ils ne feraient rien de leur côté qui pût la troubler, comme il s'engageait du sien à tenir fidèlement toutes ses promesses passées.

C'était annoncer nettement l'exécution des deux projets les plus impopulaires qu'il y eût alors, savoir : une armée permanente, et la violation de l'acte du test. L'adresse donna lieu à quelques débats dans la chambre des pairs. Le parti de la cour prétendait ne la faire envisager que comme un témoignage de respect dont le ton devait toujours être celui d'une complète satisfaction. On répondait qu'elle ne devait être rédigée dans ce sens, que lorsqu'en effet le discours de la couronne renfermait des assurances agréables au pays. Le comte de Devonshire dit qu'il était d'avis, quant à lui, qu'on remerciât le Roi de s'être expliqué sans détour, et de les avoir avertis de ce qu'ils devaient attendre de son gouvernement. En définitive, l'adresse passa telle que la désirait la cour.

Le lord Guilford (North) venait de mourir. C'était un homme artificieux et rusé. Il n'était nullement disposé à perdre le grand sceau, et il voyait cependant qu'il ne pouvait le conserver sans en passer par toutes les volontés de la cour. Lors de la dernière session, un appel

contre une de ses décisions avait été portée devant la chambre des pairs; et, non-seulement elle fut cassée, à la suite d'une discussion très-sévère pour celui qui l'avait rendue, mais le comte de Nottingham, qui le haïssait parce qu'il s'était efforcé de flétrir la mémoire de son père, avait recueilli de nombreux documens sur l'esprit d'iniquité avec lequel il remplissait ses fonctions judiciaires, et porté, en les faisant connaître, de rudes atteintes à sa réputation. On crut que le chagrin qu'il en conçut avait précipité la crise de la maladie mentale dont il était attaqué. Il languit encore quelques mois, et mourut emportant le mépris de toute l'Angleterre.

Le successeur qu'on lui donna était seul capable d'attacher quelques regrets à sa mémoire. Ce fut Jefferies. Il avait été élevé à la pairie pendant qu'il exerçait encore les fonctions de grand juge, ce qui était sans exemple depuis plusieurs siècles; mais il prétendait à l'originalité en toute chose. Un ou deux jours après l'ouverture de la session, le discours du Roi fut pris en considération dans la chambre des pairs. Quelques membres s'étant permis de le critiquer, on ne manqua pas de leur dire que la chambre, en offrant au Roi ses actions de grâce comme elle l'avait fait, s'était ôté le droit de trouver à redire à aucune partie de sa harangue. Mais cette

doctrine de servilité fut rejetée avec indignation ; et il fut convenu de mettre un terme à cette habitude adulatrice de remerciemens lorsque le discours du Roi ne fournissait aucun motif particulier de reconnaissance. Entre les pairs temporels, les lords Hallifax, Nottingham et Mordaunt se distinguèrent parmi les adversaires du discours de la couronne. L'évêque de Londres parla dans le même sens, et déclara par deux et trois fois, qu'il était l'organe de tout son banc. Ils disaient que le test était le plus solide rempart de leur religion ; que s'ils abandonnaient ce point capital, tout le reste suivrait bientôt ; et que si le Roi pouvait, de sa propre et unique autorité, enfreindre une loi aussi importante, munie de tant de clauses, et entre autres de la clause d'*incapacité*, il n'y aurait plus de lois à l'avenir, et le gouvernement serait arbitraire et absolu. Jefferies voulut argumenter avec sa brutalité ordinaire, mais il fut bientôt réduit au silence. Chacun put se convaincre que, quelque à l'aise que fût sa rage sur son tribunal, où il tranchait du despote sans contradiction, il était d'une médiocrité à faire pitié dès qu'il était permis de lui répondre ; il fut mortifié en cette occasion autant que le pouvait être un pareil brutal.

Mais le lieu de la scène véritable était dans la chambre des communes ; et c'est là qu'en effet les débats furent les plus importants. On y agita un

projet de loi destiné à rendre la milice plus utile, afin de pouvoir licencier l'armée. Pour s'y opposer, la cour rappela à quel grand danger nous venions d'échapper, et combien il restait encore dans la nation d'un mauvais levain, qui rendait nécessaire l'entretien d'une armée permanente. Elle demanda ensuite un subside supplémentaire pour remplacer les frais extraordinaires dans lesquels le Roi avait été entraîné par la dernière rébellion. Plusieurs membres, très-décidés à ne se relâcher en rien dans l'affaire du test, pensèrent que la manière la plus convenable de conduire leur opposition était de voter d'abord sans difficulté les sommes demandées. D'autres furent d'un avis contraire, par suite de cette observation souvent renouvelée, que la cour est maîtresse d'une session du moment où elle en a obtenu l'argent qu'elle désire. Ses partisans néanmoins persuadèrent, à quantité d'esprits faibles, que le seul moyen de gagner le Roi, et de le disposer à se ranger de leur sentiment en ce qui concernait le test, était de commencer par lui accorder le subside. Ils firent si bien, en un mot, qu'il ne s'en fallut que d'une voix qu'on ne s'occupât de la loi de finances, avant de prendre en considération le discours de la couronne. Il fut entendu que la chambre accorderait 500,000 livres sterling si le Roi lui donnait satisfaction sur les autres points.

Les infractions de l'acte du test, l'acte lui-

même, et la portion du discours du Roi qui s'y rapportait furent donc mis à l'ordre du jour. Les raisonnemens du parti national étaient sans réplique. La cour n'y opposait que le danger de déplaire au Roi, et de détruire la bonne intelligence qui régnait entre lui et la chambre. Aussi la chambre vota à l'unanimité une adresse pour prier le Roi de maintenir les lois existantes, et en particulier celle du test. Mais on proposait en même temps de passer un bill d'indemnité en faveur de tous ceux qui s'y étaient soustraits, et de prendre leurs services en considération dans le nouveau crédit qui allait être ouvert.

Lorsque cette adresse fut portée au Roi, il en exprima son déplaisir avec une grande violence. Il dit qu'il y avait dans la chambre des gens qui cherchaient à mettre de la division entre elle et lui, au grand préjudice du corps de la nation; qu'il avait déclaré ses intentions en termes assez positifs, relativement à la nécessité de dispenser les officiers, nouvellement nommés, de sermens contraires à leur religion, pour avoir le droit d'espérer qu'on en prendrait son parti, et qu'il n'en serait plus question; que cependant il voulait bien répéter encore qu'il tiendrait toutes les promesses qu'il avait faites. Ces paroles rappellèrent les édits précurseurs de la révocation de l'édit de Nantes, dans lesquels le roi de France, jusqu'au jour où il annula définitivement cet

édit, et alors même que la violation en était manifeste, ne cessait d'assurer qu'il le maintiendrait. Une réponse si peu mesurée mit toute la chambre en fermentation. Cependant elle ne laissa pas d'envoyer à la Tour un certain Cook, pour avoir dit qu'ils étaient Anglais, et ne devaient point souffrir de menaces, et de l'obliger à demander pardon au Roi de ces paroles, qu'elle condamna comme irrespectueuses. Mais, résolue de soutenir son adresse avec fermeté, et pour premier témoignage de son indépendance, elle procéda à l'examen des pétitions concernant les élections. Alors ceux qui d'abord n'avaient pas osé ouvrir la bouche, s'exprimèrent sur ce sujet avec beaucoup d'énergie. La nation, disaient-ils, attend de nous la réparation des scandales dont elle a été le témoin, et nous sommes appelés par notre droit, comme par notre devoir, à remplir son attente. Et il est probable qu'un grand nombre d'élections eussent été cassées, car on disait déjà tout haut que tous ceux qui s'étaient montrés fidèles aux intérêts les plus précieux du pays, durant le peu de jours qui venaient de s'écouler, seraient renommés, leur élection fût-elle trouvée nulle, et fallût-il un nouveau writ pour procéder à une élection nouvelle. C'est ainsi que les pétitions relatives aux vices de l'élection d'un grand nombre de membres de la chambre, d'abord repoussées, trouvaient main-

tenant une faveur qui semblait garantir la justice de la décision , et présager l'expulsion des serviles partisans de la cour.

Le Roi voyant les deux chambres fermement résolues à lui résister s'il ne se désistait de sa harangue , et ne s'engageait à maintenir l'acte du test , prorogea le parlement , mais sans le dissoudre : état de choses qui , à l'aide de prorogations renouvelées d'intervalle en intervalle , dura près d'un an et demi. Tous ceux qui avaient parlé ou opiné en faveur du test furent , bientôt après , disgraciés et éloignés de leurs emplois , quoiqu'il y en eût plusieurs parmi eux qui eussent jusques-là servi le Roi avec beaucoup de zèle et de soumission. Jacques faisait venir dans son cabinet ceux des opposans auxquels il tenait le plus , pour les y chapitrer à son aise ; ce qui mit en grand usage le mot *chambrier* (1). Plusieurs lui répondirent par des refus nets et hardis ; d'autres , quoique plus réservés , ne montrèrent pas moins de fermeté. Enfin , après avoir long-temps , et toujours en vain , employé les menaces et les mauvais traitemens d'un côté , et de l'autre les promesses et la corruption , le Roi , convaincu qu'il n'amènerait jamais le parlement à une entière soumission , finit par le dissoudre. C'est ainsi qu'il se

(1) *Closetting* , comme qui dirait *cabinetter* , de *closet* , cabinet.

défit d'une assemblée, qui, sauf quelques points contestés, était à lui sans restriction, et qui se serait tenue pour satisfaite à si bon marché. Et, dans le fait, le gouvernement aurait trouvé difficilement dans toute l'Angleterre cinq cents personnes plus faibles, plus médiocres, plus dévouées à la cour que les membres de ce parlement. Aussi ce fut une bonne fortune pour la nation d'être tirée de leurs mains, par la violence précipitée d'une cour bigotte.

Peu de temps après la prorogation, le lord Delamère fut mis en jugement. Il se trouva des témoins pour le déclarer, sous serment, coupable de haute trahison, sur ce seul bruit « qu'il avait projeté de soulever le Cheshire, » et de se joindre au duc de Monmouth. Mais un témoignage sur ouï-dire n'était point une preuve juridique. Un seul individu fournit contre lui, et contre deux gentilshommes, qui, disait-il, se trouvaient avec lui, une déposition directe : il prétendait avoir été, entre eux et d'autres mécontents, l'intermédiaire de divers messages, dont le contenu impliquait le cas de haute trahison. Ce qui donnait quelque poids à l'accusation, c'est que le lord Delamère s'était en effet rendu secrètement dans le Cheshire, précisément à l'époque du débarquement du duc de Monmouth, et qu'après être demeuré un ou deux jours dans ce comté, il était revenu à Londres également à la dérobée. Ce

voyage paraissait suspect , et faisait croire qu'il était allé s'assurer par lui-même s'il y avait quelque chose à faire. Mais la déposition du témoin unique fut infirmée par plusieurs preuves incontestables , desquelles il résulta que les deux gentilshommes , qu'il assurait s'être trouvés avec le principal accusé dans le Cheshire , étaient à Londres dans le temps dont il s'agissait. Pour donner plus de crédit à sa déposition , il avait à dessein augmenté le nombre des personnages dans la scène qu'il avait à raconter , suivant l'usage de ses pareils , qui accumulent les circonstances dans leurs récits , afin d'inspirer plus de confiance , et sans s'apercevoir que presque toujours ils donnent ainsi des armes contre eux. Ce fut le cas de notre homme : il mêla tant de faussetés évidentes à ce qu'il dit de véritable contre le lord Delamère (car on ne peut guères douter que le fond de la déposition ne fût vrai), qu'il détruisit lui-même toute l'autorité de son témoignage.

Pour expliquer son voyage secret de Londres dans le Cheshire , et son prompt retour , lord Delamère dit qu'un simple soupçon l'avait fait longtemps déténir à la Tour ; qu'il ne s'était pas soucié d'y être enfermé de nouveau ; qu'il s'était décidé en conséquence à s'éloigner dans ce moment de trouble et de méfiance ; qu'il s'était rendu dans le Cheshire plutôt qu'ailleurs , parce qu'un

enfant malade, qu'il aimait tendrement, y sollicitait sa présence; et que sa femme lui ayant écrit que son fils aîné était tombé, incontinent après son départ, très-gravement malade, il était retourné à Londres en toute hâte. La vérité de ces détails fut certifiée par les dépositions de ses médecins et de ses domestiques; et quelque étranges que pussent paraître l'époque et la précipitation de ces deux voyages et le mystère qu'il avait mis, on fut forcé d'en accepter l'explication. Le solliciteur-général Finch, conformément à la doctrine qu'il avait soutenue dans d'autres procès criminels, et peut-être pour se racheter du zèle qu'il avait montré, dans la chambre des communes, pour la conservation du test, chercha, dans de véhémentes déclamations, à démontrer qu'un témoignage unique, fortifié par de puissantes présomptions, devait suffire pour convaincre un prévenu de haute trahison. La chambre des pairs acquitta le lord Delamère à l'unanimité. Ainsi se termina ce procès à la grande satisfaction de toute la ville de Londres, maintenant aussi animée contre la cour, qu'elle l'avait été en sa faveur les dernières années. Finch n'avait été continué dans son emploi que pour jeter sur lui tout l'odieux du jugement qu'on attendait; et il joua son rôle avec sa violence habituelle. Il fut destitué incontinent après, et remplacé par Powis, jeune jurisconsulte que l'ambition disposait

à la complaisance, mais qui d'ailleurs n'était point un méchant homme. La cour regardait plus que jamais à qui elle confiait les offices de judicature, dans l'intention de préparer les machines pour la comédie qu'elle se disposait à jouer dans la grand'salle de Westminster, et par laquelle s'ouvrit l'année suivante.

Sir Edouard Hales, gentilhomme d'une famille distinguée du comté de Kent, se déclara hautement catholique, après avoir long-temps dissimulé sa nouvelle croyance, et bien qu'il s'en fût défendu avec moi de la manière la plus positive, d'où je conclus alors qu'il n'y avait aucun compte à faire sur les paroles de ces sortes de gens, dès qu'il s'agissait de leur Église ou de leur religion. Il possédait un emploi; comme il n'avait point prêté le serment du test, son cocher fut poussé à le dénoncer, et à réclamer les 500 liv. que la loi lui accordait en récompense de sa déclaration. Hales fut donc cité en justice; mais, avant que le jugement ne fût rendu, la cour fit sonder les juges, et destitua ceux dont l'opinion ne s'accordait pas avec ses désirs. La moitié d'entre eux furent éloignés de la sorte à deux ou trois reprises différentes, et furent remplacés par d'autres d'humeur plus complaisante et plus soumise, mais dont quelques uns étaient d'une ignorance et d'une nullité scandaleuses. Les poursuites furent faites avec tant de lenteur, que la sentence ne

fut rendue que dans la session de la Trinité.

Les fonctions de grand juge passèrent, au commencement de cette année, à un homme, il faut dire le vrai, très-différent de Jefferies, à sir Edouard Herbert, qui joignait à des mœurs douces et polies des qualités généreuses, de la bonté naturelle, et même de la vertu. Il n'était que médiocrement versé dans la jurisprudence, qu'il avait étudiée et pratiquée en Irlande, où il était allé chercher de l'avancement. De plus, il avait eu le malheur de s'entêter des notions les plus exagérées sur l'étendue de la prérogative. Mais sa gravité, ses vertus et l'horreur surtout qu'inspirait le monstre son prédécesseur, n'en devaient pas moins faire considérer son élévation comme un heureux événement. La cour le trouvant par tous ces motifs un instrument propre à ses desseins, le porta tout d'un coup, et sans qu'il l'eût sollicité, à cette haute fonction.

Après que l'affaire du cocher et de sir Edouard Hales eut été instruite avec la plus indécente longueur par des gens qui, du reste, n'avaient d'autre mission que de la faire avorter, les avocats de la couronne dirent, en faveur de la prérogative, que le gouvernement d'Angleterre résidait essentiellement dans le Roi; que la couronne était une couronne impériale, ce qui signifiait qu'elle était absolue; que toutes les lois pénales sans exception étaient des pouvoirs remis

entre les mains du monarque pour le mettre à même de faire exécuter les autres lois, mais qu'elles n'étaient point des barrières destinées à limiter et à lier son autorité; que le Roi pouvait pardonner tels délits, et remettre tels châtimens qu'il lui plaisait, une fois qu'ils étaient prononcés; qu'il devait en conséquence pouvoir dispenser de l'application; que du reste il n'était pas rare de voir des actes du parlement notablement négligés; que les juges avaient parfois dans leur circuit, et du haut de leur tribunal, donné l'ordre aux officiers publics de n'avoir aucun égard dans leurs poursuites à certains actes parlementaires: témoin celui qui, sous le dernier règne, ordonnait la saisie des charrettes et des fourgons, avec de fortes peines aux contrevenans, et dont cependant les juges empêchèrent d'eux-mêmes l'exécution, lorsqu'ils se furent convaincus de l'impossibilité d'en mettre le dispositif en vigueur.

Tels étaient les argumens allégués en faveur de la faculté dispensatrice du Roi. Pour les combattre, on répondait, sinon en plein tribunal, du moins dans les conversations familières, que si les lois pénales ne recevaient leur force que d'édits royaux, il serait raisonnable de soutenir qu'au Roi seul appartenait le droit de les suspendre, d'en *dispenser*, mais que puisque évidemment ce n'est point de la prérogative, fixée et

limitée par les institutions, mais du parlement que dérivent les lois pénales, dont le but en effet est de contraindre à l'observation des autres lois nécessaires à la sûreté publique, c'était méconnaître tous les principes de notre gouvernement et métamorphoser les formes légales en formes despotiques que d'attribuer au monarque le pouvoir de dispenser, selon son bon plaisir, de l'exécution de lois, déclarées expressément, par l'autorité d'où elles émanaient, non susceptibles de dispenses, et dont une des clauses prononçait contre les réfractaires la peine d'*incapacité*, peine qu'une des maximes de notre droit public déclare ne pouvoir être levée, même par l'exercice du droit de grâce; que d'ailleurs l'acte du test condamnait le délinquant à une amende qui, n'étant point allouée au Roi, mais à celui qui avait dénoncé la contravention, devenait la propriété de ce dernier; de sorte que le Roi ne pouvait pas davantage la remettre au coupable que décharger un de ses sujets de l'obligation de payer ses dettes, ou dépouiller un autre de sa propriété. Quant aux lois d'une importance secondaire, ajoutait-on, telle que celle de la saisie des charrettes, rien n'empêche de la laisser tomber en désuétude, lorsqu'un inconvénient manifeste, non prévu d'abord, se révèle au moment de l'exécution; car l'utilité commune étant le but du législateur, il est à présumer qu'il

donne son assentiment à l'inobservation d'une loi impraticable ; mais il était absurde d'en conclure qu'une loi faite pour la sécurité du gouvernement , munie des clauses les plus expresses qu'il eût été possible d'imaginer pour en assurer l'exécution , et la défendre des empiétemens de la prérogative , n'était qu'un réglemeut transitoire et dépendant des caprices du prince , surtout lorsque les représentans de la nation venaient de se prononcer pour son maintien avec tant d'énergie. On disait encore que , quoiqu'il ne fût question pour le moment que de la violation d'un seul statut , les argumens dont on s'appuyait étaient de nature à justifier l'abrogation successive de toutes nos lois ; que la peine prononcée contre les réfractaires étant l'ame de toute loi , le pouvoir de dispenser des peines amenait infailliblement la dissolution de tout le gouvernement ; et que la sécurité des citoyens ne venait que des lois ou plutôt que des châtimens attachés à leur inexécution , car les lois , sans ce puissant auxiliaire , n'ont ni force ni autorité , et n'obligent qu'autant qu'on se soumet volontairement aux obligations qu'elles imposent.

Tels étaient les argumens sans cesse remaniés sur ce sujet , alimént de tous les entretiens. Mais des juges dont l'opinion est fixée d'avance , sont peu touchés de la force des raisonnemens qu'on fait valoir auprès d'eux. Ceux que la cour fit débiter

à l'audience furent vraiment bouffons , il faut en convenir, et ils eussent été mieux placés dans une comédie satirique sur le barreau et les procès, que dans une assemblée d'hommes éclairés, et à propos surtout d'une cause aussi importante. L'attente des motifs, dont les juges croyaient devoir appuyer leur jugement, était vive dans le public; mais ils répondirent mal, se contentant de donner gain de cause au défendeur, sans motiver leur sentence, comme s'il se fût agi d'une contestation ordinaire.

La chose était donc maintenant décidé par le banc du Roi en faveur des prétentions de la cour, aussi nettement qu'il était en son pouvoir de le faire. Cependant l'opinion du grand juge avait si peu d'influence sur celle des personnes qui lui tenaient de plus près, que son frère l'amiral Herbert, sollicité par le Roi de s'engager à voter pour l'abrogation du test, lui répondit sans retour qu'il ne le pouvait ni en honneur, ni en conscience. Le Roi lui ayant dit qu'il le connaissait pour homme d'honneur, mais que la vie qu'il menait n'annonçait pas une conscience si timorée, l'amiral répliqua hardiment qu'il avait ses faiblesses, sans doute, et des plus coupables, mais telles cependant que d'autres, qui parlaient plus que lui conscience et vertu, les avaient également. Il était débauché et corrompu au-delà de toute expression. Néanmoins, quoiqu'il

eût beaucoup à perdre, puisqu'il jouissait d'un revenu de 4000 liv. sterl. en appointemens, et que d'ailleurs il fût sans fortune, il préféra une ruine certaine à la honte d'une complaisance intéressée. Sa disgrâce fit grand bruit; car, outre que son habileté maritime n'était pas douteuse, il avait montré pour le service du Roi un zèle passionné et jamais démenti. Rien ne prouvait mieux que le dévouement passé était mis en oubli, dès qu'on n'y joignait pas une soumission sans bornes. Après de pareils coups, Jacques n'avait plus de mesures à garder, et il n'en garda plus. Le test fut violé sans ménagement. C'était faire sa cour que de ne point s'y conformer, en acceptant un emploi. Quelques protestans eurent la bassesse ingénieuse de se concilier à ce prix les faveurs du pouvoir. La plupart néanmoins continuèrent à se mettre en règle vis-à-vis des lois, sans vouloir profiter de la faculté *dispensatrice* qui, au fait, ne les regardait pas.

Bien des papistes, naturellement amis du repos, et craintifs par caractère, désapprouvaient dans le monarque cet excès de zèle pour leur commune religion. Ils trouvaient les prêtres trop exigeans, et le Roi trop prompt à suivre leurs suggestions. Le plus zélé et le plus entreprenant d'entre ceux-ci était un certain jésuite nommé Peter, issu de famille noble, mais ignorant, et d'une réputation de vertu plus qu'équivoque. Il

avait été introduit auprès du Roi dans le temps du complot catholique, et s'était montré dès lors ce qu'il était par ses avis audacieux et décisifs. Ce prince l'avait regardé depuis cette époque comme l'homme le plus propre à diriger la révolution religieuse qu'il méditait. Le temps de son crédit était donc arrivé, et il passait en effet pour la personne qui en avait le plus. Cependant jusqu'ici, soit modestie, soit habileté, il n'affectait pas la volonté indépendante de la toute-puissance, et il n'avait agi pendant quelque temps que sous l'impulsion du comte de Sunderland.

Les grands biens qui devaient résulter d'une tolérance universelle, devinrent tout à coup l'idée favorite du Roi, et le sujet de toutes ses conversations. Il s'étendait habituellement sur cette question avec une grande variété de points de vue. Rien ne lui semblait plus raisonnable, plus chrétien, plus politique; et il blâmait amèrement l'Église anglicane de la sévérité avec laquelle avaient été traités les dissidens. Quelque juste que pût être cette critique, elle n'en était pas moins étrange dans la bouche d'un papiste déclaré, et d'un prince, pour le bon plaisir et à l'instigation duquel le parti épiscopal, trop jaloux sans doute de lui plaire, avait exercé ses rigueurs. Mais, puisque le clergé anglican avait cessé d'applaudir à tous les projets de la cour, il fallait bien chercher un point d'appui chez

les dissidens : aussi la faveur accordée aux évêques cessa-t-elle soudainement, et leurs adversaires furent admis aux mêmes honneurs. Le circuit du grand juge Herbert succéda à la sanglante tournée de Jefferies ; il n'y eut plus alors pour eux que grâces et que faveur. Les victimes furent accueillies avec intérêt et pitié, tandis que les oppresseurs étaient désavoués et flétris. Elles n'avaient qu'à choisir entre les dédommagemens qu'on leur offrait, pour les maux qu'elles avaient souffert. Les ministres non-conformistes furent encouragés à rouvrir leurs conventicules interrompus ; seulement on leur recommandait la prudence et le secret pendant quatre ou cinq ans. L'autorité prit soin de faire avertir partout les non-conformistes que le Roi ne voulait plus qu'ils fussent inquiétés, ni leurs assemblées défendues. Cette faveur apparente donna de l'insolence à plusieurs d'entre eux ; mais d'autres, plus clairvoyans et plus sages, ne s'abusèrent point sur le piège qu'on leur tendait. Ils comprirent que le projet des papistes était de se servir d'eux pour attaquer l'Église, comme ils s'étaient servis de l'Église pour les persécuter ; et en conséquence, tout en rouvrant leurs conventicules, ils se tenaient sur leurs gardes, dans une salutaire défiance des mauvaises intentions, cachées sous les affectations de douceur et de bienveillance dont ils étaient tout à coup devenus

l'objet, et soigneux de ne pas trop irriter le parti anglican.

Cependant le clergé réparait glorieusement ses fautes passées, en s'élevant avec force contre le papisme, ce que ne faisaient pas les dissidens. Il se mit à mieux étudier les points controversés; et il résulta de ce redoublement de zèle une foule de petits ouvrages d'une acquisition et d'une lecture également faciles. Toutes les croyances catholiques furent examinées avec une solidité de jugement, une clarté d'argumentation, une profondeur de science, et une vivacité de style qu'avant cette époque on avait trop souvent à regretter dans les écrits théologiques de notre langue. Je dois avouer que la lutte n'était pas égale; car s'il est vrai de dire que le protestantisme n'eut jamais de plus habiles ni de plus éloquens défenseurs, il est juste de reconnaître que leurs adversaires sont au dernier rang entre les apologistes du catholicisme. Leurs livres pauvrement écrits, bien qu'avec la dernière insolence, et sans autre érudition qu'une érudition d'emprunt tirée d'ouvrages français, et mise en mauvais anglais, donnaient trop d'avantage à ceux qui les combattaient, pour qu'il y eût quelque mérite à triompher d'antagonistes si faibles.

L'effet de cette polémique ne fut point perdu pour le public. Les moins capables d'approfondir les questions, furent frappés de la grande inéga-

lité qui parut entre les combattans. Les catholiques, qui savaient quel coup l'ouvrage de l'évêque de Meaux avait porté aux huguenots de France, résolurent de le prendre pour modèle dans une suite de traités intitulés *Les Papistes bien et mal représentés*.

Mais à mesure que ces écrits paraissaient, ils étaient réfutés avec tant d'évidence, que loin d'obtenir le succès que leur modèle avait eu en France, avec l'appui, il est vrai, de l'autorité d'un grand Roi, de toutes les rigueurs de l'intolérance, et finalement des dragonades, ils ne furent en Angleterre qu'une occasion d'examiner de plus près les véritables doctrines de l'Église romaine, non pas telles que les ont colorées d'habiles et adroits écrivains, mais telles qu'elles sont contenues dans les livres qui font autorité parmi les catholiques, dans les décisions des conciles, par exemple, admises par eux tous sans contestation, et dans leurs offices établis et reconnus, telles qu'elles sont professées à Rome, et dans tous les pays, où elles dominent sans mélange d'hérésie, ou sans crainte de l'y voir s'introduire comme en Espagne et en Portugal. Jamais, jusqu'à ce jour, la nation n'avait été mise à même de savoir aussi bien à quoi s'en tenir sur le papisme et ses erreurs.

Les théologiens protestans qui soutinrent et dirigèrent cette controverse, étaient, en pre-

mière ligne, Tillotson, Stillingfleet, Tennison et Patrick; et au second rang, Sherlock, Williams, Claget, Gee, Aldrich, Atterbury, Whitby, Hooper et Wake, qu'il serait si injuste d'oublier. Ce dernier avait séjourné long-temps en France comme chapelain de lord Preston, et en avait rapporté une foule de révélations, qui ne furent pas moins utiles qu'elles étaient curieuses et intéressantes. Outre les publications répétées de ces hommes, tous du premier ordre, il y eut sur les mêmes sujets quantité de sermons prêchés et imprimés qui édifièrent la nation. Il y avait d'ailleurs tant d'accord et d'harmonie dans les chefs, qu'il ne se passait pas une semaine sans que quelque composition nouvelle ou quelque sermon ne vinssent à la fois tenir en haleine et éclairer ceux qui les lisaient. Grâce à tant d'efforts, le papisme ne fit que très-peu de prosélytes, et le petit nombre de ses conquêtes était en général de nature à l'humilier plutôt qu'à l'enorgueillir. Walker, directeur du collège de l'université d'Oxford, et à sa suite cinq ou six autres docteurs, se rangèrent du parti catholique; mais ils y portaient avec eux la tache ineffaçable d'avoir continué de professer la doctrine et le culte de l'Eglise anglicane plusieurs années après leur réconciliation avec Rome. Les prêtres catholiques frémissaient de rage en voyant leur religion exposée à de si puissantes attaques, et en se

voyant eux-mêmes livrés au mépris universel. En désespoir d'une plus solide défense, ils disaient qu'il y avait de l'inconvenance et de l'oubli de ses devoirs à traiter avec tant de dédain la religion du Roi.

La cour résolut de poursuivre à outrance quelques prédicateurs, pour voir si par là elle parviendrait à intimider le reste. Le docteur Sharp, recteur du collège de Saint-Gilles, était un homme d'une piété exemplaire, et en même temps un des prédicateurs les plus goûtés du siècle. Il était doué, il est vrai, d'un talent particulier pour lire ses sermons avec âme et ferveur. Un jour, en descendant de sa chaire, Sharp reçut de la part d'un prêtre catholique, à ce qu'il crut du moins, une lettre renfermant une sorte de défi, sur je ne sais quels points de controverse qu'il avait touchés dans ses sermons. Ne sachant à qui adresser sa réponse, il prit le parti d'en faire le sujet d'une de ses prédications; et après avoir réfuté les argumens de l'anonyme, il finit en faisant observer combien il était peu raisonnable à un protestant de changer de religion sur de si frivoles motifs. Ces paroles aussitôt rapportées au Roi lui furent représentées comme un blâme indirect jeté sur sa conversion au catholicisme.

Sharp m'a lui-même assuré qu'on lui avait fait dire ce qu'il n'avait jamais dit. Mais, sans prendre la peine de s'informer de la réalité ou

de la fausseté de la dénonciation, le comte de Sunderland envoya à l'évêque de Londres l'ordre, au nom du Roi, de suspendre Sharp immédiatement, et d'informer contre lui. L'évêque répondit qu'il n'était pas en son pouvoir d'agir d'une manière si expéditive; mais que si on portait à son tribunal une accusation revêtue de formalités légales, il procéderait contre l'accusé et lui infligerait, s'il y avait lieu, toutes les censures ecclésiastiques autorisées par les réglemens. Il ajoutait néanmoins que, pour faire ce qui dépendait de lui, il engagerait Sharp à s'abstenir de l'exercice de ses fonctions, jusqu'à ce que son affaire fût éclaircie; mais quant à une suspension, qui au fait était une véritable censure, les lois comme la justice s'opposaient à ce qu'elle fût infligée à un ecclésiastique, dont le délit n'était point encore prouvé, ni même le procès entamé. Sharp se présenta devant les juges, montra les notes de son sermon, et s'offrit d'affirmer sous serment qu'il n'avait lu que ce qu'on y trouvait écrit; ce qui eût mis dans tout son jour la fausseté de l'imputation qui pesait sur lui. Mais, comme il n'avait point été suspendu, il ne fut point admis. Cependant la poursuite fut abandonnée, et remplacée par une autre contre l'évêque de Londres, pour avoir *désobéi aux ordres du souverain*.

Jefferies, pour regagner à la cour une partie de la faveur que lui avait enlevée Herbert, ou-

vrit l'avis, aussi audacieux qu'illégal, de créer une commission ecclésiastique, pour remplacer la haute commission, sous le nom moins odieux de *cour des délégués*. L'acte, qui avait aboli la haute commission en 1640, renfermait une clause aussi claire qu'impérative, destinée à empêcher, dans l'avenir, l'établissement d'aucun tribunal pour les matières de conscience et de culte, outre les cours ecclésiastiques ordinaires. Cependant, en dépit de cette défense formelle, et conformément au conseil de Jefferies, une cour fut érigée, avec plein pouvoir d'attirer à elle toutes les affaires de sa compétence, et de les juger discrétionnairement, sans s'inquiéter des formes, ni des lois existantes. Cette extension de la suprématie, si contraire à toutes les lois du pays, eut lieu sous un roi dont la religion condamnait toute portion d'autorité religieuse annexée à la prérogative royale.

Les personnes qui composèrent le nouveau tribunal furent l'archevêque de Cantorbéry, les évêques de Durham et de Rochester, le lord-chancelier, le lord-trésorier et le lord-grand-juge. Le lord-chancelier en fut nommé le président, *sine quâ nōn*, car la cour ne voulait confier qu'à lui seul la direction des procès qu'on préparait. L'évêque de Londres fut marqué pour première victime. Sancroft, archevêque de Cantorbéry, vivait alors à Lambeth dans l'inaction et le silence.

Dans la conversation, il témoignait du zèle contre le papisme; mais il était d'un naturel si craintif, et d'ailleurs si exclusivement occupé du soin d'enrichir son neveu, qu'il n'y avait aucun courage à attendre de lui. Ainsi, au lieu de se présenter à la cour des délégués, le jour de son installation, de protester contre l'illégalité de son établissement, et de déclarer, en donnant ses motifs, qu'il n'y siégerait ni ne coopérerait à aucun de ses actes, il se contenta de ne point y paraître. Les deux autres prélats furent plus complaisans encore. Celui de Durham, tout glorieux d'avoir été choisi, disait que maintenant du moins son nom aurait une place dans l'histoire. Quelques uns de ses amis lui ayant représenté le danger de figurer dans une cour aussi illégalement instituée, il leur répondit qu'il ne se sentait pas capable de survivre à la perte des bonnes grâces du Roi : tant il était d'une nature basse et rampante ! Dolben, archevêque d'York, était mort cette année; et comme Sprat lui avait succédé dans le siège de Rochester, il avait quelque espoir de lui succéder de même dans celui d'York : de sorte qu'il tenait à ne pas désobliger la cour. Mais il fut trompé dans son attente, si jamais du reste il l'avait cru sérieusement. Le Roi avait pour principe de ne disposer des sièges qui viendraient à vaquer, que lorsque le temps serait arrivé

de les remplir d'hommes tout-à-fait à son gré.

L'évêque de Londres fut le premier sommé de comparaitre devant le nouveau tribunal. Il obéit, accompagné d'un grand nombre de gens de la première qualité; ce qui indisposa encore davantage contre lui. Le lord-chancelier le traita avec cette brutalité qui lui était devenue pour ainsi dire naturelle. Le prélat commença par déclarer qu'il ne connaissait point la cour devant laquelle il était cité, et qu'il demandait en conséquence copie des pouvoirs qui lui étaient attribués. Il mit ensuite tout en œuvre pour gagner du temps, dans l'espoir que le Roi se contenterait d'une soumission générale, et laisserait tomber la chose; mais, voyant que tous ses efforts pour détourner l'orage étaient inutiles, il ne songea plus qu'à sa défense. Dans la première partie il déclina l'autorité de la cour comme illégale, et contraire à une disposition formelle de l'acte du parlement qui avait détruit la haute commission. Cependant il ne pressa point cet argument autant qu'il eût pu le faire, dans la crainte d'exciter encore davantage contre lui la colère de la cour; et il se contenta de l'indiquer, de le soumettre modestement, plutôt qu'il ne le fit valoir dans toute sa force. Il ne lui était pas difficile d'ailleurs de prévoir que ses juges, qui siégeaient en vertu des pouvoirs dont il attaquait la légalité, seraient jaloux de maintenir leur autorité. L'autre partie de la jus-

tification de l'évêque de Londres roulait sur ce qu'il avait obéi aux ordres du Roi autant qu'il était en lui, puisqu'il avait enjoint au docteur Sharp de cesser ses fonctions, comme s'il était en effet suspendu, et qu'il ne pouvait pas, malgré tout son désir de se conformer aux volontés du Roi, infliger une censure ecclésiastique à un des membres de son clergé sans un procès, un corps de délit, et des preuves. Cette dernière assertion était justifiée par l'usage constant de toutes les cours ecclésiastiques, et par les décisions de tous les jurisconsultes. Mais, quelque évidens que soient les raisonnemens d'un accusé, ils sont comme non avenus lorsque l'arrêt est rendu d'avance, et qu'il n'est entendu que pour la forme. On proposa en conséquence de suspendre l'évêque de Londres pour le temps qu'il plairait au Roi. Le lord-chancelier et le lâche évêque de Durham soutinrent cet avis; mais le comte et l'évêque de Rochester, ainsi que le lord grand juge, se prononcèrent pour l'acquittement. La vérité est qu'il n'y avait pas l'ombre d'un prétexte en faveur de la condamnation.

Mais le Roi, afin de ne pas en avoir le démenti, parla sans détour au comte de Rochester, qui dans l'alternative de se déclarer pour la suspension ou de perdre la baguette de trésorier, souscrivit à l'arrêt. L'évêque de Londres fut donc suspendu *ab officio*. La cour ne jugea pas à propos

de lui retirer la jouissance de ses revenus, attendu que les jurisconsultes avaient établi ce point de droit que les bénéfices étaient de même nature que les biens en franche tenure, et que si la sentence eût touché au temporel, l'affaire eût été naturellement évoquée au banc du Roi, où Herbert, qui désapprouvait de tout point la décision de ses collègues *les délégués*, eût fait probablement rendre justice au prélat. Pendant que le procès de l'évêque de Londres était encore pendant, la princesse d'Orange pensa qu'elle pouvait sans inconvénient s'interposer en sa faveur. C'était lui qui l'avait confirmée et mariée. Elle écrivit donc au Roi pour le supplier d'épargner l'évêque qu'elle ne pouvait croire capable d'avoir agi avec l'intention de l'offenser. Elle écrivit aussi au prélat pour lui dire la part qu'elle prenait aux tribulations qui pesaient sur lui. Le prince lui écrivit dans le même sens. Le Roi répondit à sa fille par une lettre pleine d'amertume contre l'évêque de Londres, et non sans lui témoigner quelque aigreur de ce qu'elle s'était mêlée d'une affaire pareille.

Cependant la cour était loin d'être satisfaite de la mince victoire qu'elle venait de remporter. Le condamné était plus considéré que jamais. Son clergé, malgré sa suspension, suivait les secrètes instructions du prélat sans caractère, avec plus d'exactitude qu'il n'aurait suivi les ordres

du prélat en fonction. Le gouvernement, sentant les mauvaises conséquences de son demi-succès, ne songea plus qu'à revenir sur ses pas de la meilleure grâce possible. Le docteur Sharp fut donc admis à présenter une pétition au Roi, dans laquelle il lui témoignait, en termes généraux, combien il était fâché d'avoir encouru le déplaisir de Sa Majesté; il reçut une douce réprimande, et reprit ses fonctions. Suivant les usages des cours ecclésiastiques, celui qui avait encouru la suspension devait, au bout de six mois, faire acte de soumission, sous peine s'il s'y refusait, d'être poursuivi comme un réfractaire obstiné. C'est pourquoi, six mois après la sentence rendue contre lui, l'évêque de Londres présenta une requête au Roi, où, sans faire l'aveu d'aucune faute pour le passé, il demandait à être réhabilité dans ses fonctions épiscopales. Cette démarche prévint toute procédure ultérieure, mais sans faire cesser la suspension. J'ai cru devoir ne point interrompre le fil de cette narration, bien qu'une partie appartienne à l'année 1687.

L'aspect général des affaires en Écosse ne différait guère de ce qu'on vient de lire relativement à l'Angleterre. Le catholicisme y faisait quelques prosélytes, mais en si petit nombre qu'il y trouvait un bien mince avantage. Le comte de Perth décida sa femme, au lit de mort, à changer de religion; et très-peu de semaines après que

la nouvelle convertie eut cessé de vivre, il épousa, contre toutes les lois de la décence, une sœur du duc de Gordon. Elle était sa cousine germaine. Cependant ils se marièrent sans attendre une dispense du pape ; sur l'assurance, disaient-ils, de leur confesseur, qu'elle serait obtenue sans difficulté. Mais le pape Innocent était un homme strict, qui n'accordait pas aisément ces sortes de dispenses ; de sorte que le cardinal Howard l'implora long-temps en vain. Le pape disait que c'était d'étranges catholiques qui risquaient une pareille union avant de s'être assurés de ce qui pouvait seul la légitimer. Howard prétextait que les deux époux n'avaient pas si vite appris à connaître les lois de l'Église romaine ; et il insistait sur le danger qu'il pouvait y avoir à repousser des convertis de l'importance du comte de Perth et de sa femme. Enfin Innocent se laissa fléchir, mais non sans de grands efforts. Le comte de Perth établit dans l'enceinte même du palais une chapelle *particulière*, où se dit la messe, mais qui néanmoins n'était pas si *particulière* qu'elle ne fût ouverte à tous ceux qui voulaient la fréquenter.

L'existence de cette chapelle mit toute la ville d'Edimbourg en alarme. La populace s'y précipita un jour avec fureur, et n'y laissa que les murs. Si le comte de Perth ne se fût échappé sous un déguisement, il eût été probablement

massacré. Au premier bruit de ce désordre, les gardes arrivèrent, et dispersèrent la foule des assaillans. On en arrêta un certain nonibre. Un seul fut exécuté, après avoir été reconnu pour un des chefs du tumulte. Arrivé au lieu de son supplice, il dit à un ministre de la ville, qui l'assistait de ses prières, qu'on lui avait offert la vie à condition qu'il accuserait le duc de Queensbury d'avoir été l'instigateur du tumulte, mais qu'il avait refusé de devoir son salut à un aussi grand mensonge. M. Macom, c'était le nom du ministre, était un honnête homme, mais de peu de tête. Chargé par le criminel de rendre publique cette révélation, il n'eut pas la présence d'esprit de prendre quelques assistans à témoin de l'injonction sacrée qui lui était faite; mais, dans la simplicité de son cœur, il se rendit, du pied même de l'échafaud, chez l'archevêque de Saint-André, et lui raconta ce que venait de lui confier le patient. L'archevêque en fit informer sur-le-champ le duc de Queensbury, qui écrivit à la cour pour s'en plaindre. Le Roi ordonna que l'affaire fût éclaircie. Le pauvre ministre, hors d'état d'en appeler à personne de la vérité de ce que lui avait dit le criminel, fut déclaré auteur de cette calomnie, et chassé de son église. Mais, avec quelque sévérité que l'autorité traite un malheureux, dont tout le crime est d'avoir manqué de prévoyance, le public n'est point la dupe des formes

et à l'instinct du vrai. Dans ce cas-ci, par exemple, autant la faiblesse et le malheur du ministre excitèrent de compassion, autant furent détestées la malice et la fourberie du comte de Perth.

L'été de cette même année, le comte de Murray, autre nouveau converti, fut envoyé en Ecosse, en qualité de commissaire royal, pour y présider le parlement, et voir s'il y trouverait plus de complaisance que dans celui d'Angleterre. Le Roi, dans sa lettre de convocation, recommandait expressément et avec instance la suppression de toutes les lois pénales et de tous les tests relatifs à la religion. Aucun moyen ne fut négligé pour avoir une majorité qui votât dans ce sens. Mais, avant que le parlement ne s'ouvrit, survinrent deux incidens qui donnèrent sérieusement à réfléchir à beaucoup de gens.

Whitford, fils d'un des évêques d'Ecosse, avant la guerre civile avait embrassé le papisme. C'était lui qui avait tué Dorislaüs en Hollande. Pour être tout-à-fait hors de la puissance de Cromwell, il était entré au service du duc de Savoie. Il y était lors du dernier massacre des Vaudois, et il avait à se reprocher plusieurs atrocités commises de ses propres mains. Après la restauration, il revint vivre en Ecosse d'une pension modique qu'il avait obtenue. Il mourut peu de jours avant que le parlement se réunît. A ses der-

niers momens , il déclara , en présence de plusieurs ministres , qu'il abandonnait le papisme et l'avait en horreur pour son esprit de cruauté. Il dit qu'il s'était rendu coupable , en Piémont , de meurtres abominables de femmes et d'enfans , dont le souvenir n'avait cessé depuis de livrer son âme aux plus poignans remords ; qu'il s'était adressé à toutes sortes de prêtres , aux plus sévères comme aux plus faciles , et que tous avaient approuvé ce qu'il avait fait , et lui avaient donné l'absolution ; mais que sa conscience , loin de confirmer leur arrêt en s'apaisant , lui faisait une guerre intérieure toujours plus acharnée ; et , en effet , il expira dans le désespoir , et poussant des cris d'indignation contre cette religion sanglante.

L'autre incident eut encore plus de solennité. Sir Robert Sibbald , docteur en médecine , et l'antiquaire le plus érudit du royaume d'Ecosse , fidèle observateur , dans tous les actes de sa vie , des principes d'une vertu philosophique , mais plein de doutes sur la religion révélée , se laissa persuader par le comte de Perth de se faire catholique , dans l'espoir de trouver dans cette croyance les élémens d'une certitude qu'il avait vainement cherchée dans la sienne. Mais il n'eut pas plutôt abjuré que , honteux de la légèreté avec laquelle il avait fait une telle démarche , il partit pour Londres , où il vécut complètement

retiré du monde pendant plusieurs mois, et se livrant à une étude approfondie des questions religieuses. Le résultat de ses recherches fut un sentiment si intime des erreurs sans nombre du papisme, qu'il revint en Ecosse quelques semaines avant l'ouverture du parlement, et n'eut l'esprit en repos que lorsqu'il les eut publiquement rétractées dans une église. L'évêque d'Edimbourg, courtisan à l'excès, craignant que trop de monde n'accourût pour l'entendre, et que la cour n'en prit ombrage, exigea de lui qu'il se contenterait d'une église de campagne. Mais quel qu'en fût le théâtre, la rétractation d'un homme aussi éclairé, et après un examen aussi consciencieux des matières, ne pouvait manquer de faire impression sur beaucoup d'esprits.

Ross et Paterson, les deux évêques influens de l'Ecosse, résolus de donner au Roi une preuve signalée de leur complaisance sans borne, engagèrent plusieurs de leurs confrères à souscrire une adresse au Roi, où ils lui offraient de concourir efficacement à tout ce qu'il voudrait faire en faveur de sa religion, et de ceux qui la professaient, pourvu que les lois contre les presbytériens fussent maintenues et rigoureusement exécutées. Dans le style de courtisan, on ne désignait le papisme que sous le nom bienveillant de *religion du Roi*. Paterson fut envoyé pour présenter l'adresse. Il crut devoir préalablement la commu-

niquer au comte de Middleton. Celui-ci lui conseilla de ne jamais mettre au jour une pièce pareille, qui deviendrait une arme terrible contre ses auteurs, et les rendrait odieux, et d'autant plus odieux que le Roi et ses prêtres sentaient eux-mêmes l'imprudence qu'il y aurait à demander que les catholiques fussent l'objet d'une faveur spéciale de la loi, et qu'ils bornaient leurs prétentions à une tolérance générale. Paterson, frappé de la vérité de l'observation, repartit sans avoir présenté son adresse. Ce fait m'a été raconté par un homme qui le tenait du comte de Middleton lui-même.

Le duc de Hamilton ne prit aucune part aux débats qui suivirent l'ouverture du parlement, et dans lesquels fut agitée la suppression des lois pénales et des tests recommandée par la lettre du Roi. Ce seigneur avait promis de ne point parler contre, et il ne voulait pas parler pour. Le duc de Queensbury se tint aussi dans l'inaction. Cependant on persuada au Roi que c'était lui qui avait conduit l'opposition. Rosset Paterson avaient si complètement oublié leur caractère d'évêques, qu'ils s'épuisèrent en efforts pour engager le parlement à condescendre aux volontés du Roi. L'archevêque de Glasgow leur refusa son assentiment, mais avec timidité. Bruce, évêque de Dunkeld, et l'évêque de Galloway les combattirent avec franchise et énergie. Le reste du banc des évê-

ques garda le silence, mais n'en était pas moins décidé à voter pour le maintien de la législation actuelle. Mais il y avait dans la noblesse et chez les autres membres un tel fond de lâcheté, qu'il était à craindre que la cour ne triomphât facilement d'une résistance si peu énergique. Cependant le parlement ne voulut consentir aux changemens demandés que pour la vie du Roi, qui dédaignant un demi-succès, le cassa bientôt après, après l'avoir immédiatement ajourné. L'archevêque de Glasgow et l'évêque de Dunkeld furent, en vertu d'un ordre exprès du Roi, déposés de leurs sièges et remplacés, le premier par Paterson, et le second par un certain Hamilton, homme connu pour sa profonde scélératesse et son irréligion, qui parfois, allait jusqu'au blasphème. On ne se donna point la peine d'alléguer d'autres motifs de la destitution des deux dignes prélats, que le *bon plaisir* du Roi.

La nation, dont les mœurs étaient si déchues de leur ancienne pureté, et dont l'insouciance insensibilité égalait l'ignorance en matière de religion, commençait cependant à se sentir animée de nouveau d'un saint zèle contre le papisme. Les conversions cessèrent tout à coup. Malheureusement le clergé épiscopal était en général entaché de tant de paresse et d'ignorance, qu'il ne sut pas tirer parti de ce retour à une foi vive et agissante. Cependant certains ministres

des environs d'Edimbourg , et dans un petit nombre d'autres lieux , se mirent à étudier la controverse , et regagnèrent quelque crédit par la guerre vigoureuse qu'ils firent au papisme. Les presbytériens surtout , qui , bien qu'on les eût affranchis de la plupart des sévérités sous lesquelles ils avaient gémi long-temps , ne perdaient aucune occasion de manifester l'aversion insurmontable que leur inspirait la religion romaine. La cour ne fut pas long-temps à se convaincre que ses avances insidieuses étaient perdues , et qu'il n'y avait aucun compte à faire sur cette secte opiniâtre.

Mais, comme pour dédommager le Roi de l'opposition qu'il trouvait à ses projets en Angleterre et en Écosse , ils marchaient rapidement en Irlande à leur pleine réussite. A son arrivée , le comte de Clarendon répéta , au nom du Roi , l'assurance publique et positive donnée par ce prince de maintenir le royaume sur le pied fixé par les lois. Il renouvela ces protestations à différentes reprises , avec une grande solennité , et sa conduite ne les démentit point. Le comte de Tirconnel suivit des errements tout opposés. Non-seulement il remplit de catholiques tous les postes vacans dans l'armée , mais sur le plus léger prétexte il cassait les officiers anglais protestans , et les remplaçait suivant la politique du jour. Il finit par les renvoyer tous en masse , sans même

prendre la peine de donner , de cette mesure , une explication quelconque. Voilà donc maintenant que l'armée , soldée en vertu de l'acte d'établissement , et chargée de le défendre , était , en infraction à la loi qui fixait à quels chefs elle devait obéir , sous la direction de gens que leur intérêt et leur conscience poussaient à le détruire , avec tous ses partisans : trop grande et trop évidente prévarication pour admettre ni excuse , ni palliatif d'aucune sorte. Les Anglais protestans d'Irlande se voyaient à la merci de leurs ennemis , maîtres de l'armée , et ils n'étaient point rassurés par tout ce que leur disaient le lord-lieutenant ou le lord-chancelier. De simples paroles ne pouvaient compenser des faits aussi positifs que ceux dont ils étaient témoins tous les jours. De là , des querelles perpétuelles entre le comte de Clarendon et le comte de Tirconnel , qui ne cessaient d'écrire à la cour des plaintes l'un de l'autre. Le Roi , pour mettre un terme à ce désordre , rappela Clarendon et Porter , et nomma le comte de Tirconnel lord-lieutenant , et Fitton lord-chancelier ; tous deux papistes de profession , et papistes fanatiques. Fitton ne connaissait d'autre règle que le bon plaisir du Roi.

La consternation fut générale , lorsqu'on vit le gouvernement tout entier remis entre les mains d'un homme du caractère de Tirconnel , dévoué sans restriction au parti irlandais , et aussi inca-

pable de reculer devant l'entreprise la plus hasardeuse, que devant une iniquité ou un crime. L'alarme fut même si forte, que nos papistes craignaient un moment d'avoir été trop vite en besogne, si toutefois ces craintes n'étaient pas encore de la perfidie et de la ruse. Il était visible que la tactique du père Peter et des Jésuites était d'engager si irrévocablement Jacques dans leur cause, que tout retour, toute composition avec d'autres intérêts que les leurs, fussent désormais impossibles; qu'il fût contraint de renoncer pour toujours à l'idée de gouverner par un parlement; que sa seule ressource, dans cette extrémité, fût de s'appuyer sur la force militaire, et, en cas qu'elle ne lui suffît pas, sur l'assistance de la France et sur une armée irlandaise.

La cour fut, vers ce même temps, le théâtre d'un événement aussi offensant pour la Reine, que propre à déconcerter les prêtres. Jacques continuait ses assiduités auprès de mistriss Sidley, qui sut si bien profiter de son ascendant sur ce prince, qu'elle se fit nommer comtesse de Dorchester. Aussitôt que la Reine fut informée de cette étrange promotion, elle fit appeler dans son cabinet tous les prêtres en qui elle avait une confiance particulière; et, dès qu'elle les eut tous réunis autour d'elle, elle envoya prier le Roi de venir lui parler. Très-surpris, en entrant, de voir sa femme en si nombreuse compagnie, il le fut en-

core davantage quand il les vit tous tomber à ses genoux. La Reine rompit la première le silence, en se répandant en plaintes amères au sujet du titre que venait d'obtenir mistriss Sidley qui, il n'en fallait pas douter, serait bientôt sûre de son installation à la cour en qualité de maîtresse. La Reine était alors dans un très-mauvais état de santé. La maladie dont elle était atteinte devait, selon toutes les apparences, dégénérer en consommation; en sorte qu'on était généralement convaincu que, si elle ne mourait pas dans un assez court espace de temps, elle était destinée à offrir de nouveau à la nation le triste spectacle d'une reine sans enfans. Les prêtres dirent au Roi qu'une tache dans sa vie, telle que sa liaison avec mistriss Sidley, contrariait tous leurs projets; et que plus elle deviendrait apparente, et serait durable, plus elle rendrait leurs efforts inutiles. Cette scène ébranla fortement le Roi, qui se montra tout embarrassé de ce qu'il avait fait. Pour tranquilliser sa femme et tout son monde, il leur promit de ne plus voir lady Dorchester, et s'excusa de lui avoir donné ce titre, en prétendant que son but avait été de rompre plus décemment avec elle. Et voyant que la Reine montrait peu de foi en ses engagements, il ajouta qu'il allait faire partir pour l'Irlande celle qui lui causait tant d'ombrage, et il tint parole. Mais après un séjour de quelques mois dans ce royaume,

lady Dorchester revint à Londres, et Jacques reprit avec elle ses criminelles habitudes. Il n'est pas douteux que les prêtres ne la redoutassent beaucoup, parce qu'à beaucoup d'esprit et de hardiesse, elle joignait un profond mépris pour eux et leurs intrigues.

La cour employait tout ce qu'elle avait d'influence à faire des convertis. Ses efforts n'étaient pas toujours également heureux, et souvent n'aboutissaient qu'à donner lieu à des réparties qui, vraies ou fausses, couraient de bouche en bouche, et causaient une satisfaction générale.

Le comte de Mulgrave était lord-chambellan. Peu scrupuleux sur les moyens de plaire à son maître, il l'accompagnait à la messe, et s'y mettait à genoux. On en conclut qu'il était indifférent à toutes les religions, et les prêtres résolurent de l'entreprendre. Il les écouta gravement argumenter sur la transsubstantiation : et puis il leur dit qu'après bien des peines il était parvenu à croire à l'existence d'un Dieu, créateur du monde et de tous les hommes ; mais qu'il ne lui faudrait rien moins que l'évidence pour lui persuader que l'homme, quitte à quitte avec son auteur, créait Dieu à son tour.

Le comte de Middleton s'était marié dans une famille papiste. C'était un homme né avec de grands talens et une âme généreuse, mais sans principes religieux arrêtés. On crut donc pou-

voir le séduire , et on lui détacha en conséquence un prêtre. Celui-ci , commençant par la transsubstantiation , dont il devait le convaincre en quatre mots , lui dit : « Vous croyez à la Trinité , n'est-il pas vrai ? — Doucement , répondit Middleton ; qui vous l'a dit ? C'est de votre croyance qu'il s'agit , et des preuves que vous avez à m'en donner , et pas du tout de la mienne. » Mis hors de combat par cette réplique inattendue , notre convertisseur demeura interdit et muet.

Un jour le Roi remit au duc de Norfolk l'épée de la couronne , pour la porter devant lui à la chapelle. Le duc s'étant arrêté à la porte , le Roi lui dit : « Milord , votre père aurait été plus avant. — Et le vôtre , Sire , qui valait bien le mien , répliqua Norfolk , ne serait pas venu si loin. » Kirk , pareillement sollicité de changer de religion , répondit , avec beaucoup de gaieté , qu'il était déjà engagé , ayant promis au roi de Maroc , si jamais il en changeait , d'embrasser le mahométisme.

Mais c'était surtout le comte de Rochester , dont les catholiques avaient la conversion à cœur. Ce seigneur m'a dit qu'à dater de la défaite du duc de Monmouth , le Roi s'était fait un plan tout nouveau de conduite ; qu'auparavant , par exemple , Sa Majesté l'entretenait de toutes ses affaires , communément le matin de celle qui devait se décider dans la journée ; mais que du jour même de l'exécution de son neveu , elle ne lui parla plus

que de ce qui concernait la trésorerie. Rochester ne douta plus dès lors de la décadence de son crédit; qu'il attribua à la prédominance qu'avaient prise les papistes, qui ne pouvaient lui pardonner l'intimité de ses liaisons avec le clergé anglican. Cependant, en considération d'une grosse somme qu'il fut assez heureux pour procurer à Sa Majesté dans un moment difficile, elle le conserva plus long-temps dans son poste qu'il ne s'y était d'abord attendu, sans le tourmenter sur sa religion. Enfin le jour vint, c'est toujours du comte de Rochester lui-même que je tiens ces détails, où elle l'engagea à se laisser instruire. Il commença par répondre que les notions religieuses de son enfance lui suffisaient; mais pressé plus instamment d'entendre des prêtres catholiques, il se rendit, à condition néanmoins que des ecclésiastiques anglicans seraient présents à la conférence. Le Roi y consentit, en demandant seulement que ce ne fût ni Tillotson, ni Stillingfleet. Lord Rochester dit aussitôt qu'il prendrait au hasard les chapelains qui se trouveraient de service; car les formes de la chapelle étaient encore en vigueur. Ce fut les docteurs Patrick et Jane qui se trouvèrent ainsi désignés pour assister à la conférence, dont le jour fut immédiatement fixé.

Les ennemis du comte de Rochester contaient la chose différemment. Il avait eu vent, disaient-

ils, qu'il allait perdre la baguette blanche. A cette nouvelle, sa femme, alors malade, écrivit à la Reine pour la supplier de vouloir bien l'honorer d'une visite, parce qu'elle avait à lui parler. La Reine se rendit chez elle, et y resta deux heures. La comtesse se plaignit des mauvais offices auxquels son mari était en butte. « Que voulez-vous ? lui répondit la Reine, tous les protestans se déclarent maintenant contre nous, et nous ne pouvons plus faire fond sur aucun d'eux. — Qu'à cela ne tienne, reprit la comtesse de Rochester : mon mari n'est pas si entiché de ses opinions qu'il ne soit prêt à les examiner pour les rejeter, s'il les trouve fausses. » Ce fut là, disait-on, ce qui inspira au Roi l'idée de proposer la conférence. Tel était, en effet, le moyen qu'on prenait ordinairement pour donner du lustre aux conversions ; mais on avait soin de n'engager ces sortes de combats qu'après avoir pris ses mesures, et s'être assuré de la victoire. Lord Rochester m'a juré n'avoir jamais rien su de cette conversation de la Reine avec sa femme, qui du reste était morte peu de temps après l'époque où l'entretien était censé avoir eu lieu. Ses ennemis ajoutaient que, la veille de la conférence, il avait reçu des avis certains que tout ce qu'il pourrait faire ne préviendrait pas sa chute, et que la résolution était irrévocablement prise de mettre la trésorerie en commission, et

de prendre quelques uns des lords papistes pour commissaires.

Patrick m'a dit que ni lui, ni son confrère, n'eurent occasion de parler beaucoup. Les prêtres commencèrent l'attaque. Lorsqu'ils eurent fini, lord Rochester lui-même prit la parole, et dit que, s'ils n'avaient point d'argumens plus forts à lui présenter, il éviterait la peine d'entrer en lice aux deux savans hommes qu'il avait appelés à son secours; attendu qu'il n'y avait rien dans tout ce qu'il venait d'entendre à quoi il ne se sentît en état de répondre; et il s'en acquitta, en effet, avec autant d'esprit que de chaleur. Il lui échappa même quelques expressions méprisantes pour ses adversaires. « Sont-ce là des argumens capables de motiver un changement de religion? » disait-il souvent avec une grande véhémence. Jacques, voyant sur quel ton était monté son trésorier, rompit brusquement la conférence, et défendit à tous ceux qui étaient présens de rendre compte de ce qui s'y était passé.

Peu de temps après, lord Rochester perdit la baguette blanche. Il en fut dédommagé par une pension annuelle de 4000 liv. pour sa vie et celle de son fils, sans compter deux gratifications, celle qui lui revenait sur les biens de lord Grey, et une seconde estimée 20,000 liv. On le jugea très-heureux. Jamais place vendue n'avait autant produit, même à une personne en titre. La somme

qu'il avait fait prêter au Roi était de 400,000 liv. Elle était destinée au radoubement de la flotte, à la vérité très-mal en ordre, puisqu'on y manquait à la fois de provisions et de bâtimens bien équipés. Quoiqu'on fût en pleine paix, le Roi donna des ordres pour employer à la mettre en état de paraître en mer le plus tôt possible, les fonds qu'il devait à l'intervention de lord Rochester. De tels préparatifs annonçaient quelque grand projet.

Les prêtres disaient partout, mais à Rome plus qu'ailleurs, que c'était les États, dont on savait que la flotte était délabrée, qu'il s'agissait d'attaquer de concert avec la France. L'intérêt de cette couronne et celui des prêtres, se trouvant réunis dans cette guerre, la rendaient probable. Les Français n'avaient rien plus à cœur que de brouiller le Roi avec le prince d'Orange; dans l'espoir que, si la guerre était heureuse pour l'Angleterre, il serait facile d'engager ensuite le Roi à frustrer le prince du droit qu'il avait à lui succéder par sa femme, fille de Jacques. La couronne de la Grande-Bretagne sur la tête de Guillaume effrayait également la cour de Versailles et les catholiques de celle de Londres, pour lesquels un héritier présomptif protestant était, pour le présent, la source de mille obstacles, et la mort certaine de tous leurs sinistres projets dans l'avenir.

Ceci me conduit à exposer l'état des affaires en Hollande, et à la cour du prince d'Orange. Mais d'abord parlons quelque peu de moi, qui me trouvais cet été sur les terres de la république, après avoir voyagé pendant plus d'un an. A mon retour d'Italie, j'avais passé trois mois de l'hiver soit à Genève, soit en Suisse. J'avais aussi séjourné quelque temps à Strasbourg et à Francfort parmi les luthériens et parmi les calvinistes à Heidelberg, faisant partout ma principale étude d'observer le génie particulier de chacune des branches du protestantisme, et de connaître ce qu'elles avaient toutes d'hommes éminens. J'avais vu les Églises réformées de France dans leur splendeur, c'est-à-dire au moment où elles s'attendaient à voir éclater d'un jour à l'autre l'ouragan terrible qui devait les disperser d'un bout de l'Europe à l'autre. A Genève, nous avions de la première main les récits lamentables de toutes les souffrances de nos frères de delà les monts. Nous les voyions arriver par brigades dans la dernière misère, tous nus et à demi morts de faim et de froid. La petite république tremblait elle-même d'être engloutie pour oser leur donner charitablement un asile ; d'autant plus qu'elle courait risque d'être abandonnée à ses seules forces par le canton de Berne, qui paraissait peu disposé à la défendre en cas qu'elle encourût sérieusement la disgrâce de

Louis XIV. Le reste de la Suisse était moins en danger. Cependant, comme les réfugiés s'y portaient en foule, et que l'horreur pour la persécution qui les avait bannis de leur patrie y était à son comble, et s'y manifestait sans déguisement tant dans les sermons que dans les conversations particulières, le ressentiment des Français était un juste sujet de terreur, pour la ville de Bâle surtout, qui, dépourvue de tout moyen de défense, ne pouvait que devenir la proie du premier ennemi qui l'attaquerait. Les habitants de Strasbourg, à qui depuis long-temps toute indépendance était ravie, vivaient dans l'appréhension continuelle de voir arriver de Versailles un édit funeste semblable à celui qui venait de ravager la France protestante. Les églises du Palatinat exposées, en tant que pays frontières, à supporter les premiers et les plus grands désastres de chaque nouvelle guerre, venaient de tomber, pour comble de calamité, sous la puissance d'une famille en qui la bigoterie est héréditaire. Toutes les autres Églises situées sur les bords du Rhin, étaient également plus ou moins menacées dans leur existence. Enfin les Provinces-Unies, glorieusement échappées, il est vrai, à la destruction totale qui, quelques années auparavant, leur avait semblé inévitable, n'étaient pas pour cela à l'abri de tout danger, puisque deux grands rois s'étaient

réunis pour travailler de concert à leur ruine.

On devait s'attendre qu'avec un si sombre avenir devant les yeux, les protestans, tant laïques que ministres, reviendraient à des sentimens de piété plus édifiants, à l'esprit plus vrai de la réforme; on devait espérer que la perspective des fléaux qui pesaient sur les uns, et menaçaient d'atteindre bientôt les autres, leur serait un avertissement qu'ils s'étaient attiré le courroux céleste. Qui n'eût pensé que, poursuivis de tous côtés par l'ennemi commun, dont toutes leurs forces réunies eussent à peine été capables d'arrêter la fureur, ils suspendraient les malheureuses querelles qui mettaient aux prises les luthériens avec les calvinistes, les arminiens avec les anti-arminiens, et les débats moins importants qui tenaient en feu Genève et toute la Suisse? Eh bien, jamais au contraire on ne vit plus d'animosité ni d'aigreur entre les diverses sectes. Les réfugiés français, il est vrai, ont reçu de leurs frères d'éclatans témoignages de cette charité chrétienne, tant pratiquée dans la primitive Eglise : ils en ont partout été bien accueillis, bien traités, soulagés avec largesse. Cependant on ne voyait pas, même parmi eux, cet esprit de résignation et de piété, qui se fût, ce me semble, si bien allié avec leur détresse et leurs malheurs. Il faut croire néanmoins que des gens qui ont volontairement quitté patrie, biens, amis, parens, qui ont con-

j'ai faites sur l'état du protestantisme en Europe, que les divisions intérieures des diverses églises réformées, et l'oubli sensible qu'on y remarque des principes vitaux du christianisme, mettent l'âme dans une disposition plus douloureuse et plus mélancolique que tous les dangers extérieurs qui les environnent.

En Angleterre, la cour avait perdu bien du terrain dans l'espace d'un an. La terreur qu'avait inspirée généralement un parlement illégal et corrompu, était dissipée, ou à peu près; et le clergé, revenu à son bon sens, commençait à recouvrer sa réputation. La nation entière se montrait disposée à maintenir ses droits avec plus de fermeté qu'on ne l'eût osé espérer. Après tout, cependant, s'il se trouvait quelques défenseurs de plus acquis au protestantisme, il ne paraissait pas qu'ils en fussent meilleurs chrétiens, ni plus réglés dans leurs mœurs. Le clergé de son côté ne remplissait pas ses devoirs envers les fidèles avec plus d'exactitude : sorte de négligence dans laquelle, il faut l'avouer, les ministres anglicans n'ont point leurs pareils dans toute la chrétienté. Les curés catholiques, outre la messe qu'ils disent tous les jours, ainsi que leur bréviaire, les confessions qu'ils entendent, et la multiplicité d'offices auxquels ils sont tenus, trouvent encore le temps d'instruire les enfans, et de visiter les malades; en sorte que partout où j'ai pu les suivre,

je les ai toujours vus constamment occupés. J'en dirai autant des desservans des églises étrangères que j'ai visitées. On peut penser que leur temps n'est pas toujours assez utilement employé, mais enfin on ne peut nier qu'il le soit. Plein de ces réflexions, je résolus de me retirer dans quelque solitude écartée, et d'y consacrer le reste de mes jours à la piété, en profitant de mon loisir pour écrire, suivant les circonstances et le besoin de la religion, des ouvrages tantôt de spéculation, tantôt de pratique. Tous mes amis me conseillèrent de me rapprocher au moins de l'Angleterre, pour être plus à portée de savoir ce qui s'y passait, et de diriger en conséquence l'emploi de mes pensées et de mon temps. Ainsi je descendis le Rhin pendant l'été, avec le projet de me fixer à Groningue, ou dans la Frise.

Lorsque j'arrivai à Utrecht, j'y trouvai des lettres de quelques personnes de la cour du prince d'Orange, qui m'engageaient à me rendre à La Haye, pour présenter mon hommage au prince et à la princesse, avant de choisir aucune résidence. En arrivant à La Haye, je fus admis auprès de Leurs Altesses. L'accueil qu'elles me firent me donna à penser qu'il leur était venu d'Angleterre de bons renseignemens sur mon compte, et qu'elles se préparaient à me témoigner une grande confiance; car, dès la première entrevue, elles m'entretinrent à cœur ouvert des affaires d'Angleterre.

Le prince, naturellement froid et réservé, ne le fut nullement avec moi. Il me parut très-mécontent de la manière dont le Roi se comportait. Il craignait qu'il n'excitât à un tel point les méfiances et les murmures du peuple, qu'effrayé et embarrassé lui-même, il ne se jetât entre les bras de la France, et qu'avec elle il ne machinât des entreprises désespérées, qui amèneraient des remèdes violens. Je fus frappé de l'air de gravité et de grandeur qui se remarquait sur toute la personne du prince Guillaume. Sa sûreté paraissait très-peu le préoccuper, et il semblait porté à ne jamais croire à aucun projet d'attentat sur sa personne. J'avais ouï parler d'un plan de cette nature, formé par un Piémontais, capable de tremper dans les plus noirs complots, et qui, par suite de quelque meurtre, était allé chercher un asile sur le territoire de Genève, où il vivait dans le sein d'une famille pleine d'honneur, à laquelle il avait jadis rendu quelques services. Cet homme, d'après ce qui m'avait été conté, ayant entrevu la possibilité d'enlever le prince d'Orange, dans une des promenades habituelles que faisait Son Altesse sur la grève de Scheveling, accompagnée d'une seule personne, et avec un page ou deux dans sa voiture, se hâta de faire part de sa découverte à M. de Louvois. Il lui offrait de s'embarquer dans un petit vaisseau de vingt canons, qu'il laisserait à quelque dis-

tance en mer, pour descendre à terre, lui huitième, dans une chaloupe, mettre la main sur le prince, l'amener à bord, et le conduire en France. M. de Louvois lui écrivit de venir le trouver à Paris en diligence, et lui fit toucher de l'argent pour son voyage. Le Piémontais, bavard comme tous les gens de son espèce, ne sut pas tenir la chose secrète, et poussa l'imprudence jusqu'à montrer la copie de la lettre qu'il avait écrite au ministre français, et la réponse qu'il en avait reçue. Il se rendit à Paris. Je tenais ce fait et toutes ces circonstances de M. Fatio, mathématicien célèbre, chez le père duquel demeurait, à Genève, notre inventeur officieux de guet-apens. Lorsque je racontai le fait au prince, il ne s'en émut nullement; et ce ne pouvait être incrédulité au fond de mon récit, car je lui amenai M. Fatio, qui se trouvait alors à La Haye, pour lui en attester la vérité. La princesse, plus accessible à l'inquiétude, m'ordonna d'en conférer avec M. Fagel et quelques autres membres des Etats, qui convinrent tous que le plan, qui, s'il eût réussi, leur eût coûté leur glorieux stathouder, avait été très-bien concerté, et n'était que trop praticable. Ils engagèrent en conséquence le prince à ne sortir désormais qu'accompagné d'une bonne garde, qu'il eut bien de la peine à accepter. Il me parut que sa façon de penser sur la prédestination lui faisait trop mépriser ces sortes de

périls. Je l'entendis dire un jour, à ce propos, qu'il croyait fermement à une Providence, et que cette croyance était même comme la pierre angulaire de toute sa religion; mais qu'il ne voyait pas qu'elle pût conduire toutes choses à ses fins, si tout n'arrivait pas en conséquence de la volonté absolue de Dieu. Je m'aperçus bientôt que ceux qui avaient été chargés de son éducation, avaient pris plus de soin de le pénétrer profondément de la doctrine calviniste des *décrets absolus*, que de le prévenir contre les fâcheux résultats qu'elle peut avoir, appliquée à la conduite privée des individus. C'est qu'en Hollande, en effet, les ministres aspirent à inculquer aux fidèles qu'ils dirigent, moins les dogmes et les préceptes généraux du christianisme, que l'horreur des maximes arminiennes, dont les progrès journaliers les effraient et les irritent à l'excès.

En général, on avait trop négligé l'éducation du prince, qui eut toute sa vie le défaut de haïr la gêne. Il affectait quelque application aux affaires, mais au fond il ne les pouvait souffrir. Cependant il aimait peu la conversation, et détestait le jeu. Sa seule ressource était donc la chasse. Aussi s'y livrait-il avec une suite et une ardeur que je n'ai jamais rencontrées. Je sais que ce qu'il aimait surtout dans cet exercice, c'était de n'avoir ni affaires à régler, ni gens à qui répondre. L'abaissement de la France fut le but

et la passion de sa vie. Il n'avait point de vices , sauf un seul ; encore ne s'y laissait-il aller qu'avec beaucoup de réserve et de secret. Ses manières étaient telles qu'il les fallait pour plaire aux Hollandais. Mais il ne put jamais s'accommoder au génie de notre nation , que choquaient sa froideur et sa lenteur naturelles.

La princesse faisait l'admiration de tous ceux qui l'approchaient. Son port majestueux commandait le respect , en même temps qu'elle charmait par la douceur de ses manières , une vertu rigide et une piété exacte. Elle avait en outre de l'instruction , de la solidité dans le jugement , et une expression habituellement noble. À son avènement , Jacques ne lui donna rien pour soutenir la dignité de fille de roi. Il ne lui envoyait même jamais de présens d'aucun genre ; ce qui était à la fois peu convenable et malhabile. Des habitudes plus généreuses avec sa fille et son gendre les auraient nécessairement rendus suspects aux Anglais , qui auraient soupçonné entre eux et lui une intelligence secrète en les voyant les objets de sa libéralité ; tandis que sa vilenie rassurait la nation. Cependant , bien que le prince n'eût aucunement augmenté le revenu , ni la maison de sa femme , lorsque la mort de Charles eut rendu celle-ci héritière présomptive de la couronne d'Angleterre , elle sut si bien ménager sa bourse particulière , qu'elle trouvait encore le moyen

de faire des charités très - considérables, dont sa bonne grâce augmentait encore le prix. Elle avait lu beaucoup de livres d'histoire et de théologie, et lorsque le mauvais état de ses yeux l'eut contraint de renoncer au plaisir de la lecture, elle se mit à travailler avec une assiduité qui fit rougir toutes les dames de sa maison de leur oisiveté. Elle était peu au fait de nos affaires jusqu'au jour où je fus admis à lui faire ma cour. Dès nos premiers entretiens, je commençai à lui donner une idée de la cour de Londres, et des intrigues qui s'y étaient succédées depuis la restauration. Ces récits l'attachaient fort, et souvent ils lui fournirent l'occasion de montrer la solidité de son jugement et son bon esprit par les réflexions qu'ils lui suggéraient. J'en citerai une seule pour exemple. Elle me demanda, je ne sais à quel propos, ce qui avait si fort aigri le Roi contre le ministre Jurieu, le plus abondant et le plus zélé des écrivains du siècle et dont les ouvrages montraient autant de science que de vivacité. Je lui répondis que ce ministre les remplissait d'une excessive acrimonie de style, et qu'en particulier il s'était déchaîné contre la reine Marie d'Ecosse avec une fureur dont quelques traits semblaient retomber sur les descendants de cette princesse : conduite à la vérité peu excusable dans un homme qui se donnait pour un chaud partisan de Son Altesse

et du prince son époux. La princesse me dit alors que Jurieu avait à défendre sa cause en attaquant de son mieux ceux qui l'avaient persécutée; que si, en parlant de Marie d'Écosse, il n'avait pas outre-passé la vérité, on ne pouvait justement le blâmer d'avoir pris tous ses avantages contre elle : « Les princes qui veulent mal faire, continua-t-elle, doivent s'attendre que le monde, forcé de respecter leur personne, se vengera d'eux en flétrissant leur mémoire; et c'est, après tout, de bien légères représailles, si on les compare aux malheurs dont ils ont affligé l'humanité pendant leur vie. » Je viens de tracer quelques traits du caractère de ces deux personnes d'après l'idée que je m'en formai la première fois que je fus admis près d'elles. J'aurai fréquemment l'occasion d'y revenir dans la suite de cet ouvrage.

Je trouvai le prince d'Orange résolu de se servir de moi. Il me dit obligeamment que La Haye était le meilleur séjour que je pusse choisir, cette ville étant la seule dont l'accès fût défendu aux proscrits, dont le commerce me compromettrait partout ailleurs, sans que je pusse l'éviter. Il enjoignit à Fagell, à Dykewelt, à Halwyn, c'est-à-dire aux trois personnes qu'il consultait le plus, d'avoir confiance en moi. Je fus bien aise de sonder un peu les sentimens du prince avant de me dévouer entièrement à son

service. Je craignais, je l'avoue, que la lutte qu'il avait eu à soutenir contre le parti *Louvestein*, comme on l'appelait, ne lui eût donné du dégoût pour un gouvernement libre. Il m'assura qu'il n'en était rien. Il pensait au contraire, ajoutait-il, qu'un gouvernement pareil est seul capable de résister long-temps à un agresseur puissant, car seul il a assez de crédit pour lever les grosses sommes qu'exige une guerre opiniâtre. Il condamnait l'enlèvement des chartes fait aux villes sous Charles II, et il me déclara qu'il croyait aussi juste que nécessaire de retenir, à l'aide des lois, l'autorité royale dans de certaines bornes. Je lui dis qu'il voyait en moi un tel ami de la liberté, que la liberté de conscience ne pouvait me satisfaire si elle n'était accompagnée de la liberté civile. Je lui demandai ensuite ce qu'il pensait sur l'Église anglicane. Il me répondit qu'il approuvait la forme de notre culte, et qu'il préférerait notre hiérarchie épiscopale à l'égalité presbytérienne; mais qu'il blâmait extrêmement l'esprit exclusif de quelques uns de nos théologiens, qui anathématisaient toutes les autres Églises protestantes. Je lui observai que s'il y avait parmi nous quelques têtes fougueuses, il y en avait aussi de modérées, et qu'en mon particulier j'étais un des partisans de la tolérance. Satisfait de m'entendre parler de la sorte, il me dit que c'était à ces sentimens qu'il désire-

rait toujours nous amener pour mettre un terme à nos divisions intestines. Il me promit en même temps que jamais on n'obtiendrait de lui de travailler à introduire en Angleterre la doctrine calviniste des décrets de Dieu, à quoi je m'imaginai qu'il y aurait des gens qui ne manqueraient pas de l'exciter. Il désirait seulement que nous pussions abolir quelques unes de nos cérémonies, supprimer le surplis, par exemple, ainsi que le signe de la croix dans le baptême, et l'habitude de s'incliner devant l'autel. Je crus nécessaire d'entrer avec lui dans tous ces détails, afin de pouvoir rendre un compte exact de sa manière de penser à quelques personnes en Angleterre, qui l'attendaient de moi, et que je savais disposées à croire tout ce que je leur dirais. Cette conversation dura quelques heures, et se passa en présence de la princesse. L'accès facile que j'avais auprès de Leurs Altesses, et nos longs entretiens ne furent pas peu remarqués. Je dis au prince que ses intérêts demandaient que la flotte de la république fût promptement remise en bon état. Il en fit quelques jours après la proposition aux États, qui déclarèrent qu'un pour cent des revenus publics serait employé à cet usage. Je sollicitai de plus le prince et la princesse d'écrire à l'évêque de Londres et au Roi lui-même en faveur de ce prélat. La princesse craignit d'abord que cette démarche n'ir-

ritât trop le Roi son père ; mais enfin ils se rendirent à mes raisons.

Le bon accueil que j'avais reçu étant venu aux oreilles de Jacques, il commença par me peindre, dans deux ou trois lettres qu'il écrivit à sa fille, comme un homme dangereux qu'il était prudent de tenir loin de soi. Ces insinuations furent laissées sans réponse. Lors de l'établissement de la commission ecclésiastique, on fit donner, d'Angleterre, au prince et à sa femme le conseil d'écrire contre à la cour de Londres, et d'en prendre occasion de rompre avec elle. Je leur dis que cette démarche serait, à mon avis, précipitée; qu'ils ne pouvaient être censés assez bien entendre nos lois pour s'être opposés de leur propre mouvement à l'érection d'un pareil tribunal; et qu'en conséquence ils devaient attendre que quelques personnes résolues en eussent contesté la légalité en justice, pour provoquer une décision solennelle. J'ajoutai qu'une faute en matière de gouvernement n'autorisait pas selon moi une rupture; que ce grand parti ne deviendrait légitime que le jour où les fondemens mêmes de la constitution seraient attaqués; mais que l'infraction des lois dans des cas particuliers ne le motivait pas suffisamment. Le prince parut surpris de ce langage, tant le Roi s'était efforcé de me faire passer pour un rebelle forcené. Il vit combien j'avais été calom-

nié. Tels furent du reste les principes auxquels je restai invariablement attachés, jusqu'au dénouement du grand drame qui se compliquait tous les jours davantage.

Ce qui acheva de me gagner leur confiance, fut une conversation particulière, où j'osai demander à la princesse quel rôle elle réservait au prince si elle parvenait à la couronne d'Angleterre. Entièrement neuve sur ces matières, elle ne me comprit pas d'abord; car elle croyait que tout ce qui lui était acquis l'était également à son mari. Je lui dis qu'il n'en était point ainsi. Je lui expliquai en vertu de quel titre la couronne était échue à Henri VII, et ce qui s'était passé lors du mariage de la reine Marie avec Philippe II; je lui fis observer ensuite qu'une royauté titulaire était quelque chose d'assez peu convenable pour un homme, surtout lorsqu'elle est subordonnée à la vie d'une autre personne. « De plus, ajoutai-je, le prince hasarderait la dignité réelle qu'il a en Hollande, en courant après une autre qui ne serait qu'un vain nom. — Mais quel remède, reprit la princesse? — Le remède, lui dis-je, serait que Votre Altesse, si elle pouvait s'y résoudre, se contentât de la qualité et des droits d'épouse, s'engageât à transporter au prince toute l'autorité, sitôt qu'elle en serait revêtue, et à s'efforcer de l'en faire valoir légalement pour sa vie. Il lui aura la plus

grande obligation de ce procédé, qui affermira pour jamais leur union intérieure, moins parfaite peut-être depuis quelque temps, et par là il s'intéressera à nos affaires d'une autre manière.» Je demandai pardon à la princesse d'avoir osé toucher un point si délicat, et lui protestai que personne au monde ne m'avait poussé à cette démarche, ne savait même que je dusse la faire, et ne saurait que je l'eusse faite, à moins qu'elle n'en ordonnât autrement. Je la suppliai, au reste, d'y bien penser, et de prendre du temps pour faire toutes ses réflexions; car elle ne voudrait pas sûrement avoir un jour à se rétracter. Elle me répondit sur-le-champ qu'elle n'avait point à délibérer sur un parti par lequel elle pouvait marquer la tendresse et l'estime qu'elle portait au prince; et elle me chargea d'aller lui rendre compte de ce qui s'était passé entre nous, et de l'amener chez elle. « Je serais témoin, ajouta-t-elle, de ce qu'elle lui dirait. » Le prince était ce jour-là à la chasse; en sorte que je ne fis ma commission que le lendemain. Dès qu'il se fut rendu près d'elle, elle lui dit avec une grâce et une franchise charmante qu'elle avait ignoré jusqu'à présent que les lois anglaises fussent aussi contraires aux lois de Dieu que je le lui avais donné à connaître; qu'elle ne croyait pas, quant à elle, que le mari dût jamais obéissance à sa femme; qu'elle lui promettait qu'il serait tou-

jours le maître, et qu'elle le priait seulement de se rappeler le précepte, *maris, aimez vos femmes*, comme elle était résolue, de son côté, d'observer celui qui dit : *femmes, obéissez à vos maris en toutes choses*. Cet aimable préambule nous conduisit à un long entretien sur les affaires d'Angleterre. Ils parurent tous deux très-contens de moi et de mon entremise. Telle était néanmoins la froideur du prince qu'il ne me dit pas un seul mot qui laissât entrevoir l'intention de me remercier. Mais il s'en exprima, il est vrai, avec d'autres. Depuis neuf ans qu'il était marié, dit-il, il n'avait pas osé demander à la princesse une explication que j'avais obtenue en un jour. Depuis lors sa confiance en moi fut entière.

• Chaque jour arrivaient d'Angleterre des doléances sur l'insolence et les empiétemens des prêtres, lorsque Penn, le quaker, fut envoyé en Hollande. Fils du vice-amiral, il jouissait depuis long-temps de la faveur du Roi. Plein de vanité et de parlage, il avait une telle idée de son éloquence qu'il la croyait irrésistible. Il était, il est vrai, seul de son sentiment; car, fade et ennuyeux, il s'emparaît moins de votre conviction qu'il n'exerçait votre patience. Il entreprit, dans deux ou trois longues audiences qu'il obtint du prince, de le faire entrer dans les vues du Roi, et nous passâmes lui et moi quelques heures

à en discuter. Le prince consentit sans difficulté à une déclaration de tolérance en faveur du papisme aussi bien que des dissidens, pourvu que le parlement l'approuvât, et il promit même son intercession, s'il en était besoin, pour obtenir cette approbation. Mais quant à l'abolition du test, le prince ne voulut pas en entendre parler. « Abolir le test, dit-il, c'était enlever à la religion protestante sa principale sauve-garde. » Rien ne fut négligé pour l'engager à mollir sur ce point. Jacques devait en ce cas se confier entièrement en lui et ne plus employer dans les postes importans que les meilleurs de ses amis. Penn s'expliquait si positivement sur ce point, que certainement il croyait ce qu'il disait, ou bien était passé maître dans l'art de la dissimulation. Beaucoup de gens le croyaient papiste secret. Il est certain qu'il était lié avec le père Peter et un des principaux confidens du comte de Sunderland. Ainsi, bien qu'il ne produisît point de pouvoirs, nous ne le considérions pas moins comme accrédité. A tout cela le prince répondit que personne n'était plus que lui attaché au principe de la tolérance; qu'il croyait que la conscience de chaque individu n'était justiciable que de Dieu, et que si le Roi se bornait à vouloir étendre le bienfait de la tolérance, même aux papistes, il était prêt à donner la main à ce dessein; mais qu'il regardait les tests comme des garanties si nécessaires au

maintien de la religion protestante, vu surtout le catholicisme du Roi, qu'il ne concourrait jamais en rien à l'abrogation des lois qui les établissaient. Penn dit alors que le Roi voulait tout ou rien; mais que les tests une fois disparus, il comptait asseoir la tolérance sur les bases solides d'une loi inaltérable et solennelle. La révocation toute récente de l'édit de Nantes, déclaré aussi perpétuel et irrévocable, fournissait une réponse sans réplique. Penn s'en retourna sans avoir rien fait.

Il me pressa de repasser avec lui en Angleterre, puisque j'étais en principe pour la tolérance, et il m'assura que le Roi prendrait soin de mon élévation. Je lui répondis que puisque cette tolérance, dont il me parlait, devait être accompagnée de l'abolition des tests, je ne pouvais l'approuver. Entre autres choses qu'il me dit, je remarquai une prédiction, dont l'accomplissement fut aussi inattendu pour lui que pour les autres. Il m'en débita un grand nombre, faites, disait-il, par un homme qui prétendait avoir commerce avec les anges, et qui en effet avait, dans plusieurs occasions, prophétisé très-juste. Celle dont je parle était l'annonce d'une révolution qui devait arriver en 1688, et changer la face des affaires, au grand étonnement du monde entier. Lorsque cette révolution se fut opérée, je demandai à Penn un jour, devant une nombreuse

société, si c'était là l'événement que son prophète avait compté prédire. Ma question l'embarrassa. Il ne nia pas néanmoins ce qu'il m'avait dit, et il avoua qu'il avait voulu parler de la tolérance, dont l'établissement en Angleterre lui semblait devoir être le terme de nos troubles et de nos dissensions.

Je reprends le récit des affaires d'Angleterre. Deux prélats d'un mérite éminent moururent cette année, Pearson, évêque de Chester, et Fell, évêque d'Oxford. Le premier était, sans contredit, le plus grand théologien du siècle. Son érudition était immense, sa raison forte, son jugement net. Prédicateur judicieux et grave, il était plus instructif qu'attachant. Son livre sur le symbole est un des meilleurs que notre Église ait produits. Trop peu actif dans son diocèse, relâché même dans l'exercice de ses fonctions épiscopales, le théologien l'emportait chez lui sur l'évêque. Pearson fut un exemple frappant de l'état où la vieillesse peut réduire un homme. Quelques années avant sa mort, il était tombé tout-à-fait en enfance, et avait absolument perdu la mémoire.

Fell était un homme de mœurs austères et d'une grande dévotion. Son savoir paraît dans la belle édition qu'il nous a donnée des *Œuvres de Saint-Cyprien*. Il s'annonçait, avant la restauration,

pour un homme qui devait aller très-loin dans la carrière scientifique, mais elle fut interrompue dès cette époque, par sa constante et exclusive application aux devoirs que lui imposaient les emplois dont il fut revêtu; car bientôt après il fut fait doyen de l'*Église du Christ*, et ensuite évêque d'Oxford. Cependant il ne négligea rien pour faire fleurir les sciences, qu'il n'avait plus le temps de cultiver par lui-même, dans l'Université, et surtout dans son collège, qu'il gouverna toujours avec un soin et une intelligence dignes des plus grands éloges. En tout, c'était un homme exemplaire, dont l'unique imperfection était un peu trop de chaleur contre les dissidens. Il fut un des premiers à deviner le dessein arrêté de rétablir le papisme, et un des plus ardens à le traverser. Il avait en général beaucoup de zèle pour la réformation des abus: peut-être même s'y prenait-il avec trop de vivacité et de roideur. Mais nous avons parmi nous si peu d'ecclésiastiques qui puissent mériter un pareil reproche, qu'il n'est pas étonnant que des hommes du caractère de l'évêque d'Oxford soient en butte à la censure de gens qui n'aiment pas des modèles si difficiles à suivre, ni des supérieurs si sévères.

Ward, évêque de Salisbury, finit de même que Pearson. Ainsi l'on vit encore une preuve écla-

tante de la faiblesse humaine dans la personne d'un prélat , qui était , à la vérité , entré trop tard dans notre profession pour s'y distinguer , mais qui du reste était un des premiers hommes de son siècle , tant en mathématiques qu'en philosophie , et par la puissance de son esprit. La cour pensa à lui donner un coadjuteur ; mais depuis la réformation , la chose ayant été inusitée , on résolut de le laisser mourir.

On choisit les deux hommes les plus méprisables du clergé pour remplir les deux premiers évêchés , moins considérables que celui de Salisbury. Cartwright fut nommé à celui de Chester. Il ne manquait ni de capacité , ni de science ; mais d'ailleurs ambitieux , servile , cruel , bavard , corrompu , il avait amassé sur sa tête tous les genres de scandale. Il y avait long-temps qu'il s'efforçait d'élever l'autorité royale au-dessus de la loi , qui n'était , selon lui , qu'une méthode de gouvernement , à laquelle les rois étaient maîtres de se conformer , ou non , suivant leur volonté ; car leur autorité venant de Dieu , était de sa nature absolue , et pouvait être déployée dans toute sa plénitude , toutes les fois qu'ils le jugeaient nécessaire pour parvenir à leurs fins. De tels principes le firent regarder comme un homme dont la promotion serait plus utile au papisme que son abjuration elle-même. Tout méchant homme qu'il était d'ailleurs , il répugna toujours à l'a-

postasie , même dans les situations les plus critiques de sa vie.

Le siège d'Oxford fut donné au docteur Parker. Indépendant forcené à l'époque de la restauration , et très-dévo't , à la manière de sa secte , il ne tarda pas à se métamorphoser en anglican exclusif. Il écrivit , dans le sens de ses nouvelles opinions , plusieurs ouvrages qui irritèrent au plus haut point les dissidens , par le mépris et l'outrage qu'il leur prodiguait , ainsi qu'on l'a dit dans le second livre de cette histoire. Il exaltait l'autorité royale , en matière de religion , jusqu'à prétendre que c'était s'exprimer d'une manière inexacte que de dire que le Roi était au-dessous de Dieu et du Christ ; car si le Roi était en effet au-dessous de Dieu , il n'était pas au-dessous du Christ , mais au-dessus. Cependant , comme il n'obtenait pas toutes les dignités qu'il attendait , Parker publia plusieurs ouvrages pour revendiquer à l'Eglise une autorité indépendante de la puissance civile. On trouvait dans tous ses écrits une vivacité amusante ; mais ils manquaient de gravité et de correction : Avidé et ambitieux , la religion n'était pour lui qu'un moyen de fortune et une affaire de parti. Il assistait rarement aux prières et aux autres exercices de piété. Son orgueil l'avait rendu insupportable à tous ceux qui l'approchaient.

Ce fut sur ces deux hommes que la cour jeta

les yeux, comme sur les plus disposés, entre tout le clergé, à trahir et à ruiner l'Église. Quelques prélats remirent à l'archevêque Sancroft un mémoire contre eux, en le priant de le présenter au Roi en conseil, et de faire suspendre leur consécration, jusqu'à ce qu'on eût pris les informations provoquées par le mémoire. L'évêque Lloyd m'a dit que Sancroft promit de ne les point consacrer qu'il n'eût éclairci les faits odieux dont ils étaient accusés. Dans le nombre, il y en avait de trop infâmes pour être rapportés ici. Mais l'archevêque, effrayé du danger auquel il s'exposait s'il était poursuivi en *præmunire*, consentit à conférer la puissance épiscopale à ces deux sujets indignes.

Le doyenné de Christ-Church, le plus considérable de l'Université, fut donné à Massey, un des nouveaux convertis, quoiqu'il n'eût ni la gravité, ni le savoir, ni l'âge que réclamait un poste si important; mais le mérite de la conversion lui tint lieu de tous les autres. En érigeant ceci en principe, on espérait encourager à l'imiter. Il assista d'abord aux prières de la chapelle; mais il ne tarda pas à se débarrasser de toute contrainte. Peu de temps après, mourut le *président* du collège de la Magdeleine. Cette fondation passe pour la plus riche qui soit en Angleterre, et peut-être en Europe; car, bien que le revenu fixe ne s'élève qu'à quatre ou cinq mille livres sterling,

on estime qu'avec les accessoires il peut monter à quarante mille. Ainsi il n'est pas surprenant qu'un établissement aussi considérable fût convoité par les prêtres.

Ils avaient déjà tâché de pénétrer dans l'Université de Cambridge sans y réussir. Maintenant, poussés par un inconcevable esprit de vertige, ils résolurent d'envahir celle d'Oxford. Chez toutes les nations, on regarde les privilèges des collèges et des universités, comme quelque chose de si sacré, qu'il se trouve peu de gens assez hardis pour leur rien contester, et encore moins qui osent les troubler dans une possession longue, et appuyée de titres incontestables. La raison en est simple : c'est qu'en s'attaquant à ces grands corps, on les a non-seulement sur les bras, mais avec eux tous ceux qui en font ou en ont fait partie, tous ceux même qui y ont fait simplement leurs études, et à qui cela suffit pour se croire engagés d'honneur et de reconnaissance à leur prêter aide et appui. Les prêtres commencèrent donc par où ils auraient dû finir. Les Jésuites en particulier s'imaginaient que, s'ils pouvaient une fois se glisser dans l'Université, l'éclat et le succès de leurs méthodes d'enseignement enlèveraient la jeunesse aux professeurs actuels, qui, à dire vrai, en négligeaient beaucoup l'instruction. Quelques uns des plus modérés voulaient seulement que le Roi leur fondât un collège à Oxford, et un autre à Cam-

bridge, de deux mille livres sterling chacun ; et c'est là qu'ils se seraient mis à l'œuvre. Mais, soit que ce prince reculât devant ce surcroît de dépense, soit que les prêtres trouvassent indigne de sa dignité d'hésiter à porter la main sur les universités, il fut décidé qu'on les attaquerait sans ménagement. Jacques se flattait qu'en les intimidant, il les amènerait à composition, qu'elles abandonneraient aux Jésuites un ou deux de leurs collèges, et qu'alors, comme il le disait quelquefois dans son cercle, ceux qui enseigneraient le mieux seraient les plus suivis.

C'est contre l'Université de Cambridge que fut dirigé le premier assaut. Il ne s'agissait que d'une bagatelle en apparence, mais si la cour eût réussi, c'en était fait du reste. Le Roi envoya une lettre ou *mandamus*, portant injonction de recevoir maître-ès-arts un certain frère *François*, moine-bénédictin de la dernière ignorance, dont l'admission eût fait planche pour d'autres. Il était presque inouï, il faut l'avouer, qu'on eût refusé les degrés à quiconque se présentait muni d'une lettre du souverain. On accordait même sans difficulté, aux princes étrangers et aux ambassadeurs qui venaient visiter les universités, ceux qu'ils demandaient pour des gens de leur suite. Il n'y avait pas jusqu'au secrétaire de l'ambassadeur de Maroc qui ne les eût obtenus de cette manière, tout

mahométan qu'il était. Mais on faisait une grande différence entre ces degrés honoraires donnés à des étrangers qui ne devaient point rester sur les lieux, et ceux qu'on donnait à des gens qui devaient résider au sein de l'Université. Comme chaque maître-ès-arts avait droit de voter dans la convocation, les docteurs comprirent que, s'ils faisaient ce que le Roi voulait dans cette occasion, il ne leur serait plus possible à l'avenir de refuser rien de ce qui viendrait de sa part, et qu'ils seraient envahis par une foule de prêtres et de moines, qui porteraient d'abord le trouble dans la convocation, leur parlement, et puis bientôt y seraient assez nombreux pour en dicter toutes les délibérations. Ils écartèrent donc à l'unanimité, et avec une fermeté à laquelle la cour ne s'attendait, le *mandamus* de Sa Majesté. Des ordres réitérés vinrent coup sur coup, avec les plus sévères menaces en cas de désobéissance. Un papiste était donc pire qu'un mahométan, disait-on, et un ordre du Roi moins à considérer que la sollicitation de l'ambassadeur de Maroc. Quelques gens timides ou faux-frères proposèrent d'accorder les degrés au frère François, en déclarant en même temps que cette facilité ne tirerait point à conséquence pour l'avenir. Ce terme moyen ne fut point goûté, par la raison que toutes les réserves imaginables seraient

des garanties moins sûres, que l'obéissance rendue une fois ne serait un puissant argument pour les obliger à obéir encore.

La commission ecclésiastique cita devant elle le vice-chancelier, pour rendre raison de la conduite de l'Université. C'était un honnête homme, mais faible. Il fit une défense pitoyable. Ce ne fut pas une petite honte pour ce grand corps, que son chef n'eût pas mieux su soutenir ses privilèges et justifier ses actes. Jefferies le traita avec le dernier mépris. Mais, attendu qu'il n'avait pu se dispenser d'agir comme il avait agi, on se contenta de le déposer. Le poste qu'il perdait n'était possédé que pour un an, et n'apportait aucun profit. Ainsi la punition fut légère, surtout après les grandes menaces qui avaient précédé. Pour remplir sa place, l'Université choisit un homme plein de fermeté et de courage, qui, dans le discours qu'il improvisa à la suite de son élection, promit que, tant qu'il serait en charge, il ne laisserait entamer ni la religion, ni les privilèges de l'illustre corporation qui se confiait à sa vigilance. La cour crut devoir en rester là. C'était par trop avouer sa fausse démarche, ou par trop laisser voir sa faiblesse. En revenant ainsi sur ses pas, Jacques fit à son tour revenir en partie sur son compte, les gens qui s'étaient persuadés qu'il serait facile de l'engager dans les entreprises les plus hasardeuses, sans qu'il en prévît les con-

séquences, et qu'une fois engagé, il était trop entier pour ne pas aller jusqu'au bout. Dans le temps, il est vrai, où je le voyais souvent, il semblait avoir pour maxime qu'un souverain, lorsqu'il a pris un parti, ne doit jamais reculer, sous peine d'encourager l'esprit de faction et de sobéissance parmi ses sujets.

Après avoir échoué à Cambridge, la cour tourna ses batteries vers Oxford, qui eut à essuyer des assauts plus longs et plus effectifs. Je raconterai ici toute l'affaire, quoiqu'elle n'ait fini que bien avant dans l'année suivante. Les membres du collège de la Magdeleine choisissaient eux-mêmes leur président. Jacques leur envoya un *mandamus* par lequel il leur enjoignait d'élire un certain Farmer, homme ignorant et vicieux, dont tous les titres à un poste aussi considérable se réduisaient à celui d'avoir changé de religion. Les lettres de *mandamus* n'étaient, à proprement parler, investies d'aucune autorité légale ; mais, comme tous les grands bénéfices de l'Église étaient à la nomination du Roi, ceux qui y prétendaient n'avaient garde de ne pas se conformer à la recommandation du Roi, de peur de l'indisposer contre eux. Mais maintenant que personne ne pouvait plus douter de la direction qu'allaient prendre toutes les faveurs royales, il devenait assez indifférent de déplaire ou de complaire au souverain. Le *mandamus* fut

donc regardé comme non avenu, et le collège choisit pour son président le docteur Hough, un de ses membres, homme de tout point conforme à la lettre et à l'esprit des statuts, ferme d'ailleurs autant que recommandable par son savoir et ses vertus, et capable de maintenir ses droits en dépit des menaces. Le résultat de l'élection fut porté, suivant le réglemeut, à l'évêque de Winchester, visiteur du collège de la Magdeleine, qui la confirma. Rien ne manquait donc à sa légalité. La cour s'irrita hautement de cette conduite. Si le sujet indiqué par le *mandamus* était inadmissible, il fallait, disait-on, faire des remontrances au Roi, et attendre l'expression de sa volonté. En choisissant pour chanceliers des hommes puissans et en crédit, ce que se proposaient les universités, n'était-ce pas de prévenir ou de faire révoquer par leurs moyens des ordres pareils à celui dont il s'agissait? Mais le duc d'Ormond, chancelier de l'université d'Oxford, avait peu de crédit, et son grand âge le retenait à la campagne. Il parut digne de remarque que ce fût l'université d'Oxford qui, après avoir élevé si haut la prérogative royale, et en termes si serviles, après avoir dans diverses adresses, et, il y avait trois ans, dans un étrange décret, débité des maximes dont l'application eût été la tyrannie la plus complète, la plus humiliante, que ce fût précisément cette université

qui eût à lutter contre les premiers attentats du despotisme de Jacques. L'affaire fut portée devant la commission ecclésiastique. On commença par demander aux membres du collège pourquoi ils n'avaient pas choisi Farmer, conformément à la lettre du Roi. Ils présentèrent pour réponse une liste des justes raisons qu'ils avaient de l'écartier. La matière ne manquait pas, tant les scandales qu'il avait donnés étaient publics. La cour eut honte de son candidat, et n'en parla plus. On se contenta de dire que le collège aurait dû montrer plus de déférence pour la lettre du Roi, et ne pas le braver comme il l'avait fait, en procédant à l'élection d'un autre président que celui qu'il avait indiqué.

La commission ecclésiastique osa la déclarer nulle, et mettre tout le collège en interdit. Et cependant, afin de parvenir à ses fins, en évitant le parti toujours odieux de recommander un papiste, la cour se rejeta sur Parker, évêque d'Oxford, et ce fut lui qu'elle ordonna aux docteurs de la Magdeleine de nommer pour leur président. Ils s'en défendirent sur ce qu'ils avaient fait serment de suivre et de maintenir leurs statuts, lesquels leur défendaient formellement de procéder à une élection nouvelle, lorsqu'il en existait une dûment faite et confirmée, à moins que celle-ci ne fût préalablement annulée en justice; car les places dans les collèges, aussi bien que les

bénéfices, étaient des tenures franches et, comme telles, ressortissaient des tribunaux civils; d'ailleurs Sa Majesté ne parlait que de liberté de conscience, et forcer des gens d'agir contre la teneur expresse de leurs sermens, en serait, ce semble, une violation manifeste. A cela on répondait que les statuts des collèges avaient toujours passé pour ne dépendre que de la volonté du souverain, et qu'ainsi il n'y avait pas de sermens de les observer qui pussent lier, au préjudice d'un ordre exprès du Roi.

Les membres du collège ne se rendirent pas; et, lorsque dans son voyage de 1687 le Roi, passant à Oxford, les envoya chercher pour leur enjoindre de nouveau de choisir Parker pour leur président, ils n'en furent point ébranlés, malgré les grossières injures qu'il leur avait adressées du ton de la colère. Ils continuèrent à se retrancher derrière la religion de leurs sermens. Mais à cette fermeté estimable, ils joignirent une humilité, une soumission sur lesquelles ils avaient compté pour satisfaire l'opiniâtre Jacques. Trompés dans leur attente, ils ne persistèrent que plus énergiquement dans leur refus. La commission ecclésiastique envoya alors, pour terminer l'affaire par un coup d'autorité, une sous-commission sur les lieux. L'évêque Cartwright en était le président, et sir Charles Hedges devait remplir les fonctions d'avocat du Roi.

Cartwright se conduisit avec une hauteur, une dureté qui montraient assez la résolution où il était de tout sacrifier à la volonté du Roi. Ce fut un affligeant spectacle, et qui portait avec lui un caractère particulier d'indignité, que de voir deux évêques, l'un l'instrument, et l'autre l'occasion de ce premier attentat formel contre les droits de l'Église nationale.

Le nouveau président fut déposé. Comme il refusa de livrer les clefs de son collège, on enfonça les portes, et Parker fut installé. Les membres furent requis de se soumettre, de demander pardon de leur résistance, et d'accepter le président qu'on leur imposait. Ils invoquèrent de nouveau leur serment, et furent tous chassés, sauf deux qui se soumirent. Tout le monde s'attendit ensuite à voir bientôt cet établissement envahi par les papistes. La nation entière, aussi bien que l'Université, conçut une juste indignation de tant de violence et d'iniquité. On ne put que qualifier du nom de brigandage manifeste l'acte par lequel ces soi-disant juges, appelés commissaires, mais dénués de tout caractère légal, étaient venus chasser de chez eux des propriétaires, des francs-tenanciers. Un procédé si criant s'accordait mal avec les protestations journalières que faisait le Roi de maintenir l'Église établie, dont rien ne garantissait désormais le temporel d'invasions pareilles. Et, en

effet, le parti anglican et la masse du clergé s'en irritèrent à un tel point, qu'ils sollicitèrent le prince d'Orange, par de pressans messages, de s'interposer en leur faveur, et d'épouser les intérêts de l'Eglise en recourant à la force, si la force était le seul argument auquel le Roi fût accessible. Du reste, je n'ai point vu leurs lettres. C'étaient là des propositions trop graves, trop faites pour compromettre leurs auteurs, puisqu'enfin elles constituaient la haute-trahison, pour que le prince les montrât à qui que ce fût; mais il m'a dit souvent que plusieurs de ceux qui devinrent dans la suite ses ennemis les plus acharnés avaient été des plus ardens à le presser de prendre en main leur querelle. Quant à moi, la première fois qu'on me parla de l'invitation venue d'Angleterre et de son motif, je trouvai que dans toute l'affaire du collège d'Oxford, la conduite de la cour avait été incontestablement arbitraire et tyrannique; que cependant, comme le corps même de la constitution et de l'Eglise n'était pas attaqué, il ne me paraissait pas qu'il y eût lieu à résistance ouverte, et que je ne pouvais en conscience prendre une part active dans le complot qui se tramait, bien que je convinsse que le fait isolé et particulier dont on se plaignait fût de nature à faire prévoir les plus criminelles usurpations.

Jacques venait enfin de rompre avec l'Eglise

anglicane. Incapable de garder aucune mesure quand une fois il était aigri, ce prince ne manqua aucune occasion de s'expliquer avec une pleine liberté sur ses nouveaux adversaires; et on put facilement se convaincre qu'il ne se souvenait plus des services que lui avaient rendus les évêques, soit en s'opposant au bill d'exclusion, soit à son avènement à la couronne. Cependant la cour songea à s'attacher les dissidens. Elle jeta donc un grand nombre d'agens parmi eux, pour leur persuader de profiter des bonnes intentions du Roi à leur égard, et de seconder ses desseins.

Les dissidens étaient divisés en quatre sectes principales, les presbytériens, les indépendans, les anabaptistes et les quakers. Les deux premières n'étaient point, à vrai dire, distinctes l'une de l'autre, aujourd'hui que leurs revers communs leur avaient fait oublier leurs anciennes disputes sur la constitution et la subordination des Eglises. Aussi les regardait-on comme ne formant qu'un seul et même corps, et ils faisaient plus des trois quarts des dissidens. Cependant il existait toujours cette différence capitale entre les presbytériens et les indépendans, que les premiers, satisfaits du gouvernement civil, et partisans de la monarchie limitée, étaient d'ailleurs moins éloignés, au moyen de quelques légers changemens, de se réconcilier avec l'Eglise

dominante, car ils aimaient l'ordination épiscopale, et voulaient une liturgie; tandis que les seconds, imbus des principes républicains, auraient voulu faire sortir du peuple le pouvoir ecclésiastique comme le pouvoir politique, et substituer l'élection populaire à l'ordination épiscopale. Ces derniers étaient aussi contraires à toute forme de culte établie. Du reste les uns et les autres étaient également prononcés contre cette extension exagérée des prérogatives, but vers lequel tendaient tous les efforts de Jacques, et ils portaient au papisme une aversion égale. Ils s'accordaient aussi généralement à ne pas repousser la faveur momentanée qu'ils trouvaient dans le monarque, bien décidés en même temps à ne pas vouloir d'une tolérance qui s'étendit jusqu'aux papistes, encore moins à concourir à l'abolition du test. Pour ce qui est des anabaptistes, c'était en général des gens vertueux et d'une charité universelle; d'ailleurs comme ils n'avaient aucun point de contact avec les anglicans, il n'y avait qu'une tolérance générale qui pût les rendre admissibles aux emplois publics. Les quakers, grâce à la forme de leurs chapeaux et à l'habitude de tutoyer tout le monde, portaient avec eux un caractère de singularité qui ne permettait pas de les méconnaître. Penn était le plus accrédité d'entre eux, par le grand accès qu'il avait à la cour. Des ouvertures furent faites à

ces quatre sectes pour savoir de quel oeil elles verraient le Roi s'efforcer de mettre fin aux dissensions religieuses qui déchiraient la nation , par une loi perpétuelle et irrévocable dont la publication se ferait avec toutes les formalités qui accompagnèrent autrefois celle de la grande charte ; laquelle loi abrogerait à jamais toutes les dispositions pénales de la législation actuelle en matière religieuse , et qui réglerait que l'entrée aux emplois serait désormais ouverte aux personnes de toutes les communions, sans aucun test ni serment qui en bornât l'admission à une certaine espèce de gens ou à un certain parti. Les chefs des différentes sectes se réunirent souvent pour délibérer sur les propositions de la cour.

Les dissidens n'étaient point assez aveugles pour ne pas voir que , si le Roi les caressait ainsi , ce ne pouvait être qu'il eût pour eux aucun fonds d'affection et d'estime ; car ils ne s'étaient séparés de l'Eglise anglicane que parce qu'elle conservait , selon eux , trop de ressemblance avec l'Eglise romaine. Ils savaient mieux que personne que les avantages qui leur étaient offerts n'avaient d'autre but que d'introduire le parti catholique dans le gouvernement et les affaires au moyen de la tolérance universelle , jusqu'à ce qu'il fût assez puissant pour commencer une persécution générale ; et ils n'avaient garde en

conséquence, ni de paraître approuver l'usage illégal qu'on prétendait faire de la prérogative, ni d'aider à aplanir le chemin au papisme. Cependant ils résolurent de ne point se montrer dans la lice de la controverse, et d'en laisser tout le soin au clergé épiscopal qui, placé sur un terrain légal, pouvait s'en acquitter avec plus de succès et moins de danger. Ils étaient persuadés d'ailleurs que ce courroux de la cour contre le parti anglican, et cette tendresse qu'elle leur témoignait, étaient une situation trop peu naturelle pour être de longue durée; en conséquence le tempérament que prirent les plus considérables d'entre eux, fut d'une part d'éviter de montrer, pour les ouvertures que leur faisait la cour, un éloignement tel que le Roi pût perdre tout espoir de les gagner, de peur qu'il ne fit sa paix avec l'Eglise, et de l'autre, ils convinrent de ne point trop aigrir non plus les partisans de celle-ci pour ne les point pousser à se réconcilier avec la cour. Cette politique toutefois ne fut point suivie par Penn, dont rien ne pouvait modérer le mépris et la haine pour le clergé; mais il n'eut dans ce cas-ci que très-peu d'imitateurs.

La passion de Jacques pour son armée augmentait tous les jours. Il ordonna qu'elle viendrait camper sur les hauteurs de Hounslow-Heath, et qu'on s'occuperait pendant tout l'été à l'exercer.

Le nouveau camp fut établi avec une magnificence extrême : les frais en furent énormes ; mais la joie que ressentait ce prince de se voir entouré d'une si belle armée se trouva, dans différentes occasions, douloureusement combattue par la découverte qu'elle n'avait pas pour sa religion une aversion moindre que le reste de ses sujets. Il avait dans son camp une chapelle où l'on disait la messe ; mais si peu de gens y venaient, et ceux qui y assistaient étaient tellement regardés en mépris par leurs camarades, qu'il fallait du courage pour s'y exposer. C'en était assez pour en conclure qu'une telle armée ne pouvait être d'aucun usage dans la lutte projetée contre la religion établie.

Le petit nombre de papistes qu'elle contenait y faisaient une mince figure. A chaque instant les discussions religieuses menaçaient de dégénérer en querelles, et on fut une fois sur le point d'en venir aux mains. Il ne parut même pas que les amis de leur pays et de la religion établie eussent à déplorer le campement de l'armée à Hounslow. Soldats et officiers s'entrecourageaient mutuellement, jurant de se soutenir et de ne jamais abandonner leur religion. C'était pour eux de plus un grand motif de confiance que de voir le peu de papistes qu'il y avait dans leurs rangs ; ce qu'il eût été facile de leur cacher, s'ils n'eussent point été rassemblés. La cour ré-

solut de recruter en Irlande autant de catholiques qu'elle le pourrait pour en remplir les cadres de l'armée; mais, ainsi qu'on le dira en son lieu, ce projet lui réussit aussi mal que tous les autres.

Il y avait plus d'un an que Jacques entretenait avec Rome une correspondance secrète. Mais alors les prêtres se résolurent à ne garder aucun ménagement. D'ailleurs, tant que nous n'avions personne à Rome, revêtu d'un caractère public, la cour ne pouvait guère se servir d'un autre intermédiaire pour ses liaisons avec le pape, que de celui du cardinal Howard; et le cardinal n'aimait pas les jésuites, ni l'impétuosité avec laquelle ils menaient les affaires. En conséquence ils persuadèrent d'envoyer à Rome un ambassadeur. Ce n'était rien moins que haute trahison, selon les lois. Jefferies s'en inquiéta d'abord; mais le pouvoir illimité de faire grâce, revendiqué pour le Roi dans le procès du comte de Danby, et compté depuis au nombre des prérogatives les plus incontestables de la couronne, était là pour le rassurer et lui fournir les moyens d'entasser impunément crimes sur crimes : il se munissait d'un pardon à chaque nouvelle prévarication dont il se rendait coupable.

Le choix que fit le Roi de Palmer, comte de Castlemaine, pour cette ambassade, n'était pas propre à la rendre moins impopulaire; car il

passait pour jésuite, et poussait ses idées de catholicisme jusqu'à la plus extravagante fureur. Les Italiens eux-mêmes furent surpris quand ils apprirent sa nomination. Ses infortunes étaient si fameuses que des gens qui avaient foi à l'astrologie, aux chances irrévocables attachées à certaines destinées, suivant les principes de cette science, s'étonnèrent qu'on eût confié une négociation de cette importance à un homme aussi malheureux.

Rien ne manqua du côté de la splendeur à la mission du comte de Castlemaine, qui coûta des sommes immenses. Mais d'ailleurs toutes ses démarches l'une après l'autre se ressentirent de sa mauvaise fortune. Il commença par disputer avec une affectation misérable sur chaque article du cérémonial. Le jour venu où il devait avoir son audience, il y eut un orage, mélange si épouvantable de tonnerre continu et d'un déluge de pluie, que toute la pompe de la cérémonie en fut troublée, et que l'opinion du malheur attaché à cette ambassade se renforça beaucoup. Il ne manqua ensuite aucune occasion de soulever des contestations de préséance à propos des visites qu'il eut à faire. Son début en fait de demande fut un chapeau de cardinal pour P. Rinaldi d'Est, oncle de la Reine : il l'obtint ; et c'est à quoi se borna son succès. En vain brigua-t-il la même faveur pour le père Peter. Le Pape fut inflexible. Il s'était pro-

mis de ne jamais élever aux faveurs de la pourpre aucun jésuite; et il tint parole. Le comte de Mansfeld m'a dit, à son retour d'Espagne, que notre cour avait fort sollicité le cabinet de Madrid de se joindre à elle pour obtenir la promotion qu'elle souhaitait. Elle prétendit que son protégé était Allemand de naissance, et promit qu'il prendrait les intérêts de la maison d'Autriche. Elle s'engagea de plus avec la cour de Madrid à lui prêter assistance dans toute autre occasion, si elle la secondait dans celle-ci, ajoutant que du cardinalat du père Peter dépendait surtout la conversion de l'Angleterre. Le comte, qui se trouvait alors à Madrid, et qui connaissait personnellement le jésuite pour l'avoir vu à Londres, où il passait souvent pour se rendre en Espagne; le comte, dis-je, questionné sur ce qu'il pensait de cet homme, se contenta de déclarer qu'il le connaissait pour Anglais et non pour Allemand.

Le nouvel ambassadeur pressa beaucoup le cardinal Cibo de terminer les différends nés entre le Pape et le roi de France, au sujet des franchises, et de montrer par là que Sa Sainteté avait de justes égards pour un prince qui avait extirpé l'hérésie, et pour un autre qui s'efforçait de ramener au bercail trois royaumes soumis à sa puissance. Que dirait le monde, poursuivait le comte de Castlemaine, s'il voyait deux

rois, tels que les siècles n'en ont jamais produit de semblables, négligés et maltraités par la cour de Rome pour quelques misérables contestations ? Si le Pape, au contraire, consentait à les régler à l'amiable, et à agir ensuite de concert avec ces deux monarques, ils travailleraient ensemble à la destruction générale de l'hérésie, et commenceraient par la Hollande, sur laquelle il serait à propos de fondre sans déclaration de guerre, comme sur un repaire de rebelles et de pirates mis hors du droit des gens, et pour lesquels on n'a aucun des égards qu'on se doit entre nations libres et policées. Cibo, alors cardinal patron, tomba des nues en entendant de pareilles extravagances, dont il fit part aux cardinaux de l'Empire, qui en informèrent l'empereur par le canal duquel elles parvinrent au prince d'Orange. S'il est certain qu'un prince qui traite avec un autre pour envahir les États d'un troisième, donne par cela seul à celui-ci le droit de prévenir par tous les moyens possibles le sort qu'on lui prépare; et si, d'un autre côté, tout ce que dit un ambassadeur est justement censé émané de la bouche du souverain qu'il représente, qui peut douter que les propositions du comte de Castlemaine au cardinal Cibo ne missent les États dans le cas de légitime défense ? Mais la conduite qu'ils tinrent à l'égard de la Grande-Bretagne était justifiée, ou plutôt

nécessité par de bien meilleures raisons encore, comme on le verra dans la suite.

Notre ambassadeur, voyant que ses remontrances au cardinal patron restaient sans effet, demanda une audience au Pape lui-même. Non content de se plaindre à lui de ce qu'il mettait si peu de prix à contenter les deux plus grands princes du monde, il lui reprocha de montrer plus de zèle pour les intérêts temporels du Saint-Siège que pour ceux de la religion proprement dite : ce qui, ajoutait-il, était un sujet de scandale pour la chrétienté. Il finit en disant que puisqu'on tenait si peu de compte des observations présentées au nom de son maître, il s'en retournerait incessamment. Le Pape ne répondit d'abord autre chose, sinon : *lei è padrone* (vous êtes le maître). Mais l'audience terminée, il lui envoya dire qu'il se tenait pour très-offensé de ses discours; qu'il n'était point accoutumé à s'entendre traiter de la sorte par qui que ce fût; et qu'il ne lui accorderait plus d'audience particulière. Howard fit de son mieux pour adoucir les choses; mais l'ambassadeur était si entièrement gouverné par les jésuites, qu'il n'avait aucune déférence pour les conseils de ce cardinal. Et c'est ainsi qu'il quitta Rome après une ambassade aussi insignifiante que coûteuse.

Le Pape envoya de son côté, en Angleterre,

un nonce, Dade , aujourd'hui revêtu de la pourpre. Il était d'une politesse achevée dans toutes ses manières ; mais il ne parut pas que ce fût un homme bien profond. Il est vrai qu'on lui avait laissé peu de latitude. Jaloux et ombrageux à l'excès, le Pape n'entendait que les finances. Cette aptitude était comme héréditaire dans sa famille ; qui s'était enrichie dans la banque. Sous ce rapport , son élévation à la papauté fut un bonheur pour le siège de Rome , qu'une suite de pontificats ruineux avaient surchargé de dettes , dont il sut le libérer par son économie. Il était de notoriété publique qu'il ne savait pas un mot de latin. On me dit à Rome que lorsqu'il fut fait cardinal , il prit un maître pour lui apprendre à prononcer le peu qu'il en faut pour chanter la grand'messe. Il était de la dernière ignorance en théologie. Ceci me rappelle ce que me dit un jésuite que je rencontrais quelquefois chez l'ambassadeur de France , un jour que nous parlions de l'infailibilité du pape. Ce jésuite m'avoua que, s'étant trouvé à Rome sous le pontificat d'Altieri, qui passa les dernières années de sa vie tout-à-fait en enfance , il fallait une foi vigoureuse pour continuer de le croire infailible ; mais , ajouta-t-il assez plaisamment , plus il y a de difficulté , plus il y a de mérite à croire. A partir de ce principe , l'infailibilité du pape Innocent devait être pour ceux qui voulaient y

croire une admirable occasion de se sanctifier. Il haïssait les jésuites et faisait cas des jansénistes, non qu'il fût au fait le moins du monde de leurs contestations; mais il aimait ceux-ci comme les ennemis de ceux-là, et parce qu'ils étaient vus de mauvais œil à la cour de France. Il entendit un peu mieux l'affaire de la régale parce qu'il s'agissait du temporel de l'Église; et il prit sous sa protection tous ceux qui se déclarèrent contre. Sous son pontificat, on se crut dix fois à la veille d'une rupture ouverte entre les deux cours de Rome et de Versailles. Elle paraissait immanquable, surtout depuis que l'assemblée du clergé de France, en 1682, s'était déclarée, par ses fameux articles, pour les conciles de Constance et de Bâle, en opposition aux prétentions du Pape. Louis, peu accoutumé à se voir ainsi traité, fit des menaces qui jetèrent une telle épouvante parmi les cardinaux, qu'ils réunirent leurs instances pour fléchir le Pape. On répéta beaucoup à Rome la noble réponse qu'il leur fit, un jour qu'ils lui demandaient ce qu'il ferait au cas où un si formidable monarque enverrait une armée envahir les terres de l'Église. « Je subirais le martyre, » leur répartit ce pontife.

Il fut si peu intimidé de toutes ces menaces, qu'il entama une nouvelle contestation au sujet des franchises. A Rome, tous les gens de chaque nation qui y entretient un ambassadeur sont

sous sa protection et grossissent son cortège les jours de cérémonie. Ils sont logés d'ordinaire dans son voisinage, et sont censés faire partie de sa suite. Comme tels, ils n'étaient point soumis, au temps dont je parle, aux réglemens et à la police par lesquels sont régis le reste des habitans. Les quartiers où se trouvaient les maisons et même les rues qu'ils habitaient s'appelaient les franchises. Ces quartiers, où l'autorité des magistrats était nulle, s'étaient peu à peu encombrés non-seulement des étrangers auxquels ils étaient destinés, mais aussi d'un grand nombre de Romains, jaloux de jouir des avantages qui y étaient attachés. Rome n'était plus ce qu'elle avait été; en sorte que les franchises en étaient devenues une partie très-considérable: or, comme les privilèges de ceux qui y étaient établis étaient un encouragement au trouble et au désordre en ce qu'ils empêchaient le cours de la justice, l'abus était devenu intolérable. Une moitié de la ville servait de réceptacle aux brigands qui désolaient l'autre. Le pape résolut de borner à l'avenir le bénéfice des franchises aux personnes réellement attachées à la maison des ambassadeurs, et demeurant dans l'enceinte de leurs palais. Il s'adressa d'abord à l'ambassadeur d'Autriche et à celui d'Espagne, qui consentirent à renoncer aux franchises, pourvu néanmoins que l'ambassadeur de France y renonçât également. Il fallut donc

entrer en pourparler avec celui-ci pour en obtenir la même condescendance, Le Pape lui fit observer que le nonce ou légat qu'il avait à Paris n'avait de privilèges que pour les gens de sa maison, et logeant dans son palais. Mais la France rejeta bien loin la proposition du Pape, en disant qu'il n'avait pas bonne grâce de prétendre à traiter d'égal à égal avec un aussi grand monarque que Louis XIV; qu'il était le père commun de la chrétienté, et à ce titre le centre commun où se réunissaient, par leurs ministres, tous les souverains chrétiens et catholiques; et que dès lors ces ministres, naturellement plus indépendans que les ministres ordinaires qu'on s'envoie de puissance à puissance, devaient jouir de privilèges plus étendus : en sorte que le Roi de France déclara qu'il ne se désisterait d'aucune des exemptions dont avaient joui jusqu'alors ses ambassadeurs. Ce fut l'origine d'un nouveau différend et d'altercations nouvelles entre les cours de Versailles et de Rome, à l'époque qui nous occupe.

Le zèle avec lequel l'ambassadeur d'Angleterre prit les intérêts de la France ne contribua pas moins que sa dévotion aux jésuites à diminuer beaucoup la considération dont il aurait dû jouir à Rome. La vérité est aussi que les Italiens, fort peu religieux, ne croyaient pas à la possibilité de remettre la Grande-Bretagne sous le joug papal. Ils ne voyaient point de jour à jamais en tirer de

l'argent par les bulles et autres sources des revenus de la cour de Rome , qui ne s'embarrasse guère de convertir les nations que pour les avantages pécuniaires et l'accroissement de puissance qu'elle doit y trouver.

Je finirai tout ce que j'ai à dire présentement sur Rome par une saillie piquante de la reine Christine : elle me disait qu'il fallait bien que l'Église fût gouvernée par les soins immédiats et la providence de Dieu ; car des quatre papes qu'elle avait connus depuis son séjour à Rome , aucun n'avait le sens commun. C'étaient , ajouta-t-elle , les premiers et les derniers des hommes. Cette princesse s'était entièrement adonnée , pendant quelques années , à l'étude de l'astrologie ; et elle me prédit sur la foi de son art , que le roi d'Angleterre vivrait encore long-temps , mais n'aurait point de fils.

Du récit de l'ambassade du comte de Castlemaine à Rome , je passe à d'autres négociations. Jacques , trouvant que Skelton ne lui était d'aucune utilité en Hollande , où il avait d'ailleurs mécontenté tout le monde , résolut de le rappeler. Cependant , comme c'était un homme servilement dévoué à ses volontés , il ne voulait pas le décourager , et l'envoya à Paris , attendu que toutes les affaires importantes avec la cour de Versailles se traitaient à Londres , par Barillon , l'ambassadeur français.

Le Roi détterra un certain Irlandais , nommé White , qui avait long-temps fait le métier d'espion au service des Espagnols. Comme ils ne le payaient pas avec exactitude , il avait accepté , en représentation de ses appointemens , le titre de marquis d'Albeville. Muni de ce nom , il vendit son industrie aux Français , qui soldent plus ponctuellement leurs agens. Il s'entendait assez bien à corrompre un commis , et il s'était par ce moyen procuré quelques secrets , dont la découverte lui avait valu la réputation d'excellent espion : mais c'était là tout son talent. Lorsqu'il se trouva transporté par ses nouvelles fonctions dans la haute sphère de la politique et des grands intérêts , il y parut tel qu'il était , c'est-à-dire l'homme du monde le plus ridicule et le plus méprisable , un fourbe , en un mot , qui n'avait pas même les apparences de la décence et de la sincérité.

Le marquis d'Albeville avait ordre , avant d'entamer aucune affaire avec le prince et la princesse d'Orange , de leur demander non-seulement de m'interdire l'entrée de leur cour , mais aussi tout accès auprès de leurs personnes. Le Roi avait écrit à sa fille deux lettres fulminantes contre moi. Elle eut assez de confiance en moi pour me les montrer , et prit mes conseils sur la manière d'y répondre. Mais maintenant ses instances étaient à la fois si formelles et si

pressantes, qu'il fallait ou rompre complètement, ou lui complaire. Le dernier parti fut celui que choisirent Leurs Altesses; et elles furent l'une et l'autre si fidèles à remplir leurs engagements, que je les revis seulement quelques jours avant que le prince ne s'embarquât pour l'Angleterre. Mais il me communiquait constamment, par Dykewelt et Halewin, tous les renseignemens qu'il recevait d'Angleterre; en sorte que je me tins à l'écart sans cesser d'être dans la confiance de tous ses projets relativement à nous.

Il jugea d'abord à propos d'envoyer Dykewelt en Angleterre, bien instruit sur le langage qu'il devait tenir au Roi, aux anglicans et aux dissidens. Je fus chargé de rédiger ses instructions, et il s'y conforma fort exactement. Il avait ordre de se plaindre au Roi avec respect, mais avec fermeté, de sa manière d'agir au dedans et au dehors, et de voir s'il y avait moyen de l'engager à mieux s'entendre avec son gendre. L'envoyé devait en même temps assurer tous les partisans de l'Eglise que le prince serait toujours leur soutien, et le défenseur des intérêts nationaux. Le clergé, qui entretenait avec lui une correspondance suivie par le canal de l'évêque de Londres, je le suppose du moins, l'avait supplié d'employer tout son crédit auprès des dissidens pour les dissuader de s'unir avec la cour;

promettant positivement , au cas qu'ils demeurassent sérieusement attachés à la cause commune , d'élargir , quand viendraient des temps meilleurs , l'entrée de l'Eglise pour ceux d'entre eux qui ne se montreraient pas trop exigeans , et d'accorder la tolérance aux autres. Le clergé avait encore prié le prince de renvoyer en Angleterre quelques uns des ministres , que la violence de la persécution en avait chassés quelques années auparavant , pour tenir tête aux faux frères qui se seraient vendus à la cour , et combattre leurs perfides conseils. Le prince fit ce qu'on lui demandait , et il eut l'attention généreuse de donner aux ministres qui s'embarquaient de quoi payer leurs dettes et faire leur voyage. Dykewelt , de plus , fut chargé de prévenir tout rapprochement entre la cour et les dissidens , et de mettre ceux-ci en garde contre les belles promesses qu'elle ne manquerait pas de leur faire pour les engager à la secourir dans les élections. Il devait aussi les assurer d'une tolérance pleine et entière , et même , si la chose était faisable , leur faire espérer leur admission dans le sein de l'Eglise lorsque la princesse serait sur le trône. Ses instructions portaient encore de sonder la disposition des esprits de toute sorte relativement à la personne du prince , et de dissiper les mauvaises impressions que ses ennemis s'étaient efforcés d'inspirer sur lui : aux épisco-

paux , en le faisant passer pour presbytérien ; aux dissidens en le représentant comme porté naturellement à l'arbitraire et au despotisme. On avait même eu l'impudence de répandre qu'il était papiste. Mais la mésintelligence ouverte qui existait entre lui et son beau-père avait suffi pour faire tomber cette imputation absurde. On la ressuscita néanmoins dans la suite, et la malignité s'en servit habilement pour susciter contre lui d'injurieux soupçons. Dykewelt n'avait pas encore quitté La Haye, lorsque d'Albeville y arriva. Celui-ci fit tout ce qu'il put pour rompre son voyage ; il connaissait mieux que personne le talent particulier de ce négociateur pour pénétrer les secrets d'un cabinet rival ; car lui-même il lui en avait vendu souvent , et il se souvenait qu'il les payait bien.

D'Albeville assura le prince et les Etats, que le Roi n'avait jamais songé à rompre l'alliance qui l'unissait à eux ; qu'il ne faisait de grands préparatifs maritimes que pour être en état de maintenir la paix de l'Europe ; et qu'il avait vraiment peine de les voir se mettre de leur côté en mesure de se défendre , de crainte d'être surpris par lui. Dans les conférences particulières qu'il eut avec le prince et la princesse , il les assura dans les termes les plus positifs , que son maître ne pensait aucunement à les frustrer de leurs droits à lui succéder ; que tous ses efforts ne

tendaient qu'à consolider les prérogatives de cette couronne , dont ils hériteraient un jour pour recueillir le fruit de ses travaux ; que le test était une entrave à la liberté du souverain, dont il voulait se débarrasser absolument ; qu'il avait aussi résolu l'abolition de toutes les lois pénales en matière de religion ; qu'ils savaient trop les avantages que la Hollande retirait de la liberté de conscience qui y était établie ; pour le traverser dans le dessein où il était de la faire passer dans les lois anglaises ; et que , quant aux catholiques , on devait sentir qu'il lui était impossible d'abandonner des gens , pour cela seulement qu'ils étaient de sa religion , qu'ils l'avaient bien servi , et qu'ils avaient beaucoup souffert par attachement pour lui , et par principe de conscience. D'Albeville s'étendit en même temps sur l'horreur que les persécutions des protestans de France inspi raient au roi Jacques , qui ne parlait plus de Louis que comme d'un pauvre bigot gouverné par l'archevêque de Paris et madame de Maintenon , et savait que le père La Chaise avait combattu , aussi long-temps qu'il l'avait pu , leur funeste influence. Et la preuve , ajoutait-il , que le Roi était dans ces sentimens , c'est qu'il recevait les réfugiés à bras ouverts , et avait ordonné qu'il serait fait dans tout le royaume une quête dont le produit serait destiné à les secourir.

Telles sont, en substance, les explications que d'Albeville donna au prince et à la princesse, et que le Roi répéta lui-même à Dykewelt pour justifier sa conduite. Ce prince se croyait à cette époque certain d'avoir la majorité dans la chambre des communes, et il semblait par cette raison décidé à assembler le parlement au mois d'avril. D'Albeville en parla au prince comme d'un projet arrêté; mais Jacques se trompait du tout au tout dans ses calculs. Il avait pris pour des assurances positives les réponses respectueuses, ou le silence de ceux qu'il avait consultés dans son cabinet. Détrompé lorsqu'il les eut interrogés avec plus d'exactitude, il abandonna toute idée de convoquer un parlement.

Le prince et la princesse répondirent à d'Albeville, et, en leur nom, Dykewelt au Roi, qu'ils étaient, il est vrai, par leurs principes, opposés à toute persécution en matière de religion, mais qu'ils ne pouvaient penser néanmoins qu'il fût raisonnable d'admettre les papistes aux emplois, ni de leur donner entrée dans le parlement. L'humeur turbulente de la plupart d'entre eux, et surtout de leur clergé, ne permettait pas d'espérer qu'ils fussent jamais tranquilles tant qu'ils ne seraient pas les maîtres; et l'ascendant qu'ils avaient sur l'esprit du Roi, ascendant qui avait été assez grand pour lui faire oublier les engagements qu'il avait pris à son sacre, ne donnait

que de trop justes sujets d'alarmes. Ne voyait-on pas partout d'ailleurs qu'il était de l'essence des papistes de ne pouvoir souffrir aucun frein et de ne se souvenir des services passés qu'autant que ceux qui les leur avaient rendus continuaient de faire à l'aveugle tout ce qu'ils souhaitaient ? Leurs Altesses trouvaient la prérogative, avec les bornes dans lesquelles la réduisaient les lois, encore assez étendue ; et il leur paraissait imprudent d'aspirer à un pouvoir exorbitant qui anéantirait les lois elles-mêmes : elles craignaient qu'attaquer ainsi la constitution dans sa base ne fût pour la nation un avertissement d'avoir recours à une république. Le plus sûr et le plus équitable leur semblait être en conséquence de gouverner selon les lois. Pour ce qui était de l'Eglise d'Angleterre, elle avait donné au Roi des marques signalées de sa fidélité et de son affection ; et elle n'avait mis aucune restriction à son obéissance jusqu'au jour où il l'avait attaquée dans le principe même de sa conservation, dans sa sécurité légale. Il n'était pas étonnant que dès lors elle eût mis un terme à sa docilité accoutumée ; et le Roi avait eu tort de tant lui en vouloir de sa résistance. Il ne dépendait que de lui, seulement en voulant bien profiter des inappréciables avantages de sa situation naturelle, d'avoir au dedans une administration aussi glorieuse que commode, et d'être au dehors l'ar-

bitre de l'Europe ; mais , pour son malheur , il cédaux importunités de quelques prêtres brouillons qui le portaient à ruiner toutes ses affaires pour le bien des leurs. Le prince et la princesse finissaient par déclarer qu'ils ne consentiraient jamais à l'abolition de ces lois , qui étaient le meilleur , et maintenant le seul rempart d'une religion qu'ils regardaient comme la seule vraie.

Telles furent , ou à peu près , les réponses que firent Leurs Altesses aux instances pressantes et réitérées d'Albeville pour les engager à entrer dans les vues de son maître. La princesse en particulier lui parla à plusieurs reprises avec une si extraordinaire fermeté , qu'il se plaignit de ce qu'elle était encore plus intraitable que le prince. Dykewelt m'a conté que de son côté il avait eu des entretiens analogues avec le Roi , qu'il avait trouvé d'un entêtement extrême. Il lui dit un jour qu'il était le chef de la famille , et en cette qualité avait droit à être respecté et obéi par son gendre , qui ne manquait au contraire aucune occasion de le contrecarrer. A cela Dykewelt répondit qu'il n'était pas raisonnable d'attendre que son maître poussât la juste déférence qu'il devait à son beau-père jusqu'à trahir sa religion pour lui plaire ; mais que du reste il avait toujours montré la soumission d'un fils respectueux. La paix de Nimègue , dont le Roi était garant,

n'avait-elle pas été ouvertement violée en ce qui concernait la principauté d'Orange? Et cependant le prince n'ayant pas trouvé Sa Majesté disposée à prendre ses intérêts, avait gardé le silence et n'avait même pas fait de protestations. Elle devait voir par là que son gendre savait supporter un dommage considérable plutôt que de se plaindre, et sacrifier ses propres intérêts plutôt que d'être pour elle une cause de trouble et de souci. Le Roi ne sut que répliquer. Le comte de Sunderland et le reste du ministère pressèrent extraordinairement Dykewelt d'user de son influence sur le prince d'Orange pour l'engager à seconder les projets de son beau-père; moyennant quoi ils lui offraient le concours de l'Angleterre pour humilier la France. Mais le Hollandais coupa court à toutes ces propositions en déclarant une fois pour toutes que le prince n'y prêterait jamais l'oreille.

Sur ces entrefaites, un incident imprévu contribua à dévoiler les intentions de la cour. On intercepta une lettre dans laquelle les jésuites de Liège rendaient un compte exact et détaillé à leurs confrères de Fribourg en Suisse, des affaires d'Angleterre. Ils leur disaient que le roi Jacques venait d'être admis à participer aux mérites de leur ordre; qu'il témoignait une joie infinie de s'y voir affilié, et déclarait hautement que les intérêts de la société ne lui étaient pas

moins chers que les siens propres ; qu'il désirait qu'elle lui fournît un bon nombre de prêtres pour l'aider à convertir son royaume ; qu'il était résolu d'en venir à bout , ou de mourir martyr de ses efforts ; qu'il préférerait trouver la mort en y travaillant , que d'avoir le règne le plus long et le plus glorieux , à condition de ne pas l'entreprendre ; et qu'il disait lui-même n'avoir pas un moment à perdre , parce que , s'il cessait de vivre avant d'avoir achevé son ouvrage , il laisserait les catholiques dans une condition pire qu'auparavant. Les correspondans ajoutaient , entre autres particularités , qu'un d'entre eux ayant mis un genou en terre pour baiser la main du Roi , Sa Majesté l'avait relevé , en lui disant que ce serait plutôt à elle de s'agenouiller devant lui , qui était prêtre , et de lui baiser la main. Une autre fois , écrivaient-ils encore , qu'un d'eux gémissait devant ce prince de ce que son héritier présomptif était un hérétique : « Dieu , dit-il , saura m'en donner un autre. »

Les Jésuites de Fribourg montrèrent cette lettre. Ils la communiquèrent entre autres à un ministre , qu'ils avaient la prétention d'amener à eux. Celui-ci obtint la permission d'en prendre une copie , dont il leur promit d'en faire un bon usage. Il la fit passer à Heidegger , fameux professeur de théologie à Zurich , qui me la donna. D'autres copies furent envoyées de Genève et de Suisse.

Dykewelt en reçut une. Il en prit occasion de dire au Roi qu'il ne devait s'en prendre qu'à ses prêtres de toute la défiance que ses sujets avaient conçue de ses intentions; car on savait leurs projets, et l'espérance qu'ils avaient de les faire réussir: et il lui parla de la lettre des Jésuites de Liège, dont il lui laissa une copie entre les mains. Jacques lui promit de la lire, et de voir si c'était une pièce faite à plaisir pour rendre odieux ceux qu'on disait en être les auteurs, ou si en effet elle était leur ouvrage. Mais ce prince ne lui en reparla jamais, d'où il inféra l'authenticité de la lettre. On voit que Dykewelt ne fut pas plus heureux, à Londres, auprès du Roi, que d'Albeville, à La Haye, auprès du prince et de la princesse.

Mais si le Hollandais trouva le Roi sourd à ses représentations, il n'en fut pas de même des autres personnes auxquelles il s'adressa, suivant la partie secrète de ses instructions. Il engagea ceux qui aimaient leur religion et leur patrie à s'assembler, pour arrêter de concert tout ce qu'il serait à propos de faire savoir et de conseiller au prince, afin qu'il pût s'y conformer. Le marquis d'Halifax, les comtes de Shrewsbury, de Devonshire, de Danby et de Nottingham, les lords Mordaunt et Lumley, les amiraux Herbert et Russel, et l'évêque de Londres, furent ses principaux cor-

respondans en Angleterre. C'était sur leurs avis qu'il réglait tous ses mouvemens. Ils avaient de fréquentes réunions chez le comte de Shrewsbury. Ils y discutaient tout ce qu'il y avait à faire, et ils y dressèrent le manifeste par lequel ils conseillèrent au prince de commencer son entreprise.

Les choses demeurèrent pendant quelques mois dans cet état. Cependant le Roi était plus décidé que jamais à briser les entraves que mettaient les lords à ses desseins. Il publia au mois de février une déclaration pour l'Écosse. Il s'y attribuait, dans le préambule, un pouvoir absolu, auquel tous ses sujets étaient tenus de se soumettre sans réserve. En vertu de ce pouvoir, il révoquait toutes les lois sévères, qui avaient été faites pendant la minorité de son grand-père; il cassait en particulier toutes celles qui avaient été rendues au préjudice de ses sujets catholiques, qu'il déclarait désormais habiles à posséder toutes sortes d'emplois et de charges; il adoucissait de plus les mesures de rigueur prises contre les presbytériens modérés; et il promettait de ne jamais employer aucune nécessité invincible pour forcer ses sujets à changer de religion; enfin aux tests imposés jusqu'à ce jour à quiconque occupait un emploi, il en substituait un nouveau, par lequel on abjurait tous les principes qui au-

torisaient la résistance politique, et on s'obligeait à maintenir, envers et contre tous, le pouvoir absolu du Roi.

C'est en Écosse qu'on promulgua d'abord cette déclaration, pour préparer les esprits à la voir publier en Angleterre peu de mois après. Elle était étrangement rédigée et susceptible des plus justes censures? Le Roi se déclarait ainsi en droit non-seulement de suspendre les lois, mais encore de les abolir, pour en faire de nouvelles de sa propre et unique autorité. Or, s'arroger un pouvoir aussi étendu, un pouvoir qui réduit tout un peuple à une obéissance sans réserve comme sans limites, n'est-ce pas évidemment fouler aux pieds toutes les lois divines et humaines? Pour trouver quelque chose de semblable dans les monumens historiques, il faut remonter à la déclaration que Philippe II, roi d'Espagne, envoya avec le duc d'Albe dans les Pays-Bas, et par laquelle il faisait découler toute l'autorité qu'il transportait sur cet homme sanguinaire, de la toute-puissance dont il était lui-même revêtu. Le roi Jacques allait encore plus loin que Philippe, car celui-ci ne prétendait pas du moins que ses sujets lui dusent une obéissance sans réserve. Tout souverain qui croit à une religion, doit reconnaître en effet que l'obéissance cesserait d'être un devoir pour ses sujets le jour où ils reçoivent des ordres contraires

aux lois de Dieu. Soutenir la doctrine contraire, et obliger tous les magistrats, tous les fonctionnaires à jurer de la défendre, c'était aussi leur faire par trop sentir leur esclavage. En promettant de n'employer aucune *nécessité invincible* pour forcer ses sujets à changer de religion, le Roi montrait assez l'intention de se réserver, dans les concessions qu'il faisait, une liberté d'exécution, qui ne ressemblait guères à l'explication formelle et positive qu'il donnait de l'obéissance qui lui était due. Les lois rendues pendant la minorité du roi Jacques I^{er} avaient été souvent confirmées par ce même prince devenu majeur. Elles l'avaient été à diverses reprises par ses successeurs, et une fois par le Roi lui-même. Il en était de même du test qu'il avait sanctionné en Ecosse, lorsqu'il y représentait son frère. On ne manqua pas de remarquer aussi que l'expression de *presbytériens modérés* était très-ambiguë.

La cour voyant le soulèvement général qu'avait excité sa déclaration, qui semblait, à vrai dire, avoir eu pour but principal d'augmenter le nombre des mécontents, la laissa tomber, et quelques mois après en envoya une seconde plus circonspecte. Il y était néanmoins encore question du pouvoir absolu de la couronne, tant il leur était cher. Mais d'ailleurs une liberté entière de former des conventicules à leur gré était accordée aux presbytériens. Ceux-ci acceptèrent cette faveur

sans hésitation ni scrupule. Ils se complurent même à y voir une marque signalée de la protection de la Providence, qui avait su rendre l'instrument de leur affranchissement, un prince dont ils ne devaient attendre qu'un redoublement d'oppression. Cependant leur aveuglement n'alla pas jusqu'à se méprendre sur les intentions de leur nouveau protecteur, ils se contentèrent de lui témoigner leur reconnaissance dans des adresses de remerciement; et, lorsqu'on vint les solliciter de seconder le Roi dans le dessein d'abolir les tests et les lois pénales, ils répondirent froidement et en termes généraux.

Au mois d'avril, Jacques publia pour l'Angleterre une déclaration de tolérance, mais rédigée sur un ton plus modeste que celle qui avait paru en Ecosse. Dans le préambule, il exprimait son horreur pour les persécutions religieuses, et tout ce qui y ressemble; il parlait de la nécessité d'étendre à tous ses sujets la liberté de conscience, en quoi il ne doutait pas que son parlement ne le secondât; il réitérait ensuite la promesse si souvent faite de maintenir l'Eglise établie, mais, en même temps il suspendait toutes les lois pénales et sangui-
naires en matière de religion, et d'après ce principe que tous ses sujets lui devaient leurs services, en leur seule qualité de sujets, il les déclarait tous également habiles à la possession des emplois publics, et il supprimait tous les ser-

mens ou tests, qui jusqu'à présent en avaient fermé l'entrée à un très-grand nombre; il finissait par promettre que chacun serait maintenu dans la possession de ses biens, et particulièrement des biens ecclésiastiques.

Cette déclaration indigna également les patriotes et les anglicans. Le Roi s'arrogeait désormais le droit de faire et de défaire les lois selon son plaisir : en vain ne parlait-il que de les suspendre; cette suspension était indéfinie, et dès lors équivalente à une abrogation. Le préambule, qui ne respirait que douceur et charité, et qui condamnait la persécution, sonnait étrangement dans la bouche d'un prince papiste. La confiance qu'il affectait d'être secondé par son parlement n'était que ridicule, puisque la nécessité où il se trouvait de le proroger continuellement témoignait au contraire la crainte de le trouver contraire à ses projets. Enfin la promesse de maintenir dans leur jouissance ceux de ses sujets qui possédaient des bénéfices, était une marque certaine qu'il se croyait à la veille de rétablir le papisme; sinon, à quoi bon cette promesse?

Les dissidens n'en manifestèrent pas moins leur satisfaction dans un grand nombre d'adresses. Ces mêmes hommes, qui avaient si souvent reproché à l'Eglise anglicane son esprit courtois et flatteur, parurent maintenant lui disputer la palme

de la bassesse. Quelques unes de ces adresses, rédigées par des plumes secrètement vendues à la cour, contenaient d'amères insinuations contre le clergé épiscopal. Dans toutes, la bonté et la clémence du Roi étaient comblées des plus pompeux éloges, et on lui promettait en retour fidélité et reconnaissance. On en vit plusieurs dont les auteurs n'avaient pas honte de s'engager à concourir de tous leurs efforts à l'élection d'un parlement disposé à revêtir de la sanction législative ce qui n'était encore qu'un pur don de Sa Majesté. Je me hâte d'ajouter que ces adresses ne furent l'ouvrage que d'un très-petit nombre de dissidens, et que personne de distinction ne figura parmi les gens qui les présentèrent. Cependant la joie qu'elles causèrent à la cour fut extrême. Le Roi et tous ses prêtres crurent, en les lisant, avoir gagné la nation, avoir mis de leur côté ceux qui jusqu'alors s'étaient montrés leurs plus irréconciliables ennemis. La cruauté, l'intolérance de l'Eglise anglicane devint le texte favori des conversations du Roi, et il ne cessait de rappeler toutes les persécutions qu'elle avait fait souffrir aux dissidens. Il aurait publié sa déclaration de tolérance bien plus tôt, disait-il, s'il n'en avait été empêché par quelques évêques, qui même, en plusieurs occasions, lui avaient offert de se montrer favorables aux personnes de sa religion, pourvu qu'il leur laissât poursuivre à

outragea les dissidens; et il nommait les auteurs de ces honteuses propositions. Ces révélations lui firent peu d'honneur, d'abord en ce qu'elles lui attirèrent des démentis formels, et ensuite parce qu'il était mal, ce semble, de faire des discours, tenus dans la conversation intime, un moyen de diffamation.

Mais non content de ces imputations vagues contre l'Église, le Roi voulut mettre sous les yeux du public des preuves irréfragables de la rigueur, poussée jusqu'à l'iniquité, avec laquelle avaient procédé les cours ecclésiastiques. Il ordonna en conséquence qu'on tirât de la poussière des greffes et toutes les poursuites vexatoires auxquelles s'étaient vus en butte les dissidens, et toutes les compositions qu'ils avaient été forcés de faire avec leurs juges, pour acheter quelque tranquillité. On s'attendait de tous côtés à une ample moisson de scandales; car il était bien vrai que plusieurs des membres de ces cours n'avaient fait usage des mesures coercitives mises à leur disposition contre les dissidens, que pour extorquer de ceux-ci des sommes considérables, en les menaçant d'un procès s'ils tenaient bourse close, et en leur garantissant, dans le cas contraire, la liberté d'éluder à leur aise les lois rendues contre eux. La cour s'était flattée que son déchainement contre l'Église gagnerait les dissidens, et que ceux-ci tomberaient

sur le clergé avec quelque peu de cette animosité qu'ils devaient connaître pour en avoir essuyé les atteintes. Quelques uns, en effet, des plus ardents ne trompèrent point cette attente, et des sermons pleins de fiel, des livres virulens, vinrent solliciter l'attention du public. Mais cette récrimination contre le clergé, provoquée par la cour, ne devint point, comme elle l'avait espéré, un mouvement général dans les sectes : elle fut même blâmée, désavouée par tout ce qu'elles avaient d'hommes sages, et le clergé s'entendit pour ne pas repousser une seule de ces attaques. Par là, le but de la cour fut manqué en grande partie, et elle fit cesser les recherches commencées par son ordre, ce qui désappointa fort le parti catholique.

Ceux d'entre les évêques que la cour avait su conserver dans ses intérêts ne rougirent pas, pour lui complaire, de faire courir dans leurs diocèses des adresses destinées à remercier le Roi de la promesse qu'il avait faite dans sa déclaration de maintenir l'Eglise anglicane, pendant que le dessein était si visiblement de la renverser. Ces adresses obtinrent quelques signatures. L'évêque d'Oxford toutefois ne trouva qu'un seul ecclésiastique qui voulût joindre son nom au sien. La plus grande partie du clergé commençait à ouvrir les yeux, et à voir qu'à l'instigation des papistes, qui levaient aujourd'hui le mas-

que, il s'était livré pendant plusieurs années à des fureurs qu'ils tournaient contre lui. Et l'on répétait souvent que si Dieu délivrait jamais l'Eglise du péril pressant où elle se trouvait présentement, on ne verrait plus ses enfans s'acharner à des querelles domestiques avec les dissidens, bien convaincus qu'ils étaient qu'elles n'avaient servi qu'à les affaiblir tous, et à les mettre hors d'état de résister à leurs ennemis communs. Et lorsque parfois quelques uns du petit nombre des évêques qui s'étaient toujours montrés partisans des mesures de douceur, disaient à ceux de leurs confrères, dont la modération ne datait que du jour où le gouvernement s'était séparé d'eux, qu'ils oublieraient leurs belles résolutions sitôt que le danger serait passé, ces derniers protestaient solennellement du contraire. On verra dans la suite comme ils se souvinrent de leurs protestations. Cependant à la cour, la chambre à coucher et la salle de compagnie retentissaient de malignes histoires aux dépens du clergé, comme autrefois d'invectives contre les dissidens. On entendait surtout répéter que, fidèle et loyal tant que la cour avait tout risqué pour lui, il avait cessé de l'être, dès qu'elle avait séparé ses intérêts des siens.

Le Roi, perdant tout espoir de s'entendre jamais avec son parlement, prit le parti de le dissoudre; mais il déclara en même temps

qu'avant l'hiver il en assemblerait un autre. Les médecins ayant conseillé à la Reine d'aller à Bath pour sa santé, le Roi résolut d'employer le temps qu'elle y passerait à visiter les comtés de l'ouest.

Avant de partir, il voulut faire une réception éclatante au nonce du pape à Windsor. A Londres, il eût craint qu'elle n'excitât quelque désordre; et cependant il lui paraissait que sa dignité comme celle du pape demandaient qu'il donnât une audience publique à son légat. Le cas était embarrassant pour ceux des courtisans que leurs emplois obligeaient de se trouver à la cérémonie; attendu que c'était, suivant l'opinion commune, un des cas prévus par ce statut qui déclare haute trahison toute espèce de commerce avec le siège de Rome. La reine Marie l'avait entendu ainsi, si bien que le cardinal Pool fut forcé de s'arrêter en Flandre jusqu'à ce qu'elle eût fait révoquer ce statut; mais le Roi n'y regardait pas de si près. Le duc de Somerset, gentilhomme de la chambre alors de service, après avoir consulté ses avocats, qui lui dirent qu'il ne pouvait avec sûreté faire ce qu'on exigeait de lui à l'occasion de cette audience, s'en excusa formellement sur ce qu'on l'avait assuré qu'il ne pouvait y paraître sans enfreindre les lois de son pays. « Ignorez-vous, lui dit alors le Roi, que je suis au-dessus des lois? — Cela se

peut, sire, répliqua Sommerset, mais il n'en est pas de même de moi. » Courroucé vivement de cette marque d'indépendance, Jacques lui ôta tous ses emplois. La cérémonie fut des plus tristes. Le compliment du nonce fut prononcé d'un ton si bas que personne ne l'entendit. On pensa que cela avait été concerté d'avance.

Le Roi se mit ensuite en marche pour son voyage, qu'il commença par Salisbury, et qu'il poussa jusqu'à Chester. Partout sur son passage il reçut l'accueil le plus froid de la haute et moyenne noblesse. Fier comme il était, il dut en être blessé. En plusieurs endroits, les gentils-hommes de la contrée alléguèrent divers prétextes pour s'absenter à mesure qu'il approchait. D'autres restèrent chez eux; et ceux qui venaient lui faire leur cour montraient par leur attitude contrainte qu'ils le faisaient plutôt par pure bienséance que par aucun sentiment de zèle ou d'affection. Le Roi affectait des manières caressantes pour tous, mais surtout pour les dissidens, et pour ceux qui passaient depuis long-temps pour républicains. Il n'y eut pas jusqu'aux partisans du duc de Monmouth qu'il ne comblât de gracieusetés. Il adressait indistinctement la parole à tout le monde. Presque toutes ses conversations roulaient sur la liberté de conscience qu'il représentait comme le secret de la grandeur et des richesses de la Hollande.

C'était toujours avec un plaisir nouveau qu'il écoutait tout ce qu'on lui apportait de récits des violences et des injustices commises par des juges de paix ou par le clergé. Partout il recommandait de n'envoyer au futur parlement que des personnes qui fussent disposées à lui prêter assistance, pour fonder cette liberté précieuse, aussi solidement que la grande charte elle-même, et pour abolir les tests, n'oubliait-il jamais d'ajouter. Mais ses harangues étaient accueillies le plus souvent avec une froideur si marquée, qu'il en comprit bientôt l'inutilité, et résolut d'abréger son voyage. Il gagna donc Bath, où il passa deux ou trois jours avec la Reine pour reprendre ensuite la route de Londres. La Reine continua ses bains.

Il parut vers cette même époque plusieurs ouvrages en faveur de la liberté de conscience. Comme l'objection principale se fondait sur ce que les tests étaient la garantie de la religion protestante, on parlait beaucoup dans ces ouvrages d'équivalens à leur substituer pour remplir le même objet sans avoir les mêmes inconvéniens; mais on ne s'expliquait jamais sur la nature de ces équivalens; en sorte qu'ils ne furent bientôt, dans l'opinion des gens clairvoyans, qu'un stratagème imaginé pour endormir la nation. Quelques uns de ces écrits demandaient de nouvelles lois qui missent hors d'insulte la liberté civile dont les

principes avaient été si peu respectés, ou plutôt si ouvertement violés depuis le parlement d'Oxford. Telle fut sans doute l'origine du bruit extravagant qui se répandit que le Roi méditait de constituer l'Angleterre en une espèce de république. Les papistes se mirent donc à déclamer très-haut en faveur des libertés publiques pour flatter le peuple et s'en faire bien venir.

Le Roi revint de son voyage avec la résolution de changer les magistratures de la plupart des cités d'Angleterre. Il commença par la cité de Londres. Non-seulement il renouvela la cour des aldermen, mais il changea encore l'administration intérieure de plusieurs compagnies. Dans les nouvelles chartes données aux villes par son prédécesseur, il était stipulé que le Roi ferait et déferait à volonté les magistrats. En insérant cette clause, il est vrai, on avait dit qu'elle n'avait pour but que de mettre les hôtels-de-ville dans une juste dépendance de la cour, mais que d'ailleurs il n'en serait jamais fait usage, à moins qu'ils ne s'y exposassent eux-mêmes par une conduite séditieuse. Cette imprudente mesure fut exécutée avec rigueur et mépris pour les individus. Les plus zélés opposans au bill d'exclusion ne furent pas épargnés; ce fut sur eux au contraire que pesaient la plupart des destitutions, tandis qu'on élevait à leurs charges des gens qui avaient jusqu'ici figuré parmi les plus violens

ennemis de la cour , et qui ne furent pas plutôt investis de quelque autorité qu'ils en profitèrent pour vexer à leur tour leurs ennemis. C'est ainsi que Jacques se perdait dans l'esprit de ses peuples , et qu'il immolait tout , honneur , équité , reconnaissance à la fureur et au caprice des prêtres : et il ne faut pas croire que les nouveaux magistrats qu'il avait choisis lui sussent un grand gré de leur élévation. Ils voyaient trop bien à quoi ils la devaient.

Le Roi avait trop outrageusement rejeté son ancien parti pour y pouvoir jamais revenir ; mais quelle ne fut pas sa surprise lorsqu'il vit le nouveau maire et ses aldermen souscrire le test et donner l'ordre de fêter l'anniversaire de la découverte de la conspiration des poudres. Quand les shériffs vinrent , suivant l'usage , l'inviter au repas du nouveau maire , il leur commanda de prier aussi le nonce , qui , au grand étonnement de tout le monde , accepta l'invitation. Mais le maire et les aldermen la désavouèrent hautement , et voulurent consigner dans leurs registres , en forme de protestation , que c'était sans leur participation que le nonce avait été invité. Le Roi , irrité de cette conduite , dit hautement qu'il voyait bien que les dissidens étaient des ingrats , insensibles aux meilleurs traitemens. Cependant il fit dire au lord maire qu'il était le maître de faire célébrer le ser-

vice dans la chapelle de Guildhall, d'après telle forme de culte qui lui plairait. Son intention était d'engager par-là les dissidens à donner eux-mêmes l'exemple de s'écarter du rit établi, exemple dont il comptait se prévaloir une autre année en faveur du papisme. Mais le maire s'en remit habilement du parti qu'il devait prendre à des personnes dont la cour ne pouvait en aucune façon récusar la décision, puisque c'étaient les ecclésiastiques chargés d'administrer le diocèse de Londres pendant la suspension de son évêque. Ils ne pouvaient manquer de se prononcer pour le culte anglican; ce qu'ils firent, en déclarant qu'en introduire un autre serait aller contre les lois. Ainsi furent déjouées les espérances de la cour. Le maire, content d'aller de temps en temps dans les conventicules, mais paraissant aussi parfois à l'église, se conduisit avec plus de retenue qu'on n'en attendait de lui.

Bien que les changemens opérés dans la magistrature municipale de Londres n'eussent pas répondu aux espérances de la cour, cela ne l'empêcha pas de charger un comité d'en faire de semblables dans les autres villes du royaume, partout où il les jugerait nécessaires. Il se trouvait néanmoins d'assez bonnes gens pour croire que ce travail aboutirait à la restitution des vieilles chartes. Le fait est que le Roi était si éloigné d'y

penser, qu'il usait arbitrairement chaque jour du pouvoir qu'il s'était réservé par les nouvelles chartes de changer les magistrats. Les membres du comité régulateur, dissidens pour la plupart, mais du nombre de ceux que la cour avait gagnés, multiplièrent les destitutions à tort et à travers. Le moindre rapport qui leur parvenait sur le titulaire de quelque office, leur paraissait une raison suffisante pour le remplacer. Ils agissaient avec une si grande précipitation, que souvent ils se méprenaient dans leurs choix, et qu'il leur arrivait d'avoir à déplacer tel homme qu'ils avaient placé la semaine auparavant.

Le Roi envoya ensuite aux lords-lieutenans des comtés l'ordre d'interroger les gentilshommes et francs-tenanciers de leur ressort sur trois choses. La première était de savoir si, au cas qu'ils fussent députés au parlement, ils consentiraient à l'abrogation des lois pénales et du test; la seconde, s'ils donneraient leur voix à des hommes qu'ils sauraient bien résolus de voter dans ce sens; et la troisième, s'ils se prononceraient pour la déclaration du Roi. Dans la plupart des comtés, les lords-lieutenans firent assez voir, par la manière à la fois insouciant et contrainte dont ils posaient les trois questions prescrites, qu'ils préféraient qu'on y répondît négativement. Quelques-uns, plus hardis, furent les premiers à se déclarer contre; et d'autres ne voulurent

même pas s'en rendre les organes. Ils dirent avec raison que c'était à la fois violer la liberté de l'élection et celle du parlement, dont les membres pas plus que les électeurs ne devaient compte à qui que ce soit de leur suffrage, et ne pouvaient se lier d'avance par aucun engagement. Plusieurs comtés répondirent par un non courageux, tandis que d'autres ne répondirent rien, ce qui revenait au même. Ce fut le parti que prirent le maire et la majeure partie des nouveaux aldermen de Londres : ce qui en fit déposer plusieurs.

Cette démarche, comme tous les autres stratagèmes des prêtres, eut un résultat absolument contraire à celui qu'ils s'étaient proposé en la conseillant au Roi. Les ennemis de la cour redoublèrent en effet de courage, en voyant que la grande majorité du pays était derrière eux. Cependant elle se donna tant de peine pour s'assurer de la nomination des shériffs et du maire de l'année d'après, qu'on en conclut que le Roi avait définitivement pris son parti de convoquer un parlement à cette époque, et d'avoir, de manière ou d'autre, une chambre des communes favorable à ses projets.

On ne doutait donc plus qu'il ne déployât, s'il le fallait, tout l'appareil de son pouvoir, y compris l'armée, soit pour faire élire de force ses candidats, soit pour faire la loi à son parlement

lorsqu'il serait assemblé. Le moyen de croire , en effet , que ce prince songeât à recourir à un autre moyen que la violence pour parvenir à ses fins , lorsque d'une part la désaffection profonde du peuple frappait tous les yeux , et que de l'autre ses courtisans disaient hautement que leur maître allait enfin avoir le dessus. Ses ministres , effrayés de la responsabilité de tant d'actes extralégaux qui pesaient sur eux , étaient dans de cruelles inquiétudes. Ils en étaient venus à ne plus voir pour eux de chances de salut que dans l'alternative , ou de mettre le sceau à leurs iniquités en faisant nommer un fantôme de parlement qui consoliderait le despotisme , garantie de leur impunité , ou d'amener le Roi à se convaincre qu'il avait entrepris l'impossible , et qu'il fallait ou se perdre , ou composer avec son peuple ; auquel cas une des premières conditions du traité serait le pardon du passé.

Jacques cependant ne cessait de dire journellement qu'il était roi , qu'il entendait être obéi , et qu'il ferait sentir à ceux qui osaient lui résister qu'il disposait d'eux en souverain maître. Les prêtres et les flatteurs qui l'entouraient ne cessaient de le pousser. Tant d'aveuglement attristait profondément tous les bons protestans , et remplissaient leur âme d'amertume. Ils n'avaient plus désormais rien à attendre que des deux filles du Roi. Aussi devinrent-elles le centre de toutes leurs espé-

rances. L'ainée surtout, placée hors de la portée de son père, inspirait autant de confiance par son zèle que par son instruction. La princesse Anne n'était pas moins ferme dans sa croyance, d'une piété moins fervente, et d'une vie moins régulière que sa sœur; mais le soin qu'on avait pris de ne lui donner pour chapelains que des théologiens au moins médiocres, faisait qu'elle ne s'était jamais adonnée que faiblement aux études religieuses. De plus, elle n'était entourée que de personnes placées auprès d'elle par le Roi et la Reine, et partant dévouées à Leurs Majestés, dont elles étaient autant d'espions. C'est pourquoi on appréhendait beaucoup que lorsque le succès aurait couronné les premières tentatives du Roi, elle n'eût de rudes assauts à soutenir. Pour le présent, son père la laissait en paix, et il est même vrai de dire qu'il lui marquait beaucoup de tendresse et de complaisance. C'était la princesse d'Orange sur laquelle il devait d'abord essayer l'influence de son autorité paternelle.

D'Albeville vint en Angleterre en été, et ne fut de retour à La Haye que le 24 de décembre, la veille de Noël. Il était chargé d'une lettre de Jacques pour la princesse. Cette lettre était datée du 4 novembre, parce que le Roi la lui avait en effet remise dès cette époque; mais ses dépêches ayant été retardées plus long-temps qu'on n'a-

avait compté, la lettre n'arriva que plus d'un mois après. Une question que la princesse avait faite un jour à d'Albeville pour savoir de lui quelles raisons avaient pu engager son père à changer de religion fut le prétexte dont celui-ci se servit pour lui écrire sur ce sujet. Il avait été élevé, disait-il, dans les principes de l'Eglise anglicane par le docteur Stewart, mis par son père auprès de lui; et il se pénétra si bien de ces principes, que lorsqu'il s'aperçut que la Reine sa mère travaillait à séduire le duc de Gloucester son frère, il prit des mesures, sans sortir des justes égards qu'il devait à sa mère, pour l'empêcher de réussir. Pendant tout le séjour qu'il avait fait sur le continent, personne n'avait essayé de le faire renoncer à son culte, à l'exception d'une religieuse; et son attachement pour la religion de son enfance n'en avait pas été diminué. Le fait est qu'il s'occupait très-peu de ces matières, et que, comme tous les jeunes gens, il attachait une sorte de déshonneur au changement de religion. La première chose qui fit naître quelques scrupules dans son esprit, fut la grande dévotion qu'il remarqua parmi les catholiques. Il en trouva bientôt la raison dans le grand nombre d'aiguillons qui les excitaient. Leurs églises étaient mieux ornées, et leur charité plus active que celle des protestans. Il voyait en même temps beaucoup d'exemples de catholiques

se retirant du vice, et vivant en bons chrétiens, sans cesser de vivre dans le monde. Ces observations lui firent sentir le besoin d'examiner les deux religions. Et d'abord rien dans l'établissement de la réformation ne le disposa à penser que les trois princes qui y travaillèrent successivement eussent été animés de l'esprit de Dieu. C'était dans les chroniques qu'il avait lu l'histoire de cette époque. A cette lecture, il avait joint celle du docteur Heylin, et celle de la préface que Hooker a placée à la tête de sa *Politique ecclésiastique*, et ces ouvrages l'avaient confirmé dans son sentiment. Il lui semblait évident que Jésus-Christ avait laissé l'infailibilité en partage à son Église, *contre laquelle*, disait-il, *les portes de l'enfer ne prévaudront pas*; et il trouvait dans les propres paroles de notre Sauveur (saint Mathieu, xvi, 18), un témoignage formel que cette infailibilité avait été restreinte à la personne de saint Pierre. C'est sur ce fondement que reposait toute la certitude des Ecritures et du christianisme. Les apôtres avaient reconnu ce privilège de saint Pierre, en disant (act. 15), *il a semblé bon au Saint-Esprit et à nous*. C'était l'Église qui avait déclaré les livres sacrés canoniques : la même autorité devait seule avoir le droit de les interpréter. Et cette infailibilité accordée à saint Pierre devait nécessairement se manifester par une succession non interrompue.

Le point de l'infailibilité une fois reconnu, tous les autres points contestés se réduisaient à rien : or l'Eglise romaine était la seule qui possédât l'infailibilité, ou même qui y prétendit. Ceux qui avaient secoué ce joug salutaire avaient ouvert la porte à l'incrédulité et à l'athéisme, sapé la piété dans sa base, et mis le christianisme à la merci des esprits disputeurs, des sociniens, des latitudinaires, gens qui doutaient de tout. Il s'était entretenu de ces difficultés avec les théologiens anglicans, dont les solutions ne l'avaient aucunement satisfait. La religion chrétienne ne s'était établie autrefois qu'à la faveur des miracles opérés par les apôtres, à la faveur des grands exemples et des souffrances héroïques des martyrs, dont le sang avait été la pépinière de l'Eglise; tandis que Luther et Calvin, tandis que les princes qui proposèrent la réforme en Angleterre avaient obéi moins à de saintes inspirations qu'à des intérêts temporels, et livré le monde à des désordres qui duraient encore. La soumission était nécessaire à la paix de l'Eglise; et dès que chacun pouvait interpréter l'Ecriture à sa tête, les sectes devaient se multiplier à l'infini, et prétendre toutes avoir trouvé le sens véritable. L'Eglise anglicane, on le savait, ne prétendait pas à l'infailibilité, et cependant elle agissait comme si elle en était revêtue; car, depuis la réformation, elle avait toujours persécuté, et

plus que le monde ne pouvait se l'imaginer, tous ceux qui différaient d'elle, tant protestans dissidens que catholiques. Les dissidens n'avaient-ils pas néanmoins autant de droits de se détacher de la communion, qu'elle en avait eu elle-même de se séparer de l'Eglise romaine? Au vrai, elle n'y était pas plus autorisée que ne le serait un comté d'Angleterre à se séparer du reste du royaume. C'était là, disait Jacques en finissant, tout ce que son loisir lui avait permis de mettre par écrit; mais il lui semblait que cela, joint aux papiers laissés par son frère et par sa première femme, devait suffire, aux yeux des personnes non prévenues, sinon pour les ramener complètement à la religion catholique, au moins pour leur en donner bonne opinion.

Je lus cette lettre en original, le prince ayant eu la bonté de me l'envoyer avec la réponse de la princesse. Il m'était défendu de tirer copie de l'une ni de l'autre, mais je pouvais les lire et relire autant que je voudrais; ce que je fis jusqu'à ce que je les eusse à peu près fixées dans ma mémoire. Je me mis ensuite, immédiatement après avoir renvoyé ces deux pièces, à écrire tout ce je me rappelai de leur contenu, et j'y réussis assez bien pour que la princesse, à qui je montrai mon travail, m'avouât qu'il était d'une exactitude presque constamment littérale. Il me fut facile de voir que la lettre du Roi était bien de

son crû; car j'avais entendu plus d'une fois les mêmes argumens, rédigés de la même manière, sortir de sa bouche. Cette lettre était pleine de mesure, et la conclusion en était fort modeste. La princesse l'avait reçue, à ce qu'elle m'a dit, le 24 décembre au soir. Le lendemain, jour de Noël, elle s'approcha de la Sainte-Table, et consacra la plus grande partie de son temps à des exercices de dévotion. Elle trouva le temps néanmoins de jeter rapidement sur le papier sa réponse, et ensuite de la récrire, pour la faire partir par le courrier du 26. Son premier jet, que le prince m'envoya, offrait très-peu de ratures et de changemens. C'était un morceau assez étendu de deux bonnes feuilles d'écriture au moins, d'abord parce qu'une réponse est en général plus longue que l'écrit auquel on répond, et celle-ci en outre était grossie par les témoignages de respect dont elle était pleine.

La princesse commençait par répondre à une autre lettre qu'elle avait reçue par la poste, et dans laquelle le Roi s'excusait d'avoir passé le dernier jour de courrier sans lui écrire. Elle lui exprimait le plaisir qu'elle avait de recevoir si régulièrement de ses nouvelles, car la différence de religion et l'éloignement où elle était obligée de vivre ne l'empêchaient jamais de souhaiter sa bénédiction paternelle et le secours de ses prières. Quant à la lettre que d'Al-

beville lui avait remis de sa part, elle allait lui dire franchement ce qu'elle en pensait, se reposant sur ce que cet ambassadeur l'avait assuré que Sa Majesté ne prendrait point cette liberté en mauvaise part, et ne l'attribuerait point à un manque de soumission et de respect.

Et d'abord elle était fort éloignée de ne tenir à la religion dans laquelle elle avait été élevée que par point d'honneur; et elle pouvait ajouter qu'elle s'était donné beaucoup de peine pour asseoir sa croyance sur une base plus solide. Les théologiens anglicans qui l'avaient instruite ne lui avaient point caché ce qu'il y avait de bon dans la foi catholique, afin que, connaissant ainsi le fort et le faible des deux communions, elle pût se décider à bon escient, suivant la maxime de l'apôtre *d'examiner tout, et de tenir à ce qui est bon*. Quoiqu'elle eût quitté l'Angleterre fort jeune, elle n'y avait laissé derrière elle ni le désir ni les moyens de s'instruire de plus en plus. Elle s'était pourvue de livres, et elle avait des personnes éclairées autour d'elle pour éclaircir tous ses doutes: car il lui était dit dans l'Ecriture de travailler à son salut avec crainte et tremblement, et de ne pas croire sur la foi d'autrui, mais de s'en rapporter à ses propres lumières. Ce ne devait pas être un motif d'accusation contre la réformation, si quelques uns de ses partisans vivaient mal; car assurément ils ne sui-

vaient pas en cela les préceptes qu'elle donne. Beaucoup aussi menaient une vie irréprochable, et avec la grâce de Dieu, un plus grand nombre pourrait également éviter le péché et le scandale. Il en était de même dans l'Eglise romaine, qui méritait les mêmes reproches et pouvait alléguer les mêmes excuses ; mais de plus elle était pleine de pratiques que les réformés ne pouvaient trouver utiles.

Elle avouait que le principe de l'infailibilité une fois admis, il n'y avait plus matière à discussion ; mais on n'avait jamais pu lui dire encore où résidait cette infailibilité. Était-ce dans le Pape seul, ou dans un concile général, ou dans les deux réunis ? Et elle désirait savoir où il fallait la placer, lorsqu'il y a, comme cela s'est vu, deux ou trois papes à la fois, agissant en sens inverse l'un de l'autre, chacun avec l'aide de conciles, qu'ils appellent conciles généraux. Au moins fallait-il convenir que dans ces cas-là la succession devenait douteuse. Quant à l'autorité prétendue donnée à St. Pierre sur le reste des apôtres, le passage allégué pour l'appuyer était interprété différemment par les docteurs de l'Eglise anglicane, qui n'y virent que le sceau mis par Jésus-Christ à l'apostolat de son disciple en récompense de la confession trois fois répétée, par laquelle il répondit à cette question : *Simon, fils de Jonas, m'aimez-vous ?* et par laquelle il expia son faible

reniement. Les paroles que le Roi avait citées ne s'adressaient pas plus particulièrement à St. Pierre qu'aux autres apôtres ; et personne ne niait que les apôtres, guidés par l'esprit saint, ne fussent infaillibles. Mais ce don, comme bien d'autres, n'était plus, depuis long-temps, le partage de l'Eglise. En fait d'ailleurs, St. Pierre n'exerçait aucune suprématie sur les autres apôtres, autrement St. Paul lui-même aurait méconnu le sens des paroles de notre Sauveur ; car il *résista en face à St. Pierre, parce que Pierre était répréhensible*. Que si Pierre n'exerça aucune suprématie, comment en pourrait-on attribuer une à ses successeurs, dont la vie corrompue s'est le plus souvent mal accordée avec leur prétendue primauté.

Elle ne voyait pas pourquoi l'abus que faisaient quelques personnes de l'Ecriture, serait une raison de l'interdire aux autres. Toutes les sectes, il est vrai, y puisaient, et toutes prétendaient y trouver la confirmation de leurs opinions : mais Jésus, qui sans doute avait prévu cet inconvénient, n'en avait pas moins recommandé aux Juifs d'*étudier les écritures*. Saint Paul prescrivait la lecture publique de ses épîtres dans les Eglises, et il dit dans un endroit : *Je vous écris comme à des gens sages ; jugez vous-même de ce que je vous dis*. Que s'il était permis de *juger* un apôtre, à plus forte raison devait-il l'être de *juger* un docteur or-

dinaire. Sous la loi de Moïse, ce n'étaient pas seulement les scribes et les docteurs de la loi qui assistaient à la lecture de l'Ancien-Testament, mais aussi les femmes et les enfans. Puisque Dieu nous avait créés *raisonnables*, c'était sans doute pour faire usage de cette *raison* qu'il nous a donnée, surtout quand il s'agissait de religion ; c'est-à-dire la chose au monde sur laquelle il nous importait le plus de ne pas nous méprendre. La foi, il est vrai, confondait notre raison, mais ne lui imposait rien de contraire à son essence. Chacun devait chercher à satisfaire les exigences de sa raison en ces matières, autant que cela lui était possible. Notre Sauveur n'avait-il pas eu la condescendance de convaincre Thomas, en lui faisant mettre sa main dans les ouvertures laissées par les clous qui l'attachaient à la croix, au lieu de le renvoyer au témoignage des autres apôtres déjà convaincus ?

Elle ne doutait pas au reste, que si le Roi voulait écouter attentivement les habiles gens qui étaient en grand nombre dans son royaume, ils ne lui ôtassent tous les préjugés fâcheux qu'il avait conçus contre la réformation. Celle d'Angleterre, en particulier, s'était opérée avec le plus grand ordre, et n'avait pas fait un pas que la loi ne sanctionnât aussitôt. Elle s'était proposé pour unique but de s'écarter de l'Église romaine ; autant que celle-ci s'était écartée elle-même de la primitive

église ; et la corruption des siècles présens ne permettait guère d'espérer un succès plus complet que celui qu'on avait obtenu. Elle ne voyait pas comment on pouvait faire à l'Église anglicane un crime des persécutions qu'avaient essuyées les dissidens, puisque les lois faites contre eux étaient émanées de l'autorité civile , et non de l'autorité ecclésiastique , à l'occasion de crimes contre l'État. Le fait était que les ennemis communs des anglicans et des dissidens avaient soufflé la division entre eux, et qu'ils n'avaient que trop bien réussi. Toutefois si Sa Majesté voulait bien prendre la peine de comparer les motifs de séparation d'avec l'Église romaine , communs à tous les protestans , et ceux qui étaient particuliers aux dissidens , par rapport à l'Église anglicane , elle trouverait que les derniers étaient d'une tout autre nature que les premiers.

La princesse finissait par s'excuser de l'avoir entretenu si long-temps des raisons qui la portaient à demeurer convaincue de la vérité de sa religion , dans laquelle elle espérait bien , avec la grâce de Dieu , passer le reste de ses jours ; et comme lui , pleine de confiance dans les paroles de notre Sauveur , elle se disait que les portes de l'Enfer ne prévaudraient pas contre elle , et que Jésus-Christ serait avec elle jusqu'à la fin du monde. Et elle terminait sa lettre, en disant que cette même religion lui prescrivait, avant tout, le

respect filial, et qu'ainsi elle serait toujours sa très-obéissante fille et servante.

Le retour du courrier apporta une réponse du Roi, que je ne vis point. Mais, d'après ce que j'en sus, il se plaisait à remarquer les grands progrès que sa fille avait faits dans les études religieuses : ses occupations ne lui permettaient pas de répliquer en détail aux divers articles de sa longue lettre ; il la priait seulement de lire les livres dont il lui avait déjà parlé, et quelques autres qu'il comptait lui envoyer ; et si elle désirait, pour se mettre encore mieux au courant de ces matières, en causer avec quelqu'un, elle pouvait s'adresser au P. Morgan, jésuite anglais, alors à La Haye.

J'ai cru devoir rapporter avec une extrême exactitude, et presque mot à mot, ces deux lettres. Il est très-rare, on doit en convenir, de voir des personnes de cette qualité discuter de pareilles questions. La lettre du Roi contenait un récit étudié de son changement de religion, tel qu'il le répétait souvent. Peut-être avait-il été préparé à son usage par d'autres. Ce qui est sûr du moins, c'est qu'en y réfléchissant davantage, il en aurait supprimé certains passages maladroits. Sa vie, par exemple, n'était pas assez régulière pour qu'il fût très-aisé de croire à l'impression qu'avait faite sur lui la pureté des mœurs de certains catholiques. La facilité avec laquelle les absolutions

se distribuent dans cette église prouve d'ailleurs davantage contre elle, que ne peut prouver en sa faveur la régularité d'un petit nombre de ses membres. Il était peu honorable de se montrer si sensible au luxe des temples catholiques; et quant aux invectives contre l'Église anglicane, à propos de la rigueur avec laquelle elle a traité les dissidens, elles étaient au moins étranges dans la bouche d'un enfant de l'Église romaine, qui a pris si souvent plaisir à se baigner dans le sang de ce qu'elle appelle des hérétiques : et si ce n'avait été le respect qu'une fille doit à son père, la princesse aurait pu en tirer plus d'avantage dans sa réponse. Telle qu'elle était, cette réponse me confondit. J'avais une haute idée du bon esprit de son auteur, et de ses connaissances théologiques; mais mon attente fut surpassée. Je ressentis une joie extrême de voir une personne si jeune capable d'écrire sur-le-champ, et sans aide, une lettre pleine d'instruction et de solidité; mélange heureux de respect et de fermeté, et qui, sans cesser d'être un modèle de soumission, était faite néanmoins pour dégoûter le Roi d'adresser désormais à sa fille de pareils messages. En repoussant avec cette résolution et cette force un assaut si bien combiné, elle fit voir aux papistes qu'elle entendait sa religion, autant qu'elle la chérissait.

Je parlerai maintenant quelques instans de

moi. J'étais depuis un an établi en Hollande, lorsqu'il me revint de plusieurs côtés, que le Roi m'attaquait sans cesse dans ses conversations, et avec un emportement qui allait jusqu'à l'oubli de sa grandeur. J'avais publié plusieurs lettres, dans lesquelles, à propos de diverses particularités de mes voyages, je dévoilais les manœuvres de la tyrannie et du papisme. Elles furent favorablement accueillies du public, qui les lut avec plaisir : mais en même temps, elles avaient éveillé l'animosité du Roi contre leur auteur.

En me voyant séjourner à La Haye, il en conclut que j'y étais occupé à machiner contre son gouvernement. Sur ces entrefaites, il parut quelques feuilles où l'on critiquait la conduite de l'Angleterre. Leur effet fut immense, à ce qu'il parut. Imprimées en Hollande, elles avaient été envoyées de là, et distribuées dans tous les comtés du royaume. Le Roi, convaincu qu'elles étaient de ma composition, et il est vrai qu'il y en avait quelques-unes, s'irritait de plus en plus ; mais la nouvelle que j'étais sur le point de faire un mariage fort riche, à La Haye, mit le comble à sa fureur. Aussitôt fut formé le projet de le rompre, en m'accusant de haute trahison, pour avoir correspondu avec lord Argyll, et avoir eu des relations avec d'autres proscrits.

Le Roi fit écrire à son avocat en Écosse d'a-

voir à m'intenter une accusation quelconque , plausible ou non plausible. C'en était assez pour faire du bruit , et ce bruit pouvait rompre mon mariage. Un vaisseau parti d'Écosse le jour même où l'ordre de me poursuivre était arrivé , et dont le passage fut très-rapide , m'en apporta la nouvelle , long-temps avant que d'Albeville n'en fût instruit. Je pris les devants , et adressai aux Etats alors assemblés une pétition , tendante à obtenir des lettres de naturalisation , qui m'autorisassent à me marier dans le pays. Ma demande ne souffrit aucune difficulté. Peut-être en eût-elle rencontré , si l'on avait connu les poursuites dirigées contre moi en Ecosse. Désormais la protection des Etats de Hollande m'était acquise. Je jugeai à propos néanmoins de me justifier des faits mis à ma charge , dans quelques lettres que j'adressai au comte de Middleton. Tout en disant dans l'une de ces lettres que , naturalisé en Hollande , mon allégeance se trouvait par cela même transportée du roi d'Angleterre aux États , pendant tout le temps du moins que j'habiterais leur territoire , je disais dans une autre que si l'on me condamnait par contumace , je me croirais peut-être obligé de me justifier , et de faire connaître la part que j'avais eue aux affaires depuis vingt ans ; ce que je ne pourrais faire , je le craignais fort , sans faire bien des révélations qui déplairaient au Roi : tout ce que je souhaitais en con-

séquence, c'était de pouvoir m'en dispenser.

Le cour s'empara avidement de ces deux passages, pour en faire la base de nouvelles poursuites contre moi, enchantée d'avoir un prétexte d'abandonner les premières; car elle savait mieux que personne qu'elles n'étaient susceptibles d'aucun résultat. On prétendit que je m'étais rendu coupable de haute trahison, en disant que mon allégeance se trouvait transportée, par suite de ma naturalisation, du roi d'Angleterre aux États de Hollande; et on établit que c'était indigne-ment outrager mon souverain, que de le menacer, comme j'avais fait, de mes représailles historiques. La première de ces accusations était une violation manifeste du droit des gens; car tout homme qui se fait naturaliser dans un État lui prête serment de fidélité, et puisqu'il ne peut servir deux maîtres à la fois, ni leur vouer une obéissance simultanée, il en résulte évidemment qu'il s'opère, en effet, pour cet homme, une sorte de transport d'allégeance, pour le temps au moins qu'il vit dans sa nouvelle patrie.

L'affaire traîna en longueur, le tribunal tarda plusieurs mois à prononcer son arrêt. Enfin, une sentence de proscription fut rendue contre moi. D'Albeville demanda incontinent aux États mon extradition, avec menace de me faire enlever de force, s'ils ne consentaient à me livrer. Les moyens qu'il comptait employer pour se saisir

de ma personne étaient des plus ridicules; et il en parlait si haut que je compris bientôt qu'il avait moins l'intention de les tenter que de me faire peur. On fit entendre à plusieurs de mes amis de Londres que non-seulement on me laisserait en repos, mais encore qu'on m'avancerait dans l'Eglise, si je voulais le mériter en me rapprochant de la cour. Je restai sourd à ces ouvertures. Je recevais d'autre part avis sur avis que quelques Irlandais au service de Hollande s'exprimaient sur mon compte de la manière la plus brutale. Dieu merci, ces avertissemens ne parvinrent point à m'ébranler. Je persistai donc dans la résolution d'aller droit mon chemin, faisant mon devoir, recherchant toutes les occasions d'être utile au public et à ma patrie, et pour ce qui était de ma sûreté personnelle, m'abandonnant à la Providence qui avait toujours veillé sur moi et fait tourner à mon avantage toutes les machinations de mes ennemis.

Nous voici arrivés à l'année 1688, année à jamais mémorable, par la révolution extraordinaire, inouïe, qu'elle produisit. Cette même année avait été dans le siècle précédent, et tout le monde fit ce rapprochement, celle d'où data la décadence de la monarchie espagnole, et où fut sauvée la Grande-Bretagne d'une invasion qui, si elle avait été aussi heureuse que bien concertée, eût consommé la ruine de la nation. Nos

historiens sont si pleins de tout ce qui concerne la *flotte invincible*, comme l'appelait l'orgueil castillan, qu'il serait superflu d'en rien dire. Un nouveau quatre-vingt-huit fit naître de nouvelles attentes, et les événemens dont cette année fut remplie surpassèrent de beaucoup tout ce qu'on aurait pu s'en promettre.

Je commence par la négociation d'Albeville, après son retour à La Haye. Il avait, avant de s'embarquer, laissé aux États un mémoire sur l'affaire de Bantam, qu'on aurait pu prendre pour le prélude d'une déclaration de guerre. Il y demandait, en termes impérieux, qu'on lui répondît sur-le-champ; le Roi ne pouvant souffrir plus long-temps l'injustice criante qui lui était faite dans cette affaire. D'Albeville avait fait imprimer son mémoire à Amsterdam avant de le communiquer aux États; et, par suite de l'alarme qu'il avait causée dans cette ville, les actions de la compagnie avaient baissé pendant quelques jours; mais elles se relevèrent bientôt, et on assure que d'Albeville profita de ce double mouvement pour faire des profits considérables. On attendait à tout moment la flotte des Indes orientales; en sorte que tous les marchands, qui n'avaient pas oublié les risques qu'avait courus la flotte de Smyrne en 1672, en craignaient de pareils pour celle qui était actuellement en mer, et ne doutaient point que le mé-

moire ne fût une apologie de cette violation du droit des gens préparée d'avance. Ce ne fut néanmoins qu'une terreur panique. Les Etats firent une réponse, en termes plus convenables, mais fermes. Le dernier traité fait avec l'Angleterre portait qu'en cas de difficultés entre les marchands des deux nations, on nommerait des commissaires de part et d'autre pour les terminer. Le roi n'en avait encore choisi aucun : ainsi le délai dont il se plaignait était entièrement sa faute. Leur surprise avait donc été extrême à la lecture du mémoire si hautain qu'ils avaient reçu, puisqu'ils avaient scrupuleusement rempli toutes les conditions du traité. Albeville revint à la charge et présenta un autre mémoire dans lequel il demandait qu'on envoyât des commissaires pour finir la dispute. Ce second *factum* était d'un style plus calme que le premier; mais la chose y était si mal comprise et si mal discutée, qu'on en conclut en Hollande que les ministres du Roi ne connaissaient pas le traité, et n'avaient pas pris la peine de le lire; car, d'après ce traité, et vu l'état présent de l'affaire, c'était au Roi à envoyer des commissaires à La Haye. Les Etats rédigèrent dans ce sens une seconde réponse après laquelle il ne fut plus parlé de rien.

J'étais le sujet de la seconde négociation d'Albeville. J'avais publié une justification de ma

conduite en même temps que mes lettres au comte de Middleton. L'ambassadeur, dans un mémoire *ad hoc*, se plaignait de deux passages de cette justification. Dans l'un, j'avais dit que, comme il était encore trop de bonne heure pour persécuter les gens pour leur religion, il avait fallu que mes ennemis me prêtassent un crime d'État. C'était donner à penser, soutenait Albeville, que le Roi en viendrait un jour à persécuter pour cause de religion. Dans l'autre passage, j'avais insinué que ma vie était menacée par les papistes irlandais : ce qui était injurier le Roi et bien mal reconnaître l'horreur que lui inspiraient les voies lâches et souterraines. Albeville ajoutait que, par les lois anglaises, tous les sujets de Sa Majesté Britannique étaient tenus de se saisir, d'une façon ou d'une autre, de quiconque avait été condamné dans une des cours de justice du royaume; et il demandait en conséquence la punition tant de mon imprimeur que de moi. Mais à son retour à La Haye, comme alors l'arrêt de proscription contre moi était prononcé en Ecosse, il requit, en vertu d'un article du traité, touchant les rebelles ou les fugitifs, que je fusse banni des sept provinces. Il se montrait très-impatient d'avoir une réponse.

Je comparus devant les députés des Etats de Hollande pour leur donner mes explications sur les deux mémoires qui me concernaient. Je fis remar-

quer d'abord qu'ils se contredisaient l'un l'autre. Dans l'un, on demandait aux États de me punir, ce qui était me reconnaître pour leur sujet; dans l'autre on me traitait de rebelle au Roi, comme si la qualité de sujet n'était pas inséparable de rebelle. Quant aux plaintes portées contre moi, j'exposai qu'il était faux que j'eusse désigné le Roi. J'avais dit seulement que mes ennemis ne trouvaient pas qu'il fût temps encore de persécuter pour cause de religion. Or, c'était insinuer qu'ils n'avaient pas pu y déterminer le Roi. Il n'y avait donc que ceux auxquels il ne paraissait pas que la persécution religieuse fût inopportune que mes paroles pussent avoir blessés. Pour ce qui était d'avoir manifesté quelque crainte pour ma vie, j'y étais plus autorisé que jamais, aujourd'hui que l'envoyé avait publiquement déclaré que tout sujet du Roi pouvait arrêter quiconque avait subi une condamnation en Angleterre, et l'arrêter par tous les moyens possibles, ce qui signifiait mort ou vif. Sujet des États de Hollande, comme je l'étais maintenant, naturalisé dans leur pays pour m'y marier, ainsi que chacun le savait, j'osais à mon tour réclamer leur protection. Si j'avais en quelque chose enfreint les lois de ma nouvelle patrie, je me soumettais à tout, et promettais de ne point réclamer contre le jugement qui serait porté contre moi, quelque sévère qu'il pût être. La préten-

tion , renfermée dans les deux mémoires , de me faire passer pour un fugitif et un rebelle , était de tout point mal fondée et inadmissible. Il y avait quatorze ans que j'avais quitté l'Ecosse , et trois que j'étais sorti d'Angleterre avec la permission du Roi. Je vivais publiquement depuis une année à La Haye , et je ne pensais pas y avoir mérité un reproche quelconque. On parlait , il est vrai , d'une sentence prononcée contre moi , mais je n'avais rien à en dire , tant que je n'en aurais pas vu de copie officielle.

Les États furent pleinement satisfaits de mes réponses , et ordonnèrent la rédaction d'un mémoire auquel elles devaient servir de fond. Ils chargèrent en même temps leur ambassadeur à Londres de représenter au Roi à quel point la naturalisation était un droit sacré , que l'intérêt comme l'honneur de chaque État prescrivait de respecter. Ce privilège m'avait été accordé , en considération de ce que j'épousais une personne du pays , et c'était le plus juste de tous les motifs. Si Sa Majesté avait à se plaindre , justice lui serait faite dans leurs tribunaux. Le Roi prit très-mal ces représentations , et prétendit que c'était un affront qu'on lui faisait et une cause légitime de guerre. Cependant , le premier moment de colère passé , il ajouta qu'il ne songeait pas à la déclarer , par la raison qu'il n'y

était point préparé ; il n'ignorait pas du reste, dit-il, l'existence de projets hostiles contre lui, mais il saurait bien s'en défendre, et se tiendrait sur ses gardes. L'ambassadeur lui demanda de laquelle des puissances de l'Europe Sa Majesté se croyait menacée ; mais Jacques ne jugea pas à propos d'en dire davantage. Il se contenta de faire rédiger un autre mémoire contre moi, où l'on revenait à l'article du traité, en passant sous silence la réponse que les États y avaient faite. On s'efforçait d'y établir de plus que, puisqu'ils s'étaient engagés à ne point donner asile aux fugitifs ni aux rebelles, ils devaient tenir parole sans examiner le fondement des sentences rendues contre cesdits rebelles ou fugitifs. La réplique des États fut que les expressions d'un traité devaient être prises dans la signification commune, ou dans celle que leur donne le droit civil, et non selon les formes arbitraires de telle ou telle jurisprudence, où la non comparution, par exemple, pourra entraîner la proscription ou la déclaration de rebelle ; tandis que, dans le langage ordinaire, le mot *rebelle* ne s'entend que d'un homme qui a porté les armes ou conspiré contre son souverain, comme celui de fugitif, d'un homme qui s'est soustrait par la fuite à l'action de la justice. Du reste, l'animosité du Roi contre moi lui fit dire

et faire bien des choses peu honorables pour lui, et où se faisait trop sentir une passion injuste et impuissante.

Je recevais tous les jours de nouveaux avis de prendre garde à moi. On avait persuadé au Roi que, puisque j'étais condamné juridiquement, et que les Etats refusaient de me livrer, rien ne l'empêchait de confier l'exécution de la sentence au zèle de quelques bons serviteurs; et l'on m'écrivit d'Angleterre que cinq mille livres étaient promises à qui m'assassinerait. Un gentilhomme, dont rien ne pouvait faire suspecter la sincérité, me manda qu'il avait vu par hasard dans les bureaux du secrétaire d'État une commission de cette nature toute dressée, à laquelle il ne manquait que la signature. Le nom de l'assassin était en blanc, et la somme marquée était trois mille livres. Ce gentilhomme ajoutait que le prince George avait aussi entendu parler du guet-apens qu'on me préparait, et que ce prince avait prié la personne à laquelle il s'en était ouvert de m'en informer, ce qu'elle faisait par l'intermédiaire de mon correspondant. Le Roi consulta Jefferies sur les moyens extra-légaux de m'atteindre, puisque j'étais hors de la portée ordinaire de la justice. Le chancelier répondit que ce n'était pas chose facile de me serrer de plus près qu'on n'avait déjà fait. Il parla ensuite à Kirk de cette conversation, en l'engageant de me la faire con-

naître; car le Roi lui paraissait résolu d'en venir aux extrémités, et il en était à mendier l'opinion d'un homme de loi qui justifiait l'usage de quelque méthode violente et irrégulière à mon égard. Je reçus des avertissemens de ce genre de tant d'endroits différens, que je finis par conclure qu'on avait laissé à dessein transpirer le projet de se défaire de moi, pour m'amener par la peur à quelque acte honteux de soumission, ou du moins pour me forcer au silence. Mais je me contentai de sortir un peu moins de chez moi, et d'user de quelques précautions de plus qu'à l'ordinaire. Je remercie Dieu d'ailleurs de la résignation qu'il m'inspira et de la facilité avec laquelle je fis le sacrifice de ma vie à la volonté divine. Je connaissais mon innocence et les raisons de tout le mal qu'on me voulait. Je puis dire même que je ne sentis jamais mon âme dans un calme plus parfait, ni dans mon esprit une plus pure sérénité qu'au milieu de ces menaces et des alarmes que tous mes amis concevaient à mon sujet.

Peu après l'époque dont je parle, fut imprimée une lettre de Fagel, le Pensionnaire de Hollande. Elle me ramène à quelques faits qui appartiennent à l'année précédente. Un certain Steward, légiste écossais, homme d'un talent remarquable, mais d'une aussi grande ambition, avait abandonné sa profession plutôt que d'abjurer le

covenant. Une conduite si ferme lui valut l'estime et la confiance de l'opposition dont il fut un des agens les plus actifs. Le Roi le regardait comme l'âme de tous les complots, qui avaient tenu la cour en haleine depuis vingt ans, et en particulier de la révolte d'Argyle. Penn l'engagea à revenir en Angleterre, où il lui promit que non-seulement le Roi le traiterait bien, mais lui donnerait une grande part dans sa confiance. Avant de s'embarquer, car il était à La Haye, Steward alla trouver le prince d'Orange et lui fit de grandes protestations d'un attachement inviolable à lui et à leur cause commune, celle de la religion et de la liberté. Il vivait familièrement avec le Pensionnaire qui se confiait fort en lui. A son arrivée à la cour, il y reçut des caresses qui étonnèrent tous ceux dont il était connu. Il fallait qu'il crût le Roi sincère et uniquement occupé du dessein d'établir une entière liberté de conscience, comme ce prince en faisait semblant, ou qu'il ne jugeât pas convenable qu'un homme qui avait été si long-temps en disgrâce, répondît par de la défiance aux avances de son souverain. Quoi qu'il en soit, il promit au Roi de faire tout au monde pour seconder ses vues en Ecosse et de les présenter à La Haye sous le jour le plus propre à les faire approuver du prince.

Steward commença par écrire au Pensionnaire plusieurs lettres, dans lesquelles il le pressait vi-

vement, au nom du Roi et à son instigation, d'obtenir l'assentiment du Stathouder à la révocation des lois pénales. Les catholiques, disait-il, étaient en trop petit nombre pour être formidables. Et, quant aux dissidens protestans, que n'avaient-ils pas souffert des rigueurs auxquelles ils avaient été exposés. Le Roi, cependant, était résolu à ne pas adoucir ces rigueurs, à moins que les *tests* ne fussent abolis en même temps. En se refusant à cet arrangement, on s'exposait donc à voir renaître en d'autres temps une nouvelle persécution plus violente que la première. Steward voyant qu'il perdait son temps à écrire à Fagel, de qui il ne recevait aucune réponse, voulut tenter s'il réussirait mieux en Écosse; mais il y trouva ses anciens amis peu disposés à l'écouter, et convaincus que la cour l'avait entièrement séduit.

Le Pensionnaire montra toutes ces lettres au prince d'Orange. Elles me furent aussi communiquées. Le prince jugea qu'une réponse, rédigée avec assez de soin pour être publiée comme une déclaration de ses sentimens, pourrait lui être très-utile, surtout dans les cours catholiques, disposées en général à s'allier avec lui contre la France; mais il fut retenu par l'idée que lui et son parti d'Angleterre ne pensaient qu'à y exterminer les catholiques. En conséquence Fagel composa une longue lettre à Steward, que je traduisis en anglais.

Elle commençait par de grandes assurances du respect profond que le prince et la princesse portaient au Roi ; ils étaient l'un et l'autre ennemis de toute persécution religieuse , et donnaient volontiers les mains à ce qu'on adoucît les lois faites contre les catholiques , et à ce qu'ils pussent en leur particulier jouir du libre exercice de leur culte. Ils approuvaient aussi l'idée d'une tolérance sans restriction pour les dissidens ; mais il n'en était pas de même des lois qui ne tendaient qu'à la conservation de la religion protestante , des lois telles , par exemple , que les tests , qui n'infligeaient point de châtiment , et ne faisaient , après tout , qu'exclure les papistes des emplois , mesure qui n'avait rien de fort rigoureux. De telles précautions s'observaient dans tous les pays , et elles étaient maintenant indispensables en Angleterre au maintien de la paix publique et de la religion établie : que si les papistes étaient trop peu nombreux pour être formidables , il n'était pas raisonnable d'opérer un grand changement dans les lois du royaume pour si peu de monde ; et si ce petit nombre de catholiques entendaient assez mal leurs intérêts pour persuader au Roi de ne pas se contenter de l'abolition des lois pénales , et pour vouloir à toute force participer aux charges et aux emplois comme les autres , leur ambition était le seul obstacle aux dispositions bienveillantes où l'on était à leur

égard. Le style de cette lettre était partout énergique ; et le zèle du prince et de la princesse pour la religion protestante ressortait si vivement à chaque passage , que le Roi ne pouvait en être que très-blessé. Steward la lui porta , et ce prince la communiqua au conseil privé. Mais elle ne donna lieu à aucune décision. Steward eut ordre de répondre seulement que le Roi voulait tout ou rien. Tous les papistes laïques du royaume , qui n'étaient point dans les intrigues de leurs prêtres , sollicitèrent instamment Jacques de se relâcher sur le test , et d'accepter la révocation des lois pénales qui suffisaient à leur sûreté pour l'avenir. L'empereur trouvait aussi les propositions du prince très-admissibles , et il promit de se servir de son crédit à Rome pour engager le Pape à presser le roi d'Angleterre de s'y rendre en attendant mieux ; mais je ne sais s'il tint parole. En tout cas , son intervention ne se manifesta par aucun résultat. Jacques était entièrement à la disposition des jésuites et de l'ambassadeur de France.

Le père Peter, depuis long-temps confident intime de ce prince , fut élevé à la dignité de conseiller privé , et le bruit courut que le Roi était résolu d'obtenir pour lui le chapeau de cardinal , et de le nommer ensuite archevêque d'York. Il est vrai que le Pape , ajoutait-on , se refusait obstinément à cette promotion. Mais la cour es-

pérait que l'importunité viendrait tôt ou tard à bout de ce pontife, ou que du moins son successeur serait plus traitable. Le Roi cependant, pour ne pas trop mécontenter les prêtres séculiers, parut employer beaucoup l'évêque Leyburn, que le cardinal Howard lui avait envoyé, mais ne lui laissa pas prendre d'influence réelle dans le conseil. Il existait, en effet, entre les prêtres séculiers et les jésuites une sourde mésintelligence qui menaçait tous les jours d'éclater. La partie n'était pas égale : le Roi était entièrement dévoué à ces derniers. Il y eut, outre celui dont je viens de parler, trois autres évêques consacrés à Rome pour l'Angleterre. Ces quatre prélats se mirent, par les ordres du Roi, à faire le tour du royaume pour donner la confirmation et exercer leurs autres fonctions épiscopales. Partout un grand nombre de personnes s'assemblaient autour d'eux.

Les jésuites se flattaient que rien désormais n'était capable de faire échouer leurs projets. Ils avaient si bien inspiré cette confiance à un de leurs plus méprisables instrumens, Albeville, qu'à son retour à La Haye, il y apporta une présomption qui lui fit débiter quantité de choses qu'un homme plus sage aurait tues, les eût-il pensées. Un jour que le prince parlait des promesses que le Roi avait faites, et du serment qu'il avait prêté de respecter les lois et de main-

tenir l'Eglise établie; Albeville, au lieu d'assurer que son maître tenait sa parole, dit qu'il y avait des occasions où le devoir des souverains était d'oublier leurs promesses. Son Altesse disait une autre fois que le Roi devrait ménager davantage l'Eglise anglicane, qui composait après tout le corps de la nation. « Ce corps que vous appelez Eglise anglicane, reprit l'envoyé, n'aura pas deux ans d'existence. » C'est ainsi qu'il divulgait trop tôt les projets de la cour; et en même temps, sa conduite diplomatique était si misérable, qu'il devint la fable de La Haye. Les ministres étrangers, sans excepter M. D'Avaux, l'ambassadeur de France, avaient autant de peine à supporter qu'à colorer ses sottises qui se renouvelaient sans cesse.

On ne sait pas ce qu'il écrivit en Angleterre après ses premières audiences : quoi qu'il en soit le bruit se répandit bientôt dans le royaume que le prince et la princesse avaient enfin consenti, non-seulement à la révocation des lois pénales, mais aussi à celles des tests. La nouvelle en arriva à La Haye de différens côtés. Le Stathouder, pour prévenir le mauvais effet d'un semblable bruit, fit imprimer la lettre du Pensionnaire à Steward. Elle fut distribuée dans tous les comtés à un très-grand nombre d'exemplaires; et y causa une joie universelle. Les dissidens se virent tranquilles sur ses intentions à leur égard. Les an-

glicans redoublèrent de zèle pour le maintien des tests. Les papistes laïques eux-mêmes en parurent si satisfaits, qu'ils se plainquirent très-haut de l'opiniâtreté des prêtres ambitieux, et des courtisans avides qui, plutôt que de renoncer aux combinaisons de leur avarice et de leur orgueil, les laissaient exposés aux rigueurs des lois pénales, lorsqu'ils auraient pu les en affranchir. Mais il n'était pas facile de juger si c'était là l'expression sincère de leurs sentimens, ou seulement un artifice de leur part pour faire croire à leur modération. La cour sentit le tort extrême que lui faisait la lettre de Fagel. Elle espéra d'abord la neutraliser en la traitant d'imposture. Mais quand une seconde lettre du Pensionnaire eut rendu évidente l'authenticité de la première, le Roi se livra aux plus sévères et indécentes récriminations contre le prince d'Orange, non-seulement en présence de toute la cour, mais aussi des ministres étrangers ; et trouvant encore trop resserré le cercle où sa colère avait éclaté, il voulut en donner des marques que le monde entier pût connaître.

Les Etats avaient à leur service trois régimens anglais, et trois écossais. Quelques uns de ces régimens dataient déjà de loin et n'avaient point cessé d'être à la solde de la république, même pendant les deux guerres du règne précédent. Les autres avaient été levés depuis la

paix de 1673, mais il n'avait point été stipulé que le Roi fût maître de les rappeler quand il voudrait. Il n'avait fait que les emprunter lors des invasions de Monmouth et d'Argyle. Quelques villes de Hollande étaient si mal disposées pour lui, et si bien pour les révoltés, que le prince d'Orange avait eu quelque peine à obtenir des États que ces régimens fussent mis à la disposition de son beau-père. Il y avait plusieurs catholiques dans ce corps, attendu que, conformément à la marche que suivaient les États dans l'organisation de leurs troupes, ils y étaient sur le même pied que les protestans. Le Roi leur avait montré, pendant qu'ils étaient en Angleterre, une faveur si particulière, qu'à leur retour en Hollande ils s'étaient livrés à l'esprit de faction : ce qui avait excité beaucoup de désordre dans les régimens dont ils faisaient partie. Le prince en était inquiet : en cas de rupture avec le Roi, il ne voyait ni comment se reposer sur leur fidélité, ni comment se débarrasser d'eux. Jacques le tira d'embarras en écrivant aux États pour qu'ils eussent à lui renvoyer les six régimens en question.

Cette demande fut faite à l'improviste, sans ouvertures préalables aux États pour savoir s'ils y acquiesceraient, comme sans insinuations aux officiers pour les engager à demander la permis-

sion de revenir dans leur pays. Les Etats soutinrent que les régimens réclamés leur appartenaient, puisqu'ils avaient été levés aux frais de la république, sans condition d'aucun genre, et déclarèrent qu'en conséquence ils les gardaient à leur service. Mais ils donnèrent l'ordre en même temps de délivrer le congé définitif à tout officier qui le demanderait. Trente ou quarante le demandèrent et l'obtinent. Le prince se vit défait par là de quelques brouillons qui, depuis quelques années, s'étaient comportés comme ennemis de l'Etat plutôt qu'en loyaux militaires à sa solde. Après cette épuration, dont le Stathouder fut redevable au roi Jacques, les six régimens furent mis sur un si bon pied, que le prince put compter désormais sur eux comme sur ses meilleures troupes.

Il était sans cesse question d'assembler un parlement, et ce projet était abandonné sans cesse. Il n'était pas facile de prévoir à quoi aboutiraient ces continuelles incertitudes. Le père Peter avait gagné un tel ascendant, qu'il était regardé comme premier ministre. Le nonce sollicita le Roi d'offrir sa médiation entre la cour de Rome et celle de France. Mais Jacques répondit que, puisque le Pape lui refusait la promotion du père Peter au cardinalat, il laisserait Sa Sainteté se tirer seule de son mieux de l'embarras où elle s'était mise. Ce prince se flattait que le Pape ne

se sentirait pas plutôt en danger , qu'il implorerait sa protection et ferait tout pour l'obtenir. Cependant le jésuite donnait tous les jours de nouvelles preuves de son ignorance et de son emportement. Il ne lui manquait aucune des qualités qui convenaient à l'homme dont l'élévation paraissait avoir pour but de mettre en combustion les trois royaumes , et de pousser dans le précipice le Roi et tout son parti.

Vers la fin d'avril, le Roi fit publier une seconde fois la déclaration de l'année précédente, au sujet de la liberté de conscience, avec la clause additionnelle que rien ne l'en ferait départir, et qu'il était résolu de n'employer que ceux qui se joindraient à lui pour la maintenir. Il promettait en même temps la convocation d'un parlement pour le mois de novembre. On s'étonna de le voir prendre cet engagement si long-temps d'avance. Le père Peter et Penn le lui avaient également conseillé, quoique dans des vues bien différentes. Le dernier et tout ce qu'il avait d'agens conservaient encore quelque espérance que le parlement pourrait s'entendre avec le Roi , si ce prince n'en retardait pas trop la convocation; tandis qu'en la différant, le gouvernement indisposait de plus en plus la nation, qui bientôt se persuaderait qu'on ne lui en parlait de temps à autre que pour l'amuser, et jusqu'à ce que d'autres projets fussent venus à maturité.

D'autre part, le père Peter et sa cabale sentaient que le Roi, dans l'attente d'un parlement avec qui il lui serait possible de marcher ; répugnait à mettre à exécution plusieurs de leurs projets ; et que la crainte de causer de nouveaux mécontentemens qui déjoueraient cette espérance, le rendait d'une timidité excessive. Ils se reprochaient le temps perdu et la lenteur de leurs projets. Ils commençaient à craindre que les régulateurs, qui les comblaient à la vérité de belles paroles ; mais qui ne cessaient de leur demander du temps et de l'argent, jaloux de jouir le plus long-temps possible du crédit et des appointemens attachés à leur commission, ne songeassent plutôt à les amuser par des longueurs qu'à travailler efficacement à la consommation de la grande œuvre, et que dès lors ils ne trahissent les véritables intentions de Jacques. En conséquence le père Peter crut devoir précipiter le dénouement, et conseiller au Roi la convocation d'un parlement, dans l'idée que le parti extrême ne coûterait plus rien à ce prince sitôt qu'il aurait compris qu'il n'y avait rien à attendre des voies parlementaires.

Le Roi ne se contenta pas de publier sa déclaration : il voulut encore obliger le clergé à la lire en chaire les jours de service divin. On put se convaincre alors de l'abus dont était susceptible la proposition officieuse de Sancroft au roi

Charles , de faire lire dans les Eglises sa déclaration de 1681 , après la dissolution du parlement d'Oxford. Le conseil chargea les évêques d'envoyer à chaque curé des copies de la déclaration , et d'en prescrire la lecture deux dimanches de suite.

Cet ordre embarrassa fort le clergé , qui se divisa d'abord sur la question de savoir s'il devait l'exécuter : Quelques uns même des plus sages et des plus honnêtes éprouvèrent une sorte de perplexité. Ils tinrent plusieurs assemblées , où ils discutèrent longuement la chose dans Londres et les environs. D'un côté on disait qu'on aigrirait le Roi par un refus , et qu'une désobéissance formelle les exposerait à des poursuites : il ne paraissait pas raisonnable de courir un aussi grand risque pour une bagatelle qui ne valait certainement pas les suites que pourrait avoir une rupture ouverte avec la cour. La lecture qui leur était demandée n'impliquait nullement l'approbation du fond , et n'était autre chose que la publication d'un acte du souverain : on pouvait d'ailleurs , pour lever toute difficulté , déclarer qu'on l'entendait ainsi. D'autres pensaient que la cour , en les forçant ainsi à lire cette déclaration , ne se proposait d'autre but que de les rendre odieux et méprisables à toute la nation. Pousser si loin la complaisance , c'était encourager la haute noblesse et les gentilshommes

à ne point mettre de bornes à la leur : obéir dans cette occasion, c'était avouer qu'avec cette réserve, que lire n'est point approuver, ils étaient tenus de publier toutes les déclarations du gouvernement; et il ne leur serait plus permis d'en refuser aucune. Le Roi serait libre avec le temps de faire des déclarations en faveur des doctrines du papisme, et de les obliger à les lire : en un mot, il était temps ou jamais de commencer une résistance inévitable. Il semblait donc nécessaire, ajoutait-on, de s'imposer la règle de ne jamais publier en chaire que ce qui serait d'accord avec leur conscience; restait à savoir si la tolérance était une chose bonne en soi et importante : or, maintenant la déclaration qui la promulguait était fondée en principe sur le droit de *dispenser des lois*, que le Roi s'arrogeait, et qui ne tendait à rien moins qu'à la subversion totale de notre gouvernement, puisque de légal qu'il était, il le changeait en arbitraire; de plus, elle établissait une liberté de culte si illimitée par la suppression de toute loi pénale, sans exception, en matière religieuse, que le paganisme lui-même pourrait être impunément professé. Leur imposer la lecture publique d'une telle déclaration ne pouvait avoir pour but, encore une fois, que de les rendre ridicules en les forçant à être les artisans de leur propre ruine. Quant au danger prétendu auquel

ils s'exposaient, n'était-il pas évident qu'ils ne feraient tout au plus que le hâter? car leur perte était jurée, et tous leurs efforts pour la prévenir seraient superflus, à moins de sacrifier lâchement leur religion à des intérêts terrestres : fallait-il la retarder d'un ou deux ans en achetant ce délai par une bassesse? Ne valait-il pas mieux se préparer dès à présent à une persécution inévitable, plutôt que de s'y soustraire provisoirement en perdant l'affection de leurs partisans et l'estime de leurs ennemis?

Ces considérations prévalurent, et il fut résolu que la déclaration ne serait point lue dans les églises. Le clergé comprit de quelle importance il était d'être unanime dans cette détermination. Agir, les uns d'une façon, les autres d'une autre, eût été funeste pour tous; car si une portion du clergé, assez notable pour se qualifier d'Eglise anglicane, avait pris le parti d'obéir, et qu'une autre portion, quelque recommandable qu'elle fût d'ailleurs, eût résisté aux ordres de la cour, celle-ci n'en aurait pas moins prétendu n'avoir rien fait qu'avec l'assentiment du corps de l'Eglise, pour poursuivre ensuite sans rémission les réfractaires, et détruire ainsi une moitié de l'Eglise par l'autre. Ceux cependant qui auraient cédé, séparés des plus éminens de leurs confrères, et tombés dans le dernier mépris par suite de leur complaisance même, seraient incapables de soutenir la reli-

gion établie. C'est bien en effet sur cette division du clergé que la cour fondait ses espérances. Elle s'était flattée que le plus grand nombre obéirait, et qu'elle aurait dans la révolte des autres un prétexte spécieux pour chasser de leurs bénéfices les ecclésiastiques les plus capables d'être un obstacle à ses projets, par leur savoir et leur crédit.

Le peu d'évêques qui n'eurent pas honte de trahir l'Eglise, convaincus que les choses se passeraient ainsi, l'avaient si bien persuadé au Roi qu'il ne doutait pas que l'événement ne répondît à ses vœux. Cependant les principaux meneurs du parti épiscopal ménagèrent si bien leur correspondance avec les provinces, que tout le clergé avait été informé de la résolution prise dans les réunions dont nous avons parlé, et avait donné parole d'y souscrire, sans que la cour fût avertie du parfait accord qu'il y aurait dans leur résistance.

L'archevêque de Cantorbéry, Sancroft, résolut de se comporter dans cette occasion d'une manière digne de son parti et de son caractère. Il écrivit à tous les évêques de son ressort de se rendre auprès de lui, pour se consulter ensemble sur la conduite qu'ils avaient à tenir, et il pria ceux que leur âge ou leurs infirmités empêcheraient de répondre à son appel, de lui envoyer leur avis. Il se trouva que dix-huit évêques, et

la presque totalité du clergé inférieur, étaient du sentiment de ne point faire lire la déclaration. Sancroft, d'accord avec six évêques, prit donc le parti d'exposer au Roi, dans une remontrance, les raisons qui les déterminaient à ne point se conformer aux ordres qu'ils avaient reçus du conseil. Ce n'était de leur part, y disaient-ils, ni manque de respect pour l'autorité royale, ni mécontentement de voir adoucir la condition des dissidens, en faveur desquels ils étaient eux-mêmes prêts à se relâcher, autant que le parlement et une assemblée générale du clergé le jugeraient convenable, après un mûr examen; mais la déclaration dont il s'agissait était fondée sur un *droit de dispenser des lois*, déclaré illégal par le parlement en 1662 et 1672, et au commencement du règne même du Roi actuel : elle touchait d'ailleurs à des intérêts si graves, à la fois politiques et religieux, qu'ils ne pouvaient en honneur, ni en conscience, ni même selon les règles de la prudence, prendre la responsabilité de publier deux dimanches de suite une telle déclaration, dans la maison de Dieu, et pendant le service divin.

Comme l'archevêque était pour lors malade, il envoya au Roi cette remontrance par les six évêques, après l'avoir signée. La surprise du Roi fut encore plus grande que sa colère, tant il était flatté et trompé par ses espions. Une his-

toire que Cartwright, évêque de Chester, avait crue avec trop de facilité, et qu'il s'était hâté de rapporter au Roi avec la même bonhomie, avait contribué à entretenir ce prince dans ses illusions. C'était que les six évêques voulaient seulement représenter à Sa Majesté que des ordres du genre de ceux qu'on venait de leur transmettre étaient ordinairement adressés à leurs chanceliers, et qu'ils comptaient le supplier de ne rien changer à cet usage. Ils espéraient par là, disait-on, se tirer de l'embarras où ils se trouvaient. Cette nouvelle fut très-agréable à la cour, et valut aux prélats une prompte admission; car ils avaient si bien gardé le secret de leur détermination, que rien n'en avait transpiré avant le jour de leur audience. Aussi le Roi n'eut pas plutôt entendu leur remontrance, et vus sa méprise, qu'il les traita avec la dernière hauteur. Il leur dit qu'il était leur Roi, qu'il voulait être obéi, et qu'il leur apprendrait à quoi on s'exposait en lui désobéissant. Les six évêques, porteurs de la remontrance, étaient ceux de saint Asaph, d'Ely, de Bath et Wells, de Peterborough, de Chichester et de Bristol. Ces mots, la volonté de Dieu soit faite! furent toute leur réponse; et ils sortirent de la cour comme en triomphe. On en était enfin venu au moment décisif, et la lutte était engagée entre la cour et les évêques. Aussi chacun était dans une grande attente de la marche et de l'issue de cette

affaire, également propre à faire connaître à fond les desseins de la cour et l'état réel des esprits.

Le Roi employa quelques jours à consulter, sur ce qu'il avait à faire, tous ceux qui l'approchaient, quelle que fût d'ailleurs leur croyance. Lob, homme éminent entre les non-conformistes, mais entièrement vendu à la cour, lui conseilla d'envoyer les prélats à la Tour. Le père Peter ne se possédait pas de joie en voyant enfin son maître à la veille d'une rupture ouverte avec l'Eglise anglicane; et le bruit courut alors qu'il avait été jusqu'à dire, dans un langage aussi indécent que brutal, que les évêques allaient enfin manger leurs propres ordures. Les incertitudes de Jacques continuaient cependant. Quelques catholiques modérés le pressaient de se désister de sa prétention, puisque le clergé en masse montrait la résolution de ne pas s'y conformer. Il n'y eut en effet qu'un bien petit nombre d'ecclésiastiques qui obéirent, et encore était-ce des gens sans crédit ni considération. Londres n'en fournit que sept, et il n'y en eut pas deux cents sur toute la surface de l'Angleterre. Encore quelques-uns lurent-ils la déclaration le premier dimanche, et eurent-ils changé d'avis au second. D'autres, tout en obéissant, manifestèrent hautement leur désapprobation. Un curé, plus enjoué que grave, dit à ses paroissiens que, s'il était obligé de leur

lire ladite déclaration, ils n'étaient pas obligés de l'entendre; et, en conséquence, après avoir gardé le silence jusqu'à ce qu'ils fussent tous sortis, il la lut aux murailles. En plusieurs endroits, les assistans se mirent d'eux-mêmes à quitter l'église, dès que le ministre entama la lecture prescrite.

Le Roi n'oublia rien pour encourager ceux qui avaient montré de la complaisance. Parker, évêque d'Oxford, mourut vers cette époque. Il avait publié, contre les tests, un livre écrit avec la plus grossière violence, et plein de la plus révoltante partialité. Je n'en donnerai qu'un exemple. Après des réflexions fort malveillantes sur la conspi-
ration papiste, et les dépositions d'Oates, il appelait le test, *le sacrement de la scélératesse oatésiennne*. Il traitait, dans le même ouvrage, le parlement, auteur de cette forme de serment, avec un mépris, dont aucun écrivain catholique n'avait encore osé risquer l'expression. Il s'y efforçait enfin de défendre le dogme de la transsubstantiation, et de décharger l'Église romaine du reproche d'idolâtrie. De telles infamies dégoutèrent si bien de Parker ceux-là même sur lesquels il n'avait jusque-là que trop agi, qu'il en mourut de chagrin. On me pria de réfuter son livre avec une juste sévérité, et je le fis avec une âpreté de style, inexcusable dans d'autres circonstances, et avec un autre homme. Le bruit

courut que le Roi ayant entendu dire que personne n'avait osé lui communiquer mon écrit, prit lui-même la peine de le lui envoyer, dans l'espoir de l'exaspérer et de l'engager à y répondre. L'impression en fut vive en effet, car on crut qu'elle avait hâté sa mort, qui arriva la semaine d'après : c'était un des plus mauvais hommes que j'aie connus. Un certain Hall, conformiste de Londres, qui passait même pour être à moitié presbytérien, fut nommé son successeur à l'évêché d'Oxford, en récompense de ce qu'il avait lu la déclaration. Dans ce même temps, les membres intrus du collège de la Magdeleine choisirent pour président, sur un *mandamus* du Roi, un des évêques papistes. L'indignation que le public et le clergé manifestèrent hautement dans cette occasion, prouva que le Roi avait à combattre, non-seulement les sept évêques, mais la nation tout entière, ecclésiastiques et laïques.

Les avis pleins de violence du père Peter et du parti jésuite s'accordaient si bien avec le caractère ardent et passionné du Roi, qu'ils ne pouvaient manquer de prévaloir sur les avertissemens plus modérés qu'il avait reçus de toutes parts. Cependant, avant que de porter l'affaire au conseil, il eut le soin de s'assurer secrètement de tous les membres; en sorte que ce ne fut qu'au bout de quinze jours que les prélats furent sommés de comparaître. On leur présenta d'a-

bord la remontrance en leur demandant s'ils en connaissaient les auteurs. Ils répondirent qu'il paraissait qu'on avait l'intention de leur en faire un crime, et qu'ils espéraient que le Roi n'exigeait pas d'eux cet aveu, pour en tirer ensuite parti contre eux. Après cette sorte de réserve, ils reconnurent la pièce pour leur ouvrage. Le conseil leur reprocha ensuite de l'avoir publiée, car elle était imprimée. Mais ils nièrent absolument avoir eu la moindre part à l'impression. L'archevêque, dirent-ils, avait écrit la remontrance tout entière de sa propre main, sans vouloir même s'en rapporter à personne du soin de la transcrire; en sorte que le brouillon, car il est bien vrai qu'il en existait un et que leurs signatures n'étaient apposées que sur une copie, n'était pas sorti de ses mains, et de plus il n'avait été montré à qui que ce soit. Ce n'était donc pas eux qui avaient donné la remontrance à l'imprimeur : ce ne pouvait être que quelqu'un de ceux à qui le Roi l'avait donnée à lire.

Le conseil requit les sept prélats de donner caution qu'ils se présenteraient devant la cour du banc du Roi, pour y répondre à une accusation criminelle intentée contre eux. Ils s'y refusèrent, alléguant qu'en qualité de pairs ils étaient dispensés de cette formalité; et, sur leur refus, ils furent sur-le-champ envoyés à la Tour, en vertu d'un ordre signé de tout

le conseil, à l'exception du père Peter, dont le Roi ne voulut pas que le nom parût avec les autres. Cet acte mit toute la ville dans une fermentation dont il n'y avait pas d'exemple de mémoire d'homme. Les évêques furent conduits à la Tour par eau; pendant leur passage, les bords de la Tamise étaient couverts d'une foule innombrable qui s'agenouillait pour demander leur bénédiction, et qui faisait retentir l'air de ses cris et des vœux qu'elle adressait au ciel pour leur délivrance. Les soldats et les officiers de la Tour leur prodiguèrent des démonstrations semblables. Une consternation universelle se liait sur toutes les figures. Rien de tout cela ne fit effet sur le Roi. L'accouchement prétendu de la Reine, qui arriva deux jours après, lui fournit cependant une belle occasion d'accorder un pardon général sous prétexte de célébrer un si beau jour. Ceux d'entre les papistes qui avaient toujours affecté un air de modération se vantaient même d'avoir mis tout en œuvre pour l'y déterminer. Mais il fut inflexible, disant que son autorité tomberait dans le mépris s'il laissait impuni un pareil outrage.

Une semaine après leur emprisonnement, les évêques furent amenés, au moyen d'un *habeas corpus*, à la barre du banc du Roi, où leurs avocats offrirent de prouver qu'ils avaient été victimes d'une arrestation arbitraire; mais le tri-

bunal la déclara légale. Il les requit ensuite, de s'engager par une faible caution à se représenter dans quinze jours. On les relâcha ensuite.

Des gens de toutes les conditions se firent un devoir d'aller visiter ces courageux confesseurs de leur foi. A mesure que les uns sortaient, d'autres entraient à leur place. Le jour de leur comparution devant le tribunal, l'assistance avait été des plus solennelles. Plus de trente gentilshommes de la première distinction les avaient accompagnés chez eux. Des cris d'allégresse avaient retenti dans les rues jusqu'au soir, et toute la nuit avait été éclairée par des feux de joie.

Au jour fixé pour commencer leur procès, le concours de peuple fut immense dans la grand'salle de Westminster, et sur toutes les places environnantes. Tous les regards peignaient l'anxiété la plus vive. L'armée elle-même, qui était campée à Hounslow-Heath, montra tant de penchant à se mutiner que le Roi s'en alarma sérieusement. Cependant le procès s'entama. L'accusation était principalement dirigée par William Williams. Orateur de la chambre des communes dans deux parlemens consécutifs, il s'y était montré un des plus zélés partisans de l'exclusion. Depuis, il avait, pendant plusieurs années, plaidé contre la cour toutes les causes qui s'étaient présentées avec une rare audace. Mais par malheur c'était un homme corrompu, vicieux, sans prin-

cipes et ne connaissant d'autre mobile que son intérêt. Sawyer l'attorney général, qui servait depuis long-temps les projets de la cour avec une complaisance et une bassesse qu'on eût cru sans bornes, s'étant fait néanmoins un scrupule de soutenir le pouvoir dispensateur, fut déposé de son emploi. Powis fut mis à sa place, et Williams fut élevé aux fonctions desolliciteur général. Powis se comporta durant tout le cours du procès avec toute l'équité que pouvait lui permettre son poste. Mais Williams se donna carrière de la manière la plus inconvenante. Il prit facilement ses avantages sur Sawyer et sur Finch, qui figuraient l'un et l'autre parmi les avocats des évêques, en faisant sans cesse allusion aux diverses poursuites qu'ils avaient soutenues dans le sens de la cour. On ne put venir à bout néanmoins de prouver que les prélats eussent véritablement signé la remontrance, et il fallut se prévaloir de l'aveu qu'ils en avaient fait devant le conseil, ce qui causa une indignation générale; car enfin c'était en confidence, c'était en se fiant à l'honneur du Roi qu'ils lui avaient fait cet aveu, et il semblait qu'il y avait de la perfidie à s'en servir contre eux, bien qu'on ne leur eût fait aucune promesse formelle à cet égard. On ne leur prouva pas non plus qu'ils fussent les auteurs de la publication, et c'était là cependant le chef important de l'accusation. Finalement, elle se réduisit au seul

fait d'avoir présenté la remontrance au Roi, et à l'aveu qu'ils avaient fait qu'elle était leur ouvrage. Or, les juges, ceux-là même qui étaient les plus dévoués à la cour, ne trouvaient pas qu'il y eût là de quoi motiver une condamnation.

Un des principaux moyens employés contre les évêques était de présenter leur remontrance comme un libelle tendant à diffamer le gouvernement du Roi. A cela, ils répondaient qu'ayant reçu un ordre auquel leur conscience les avait empêchés de se conformer, ils s'étaient crus obligés, en qualité d'évêques et de sujets de Sa Majesté, de lui exposer les raisons de cette désobéissance. Tout citoyen anglais jouissait du droit de pétition et de remontrance à son souverain : comme pairs, comme membres du grand conseil du royaume, ils étaient investis de ce droit d'une manière toute particulière. Bien plus, ce qui n'était qu'un droit en matière civile, était pour eux, en matière religieuse, un devoir, depuis que l'acte d'uniformité fait sous le règne de la reine Élisabeth, les chargeait, sous peine de malédiction, de veiller au maintien de la religion établie. Quant au pouvoir de dispenser de l'observation des lois, il avait souvent été débattu au parlement et toujours déclaré contraire à nos institutions. Le feu roi avait même été contraint de céder sur ce point, en révoquant une

déclaration où il se l'attribuait. Ils s'étaient donc crus suffisamment autorisés à la démarche qu'ils avaient faite. Les débats ramenèrent souvent l'occasion de combattre le pouvoir dispensateur. Les avocats du Roi répliquaient que les votes d'une chambre, ou même des deux, n'avaient force de loi qu'autant que le roi y avait souscrit; que Charles avait pu céder sur un des points de sa prérogative sans l'abandonner, et qu'il n'y avait renoncé que provisoirement. Ils appuyèrent beaucoup sur le caractère sacré de l'autorité royale, soutinrent qu'un écrit peut ne contenir que des faits véritables et cependant être un libelle, que les deux chambres assemblées en parlement avaient, il est vrai, le droit d'adresser au Roi des remontrances sur les actes de son gouvernement, mais que hors du parlement une pareille démarche était séditieuse.

L'audience dura plus de dix heures. Le peuple assemblé en foule attendit tout le jour l'événement. L'intérêt qu'il portait aux évêques était tel que les témoins qui avaient parlé contre eux, et dont un mépris marqué et des huées avaient accueilli les dépositions, eussent risqué leur vie en sortant, si on n'avait eu la précaution de les faire échapper par des portes de derrière. Deux des juges, Powell et Halloway, opinèrent que la remontrance ne contenait rien de séditieux, et qu'elle ne devait point être qualifiée de libelle.

Wright venait d'être nommé grand juge de la cour du banc du Roi, et Herbert avait passé à celle des plaids communs avec le même titre. Ce dernier ne répugnait pas au pouvoir attribué à la couronne dans la déclaration, et en cela il était agréable au parti jésuitique et servile ; mais comme il était opposé à la plupart de ses autres prétentions, il n'avait sa confiance qu'à demi ; tandis que rien ne semblait devoir coûter à Wright. Son avis cependant fut que la remontrance était bien un libelle, mais qu'il n'en regardait pas la publication par les évêques comme prouvée.

La nomination des jurés fut régulière. A peine furent-ils enfermés, qu'ils s'accordèrent à acquitter les accusés ; mais ils pensèrent qu'en restant enfermés jusqu'au matin, ils donneraient plus de solennité à leur verdict, et le rendraient en même temps moins compromettant pour eux. Le Roi, qui se flattait toujours que les prélats seraient déclarés coupables, se rendit le jour même au camp. Le mécontentement qui s'était manifesté la veille dans l'armée lui avait fait penser que sa présence y était nécessaire.

Le lendemain, la cour se rassembla de nouveau, et les jurés vinrent déclarer leur verdict. Il fut accueilli par des acclamations prolongées qui, répétées d'écho en écho, parcoururent toute la cité, et éveillèrent l'enthousiasme dans tous les

cœurs. Chacun se livrait à une joie immodérée. Des feux furent allumés dans toutes les rues en témoignage de l'allégresse publique. Ce n'est pas tout : en se répandant dans les provinces, la nouvelle de l'acquiescement des sept évêques fut accueillie partout avec les mêmes réjouissances. La présence du Roi contint d'abord l'armée; mais il ne fut pas plutôt sorti du camp, qu'il fut accompagné par un long cri de joie universel : on eût dit une victoire gagnée. Cependant, si irrésistible était la destinée qui précipitait le Roi vers sa ruine, que toutes ces démonstrations ne le convainquirent point de la folie du parti violent qu'il avait pris. Il persista dans l'intention de le poursuivre. Il fut résolu en conséquence qu'on traduirait devant les commissaires ecclésiastiques les fonctionnaires religieux qui auraient formellement résisté à l'ordre du conseil en refusant de faire lire la déclaration. On ne jugea pas à propos toutefois de citer l'archevêque ni les évêques; car il était hors de doute qu'ils déclinaient la juridiction de ce tribunal, et on espérait qu'il n'en serait pas de même de leurs chanceliers, et en général du clergé inférieur.

Des injonctions furent dépêchées aux chanceliers et aux archidiacres, pour qu'ils eussent à envoyer la liste tant des curés qui avaient obtempéré, que de ceux qui avaient désobéi à l'or-

dre du conseil. Animés par le zèle que la nation venait de manifester en faveur de l'Eglise anglicane, à propos de l'emprisonnement et du procès des évêques, quelques uns déclarèrent qu'ils ne pouvaient envoyer la liste demandée, les autres s'excusèrent en termes plus ménagés. Le jour où ils devaient comparaître devant les commissaires, l'évêque de Rochester, qui était du nombre de ces derniers, et avait commencé par se conformer, en ce qui le concernait, aux volontés du gouvernement, votant toujours néanmoins pour l'avis le plus doux, l'évêque de Rochester, dis-je, ne pouvant plus douter maintenant que la ruine de l'Eglise ne fût le but de tout ce qu'il voyait, refusa de siéger avec ses collègues. Il leur écrivit même une lettre dans laquelle il leur déclarait qu'il lui était désormais impossible de marcher avec eux; car, quoiqu'il eût personnellement déféré aux ordres du conseil, parce qu'il s'était cru obligé en conscience de s'y soumettre, il n'en était pas moins persuadé que tous ceux qui avaient agi différemment l'avaient fait également par principe de conscience, et il préférerait dès lors partager leur persécution que d'y concourir. Cette lettre suspendit les poursuites projetées, et embarrassa tellement le tribunal chargé de les diriger, qu'il s'ajourna au mois de décembre. Il ne devait plus siéger.

Telles furent l'origine et la marche de ce fa-

meux démêlé, que toute l'Europe considérait comme décisif dans la lutte du Roi et de l'Eglise anglicane. L'issue en fut aussi heureuse pour l'Angleterre qu'on pouvait le souhaiter. Le Roi s'attribuait un pouvoir destructeur des lois, car il ne s'agissait de rien moins que d'admettre aux emplois publics des hommes qu'elles avaient déclarés inhabiles à les posséder. Dès lors les shériffs, les maires des villes n'étaient plus, à proprement parler, des magistrats légaux; les juges (et l'un d'eux déjà, Alibon, n'était-il pas un papiste de profession?) cessant d'être des juges, car ils n'avaient pas prêté le serment du test, le gouvernement tout entier, l'administration, la justice étaient radicalement viciés. Un parlement assemblé par les soins de magistrats illégaux était frappé lui-même d'illégalité. Et cette subversion totale de la société, d'où découlait-elle? D'un pouvoir dispensateur qui changeait la forme de notre constitution dans son essence, en mettant nos lois, nos institutions à la merci du bon plaisir; car, en se fondant sur ce prétendu pouvoir, la cour ne pouvait-elle publier d'autres déclarations annulant d'autres lois contraires à ses projets ou à ses caprices? Il n'en était aucune du moins dont l'exécution fût garantie par des clauses plus fortes, plus obligatoires que celle du test. Aussi, je l'avoue, il ne m'en fallut pas davantage, surtout lorsque je vis le Roi trai-

ter de séditieuse, de criminelle, et poursuivre comme telle devant ses tribunaux, une remontrance rédigée en termes si mesurés, présentée avec tant de soumission, et par des hommes de ce rang et de ce caractère; il ne m'en fallut pas davantage, dis-je, pour prononcer que la destruction des garanties politiques dont se vante l'Angleterre était ouvertement, publiquement entamée, et que les moyens les plus violens entraient dans le plan d'attaque. Ce n'étaient plus ici ni des ombrages conçus à la légère, ni des terreurs exagérées: l'attentat était patent et positif. Il ne s'agissait plus d'un acte isolé d'arbitraire ou de violence, mais du dessein avoué de renverser de fond en comble les bases de notre constitution. Et ce n'était pas seulement un jugement rendu dans l'une des cours de justice du royaume qui constatait ce criminel dessein, mais un acte public, et renouvelé deux ans de suite, dans lequel le Roi ne déguisait plus ses intentions. Certes, il était temps pour la nation, à ne consulter même que les maximes des deux plus zélés défenseurs de la soumission aux puissances, Barkley et Grotius, de prendre garde à soi, et de veiller à sa propre conservation. Or, dès ce moment, dès le moment où la résistance se présentait à tous les esprits comme légitime, l'unique parti à prendre était de recourir au prince d'Orange, la seule personne qui pût nous sauver,

et qui eût le droit de l'entreprendre; car enfin toutes les lois du monde, tant en droit civil qu'en droit public, permettent à un héritier d'empêcher qu'un bien qui doit lui revenir ne soit ruiné par le possesseur.

Tout ce désordre où l'Angleterre était à la veille de tomber, détermina l'amiral Russel à partir pour La Haye. Une sœur qu'il y avait lui servit de prétexte pour entreprendre ce voyage. Il venait, chargé par un grand nombre de personnes des plus considérables par leur rang et leur influence dans leur pays, de parler au prince sans détour, et de savoir précisément de lui ce qu'on pouvait attendre de son intervention. Tous les esprits étaient en suspens. Ceux qui n'avaient que peu ou point de religion ne se souciaient pas, il est vrai, de se faire papistes, et il suffirait, pour les en empêcher, de leur montrer comme possible une résistance non périlleuse aux projets de la cour; mais nul doute, dans le cas contraire, que les gens riches ne suivissent le torrent et ne se laissassent entraîner par l'intérêt du moment. Le parti anglican était à la vérité uni plus que jamais. Cependant, si une fois il était entamé, et que des hommes marquans se laissassent gagner au catholicisme, il était difficile de prévoir où cela s'arrêterait; surtout dans les rangs d'une armée corrompue, qu'au lieu de réprimer on excitait toujours à commettre toutes sortes

de crimes et de violences , dans l'idée que plus elle serait odieuse à la nation , plus elle serait dévouée à la cour. Mais pour le présent néanmoins les soldats , tout mauvais Anglais et pires chrétiens qu'ils étaient , étaient encore trop bons protestans pour inspirer à la cour une confiance entière. Tel est le langage que tint Russel au prince d'Orange , en le priant de s'expliquer sur ses intentions.

Guillaume répondit que si un nombre notable d'Anglais de distinction l'invitaient, tant en leur propre nom qu'au nom de leurs partisans , à venir rendre à la nation ses privilèges , et à la religion sa sécurité , il croyait pouvoir être prêt vers la fin de septembre à répondre à cet appel. Nous comptions beaucoup sur l'appui du prince électoral de Brandebourg , car le vieil électeur était mourant. Aussi dis-je à l'amiral Russel en nous séparant , que si ce dernier ne quittait ce monde , le projet d'une expédition en Angleterre rencontrerait bien des obstacles malaisés à surmonter.

L'électeur était alors malade d'une hydropisie qui , d'autant plus dangereuse qu'elle succédait à de longues souffrances de gouttes , le menaçait d'une fin prochaine. J'avais eu l'honneur de le voir à Clèves , et d'être admis deux fois à l'entretenir en audience particulière. Il voulut bien me parler avec beaucoup de franchise. C'était un prince d'un

grand courage et aussi expérimenté à la guerre que naturellement porté à l'aimer. Comme il avait toujours lui-même dirigé son cabinet, il savait à merveille tout ce qui s'était passé en Europe pendant les cinquante ans qu'il y avait joué un rôle considérable. Doué d'une mémoire prodigieuse où s'étaient gravés jusqu'aux moindres détails de tous les événemens dont il avait été témoin, il avait en outre beaucoup de pénétration, mais en même temps trop de promptitude à s'échauffer. La considération de ses intérêts venait ensuite, il est vrai, modérer ses premiers transports, ce qui l'exposa souvent au reproche d'inconstance. Sa vie était pure et régulière. Il eut toujours fort à cœur les intérêts de la religion, et fit tout au monde pour rapprocher les luthériens et les calvinistes. Il se plaignait beaucoup de la rigidité excessive des premiers, surtout de ceux de Prusse; et il n'était guère plus content de la roideur de leurs adversaires. Il était ennemi prononcé du synode de Dort, qu'il accusait d'avoir attisé le feu de la discorde, et rendu une réconciliation presque impossible. Son avis était du reste que les deux partis devaient éviter les décisions positives sur les points controversés, sous peine, s'ils suivaient une marche contraire, de ne jamais s'entendre.

Sa cour était très-splendide. Pour la maintenir sur ce pied, et subvenir aux frais du nombre

considérable de troupes qu'il avait, il faisait peser sur ses sujets des taxes exorbitantes. Un juste sentiment des misères du peuple n'était pas une de ses qualités. Il laissait ses ministres prendre sur lui un grand ascendant dans les petites choses, tandis qu'il dirigeait les grandes, et leur permettait de s'enrichir excessivement.

Sur la fin de sa vie, l'électrice s'était trop emparée de son esprit et de la direction des affaires. Considérant que les familles électorales d'Allemagne s'étaient tellement affaiblies qu'elles ne seraient plus bientôt assez puissantes pour défendre la liberté de l'Empire contre la maison d'Autriche, qui acquérait tous les jours une supériorité nouvelle par ses victoires en Hongrie; considérant que celles de Saxe, du Palatinat, de Brunswick et de Hesse avaient elles-mêmes contribué à réduire leurs Etats presque à rien, à force d'en démembrer de gros apanages pour les cadets, il résolut de laisser réunies dans une seule main toutes ses possessions pour mettre son successeur en état de balancer la puissance autrichienne sous le joug de laquelle le reste de l'Empire devait tôt ou tard être assujéti; et il permit en conséquence à l'électrice de prendre de toutes mains pour avoir de quoi faire des établissemens convenables à ses autres enfans, à qui, je le répète, il ne voulait pas donner un pouce de ses terres électorales. Celle-ci ne man-

qua pas de se remuer pour thésauriser de son mieux. L'électeur ayant eu à se plaindre de ce que les alliés l'avaient sacrifié à la paix de Nimègue ; dont un des articles le forçait à rendre aux Suédois ce qu'il avait pris sur eux, les Français, pour le dédommager, lui firent une grosse pension, et accablèrent en même temps l'électrice de présents ; en sorte qu'il épousa leurs intérêts, ce qui lui fit faire dans ses vieux jours quelques fausses démarches. Cependant, depuis que Louis XIV eut révoqué l'édit de Nantes et commencé à persécuter les protestans, rien ne fut plus capable d'apaiser son indignation contre la cour de France. Il tendit généreusement les bras à tous les réfugiés, jusqu'à mettre des gens sur la frontière du royaume pour les recevoir à leur sortie et les défrayer. En un mot, il fit pour eux tout ce qu'on pouvait attendre de la charité chrétienne et de la générosité qui convenait à un aussi grand prince. Mais son âge et l'état d'infirmité où l'avait réduit la goutte, joint à la mauvaise intelligence qui régnait entre sa femme et le prince héréditaire, avaient mis la cour dans un tel état de désunion qu'on avait peu de chose à espérer de lui.

La mort le saisit plus tôt qu'on ne l'avait cru. Il apprit qu'il n'avait plus que peu de momens à vivre avec une fermeté digne d'un chrétien et d'un héros. Il donna ses dernières instructions à son fils et à ses ministres avec un mélange de dignité et

de tendresse qui les frappa d'admiration et les fit fondre en larmes. Par-dessus toute chose, il leur recommanda de ne pas abandonner la religion protestante, menacée de toutes parts. Son fils n'héritait pas de son génie. Il n'avait ni cette force de corps, ni cette force d'esprit nécessaire pour les grandes entreprises. Mais comme il était rempli de zèle pour le protestantisme, aussi-bien que de confiance et d'estime pour le prince d'Orange, son cousin germain, son avènement n'en était pas moins du plus heureux augure pour nous. Nous comptions sur lui avec d'autant plus de raison qu'il se conduisait surtout par les avis de Dankelman, son ancien gouverneur, homme qui joignait, à un fond de notions très-justes sur les affaires de l'Europe, la même ferveur religieuse qui distinguait son maître, et auquel rien n'eût manqué pour devenir un excellent ministre s'il eût usé de sa faveur avec plus de modération et eût été moins occupé de l'agrandissement de sa famille. Nous tous qui étions à La Haye, nous attendions avec une vive impatience ce que produirait cette confusion, avant-courrière des grandes crises, qui se remarquait sur différens points de l'horizon politique.

Mais repassons la mer et revenons en Angleterre, où les couches de la Reine étaient le sujet de toutes les conversations. Tant de choses se sont rattachées à cet événement qu'il mérite d'être

éclairci par tous les renseignemens qui vinrent alors à ma connaissance, ou que j'ai pu recueillir depuis. Il y avait cinq ou six ans que cette princesse touchait chaque hiver aux portes du tombeau. Tous ceux qui l'approchaient semblaient avoir acquis la certitude qu'après avoir vu tous ses enfans descendre au cercueil sitôt après leur naissance et être restée plusieurs années sans devenir grosse, elle était destinée à ne plus en avoir. Ses prêtres en étaient convaincus comme les autres et ils n'aspiraient qu'à sa mort. Et comment, épuisée comme elle était par des maladies de plus en plus graves, de plus en plus fréquentes, aurait-elle fait naître une autre idée? On lui trouvait l'humeur plus aigre qu'à l'ordinaire, et on la voyait ardente à seconder tous les mauvais desseins du Roi. On les attribuait même en grande partie à son influence. Peut-être, en effet, que le Roi, pour la rendre plus accommodante sur le chapitre de ses amours vagabonds, redoublait pour elle de complaisance sur tout le reste. Lady Dorchester était revenue d'Irlande, et il était très-assidu auprès d'elle; mais il était visible qu'elle n'avait pas sur son amant le crédit qu'elle s'était promis, et en conséquence on s'en occupait moins.

Un déplaisir tout aussi sensible pour la Reine que l'infidélité de son mari, ce fut de le voir créer Fitz-James, son fils naturel, duc de Ber-

wick. C'était un bon et inoffensif jeune homme, adoré de son père, et qui, probablement, sans l'antipathie que lui portait la Reine, eût tenu plus de place à la cour. Il avait fait deux campagnes en Hongrie qui tournèrent médiocrement à sa gloire. Outre que le gouverneur à qui on l'avait confié s'appropriait l'argent destiné à fournir à son élève les moyens de tenir une table, et qu'il l'envoyait pour plus d'économie manger à des tables étrangères, le jeune Fitz-James ne profita pas, comme il l'aurait dû, des occasions qui lui furent offertes de se distinguer au siège de Bude. Il s'accommodait trop aisément du soin excessif qu'on prenait de sa personne. Cependant, comme son gouverneur avait un frère jésuite, initié à tous les secrets du parti, il avait le droit de tout faire, et l'indignité de sa conduite resta impunie.

Au mois de septembre de l'année précédente, la Reine était allée à Bath, et Jacques y avait passé quelques jours auprès d'elle, comme on l'a déjà dit. Après le départ de ce prince, elle continua de prendre les bains dans toutes les règles, et elle se préparait à partir à la fin de septembre, lorsqu'un accident ordinaire à son sexe la surprit, et prolongea son séjour à Bath d'une semaine; en sorte qu'elle ne fut à Windsor que le 6 octobre. Le bruit courut aussitôt qu'au moment où elle rejoignit le Roi, sa mère, la du-

chesse de Modène, fit un vœu à Notre-Dame-de-Lorette, pour qu'elle eût un fils; et on ajoutait que les premiers indices qu'elle eut de son nouvel état coïncidèrent en effet pour le temps avec le vœu prononcé par sa mère. Des voyageurs m'ont assuré qu'on gardait solennellement note de ce miracle à Lorette. Il faut avouer qu'une grossesse ainsi commencée était faite pour inspirer des doutes. Tant y a qu'on la datait du 6 octobre, ce qui portait le terme de neuf mois révolus au 6 juillet. La Reine fut saignée plusieurs fois durant cet intervalle, et on lui fit prendre tous les astringens dont on peut s'aviser.

On ne tarda pas à s'apercevoir que tout se passait mystérieusement autour de sa personne, et que le petit nombre des personnes admises au secret étaient toutes papistes. L'étiquette ordinaire ne présidait plus à sa toilette. Le prince George m'a dit que la princesse sa femme n'avait pu, à moins que de vouloir rompre tout-à-fait avec la Reine, manifester plus qu'elle n'avait fait le désir de s'assurer par elle-même que l'enfant remuait; et, dans cette idée, il lui était arrivé plus d'une fois de rester le matin dans la chambre de la Reine, soit pour la voir se lever, soit pour lui donner sa chemise; mais sa curiosité fut toujours éludée. La princesse d'Orange ne fut pas mieux traitée, et sa belle-mère ne daigna jamais essayer de la persuader sur le fait

contesté par le public , non plus qu'aucune des dames de qualité de la cour, sur la parole desquelles le monde se serait entièrement reposé. Tant de précaution et d'opiniâtreté donnèrent d'abord à penser , et bientôt il parut des libelles où on criait hautement à l'imposture. Informée des bruits qui couraient , la Reine se contenta de dire qu'elle méprisait trop une aussi odieuse imputation pour daigner s'en justifier. Que ce fût là le sentiment que lui inspiraient d'impudens libellistes , cela se conçoit ; mais il n'en est pas moins vrai que , si réellement elle se croyait grosse , elle devait au Roi , à elle-même , à ses belles-sœurs , et surtout à l'enfant qu'elle portait dans son sein , de prendre toutes les mesures imaginables pour forcer les doutes même les plus obstinés. Rien ne lui était plus facile à toutes les heures du jour , et en ne le faisant pas , elle autorisait elle-même les soupçons dont elle se plaignait.

Les choses en restèrent là jusqu'au lundi de Pâques , que le Roi partit pour Rochester , avec le projet d'y visiter je ne sais quels préparatifs de marine ; mais la Reine envoya bientôt après lui , pour l'avertir qu'elle craignait une fausse couche. Elle fit partir en même temps sa voiture pour ramener en toute hâte le docteur Scarborough , qui était allé voir à Knightsbridge l'évêque Ward mon prédécesseur dans le siège de Salisbury , et son an-

cien ami , pour lors malade. Le docteur Windebank , qui ne savait rien de ce qui se passait , attendit long-temps le docteur Walgrave , autre médecin de la Reine , avec qui il avait un rendez-vous ce jour-là , et qui , la première fois qu'il le vit , s'excusa de son manque d'exactitude en lui disant qu'il avait été retenu par Sa Majesté qui présentait tous les symptômes d'une fausse couche imminente. Windebank a attesté la vérité du fait que je raconte par un serment qui existe encore.

Ce même jour , la comtesse de Clarendon , qui devait s'absenter de Londres pour quelque temps , alla prendre congé de la Reine. Elle ne savait rien de l'accident. En qualité de dame d'honneur de la Reine douairière , elle entra , conformément à l'étiquette , dans l'appartement de la reine actuelle sans se faire annoncer. Elle la trouva au lit , poussant des gémissemens douloureux , qu'elle entremêlait souvent de ces mots : *Je suis perdue , je suis perdue* ; et une des femmes emporta en même temps du lit un paquet , que la comtesse , fort surprise et même embarrassée , prit pour du linge qui avait servi à la Reine. Sur ces entre-faites entra la comtesse de Powis , qui en l'apercevant lui dit avec quelque aigreur , que faites-vous ici ? et la conduisit vers la porte. La comtesse de Clarendon n'était pas encore sortie du palais , qu'elle fut jointe par une des femmes de

la Reine, qui la chargea expressément de garder un profond silence sur tout ce qu'elle avait vu. Quel qu'ait été l'événement de cette journée, rien n'entranspira, et la Reine continua son même rôle.

La princesse avait fait une fausse couche au printemps. Elle n'en fut pas plus tôt relevée, que le Roi la pressa fortement d'aller à *Bath*, voyage qui avait été, disait-il, d'un si merveilleux effet pour la Reine. Quelques uns de ses médecins et tous ses plus fidèles amis ne laissèrent pas de l'en détourner. Lower m'a dit qu'il fut du nombre, par la raison qu'il ne la trouvait pas assez forte. Millington, autre médecin, conta au comte de Shrewsbury, de qui je le tiens, qu'on le sollicita beaucoup de conseiller *Bath* à la princesse. La personne qui lui en parla fut jusqu'à lui dire, que le Roi avait la chose fort à cœur, et attendait de lui ce service. Millington répondit qu'il ne donnait point à ses malades des avis de commande, et ne leur prescrivait consciemment que ce qu'il leur croyait bon. A son défaut, Scarborough et Whitherly prirent sur eux d'ordonner les bains à la princesse, et elle s'y rendit à la fin de mai.

Aussitôt après son départ, les personnes qui entouraient la Reine commencèrent à compter le temps de la grossesse de Sa Majesté, non plus du 6 octobre, mais du séjour que le Roi avait fait avec elle à *Bath*. En conséquence de ce nouveau

calcul, la Reine qui avait fixé au 14 juin son départ pour Windsor, où elle comptait faire ses couches, et où l'ordre avait été donné de tenir toutes choses prêtes pour la mère et pour le nouveau-né ; la Reine, dis-je, prit subitement la résolution d'accoucher à Saint-James, et y fit faire les préparatifs nécessaires en diligence. Soit que la princesse ne se trouvât pas bien des eaux, soit qu'elle feignît d'en être incommodée par complaisance pour ses amis, qui croyaient son absence de la cour sujette à de grands inconvéniens dans la conjoncture présente, elle annonça qu'elle retournerait à Londres dans peu de jours.

Le lendemain que la nouvelle de son arrivée prochaine eut été connue à Whitehall, la Reine dit qu'elle voulait se rendre à Saint-James pour y attendre son terme. On lui représenta que rien n'y était en état pour la recevoir ; mais en vain. Elle déclara qu'elle prétendait y coucher dès le soir même, quand ce devrait être sur les planches. Le soir venu, elle s'y fit conduire, non pas par le plus court chemin, c'est-à-dire par le parc, suivant sa coutume, mais par Charing-Cross, en traversant le Pall-Mall. Sa suite publiait sur toute la route qu'elle allait à Saint-James pour y accoucher. Quelques uns fixaient au lendemain matin le moment de la délivrance, et les prêtres faisaient circuler d'oreille en oreille que c'était un prince que nous allions avoir.

Le lendemain matin, en effet, elle fit avertir le Roi, et puis la reine douairière, qu'elle était en travail. Mais elle ne fit appeler aucune des dames de sa maison; en sorte qu'il ne se trouvait dans sa chambre, pendant ses douleurs, que deux femmes de chambre, une sous-femme de chambre, et la sage-femme. Le comte d'Arran fit avertir seulement la comtesse de Sunderland, qui se hâta de venir, ainsi que lady Bellasis. Avant que la nouvelle se répandit, toutes les dames protestantes de la cour étaient toutes allées à l'église; attendu que c'était le dimanche de la Trinité, qui tombait cette année-là le 10 juin.

Le Roi amena avec lui de Whitehall un grand nombre de pairs et de membres du conseil privé. Dix-huit l'accompagnèrent jusque dans la chambre à coucher; mais ils se tinrent à l'extrémité de la chambre. Les femmes étaient dans l'alcove. Les rideaux du lit étaient hermétiquement fermés, et ne s'ouvrirent que pour la sage-femme et une sous-femme de chambre. La Reine resta couchée dans le même lit; et, pour en chauffer un des côtés, on apporta une bassinoire, qui ne fut point ouverte pour que les personnes présentes pussent voir qu'elle ne contenait autre chose que du feu : circonstance qui donna une ample carrière aux soupçons dont tous les esprits étaient déjà remplis.

Un peu avant dix heures, la Reine poussa un

cri douloureux, et la sage-femme dit immédiatement après que Sa Majesté était heureusement accouchée. D'une fille, ou d'un garçon ? s'écrièrent à la fois les lords qui remplissaient la chambre, et la sage-femme répondit qu'il serait dangereux de trop émouvoir la Reine : seulement elle fit un signe à la comtesse de Sunderland, qui porta la main au front, pour faire savoir au Roi, selon qu'ils en étaient convenus d'avance, que c'était un prince. Jacques fit aussitôt part de son bonheur à ceux qui l'entouraient. Toutefois on n'entendit point l'enfant crier, et on ne le montra à personne. Sous prétexte qu'il n'y avait point assez d'air dans la chambre pour le nouveau-né, la sous-femme de chambre l'emporta, c'est-à-dire, emporta quelque chose dans une garde-robe, dont la porte touchait presque au chevet du lit de la Reine, mais qui se dégageait en même temps par une seconde dans d'autres appartemens.

Le Roi demeura encore quelques minutes dans la chambre à s'entretenir avec les lords : ce qui témoignait un calme bien étrange dans un pareil moment, puisqu'enfin il ignorait si son enfant était vivant ou mort, ou le désir de donner le temps d'accomplir quelque manœuvre secrète. Enfin, le Roi passa dans la garde-robe, accompagné de toutes les personnes qui se trouvaient là ; et c'est alors que la naissance du jeune prince fut rendue publique. Cependant la Reine n'in-

à une personne à l'examiner, et à s'assurer par son propre témoignage de la réalité de la scène qui venait de se passer. La princesse même, qui revint à Londres trois jours après, ne fut point privilégiée à cet égard. Chamberlain, l'accoucheur, qui avait jusques là donné ses soins à la Reine, toutes les fois qu'elle avait été en travail d'enfant, et qui lui appliquait en particulier les emplâtres nécessaires pour faire passer le lait, fut extrêmement surpris de ne point se voir appeler ; et lorsqu'il vint, suivant la coutume, apporter ses emplâtres, on lui dit qu'on n'avait pas besoin de ses services. Il s'imagina d'abord qu'on s'était servi d'un autre ; mais il se fut bientôt convaincu du contraire. Le secret le plus bizarre présida à l'emploi de tous les moyens médicaux que nécessite l'état d'une nouvelle accouchée, soit pour supprimer le lait, soit pour arriver à d'autres résultats. Ce mystère disposa de plus en plus le peuple à se persuader que l'Angleterre était le jouet d'une vile imposture. Le fait suivant ne laissa pour ainsi dire plus de doute. Un certain Hemings, très-brave homme, apothicaire de profession, logeait dans la rue Saint-Martin, la porte à côté de celle de Brown, frère du vicomte de Montague, et dont la famille était une des premières familles papistes de la ville. Le mur mitoyen était si mince, que du salon de l'un on entendait tout ce qui se disait dans celui de l'autre.

La nuit du dimanche, Hemings était resté fort tard à lire dans le sien : tout à coup il entend quelqu'un entrer chez son voisin, et dire d'un ton effaré : « le prince de Galles est mort ; » et aussitôt un grand nombre de personnes descendent précipitamment l'escalier, et sortent. Le bruit confus des voix empêcha l'apothicaire de distinguer d'autres paroles que celles dont je viens de faire mention ; mais il ne put douter que la consternation ne fût extrême chez ses voisins. Le lendemain il alla répéter tout ce qu'il avait entendu aux évêques enfermés à la Tour. La comtesse de Clarendon vint un moment après leur dire qu'on lui avait refusé accès auprès du jeune prince, à la porte duquel elle s'était présentée. Étonnée de ce refus, elle avait demandé si l'on savait bien qui elle était, et on lui avait répondu qu'on la connaissait, mais que la Reine avait donné des ordres pour qu'on ne permit à qui que ce fût de visiter son fils. Cet incident accréditait le récit d'Hemings, et s'expliquait par la nécessité d'éloigner tous les regards, jusqu'au moment où un second enfant serait trouvé. Quelqu'un, qui vit le jeune prince deux jours, m'a dit qu'il l'avait trouvé trop fort, pour n'être qu'un enfant de deux fois vingt-quatre heures. Windebank rencontra Walgrave peu après la naissance, et le fit souvenir de la conversation qu'ils avaient eue deux mois auparavant ; Walgrave ne renia pas ce qu'il

avait dit ; mais il ajouta que Dieu faisait quelquefois des miracles. Il y aurait eu du péril à répliquer ; et d'ailleurs il n'y avait pas lieu avec un homme qui mettait ainsi en jeu la toute-puissance divine. Pour affaiblir le contraste trop frappant qui existait entre ce nouvel enfant , si bien constitué , et tous les autres qu'avait eus la Reine , on affecta de publier qu'il était sujet à des convulsions , qui finiraient probablement par l'emporter. Mais ceux qui le voyaient tous les jours ne s'aperçurent jamais de rien de pareil. Il leur paraissait au contraire être dans l'état de santé le plus florissant. Jamais la princesse , par exemple , à laquelle on ne pouvait s'empêcher de le laisser voir depuis son arrivée à la cour , toutes les fois qu'elle le désirait , ne fut témoin d'aucune de ces convulsions dont on parlait , pendant les premières semaines du moins. Car il est bien vrai que plus tard , la cour étant à Windsor et l'enfant à Richmond , il en eut , et de si fortes que quatre médecins furent mandés. Ils le trouvèrent mourant. Le Roi et la Reine , informés du malheur qui les menaçait , arrivèrent à la hâte. Les médecins , sortis de la chambre du prince pour aller dîner dans le palais même , s'étonnèrent à plusieurs reprises qu'on ne vint point les appeler , et ils en conclurent que l'enfant était mort. Mais quelle fut leur surprise , lorsqu'après avoir fini leur repas , ils trouvèrent un enfant

frais, bien portant, et sans aucune trace de souffrance récente? Il leur fallut s'entendre dire, et ils en convinrent, que la guérison avait été aussi subite que complète. Des quatre médecins, deux au moins ont dit à Lloyd, évêque de Saint-Asaph, qu'il leur avait été impossible de penser que l'enfant qu'on leur montrait fût le même que celui qu'ils avaient vu quelques instans auparavant; mais qu'ils s'étaient contentés de s'entre-regarder, sans oser se communiquer leur pensée commune.

Telles sont les particularités les plus intéressantes que j'aie pu ramasser touchant la naissance, réelle ou prétendue, du prince de Galles. J'y en ajouterai d'autres, lorsque j'en viendrai aux preuves par lesquelles le Roi entreprit de lever tous les doutes, mais qui ne firent en effet que les augmenter, tant elles furent incomplètes. J'ai emprunté la plupart de ces particularités à des renseignemens qui furent envoyés au prince et à la princesse d'Orange, et je tiens les autres de témoins oculaires, qui me les ont racontées sans intermédiaire. Je n'y ai point mêlé ce qui n'était, à proprement parler, que des bruits populaires. Il en a couru une prodigieuse quantité, soit dans le temps, soit depuis. L'évêque Lloyd en a formé un ample recueil, et le fait est que beaucoup du moins paraissaient bien attestés. Si pourtant il reste encore quelque incertitude, du moins est-il certain que la cour tint, d'un bout à l'autre, une con-

duite incompréhensible, si on la tient pour innocente de l'imposture qu'on lui imputa, et qu'elle n'aurait point agi différemment si, en effet, elle avait voulu imposer à l'Angleterre un faux prince de Galles. De quelle autre meilleure excuse, par exemple, la Reine, dans cette dernière supposition, aurait-elle pu colorer la négligence qu'on apporta à bien constater sa grossesse et sa délivrance, que de dire, comme elle fit, qu'elle ne devait point de satisfaction à des gens qui la croyaient capable d'un crime aussi abominable? Du reste elle fut promptement rétablie, et on la trouva si peu changée, si peu fatiguée à la suite de ses couches, que ce fut, pour bien des gens, un motif de plus de nier qu'elles eussent été réelles. Les réjouissances qui eurent lieu sur tous les points de l'Angleterre, à l'occasion de la naissance d'un héritier de la couronne, furent froides et sans spontanéité. Il y eut cependant quelques feux d'artifice, et bon nombre d'adresses de félicitations, auxquelles personne n'osa s'opposer. Mais, encore un coup, tout cela était de pure forme, et sans entraînement.

Le prince et la princesse d'Orange reçurent la nouvelle de la naissance d'un successeur au trône d'Angleterre avec une attitude pleine de convenance. Ne sachant d'abord à quel point le soupçon d'imposture était fondé, ils envoyèrent Zuylestein porter à Londres leur compliment de

félicitation , et la princesse ordonna qu'on priât Dieu dans sa chapelle pour son frère le prince de Galles. Qu'il me soit permis d'insérer ici ce qu'elle m'avait dit deux ans avant, un jour que, dans la liberté d'une longue conversation, je lui demandai si elle s'était bien sondée, pour savoir de quel oeil elle verrait sa belle-mère, la reine d'Angleterre, avoir un fils. Elle était sûre, m'avait-elle répondu, qu'en son particulier elle n'en éprouverait aucun chagrin : Dieu savait mieux qu'elle ce qui lui convenait; et, sauf le désir de servir les grandes vues de la Providence, elle préférerait certainement vivre et mourir dans la condition modeste où elle était. Cependant les avis sur la non-existence d'un véritable prince de Galles prenaient de jour en jour un caractère plus sérieux; d'ailleurs on avait mal pris en Angleterre le soin précipité qu'elle avait eu de faire prier dans sa chapelle pour son prétendu frère; elle revint alors sur ses pas, et défendit de le nommer à l'avenir. Mais cette interruption offensa tellement la cour d'Angleterre que le prince ordonna de continuer, pour ne pas précipiter la rupture.

Cependant le prince d'Orange commença à se préparer sérieusement pour l'expédition projetée. Les avis positifs que lui apporta Zuytlestein, et l'assurance qu'il lui donna de l'invitation qu'il désirait, ne permettaient plus d'hésitation. On l'in-

formait d'Angleterre qu'il attendrait vainement des circonstances plus favorables, et de meilleurs prétextes pour en venir à une rupture éclatante. La nation tout entière était parvenue au plus haut degré de fermentation. Les mesures prises contre les évêques, celles qui étaient constamment dirigées contre le clergé en général, persuadaient au peuple que la ruine de l'Église était résolue, qu'elle serait accomplie à la première occasion, et qu'on verrait changer la religion de l'État. La naissance supposée d'un héritier du trône avait appris à la nation effrayée que, si on n'y mettait ordre, elle était à jamais substituée au papisme et à l'esclavage. Si on laissait dissiper cette irritation des esprits, le peuple perdrait courage. Enfin l'armée continuait à être dans les meilleures dispositions; on parlait ouvertement au camp contre le papisme; on y portait les toasts les plus injurieux contre les catholiques, et le petit nombre d'entre eux qui servaient, ne recevaient, de leurs camarades, que des marques de mépris et d'aversion. Cet état de choses était devenu si évident pour le Roi lui-même, qu'il avait jugé nécessaire de dissoudre le camp, et renvoyé les soldats dans leurs quartiers; et l'on supposait qu'il éviterait de les réunir de nouveau jusqu'à ce qu'ils fussent organisés d'une manière plus conforme à ses vues. Les troupes de mer laissaient percer les mêmes dispositions. Les Hollandais ayant mis en

mer une flotte de vingt-quatre vaisseaux de guerre, sous le prétexte de protéger leur commerce, le Roi résolut d'équiper une flotte égale. Strickland, papiste, en eut le commandement. Il amena avec lui à bord quelques prêtres qui disaient la messe, ou du moins exerçaient les fonctions de leur culte comme il est d'usage de les célébrer sur un vaisseau de guerre; tandis que le chapelain qui devait faire le service protestant fut renvoyé sur un léger prétexte. Ceci mit la flotte dans un tel désordre, qu'on eut à redouter une insurrection. Strickland fit punir quelques uns des plus mutins; et le Roi lui-même vint à bord pour apaiser les esprits. Il parla fort doucement à tous les marins, mais ne produisit que fort peu d'impression sur eux; car ils haïssaient le papisme en général, et Strickland en particulier. Lorsque ceux qui étaient dévoués à la cour sondèrent les sentimens du gros de la flotte à l'égard des Hollandais, ils trouvèrent qu'elle n'était nullement disposée à les combattre. On y disait hautement que c'étaient là des frères et des amis; mais qu'ils feraient avec joie la guerre à la France. Le Roi, frappé de tant de symptômes alarmans, se laissa persuader de tenter enfin des mesures plus modérées.

Cette résolution lui fut suggérée par le comte de Sunderland, qui voyait le Roi courir rapidement à sa perte. Ce seigneur, aussitôt que la

Reine admit les hommes à ses audiences , eut avec elle de très-longes entretiens. Il lui représenta que la situation de Sa Majesté était entièrement changée par la naissance d'un fils ; il n'était plus nécessaire de brusquer les choses , maintenant que la succession directe était assurée ; le temps seul était désormais un assez puissant auxiliaire : il fallait seulement le laisser agir, et du reste se comporter avec douceur. Il lui dit qu'il siérait bien à Sa Majesté de passer pour l'auteur de conseils plus modérés , et qu'elle pouvait , en les faisant prévaloir , éteindre le feu qui commençait à s'allumer ; par une semblable conduite , elle s'attacherait la nation à elle et à son fils , et pourrait prétendre à être déclarée régente , dans le cas où le Roi mourrait avant la majorité du jeune prince. Le comte s'aperçut que ses avis étaient écoutés ; mais , afin de leur donner plus de crédit , et à lui-même plus d'empire , cet homme , pour qui la religion n'avait jamais été une affaire sérieuse , résolut de se faire catholique. Et dès lors , lié de plus en plus d'intérêts avec la Reine , quoique de plus en plus mal vu du public à cause de la démarche qu'il venait de faire , il obtint un tel ascendant sur l'esprit de cette princesse , que la politique du gouvernement parut à la veille de suivre une route nouvelle.

Il embrassa le catholicisme tout d'un coup , sans s'être fait instruire préalablement , ni avoir

assisté à des conférences religieuses ; de sorte que son changement fut considéré plutôt comme le fait d'un homme qui, n'ayant aucune religion, en adopte une pour servir ses projets ou son ambition, que comme le passage sincère d'une croyance qu'on cesse de croire la meilleure, à une autre qui vous semble préférable. Il a, depuis, été accusé d'avoir joué cette comédie afin de pouvoir, en acquérant un plus grand crédit, travailler plus efficacement à la perte du Roi. Dès le temps dont je parle, quelques personnes conçurent de lui un soupçon tout différent, fondé sur l'intime liaison qui l'unissait à M. Sidney. Celui-ci ayant le secret de toute la correspondance qui existait entre le prince d'Orange et ses partisans d'Angleterre, le comte de Sunderland, pensait-on, en avait été instruit par là, et se flattait de gagner par Sidney la confiance du prince. Cette opinion avait pris tant de consistance parmi les amis de Son Altesse, que je fus chargé de lui demander la vérité sur le degré d'intelligence qui pouvait s'être établie entre le comte et lui ; on m'écrivait que jusqu'à ce que ce point fût éclairci, on refusait d'aller plus avant, dans l'idée que le comte n'était entré dans nos desseins que pour les trahir ; lorsque plus de gens s'y seraient engagés. Le prince dissipa ces inquiétudes par l'assurance positive qu'il n'y avait, entre le comte et lui aucune sorte de correspondance. Les conseils qu'il

donnait à la Reine avaient donc un autre but. Si le temps ne lui eût pas manqué pour suivre son plan, l'issue en eût été fatale à l'Angleterre. La nation se serait, selon toutes les apparences, laissé endormir par de nouvelles promesses, par une conduite différente; et la cour, grâce à plus de lenteur et de mesure dans sa marche, aurait regagné ce qu'elle était si près de perdre sans retour par la violence de ses procédés.

Les juges reçurent l'ordre d'agir dans leurs tournées avec la plus grande modération, et de donner, au nom du Roi, de nouvelles espérances. Mais ils furent partout traités avec un tel mépris qu'à peine les lois de la décence furent-elles observées envers eux, alors même qu'ils siégeaient sur leur tribunal. Ils purent se convaincre qu'ils ne disposaient plus ni de la nomination des jurés, ni de leurs verdicts. Aucun signe extérieur de mécontentement n'interrompait cependant encore l'assoupissement ordinaire de la nation durant l'absence du parlement; mais la cour ne s'abusait pas sur ce calme trompeur. Chaque jour lui apportait de nouvelles alarmes du dehors, chaque jour la soumettait à de nouvelles humiliations dans l'intérieur.

Il est nécessaire de changer actuellement le lieu de la scène, et de donner une idée détaillée de l'état des affaires en Europe, puisqu'elles ont eu une si intime connexion avec tout ce qui suivit en Angle-

terre. A la mort de l'électeur de Brandebourg, le prince d'Orange envoya M. Bentink complimenter le nouvel électeur, avec l'ordre de lui exposer la situation des choses, de lui communiquer ses desseins, et de lui demander jusqu'à quel point on pouvait compter sur lui et sur son assistance. La réponse de l'électeur fut franche et catégorique. Il promit tout ce qui lui était demandé, et plus encore. Le prince avait résolu de transporter en Angleterre une armée de neuf mille hommes d'infanterie, et de quatre mille cavaliers et dragons. Son intention était de les choisir dans l'élite de l'armée hollandaise. Mais pour maintenir la sécurité des Provinces-Unies, après une telle diminution de leurs forces, il était nécessaire d'obtenir des auxiliaires de quelques autres princes. Cette négociation fut bientôt conclue entre Son Altesse, le nouvel électeur, le landgrave de Hesse et le duc de Lunebourg et de Zell, qui avait une affection particulière pour le prince, dont il se montra, en effet, en toute occasion, l'ami dévoué.

Son frère, le duc de Hanovre, avait, à cette époque, quelques engagemens avec la cour de France. Mais comme il avait épousé la princesse Sophie de la maison Palatine, je me hasardai à envoyer à cette dernière un message par un homme de sa cour, qui était alors à La Haye. C'était un réfugié français nommé Boucour. Il

devait informer la princesse de nos desseins sur l'Angleterre, et lui faire entendre que si nous réussissions, la ligne catholique serait certainement à jamais exclue de la couronne; qu'ainsi, puisqu'elle était la plus proche héritière protestante après les deux princesses et le prince d'Orange, dont il n'y avait à cette époque aucun rejeton, je ne doutais point que, si le duc de Hanovre voulait se séparer des intérêts de la France pour entrer franchement dans les nôtres, la succession au trône ne lui fût dévolue et assurée à sa postérité, tandis que, s'il restait engagé avec la France, comme il l'était alors, je ne pouvais plus répondre de rien. Le gentilhomme français s'acquitta de son message. La duchesse l'écouta avec beaucoup d'intérêt, et conduisit l'envoyé en présence du duc pour qu'il lui répâtât les mêmes paroles; mais, à cette époque, ce prince n'en reçut qu'une très-légère impression. Il lui sembla que la perspective qu'on lui offrait était trop vague et trop lointaine, et il ne commença à prendre d'autres pensées qu'après nos succès en Angleterre. Quelques jours après le départ du Français, je dis au prince ce que j'avais fait. Il approuva tout de bon cœur, et fut surtout content que j'eusse agi de moi-même sans lui avoir communiqué mon projet, et sans l'y avoir compromis en aucune manière; car, dit-il, si cette négociation s'était ébruitée, et qu'on eût pu croire qu'elle

eût été faite en son nom , elle était capable de nous nuire beaucoup en Angleterre, où l'on aurait été blessé qu'il se considérât déjà comme le maître , au point de disposer de la succession à la couronne.

Tandis que toutes ces négociations se poursuivaient secrètement , la mort de l'électeur de Cologne vint à propos donner une couleur plausible à nos préparatifs et à nos intrigues. Le vieil électeur était frère de Maximilien , duc de Bavière. Il avait été long-temps évêque de Cologne et de Liège. Il fut aussi élu évêque de Munster ; mais le Pape ne voulut jamais lui accorder ses bulles pour ce dernier siège. Il en touchait seulement les revenus , et c'était au fond ce qui lui plaisait le plus. Il jouissait ainsi d'un revenu de près de quatre millions de florins , et de quatre grands évêchés ; car il était encore évêque de Hildesheim. Il pouvait armer et payer vingt mille hommes. Ses Etats entre autres enveloppaient les Pays-Bas de tous côtés. Munster est situé entre eux et le nord de l'Allemagne , et leur fournissait leurs meilleurs soldats. Cologne commandait vingt lieues sur le Rhin , qui ouvraient l'entrée de la Hollande , ainsi qu'elle l'avait cruellement senti en 1672. Par là également se trouvaient interceptés les secours que les Pays-Bas espagnols pouvaient recevoir de l'Allemagne. Liège était un pays riche en hommes et en argent,

par lequel on pénétrait facilement dans le Brabant; et Maëstricht une fois pris, on descendait sans obstacle le long de la Meuse jusqu'au cœur de la Hollande. Il était donc de la plus haute importance pour les Provinces-Unies de prendre garde à qui lui succéderait. Le vieil électeur était un homme faible, presque entièrement livré à l'étude de la chimie, dans l'espoir de découvrir la pierre philosophale. Il avait pris en affection un des princes de Furstemberg, et s'en laissait complètement gouverner. Il l'avait fait chanoine de Cologne, et vers la fin il le créa doyen du chapitre. Non content enfin de l'avoir pour premier ministre, il s'en remit entièrement à lui du choix des chanoines, dont la nomination était une de ses prérogatives. L'évêque, le doyen et le chapitre les nommaient tour à tour, en sorte que, soit par ceux que l'électeur avait nommés sur sa proposition, soit par ceux qu'il avait choisis lui-même, le prince de Furstemberg était certain de succéder à l'électorat. Une conduite maladroite pouvait seule mettre obstacle à cet espoir. Il n'avait pas les mêmes chances de succès à Munster; mais il avait pris beaucoup de peine pour s'assurer Liège.

Sans trop développer les détails de cet épisode, je me bornerai à rappeler que ce fut le prince de Furstemberg qui détermina l'électeur à livrer son pays à la France en 1672, et que le

traité conclu à Cologne fut rompu par l'arrestation de cet ambitieux, qui eut lieu par les ordres de l'Empereur. Après sa mise en liberté, il obtint, à la recommandation de la cour de France, mais non sans beaucoup de difficultés, le chapeau de cardinal. Dans l'hiver qui suivit, l'Empereur se laissa persuader, par la maison Palatine, de consentir à l'élection d'un coadjuteur de Cologne. C'était encore un artifice du cardinal, qui avait bercé cette famille de l'espoir de faire porter l'élection sur une de ses branches. Elle avait même déjà obtenu le consentement de l'Empereur, sans lequel rien ne pouvait être fait. Mais ses espérances étaient si peu fondées, que sur vingt-cinq voix, le cardinal en réunit dix-neuf, tandis qu'elle n'en eut que six.

Les discussions à Rome, relativement aux libertés de l'Eglise gallicane, avaient amené une rupture si complète entre la France et le Saint-Siège, que ces deux puissances semblaient être en état de guerre. Le comte de Lavardin fut envoyé comme ambassadeur à Rome ; mais le Pape refusa de le recevoir, à moins qu'il ne renonçât aux franchises. Le comte ne céda rien et entra dans Rome entouré de quelques troupes de cavalerie qui, bien qu'elles n'eussent pas une attitude bien hostile, parurent au Pape une force trop considérable pour lui. Le comte établit des gardes autour de sa maison, et en toute occasion affecta

de braver l'autorité du Pape. Celui-ci supporta tout en silence, mais ne voulut jamais lui donner audience, ni prêter l'oreille à aucun message, à aucune représentation de la cour de France, ni en un mot entendre à aucune affaire où elle eût pris part. En conséquence il refusa de confirmer l'élection du coadjuteur de Cologne. On sollicitait encore sa sanction, lorsque l'électeur mourut. Aussitôt les chanoines procédèrent à une nouvelle élection, la première se trouvant nulle par la persévérance du Pape à ne la point confirmer.

La cabale contre le cardinal devint si forte, qu'il commença à craindre de succomber, surtout s'il n'obtenait pas du Pape la permission de résigner l'évêché de Strasbourg, que la cour de France l'avait forcé d'accepter, uniquement pour diminuer la pension qu'elle lui payait. D'après les usages de l'Empire, un homme déjà pourvu d'un évêché ne peut être nommé à un autre sans avoir présenté une demande dans les formes, laquelle demande doit être appuyée par les deux tiers du chapitre. Le Pape, maître de refuser ou d'accepter l'abandon du siège de Strasbourg, se prononça négativement. Le roi de France lui envoya alors un gentilhomme avec une lettre écrite de sa main, dans laquelle il suppliait Sa Sainteté de consentir à l'élection du cardinal, et lui promettait en retour toutes les satisfactions

raisonnables ; mais le Pape , toujours inflexible , ne voulut ni recevoir le messager , ni même lire la lettre. Il fit répondre qu'aussi long-temps que l'ambassadeur français vivrait à Rome , comme un ennemi dans une ville conquise , il n'entretiendrait aucun commerce avec la cour de France.

A Munster et à Hildesheim , les chanoines promurent à l'évêché les doyens de leurs chapitres , sur qui la Hollande et les princes de l'Empire pouvaient également compter. Cependant Cologne devint le but de nouvelles prétentions. L'électeur de Bavière avait éprouvé quelques mécontentemens à la cour de l'Empereur. Il se plaignait que l'honneur des succès obtenus en Hongrie était si exclusivement attribué au duc de Lorraine , qu'on le frustrait à Vienne de la part qui lui en revenait légitimement. Les agens français , qui étaient alors autour de lui , saisirent cette occasion de l'éloigner encore davantage du cabinet de Vienne , en lui représentant que , dans toutes les négociations dont l'électorat de Cologne était l'objet , l'Empereur donnait son appui à la famille Palatine plutôt qu'à lui , duc de Bavière , qui avait rendu tant de services à l'Empire. Son ressentiment parvint à la connaissance de l'Empereur , qui , redoutant les conséquences d'une rupture , lui envoya offrir le commandement suprême de ses armées en Hongrie , qu'une

fièvre dangereuse avait forcé le duc de Lorraine d'abandonner , précisément au moment de l'ouverture de la campagne. Il lui offrait en même temps de faire porter sur son frère le prince Clément toutes les voix dont le Palatin disposait à Cologne. A ces conditions les deux souverains furent réconciliés. L'électeur de Bavière commanda si heureusement les armées de l'Empereur en Hongrie , qu'après un siège de quelques jours , il prit Belgrade d'assaut. Le nouveau prétendant à l'électorat de Cologne , le prince Clément , n'était alors âgé que de dix-sept ans ; n'étant pas membre du chapitre , il n'était point éligible , à moins d'une double dispense. La bulle qui l'octroyait ne se fit pas attendre. L'empereur envoya alors un agent pour présider à l'élection en son nom , et avec l'autorisation expresse d'offrir au chapitre la totalité du revenu , et le gouvernement temporel de l'évêché durant les cinq années qui manquaient au prince Clément pour atteindre l'âge requis , dans le cas où ils consentiraient à le choisir. D'après ses instructions , le mandataire de l'Empereur devait rester attaché aux intérêts du jeune prince s'il pouvait réunir neuf voix en sa faveur ; mais si ce nombre n'était pas possible à réaliser , il avait ordre de concourir à la nomination de tout autre candidat qui serait présenté en opposition au cardinal. Il lui était enjoint de plus de l'accuser haute-

ment, devant le chapitre, d'être ennemi de l'Empereur et traître à l'Empire. Ces instructions étaient écrites dans le style le plus injurieux, et l'accusation allait jusqu'à l'outrage.

Le chapitre vit avec effroi que le résultat de l'élection menaçait leur pays d'une guerre redoutable, et de bien d'autres funestes conséquences. Le cardinal avait été choisi pour vicaire, ou curateur des revenus et de l'autorité temporelle. En cette qualité il avait pu mettre dans toutes les places fortifiées des garnisons entretenues par l'argent de la France; et s'il n'était pas élu, on ne doutait pas qu'il ne remit toutes les villes, ainsi occupées, entre les mains de Louis XIV. Le chapitre qui avait promis de ne point voter en faveur du prince de Bavière, offrit dans sa perplexité, à l'agent de l'empereur, de consentir à l'élection d'un troisième concurrent, quel qu'il fût. Mais le prince Clément avait dix voix, et dès lors l'envoyé n'était pas libre de l'abandonner. Lors de l'élection, le cardinal eut quatorze voix, et le prince dix; en sorte que le cardinal n'était pas admissible à présenter sa demande, puisqu'il ne réunissait pas les deux tiers des suffrages. L'empereur prononça que l'élection du prince Clément était valable, relativement au temporel, et la transmit ensuite à Rome, où elle fut examinée par une congrégation de cardinaux, et décidée en faveur du prince. Le cardinal fut encore

plus malheureux à Liège, où le doyen fut élu évêque sans aucune division. La pourpre romaine put seule mettre Furstemberg à l'abri de la fureur du peuple de cette ville, qui lui prodigua les témoignages de son mépris et de sa haine. L'aversion qu'il y inspirait avait pour cause, et la confiance qu'il avait placée dans la protection de la France, et le souvenir de ce que les Liégeois avaient souffert de la violence et de la cruauté de son ministère, durant le règne du vieil électeur. Je ne veux pas oublier une circonstance qui fait honneur à quelques uns des chanoines de Liège : non-seulement ils refusèrent les présens qui leur furent offerts, avant l'élection, par ceux que les États de Hollande avaient désignés pour y assister et la diriger, mais ils persistèrent dans leur refus après le succès de l'élection. J'ai puisé cette circonstance dans les lettres que les députés des États écrivirent à La Haye.

Je me suis fort étendu sur ces événemens parce que j'ai été bien informé de toutes les démarches qui furent faites, et surtout parce qu'ils étaient si étroitement liés avec la paix et la sûreté de la Hollande, que, si le parti ennemi l'eût emporté, peut-être l'expédition contre l'Angleterre eût été moins sûre, et plus difficile à proposer aux États. On peut juger par cet exemple de l'influence que le pouvoir papal, tout abaissé qu'il est, conserve encore dans les affaires

de la plus haute importance. L'orgueil déraisonnable du cabinet de Versailles, qui avait heurté le pape en un sujet sur lequel, dès qu'on le reconnaissait prince de Rome, il était certainement maître de fixer telles règles qui lui plaisaient, cet orgueil puéril fit avorter les plans que la France avait longuement concertés, et qui n'auraient pu échouer devant aucun autre écueil que ceux qu'elle s'était elle-même créés. C'est ainsi que les plus grands événemens naissent souvent des plus légères occurrences. Les manœuvres que je viens de retracer favorisèrent les préparatifs du prince d'Orange, et servirent de voile à ses desseins. Une guerre dans son voisinage paraissant inévitable, il était donc nécessaire qu'il renforçât à la fois ses alliances et ses troupes. Il était évident, en effet, pour toute l'Europe, que si la France parvenait une fois à s'établir sur le territoire de Cologne, le chemin lui était ouvert pour entrer en Hollande, ou pour s'emparer de la Flandre, quand il lui plairait; et les quatre électeurs sur le Rhin se trouveraient entièrement à sa merci. Il fallait déloger les Français à tout prix, et ils ne pouvaient l'être sans une guerre contre cette puissance. Le prince d'Orange obtint des États de faire des fonds pour neuf mille marins en activité de service; et les ordres furent donnés de tenir les vaisseaux en état d'être mis en mer au premier signal : toutes ces mesures su-

rent prises avec tant de secret , pendant les mois de juillet et d'août , que ni la cour de France , ni celle d'Angleterre , ne semblèrent concevoir la moindre alarme.

Au mois de jùillet , l'amiral Herbert arriva en Hollande. Il y fut reçu avec tous les égards nécessaires pour ménager son orgueil et sa susceptibilité. L'aigreur et l'humeur sombre , qu'il ne contraignait en aucune occasion , montraient clairement la haute estime qu'il faisait de lui-même , et celle qu'il attendait des autres. Plein de lui et de ses services passés , il se plaignait amèrement du Roi , qu'il accusait non-seulement de dureté , mais aussi d'injustice. Toutefois , malgré son orgueil et le désordre de ses mœurs , c'était un homme de tête et de capacité. Il avait acquis une si grande réputation par la fermeté de sa conduite en Angleterre , que le prince comprit la nécessité de le traiter selon la haute idée que l'amiral avait de lui-même : ce qui n'était pas chose facile , surtout pour le prince peu accoutumé à se contraindre à ce point. Le maintien de cet esprit intraitable me fut en grande partie confié. C'était une rude tâche ; elle me fit souvent réfléchir sur la providence de Dieu , qui choisit pour instrumens de ses plus grands desseins des hommes qui n'étaient portés à y concourir , ni par leurs affections , ni par aucune de leurs dispositions naturelles. Ce fut la querelle

particulière de l'amiral avec lord Dartmouth, née de l'opinion que ce dernier était plus avant que lui-même dans la confiance du Roi, qui fut, dit-on, l'origine de l'aversion qu'il conçut contre son souverain, et de toute la fermeté qu'il déploya ensuite.

Je rentre maintenant en Angleterre, pour donner la clef d'une intrigue secrètement ourdie à cette époque. De tous les seigneurs anglais, lord Mordaunt fut le premier qui ne craignit point de venir ouvertement à la cour du prince d'Orange, et d'en demander l'autorisation au Roi. C'était un homme d'un caractère ardent, brave, généreux, doué de la facilité de la parole, d'un esprit fertile et cultivé; mais qui manquait de jugement, ne digérait pas ses idées, et ne savait pas garder un secret. Il était auprès du prince en l'année 1686. Il le pressa dès lors vivement de tenter l'expédition d'Angleterre, et lui représenta la chose comme si facile que le prince ne crut pas devoir partager des espérances qu'il traitait de romanesques. Il se contenta de promettre en termes généraux à lord Mordaunt de continuer à avoir l'œil ouvert sur les affaires d'Angleterre, et qu'il s'efforcerait de mettre celles de la Hollande dans une situation qui le laissât libre d'agir au moment où il le jugerait à propos; il l'assura que si le Roi allait jusqu'à changer la religion établie, ou jusqu'à porter atteinte aux droits de la princesse

sa fille, ou bien encore si Sa Majesté enveloppait dans des complots imaginaires les amis qu'ils avaient en Angleterre, il ferait de son côté tout ce qui serait en son pouvoir pour sauver de si chers intérêts.

Un homme d'un caractère fort différent de celui de lord Mordaunt lui succéda l'année suivante auprès du prince. C'était le comte de Shrewsbury. Élevé dans la religion catholique, il l'avait abandonnée après un examen critique très-approfondi, et d'actives recherches dans les matières de controverse. Sa conversion, toutefois, ne le mettait pas à l'abri du soupçon de scepticisme et d'indifférence religieuse. On le reconnaissait du reste pour un homme d'une grande probité, d'honneur, d'un jugement sain, d'un savoir étendu et d'une douceur de caractère qui séduisait tous ceux qui approchaient de lui. Son empire sur lui-même était si absolu que durant tout le temps où il occupa le ministère, je n'entendis jamais élever une plainte contre lui, si ce n'est par ceux de ses amis que blessaient quelquefois son silence ou la circonspection de ses réponses. La réserve et la modestie de ses manières inspirèrent une telle confiance au prince, que j'en vis jamais pour aucun de ses ministres une affection égale à celle qu'il avait pour le comte de Shrewsbury. Celui-ci, sans trop la presser, s'était contenté, à son arrivée à

La Haye, d'exposer à Son Altesse l'état présent des affaires.

Le moment de la décision fut enfin hâté par l'arrivée de Russel au mois de mai. C'était un cousin-germain de lord Russel. Il avait été élevé dans la marine ; et , lorsque le Roi n'était encore que duc d'York , il lui fut attaché en qualité de gentilhomme de la chambre ; mais , à la mort de lord Russel , il se retira de la cour. Homme de beaucoup d'honneur et d'un grand courage , il avait de bons principes , et s'y tenait fermement attaché ; mais il était trop paresseux , hautain , et adonné au plaisir. Le prince lui tint un langage plus positif qu'il ne l'avait fait encore à aucun autre. Il lui dit qu'avant de s'engager dans une si périlleuse entreprise , il devait rechercher avant tout le témoignage de sa conscience et de son honneur. Il protesta qu'aucune ambition personnelle , aucun ressentiment particulier ne le détermineraient jamais à rompre avec son beau-père et à s'engager dans une guerre dont les conséquences devaient être d'une si haute importance pour l'Europe entière , pour les intérêts du protestantisme , et dont le mauvais succès entraînerait à la fois la ruine de l'Angleterre et celle de la Hollande. En conséquence , il était déterminé à attendre des invitations directes et solennelles. Russel lui objecta le danger de confier un tel secret à un trop grand nombre de gens. Le

prince persista et dit que si une réunion considérable d'hommes assez éclairés pour qu'on pût leur supposer la connaissance des sentimens de la nation et le droit de les interpréter, s'accordait pour recourir à lui, il acquiescerait à leur demande.

Russel me dit qu'à son retour en Angleterre il communiquerait l'état des choses, en premier lieu au comte de Shrewsbury, ensuite au lord Lumly. Ce dernier, récemment converti à la religion protestante, avait résisté avec beaucoup de fermeté durant tout le règne actuel. Très-dévoué aux intérêts de sa nouvelle croyance, il fut aisé de l'engager fort avant dans notre parti.

Mais l'homme entre les mains de qui, d'après les ordres du prince, la conduite de l'entreprise devait être spécialement déposée, était M. Sidney, frère du comte de Leicester et d'Algernon Sidney. Elevé à la cour, où il avait eu quelques aventures fort éclatantes, Sidney unissait à la grâce la plus séduisante des mœurs douces et un cœur où nulle malice n'avait jamais pénétré. On ne pouvait lui reprocher qu'un amour trop excessif du plaisir. Il avait été envoyé en Hollande en l'année 1679, et s'y était tellement acquis la confiance et la faveur du prince, que nul autre Anglais ne les posséda jamais au même degré. Leur intimité était si connue de toute l'Angleterre, que tous ceux qui désiraient se recommander au prince, avaient recours à M. Sidney.

Les dangers auxquels elle pouvait l'exposer lui parurent assez redoutables pour l'engager à voyager en Italie pendant près d'une année. Mais les événemens ayant mûri dans son absence, ils exigèrent son retour, et bientôt il devint le centre de toutes les communications mystérieuses établies entre l'Angleterre et la Hollande. Comme il était naturellement paresseux, et que cependant le bien des affaires demandait un homme actif qui pût faire des courses au dehors et écrire des rapports longs et détaillés des moindres circonstances, je lui recommandai un de mes parens nommé Johnston, que j'avais formé et que je savais fidèle, diligent et très-propre à l'emploi qui lui était confié.

Sidney sonda d'abord les dispositions du marquis d'Hallifax, et chercha à connaître s'il consentirait à inviter le prince à venir en Angleterre; mais la manière dont le marquis reçut cette insinuation assez vague n'était point faite pour encourager une ouverture plus franche. La chose lui paraissait impraticable; elle dépendait de tant d'événemens, l'issue pouvait en être si dangereuse, que c'était folie, à son sens, de hasarder une tentative si téméraire et si chanceuse. Sidney fut plus heureux auprès du comte de Danby qui, non-seulement entra avec chaleur dans nos projets, mais qui de plus y engagea l'évêque de Londres. Ils furent communiqués,

d'après leurs avis réunis, au comte de Nottingham. Celui-ci jouissait d'un grand crédit dans le parti de l'Église dont il partageait en général les idées. Il avait en outre des mœurs graves et de la vertu. Au fait des lois et des traditions parlementaires, il parlait avec facilité, mais trop longuement et d'une manière trop fleurie. Cependant son talent ne laissait pas d'avoir de grands admirateurs. Il s'était tenu durant tout le règne de Jacques à une grande distance de la cour, et, quoique son nom fût toujours sur la liste des conseillers privés, il n'avait pas assisté une fois aux délibérations. Il reçut avec joie la première ouverture qui lui fut faite, et parut d'accord de tout; mais, à la conférence suivante, il dit qu'après avoir plus mûrement réfléchi, il avait senti sa conscience tellement alarmée, qu'il ne pouvait aller en avant. Il ajouta qu'il avait causé de l'entreprise projetée, quoique d'une manière générale, avec des théologiens qui l'avaient blâmée; et il nomma Tillotson et Stillingfleet. Ils m'ont assuré tous deux, depuis, qu'ils ne se souvenaient de rien de semblable. Nottingham convint qu'il n'aurait pas dû souffrir que ses amis entrassent si avant avec lui dans la confidence d'un tel secret jusqu'à ce qu'il l'eût mieux examiné; il leur avait donné, selon les notions reçues en Italie, le droit de le tuer; mais quoique ses principes ne lui per-

missent pas de s'associer d'action avec eux, ses affections du moins le portaient à faire des vœux pour leur succès et lui donnaient dans le complot toute la part de criminalité attachée à la non révélation. Le comte de Devonshire entra avec beaucoup de résolution dans toutes nos vues, qui furent aussi communiquées à trois des principaux officiers de l'armée, Trelawny, Kirk et lord Churchill. Tous acceptèrent, et Trelawny y engagea son frère l'évêque de Bristol.

Puisque je viens de nommer lord Churchill, dont je serai souvent appelé à faire mention dans la suite de cet ouvrage, je profiterai de l'occasion pour m'étendre sur lui plus que sur les autres. Il avait un extérieur noble et gracieux. Élevé dès son enfance à la cour, il en connaissait les manières mieux qu'homme du monde. Aussi était-ce toute sa science, car il était sans aucune littérature. Mais ce défaut d'instruction était corrigé en lui par un jugement solide et clair, et une présence d'esprit qui ne l'abandonnait jamais. Il était caressant pour toute espèce de gens, et se montrait toujours prêt à rendre de bons offices. Le manque de fortune lui fit sentir la nécessité de prendre tous les moyens d'en acquérir une; et peut-être ne les oublia-t-il pas assez lorsqu'il eut atteint le plus haut point de son élévation; il ne sut point proportionner ses dépenses à l'importance de ses emplois.

Mais tout en convenant de ces taches dans un caractère d'ailleurs si remarquable, il n'en faut pas moins placer lord Churchill au nombre des plus grands hommes que ce siècle ait produits. Il jouissait d'une haute faveur auprès du Roi; et sa femme possédait plus encore celle de la princesse Anne, sur laquelle elle exerçait un ascendant qui s'étendait à tout. C'était une femme peu cultivée, mais d'un esprit juste et pénétrant, amie chaude et dévouée, violente et soudaine dans ses résolutions, impétueuse dans son langage. Elle passait pour vaine de sa faveur jusqu'à l'insolence, quoiqu'elle n'usât, pour la conserver, d'aucun des artifices si communs à la cour. Etrangère à la flatterie, elle se dispensait même de l'assiduité auprès de la princesse. Elle restait beaucoup dans son intérieur, et veillait très-soigneusement à l'éducation de ses enfans. Après avoir présenté les principaux traits de ces deux caractères, je crois devoir faire connaître la conduite de lord Churchill à l'époque de la révolution. Cette conduite lui a valu, comme on sait, d'être accusé d'ingratitude et de trahison envers un maître libéral et affectionné.

Cependant il ne révéla aucun des secrets du Roi. Jamais il ne chercha à le pousser à aucune mesure violente. Toutes les fois qu'il entretenait Sa Majesté des affaires du gouvernement, ce qu'il ne fit que rarement à cause de la divergence de

ses opinions avec celles qui prévalaient alors à la cour, la modération de ses conseils en attesta la bonne foi. Je tiens du comte de Galloway qu'à l'époque de l'avènement du Roi à la couronne, quand lord Churchill vint pour la première fois complimenter son souverain, il lui dit, à lui Galloway, que si Sa Majesté se laissait influencer jusqu'à porter atteinte à la religion de l'Etat, il ne consentirait pas à la servir plus longtemps, et se retirerait de la cour : tant cette résolution fut fixée de bonne heure dans son esprit. Le fait est qu'il ne put voir de sang-froid le Roi courir à sa perte par la destruction de toutes nos libertés. Son mécontentement s'accrut encore par ses doutes sur la naissance prétendue d'un héritier du trône. Il se prépara donc à se ranger du côté du prince d'Orange, dès que celui-ci paraîtrait en Angleterre; mais il résolut en même temps de ne livrer aucune place et de se contenter de se retirer avec quelques officiers auxquels il crut pouvoir confier un tel secret. Il se chargea aussi de déterminer le prince George et la princesse Anne à quitter la cour, et à se rendre auprès du prince le plutôt possible.

Les lettres et les invitations désirées par le prince d'Orange nous furent apportées dans le mois de septembre par lord Russel et le comte de Shrewsbury. Bientôt après arrivèrent Sidney et Johnston. Ils étaient porteurs d'un plan de

conduite complet, ainsi que des principaux articles d'une déclaration, le tout en grande partie rédigé par lord Danby. Lui, le comte de Devonshire et lord Lumly s'étaient réservé les provinces du nord, et ils s'étaient déjà rendus dans leurs différens comtés pour commencer à agir. Notre secret était maintenant entre les mains de plusieurs milliers de personnes, dont pas une seule ne le trahit, ni ne le divulgua par imprudence, quoiqu'il régnât en général parmi les initiés une telle confiance qu'ils ne mettaient pas dans leur conduite toute la discrétion qui semblait nécessaire. Les choses furent conduites en Hollande avec le plus grand mystère jusqu'au mois de septembre. A cette époque on sut qu'il se faisait des achats considérables d'armes; et, quoique les marchés fussent conclus tantôt au nom du roi de Suède, tantôt de quelques princes d'Allemagne, la carrière était néanmoins ouverte aux soupçons. D'ailleurs tous ceux à qui la vérité fut confiée montrèrent une fidélité et une discrétion à toute épreuve. On peut juger par là de la différence qu'il y a entre le concours libre d'hommes qu'unissent dans un même dessein des principes communs de religion et d'honneur, et la complaisance forcée de soldats mercenaires ou de ministres corrompus qui n'est jamais cordiale ni secrète.

La France prit la première l'alarme et la com-

muniqua bientôt à la cour d'Angleterre. D'Avaux, l'ambassadeur de France, ne pouvait plus cependant tenir la sienne au courant de tout ce qui se passait aussi bien que de coutume, parce que Louvois, qui le détestait, avait fait supprimer comme inutiles les fonds considérables mis à la disposition de cet ambassadeur pour entretenir partout des espions. Il ne fut pas fâché qu'une occasion aussi signalée fit sentir à son gouvernement la faute qu'il avait commise. Jacques se hâta de publier maladroitement les avis qu'il avait reçus de France; car l'aversion du peuple pour la source où ils étaient puisés se tourna contre ceux à qui ils étaient adressés. Le Roi s'aperçut bientôt de son imprudence, et pour la réparer autant que possible, il affecta de répéter en différentes occasions que, quels que fussent les desseins de la Hollande, il était assuré qu'ils n'étaient point dirigés contre sa couronne. Il faisait même répandre le bruit, tantôt que ces préparatifs menaçaient la France, tantôt qu'ils étaient destinés contre le Danemarck. Le Roi cependant prouvait qu'il n'était pas sans crainte; car il fit équiper quatorze vaisseaux de plus, munis d'une puissante artillerie. Il rappela Strickland, et donna le commandement de la flotte à lord Dartmouth, l'un des hommes les plus vertueux de la cour. Attaché dès long-temps au service du Roi, investi de sa confiance, il l'aimait avec sincé-

rité, quoique sans approuver la manière dont il conduisait les affaires, ce qui ne l'empêcha pas néanmoins de se dévouer à tous les hasards de la fortune de son maître. Matelots et officiers se rendaient lentement à leur devoir; et leur peu de zèle embarrassait toutes les parties du service.

Bientôt un nouvel incident vint ajouter à la perplexité du Roi. Ainsi que je l'ai déjà dit, on avait résolu de réorganiser l'armée, à l'aide de recrues levées en Irlande, de telle sorte que l'armée anglaise serait insensiblement devenue une armée irlandaise. Le Roi fit la première épreuve de son nouveau système sur le régiment de Berwick, qui déjà, sous le commandement d'un colonel illégalement nommé, semblait devoir être plus préparé qu'aucun autre à se plier aux volontés de la cour. On ordonna l'introduction de cinq Irlandais dans chaque compagnie de ce régiment stationné alors à Portsmouth. Mais Beaumont, le lieutenant-colonel, et cinq des capitaines refusèrent de les recevoir. Ils représentèrent que le dévouement de leurs soldats ne pouvait être douteux, puisqu'ils avaient été enrôlés à l'occasion de la révolte du duc de Monmouth; que si le Roi désirait de nouvelles recrues, ils se faisaient fort de les trouver; mais que le mécontentement causé par l'introduction des Irlandais les mettrait dans l'impossibilité d'être utiles au service de Sa Majesté. Les ordres étaient

positifs, et le duc de Berwick fut envoyé pour les faire exécuter. Les officiers offrirent alors spontanément leur démission. Le Roi, outré au dernier point, ne garda aucune mesure dans son ressentiment. Les officiers furent arrêtés par son ordre, traduits devant un conseil de guerre, cassés et déclarés incapables d'être à l'avenir admis au service du Roi. Loin d'être intimidé par cet exemple, le corps entier des officiers manifesta si hautement sa répugnance pour recevoir dans leurs rangs des hommes d'une autre nation et d'une religion différente, que le Roi fut obligé de renoncer à toute tentative de ce genre. Cet incident servit, à ce qu'on crut alors, à fixer ses irrésolutions sur un point alors en discussion.

En transmettant à son allié les avis qu'il avait reçus des préparatifs de la Hollande, le Roi de France lui avait offert toutes les forces qui pourraient lui être nécessaires. Douze ou quinze mille hommes ou plus, s'il le jugeait convenable, furent mis à sa disposition: Ces troupes devaient débarquer à Portsmouth, et occuper cette place, afin d'assurer leurs communications avec la France. Tous les prêtres et la plus grande partie des seigneurs catholiques étaient d'avis qu'on acceptât cette proposition. Le comte de Sunderland seul, parmi les hommes en crédit, s'y montra opposé. Une armée de quarante mille hommes, dit-il, pourrait seule être un secours réel et suffisant;

mais cette armée serait aux ordres de ceux qui l'auraient envoyée ; peut-être viendrait-elle à bout de soumettre l'Angleterre ; et sûrement le Roi , qui ne gouvernerait plus que sous le bon plaisir de ses auxiliaires ; de telle sorte qu'il ne serait plus bientôt que le vice-roi du roi de France ; quant à une armée moindre , elle ne servirait qu'à faire perdre au Roi l'affection de ses sujets , qu'à exciter ses propres soldats à la désertion , si ce n'est à la révolte.

Le Roi , qui ne pensait pas que le moment de la crise fût si proche , n'accepta ni ne rejeta définitivement la proposition. Il s'engagea seulement , par un traité , à tenir prêts cent vaisseaux marchands pour le transport des troupes dont il pourrait avoir besoin. Il est certain que l'ambassadeur de France , qui , connaissait mieux la cour que la nation , s'imaginait que le Roi y avait un parti beaucoup plus grós que la suite ne le fit voir. Il croyait qu'on aurait la guerre civile , et qu'alors Jacques se trouverait heureux d'accepter , à quelque condition que ce fût , l'assistance de la France ; il exhorta son maître à ne point perdre de vue ses autres entreprises , et l'assura qu'il serait encore temps l'année suivante de songer à secourir le roi d'Angleterre. Ces avis eurent de fatales conséquences pour ce prince et pour Barillon lui-même ; car , à son retour en France , il fut si mal reçu de sa cour , que sa

mort, survenue bientôt après, fut attribuée au chagrin qu'il ressentit de sa disgrâce.

Albeville revint en Angleterre pleinement convaincu que l'expédition, dont la Hollande ne pouvait plus dissimuler les préparatifs, était destinée contre l'Angleterre; mais il poussa si loin la diplomatie, que la peine qu'il prenait pour persuader le contraire à tout le monde, le rendait l'objet de la risée générale. Il repartit bientôt pour La Haye, et dans un mémoire qu'il adressa aux Etats, il demanda quel était le but d'armemens si considérables et si extraordinaires, à une semblable époque de l'année. Les États, fidèles à la lenteur ordinaire de leurs formes, gardèrent long-temps ce mémoire sans y répondre.

D'autre part, la cour de France tenta une démarche plus décisive. Son ambassadeur présenta à son tour un mémoire aux États, dans lequel il déclarait que son maître ayant en connaissance des desseins formés contre l'Angleterre, il signifiait aux États qu'il existait entre le roi de la Grande-Bretagne et lui une si étroite alliance, qu'il considérerait toute tentative contre les Etats de ce prince, comme un attentat à sa propre couronne. Cette déclaration fit perdre contenance au roi Jacques et à ses ministres; car ils venaient récemment de repousser par une dénégation positive tout soupçon d'alliance avec la France. Albeville continua à la

nier à La Haye, même après la publication de la note de l'ambassadeur français. Le Roi la niait également à Londres à l'ambassadeur hollandais. Le blâme de la déclaration intempestive retomba sur Shelton, envoyé du Roi à Paris. Il fut désavoué, et à son retour enfermé à la Tour de Londres. Sa disgrâce néanmoins fut de courte durée, car il fut bientôt après nommé lieutenant de cette même prison où il était détenu. Son imprudence pouvait en effet avoir obtenu de la cour de France la reconnaissance publique d'une alliance, qu'il croyait devoir terrifier les Etats ; mais cette reconnaissance , accordée peut-être à ses instances officieuses , prouvait du moins clairement la réalité d'une alliance, qui n'aurait jamais été avouée par la France d'une manière aussi solennelle , si elle n'eût point existé : car tout ce que les ambassadeurs avancent au nom de leurs maîtres demeure pour authentique, s'ils ne sont pas immédiatement démentis. Ce fut donc une vaine chicane de la part de ceux qui demandèrent ensuite comment cette alliance avait été prouvée ; elle le fut pleinement par le mémoire que je viens de citer, et le semblant de disgrâce auquel Shelton fut soumis, n'affaiblit nullement cette preuve.

Sir William Trumball, alors ministre d'Angleterre à Constantinople, me conta à son retour un fait qui achève de mettre l'alliance dont je parle hors de doute. Sir William était assuré-

mient le plus éminent de nos jurisconsultes, et de beaucoup le meilleur orateur de notre barreau, en même temps qu'un des hommes les plus savans, les plus actifs, les plus vertueux. Il partit pour Paris, en qualité d'envoyé, lors du rappel de lord Preston. Il y était encore à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes. Témoin de la violence de la persécution, il se montra noblement et utilement en cette occasion, donna asile à un grand nombre de pros crits, recela leurs effets, et fit passer en Angleterre leur vaisselle et leurs bijoux. Cette conduite mécontenta la cour de France, et n'était pas très-agréable à la cour d'Angleterre, qui cependant ne jugea pas alors convenable de le désavouer, ou de le rappeler. Il reçut même l'ordre de présenter, sur l'envahissement de la principauté d'Orange, divers mémoires qu'il rédigea d'un style si ferme, que le dernier ressemblait plus à un manifeste qu'à une plainte. Bientôt après il fut envoyé en Turquie. Environ vers l'époque dont je m'occupe en ce moment, il fut surpris un matin de recevoir la visite de l'ambassadeur de France, sans qu'elle fût précédée d'aucune des formalités d'usage entre ambassadeurs. Le Français dit à sir William que toute cérémonie serait de trop entre eux, depuis que leurs maîtres n'avaient plus qu'un même intérêt; et il lui montra une lettre en chiffre de M. de Croissy,

qui portait qu'une alliance venait d'être conclue entre les deux monarques. Cette union, je le répète, fut donc aussi prouvée, aussi évidente qu'une transaction de cette nature peut l'être.

La conduite de la France à cette époque, relativement à la Hollande, fut véritablement inexplicable. Elle servit si bien les desseins du prince d'Orange, qu'on eût pu la croire suggérée par lui-même. Tous les produits des manufactures hollandaises, soit en toile, soit en étoffe de laine, furent prohibés en France. L'importation des harengs fut également défendue, à moins qu'ils ne fussent préparés avec du sel de France. Ces prohibitions étaient contraires au traité de commerce. L'industrie manufacturière en souffrit d'abord beaucoup. Il en fut de même pour le commerce des harengs. Les Etats prohibèrent à leur tour les vins et les eaux-de-vie françaises, pour le temps que le commerce ne serait pas libre entre les deux nations. Il eût été très-génant pour le prince qu'ils reçussent de la France quelque satisfaction sur ce point, et qu'elle leur offrit en même temps quelque sécurité relativement au territoire de Cologne. Plusieurs villes de Hollande se seraient probablement laissées séduire et apaiser par ces concessions. Les masses, comme on sait, sont aisément abusées, et difficilement entraînées à des guerres, qui interrompent le commerce, par lequel elles subsistent.

Mais la hauteur de la cour de France lui faisait alors défier le monde entier. On eût dit que loin de la redouter, la guerre était l'objet de tous ses vœux. Ainsi provoqués, les États votèrent à l'unanimité une levée extraordinaire de dix mille hommes, indépendamment des trente mille allemands, pour lesquels le prince, ainsi que je l'ai dit plus haut, avait précédemment pris avec quelques uns des princes de l'Empire des arrangements, qui ne reçurent qu'alors leur exécution. Amsterdam montra d'abord peu d'empressement à s'unir à la détermination commune, mais finit par y donner son acquiescement. Pendant ce temps on faisait circuler le bruit que la France proposerait de nouvelles bases d'un traité de commerce, qu'elle abandonnerait le cardinal de Furstenberg, qu'elle renoncerait à intervenir dans les affaires de l'évêché de Cologne, et les laisserait régler par les lois de l'Empire. On parlait aussi d'expédiens inventés pour accommoder le différend, en acceptant le prince Clément pour coadjuteur, et en remettant quelques places fortes entre ses mains. Mais tous ces bruits sans réalité n'étaient lancés dans le public que pour en amuser les oisifs.

Tandis qu'ils nous occupaient à La Haye, le manifeste du roi de France contre l'Empereur vint tout d'un coup jeter l'Europe dans l'étonnement. Il y signalait d'abord les mauvais desseins

de Sa Majesté impériale contre la France. Il se plaignait ensuite de l'injustice que l'électeur palatin faisait à la duchesse d'Orléans, frustrée par lui de la succession de son frère, qui consistait en quelques terres, des canons, et des meubles. L'électeur était également accusé d'avoir suscité les divisions dont Cologne avait été le théâtre, dans l'espoir, en premier lieu, de faire tomber le choix sur l'un de ses fils, et plus tard de porter à cet évêché le prince de Bavière, qu'il n'avait engagé à le briguer qu'afin de priver son frère aîné, qui n'avait point d'enfans, de son héritier naturel, et de faire retomber ainsi dans sa propre famille la succession de Bavière. L'Empereur était lui-même accusé d'avoir voulu contraindre les électeurs à choisir son fils pour roi des Romains, et de prêter l'oreille aux instances du prince palatin, qui le pressait de conclure la paix avec les Turcs, afin d'être libre de tourner ses armes contre la France. Ce devait être là le prélude d'une grande alliance projetée entre les princes protestans pour troubler le cardinal de Furstemberg dans la possession du siège de Cologne, quoiqu'il fût désiré par la majorité du chapitre. Que si cependant un autre l'emportait, la religion catholique courait de grands risques dans le territoire dépendant de Cologne. D'après tous ces motifs, le roi de France, considérant que ses ennemis ne pouvaient pénétrer dans ses Etats que par Philisbourg, avait

résolu de s'emparer de cette place, et ensuite de la démolir. Il comptait aussi enlever Kaiserslautern à l'électeur palatin, et le garder jusqu'à ce que la duchesse d'Orléans eût obtenu justice. Enfin, à ces déterminations, il ajoutait celle de maintenir le cardinal dans la possession de l'évêché de Cologne. En compensation, il offrait de permettre que le prince Clément fût nommé coadjuteur, de faire raser Fribourg, et de restituer Kaiserslautern aussitôt que l'électeur palatin aurait payé à la duchesse d'Orléans l'équivalent de ses légitimes prétentions. Il demandait que la trêve qui existait entre lui et l'Empire fût convertie en une paix définitive : il proposait pour médiateurs de cette paix, le roi d'Angleterre et la république de Venise ; et concluait, en déclarant qu'il ne se regarderait comme engagé par les conditions qu'il venait d'offrir, qu'autant qu'elles seraient acceptées avant le mois de janvier.

J'ai cru devoir donner une analyse complète de ce manifeste. Il servit de prélude à la guerre terrible qui ne se termina que par la paix de Ryswick. D'après la nature des griefs qui y sont exposés, il sera aisé de prononcer si cette guerre fut juste ou injuste. Il fut blâmé généralement, tant pour le fond que pour la forme. On n'y trouvait point ce ton de grandeur, qui convient aux têtes couronnées. Les prétentions de la duchesse d'Orléans sur de vieux meubles étaient un étrange mo-

tif de guerre, surtout lorsqu'on ne pouvait point alléguer que l'héritage eût été réclamé selon les formes légales, et qu'il y eût eu déni de justice : c'eût été néanmoins la marche naturelle à suivre. La supposition des secrètes intentions de l'électeur palatin sur la succession de la maison de Bavière était absurde, non moins que l'accusation de n'avoir cherché à amener l'Empereur à conclure la paix avec les Turcs, que pour l'entraîner à faire la guerre à la France. Attribuer à l'Empereur le dessein d'emporter de force l'élection d'un roi des Romains, autre hypothèse de même nature : c'était toujours vouloir entrer dans le secret de ces pensées, qui ne sont connues que de Dieu seul. Des allégations dénuées de preuves, des conjectures incertaines, éloignées, quelles singulières bases d'une déclaration de guerre ! Si elles étaient une fois admises, les traités de paix n'étaient plus que de vaines formules, sans consistance ni valeur quelconque. La prétention de s'emparer de Philisbourg, sous prétexte que cette place ouvrait aisément le chemin de la France à une invasion, violait toutes les lois du droit des gens établies entre les princes. Toute place fortifiée est certainement sur une frontière un point de résistance et un lieu d'approvisionnement ; elle offre nécessairement des facilités pour entrer sur le territoire voisin, lorsque la situation des choses l'exige. Voilà donc une cause d'hostilité

permanente entre les Etats, qui, si elle était reconnue bonne, rendait toute paix impossible.

Une décision définitive du pape avait jugé l'affaire de Cologne, conformément aux lois de l'Empire. Le vœu de la majorité du chapitre n'avait de valeur, d'après ces lois, qu'autant que cette majorité se composait des deux tiers des suffrages. Les éloges que le manifeste donnait aux efforts du cardinal pour maintenir la paix en Europe, étaient d'un ridicule qui frappait tout le monde. Ne connaissait-on pas sa conduite incendiaire depuis un grand nombre d'années? Ne savait-on pas qu'il avait constamment trahi l'Empire, surtout en l'année 1672? L'accusation que l'agent de l'Empereur avait portée contre lui devant le chapitre, était aussi le sujet de plaintes graves : on voulait la faire passer pour une infraction à l'amnistie stipulée par la paix de Nimègue. Mais, quoique en effet le cardinal n'eût pu être légalement recherché ni puni, pour aucun acte antérieur à ce traité, il était déraisonnable de prétendre interdire à l'empereur le droit d'user de tous ses moyens pour exclure d'une si grande dignité un homme, dont l'élévation pouvait devenir fatale à l'Empire. Voilà une partie des critiques dont le manifeste fut l'objet. Tous ceux qui avaient réfléchi sur le droit public soit en temps de paix, soit en temps de guerre, le considérèrent comme le monument le plus irrécusable, comme

la déclaration la plus solennelle de la perfidie de la cour de France. Il parut, pour le scandale et l'audace, de quelques degrés au-dessus de celui de 1672, dans lequel le soin de la *gloire du Roi* était présenté comme le principal motif de la guerre. Du moins, dans ce dernier, nul grief particulier n'était relaté, en sorte qu'on pouvait supposer que Louis avait à repousser de tels affronts, qu'il n'était pas de sa dignité de rappeler. Mais ici tout, jusqu'aux vieilles tapisseries d'Heidelberg, était porté en compte ; et la conclusion, c'était que le roi de France ne se croyait lié par aucun traité, et que lorsqu'il lui plaisait de soupçonner chez ses voisins l'intention de lui faire la guerre, il se croyait autorisé à la commencer.

Ce manifeste contre l'Empereur fut suivi d'un autre contre le Pape, sous la forme d'une lettre, qui devait lui être remise par le cardinal d'Estrées, auquel elle était adressée. L'injuste partialité que le Pape avait montrée durant tout son pontificat, au préjudice de la France, et en faveur de la maison d'Autriche ; l'affaire de la régale, le refus de l'envoi des bulles aux évêques nommés par le Roi ; les disputes sur les franchises dont l'ambassadeur de France avait été toujours en possession ; la résolution de n'accorder aucune audience, non-seulement au comte de Lavardin, mais aussi à un gentilhomme qui, sans aucun caractère diplomatique, avait été envoyé à Rome,

porteur d'une lettre de la main même du Roi ; enfin , l'infraction aux canons de l'Eglise , dont le Pape s'était rendu coupable en accordant des bulles en faveur du prince Clément , et en refusant justice au cardinal Furstemberg : telles étaient les raisons pour lesquelles le Roi se voyait enfin forcé de séparer le caractère du souverain pontife de celui du prince temporel , et de s'emparer en conséquence d'Avignon et de Castres , jusqu'à ce que le Pape eût satisfait aux prétentions du duc de Parme. Louis se plaignait ensuite que le Pape ne concourût point avec lui , dans l'intérêt de l'Eglise , à l'extirpation de l'hérésie , et s'affligeait du scandale que cette conduite donnait aux anciens catholiques et aux nouveaux convertis. C'était là encore , ajoutait-il , ce qui inspirait au prince d'Orange l'audace d'aller envahir la couronne de son beau-père , sous prétexte de soutenir la religion protestante , mais en réalité pour détruire la foi catholique et renverser le gouvernement ; et ne voyait-on pas déjà les émissaires du prince et les écrivains hollandais répandre partout que la naissance du prince de Galles était une imposture ? C'était là la première mention publique et avouée des soupçons auxquels cette naissance avait donné lieu ; car il ne faut pas compter un livre écrit à ce sujet en Hollande , puisque l'auteur en avait été puni. Il était au moins étrange d'ériger en cause de

guerre la contestation sur les franchisés : comme si tous les princes souverains n'étaient pas les maîtres d'établir à ce sujet tels réglemens qu'il leur plait. S'ils restreignent les privilèges des ambassadeurs étrangers, ils doivent s'attendre que les leurs éprouveront un traitement semblable dans les autres cours. Aussi long-temps que le caractère sacré dont un ambassadeur est revêtu, sous la sauve-garde du droit des gens, est respecté dans sa personne et dans sa famille, les puissances peuvent certainement limiter l'étendue de ses autres privilèges, et se refuser à recevoir celui qui ne voudrait pas se soumettre aux règles établies. Le nombre des personnes qui composent la suite d'un ambassadeur ne peut pas être exactement calculé ; mais si au lieu d'une suite il amène une armée, si, comme le comte de Lavardin, il triomphe par la force de la résistance qu'on opposait à son admission, ce n'est plus un ambassadeur, c'est un ennemi coupable d'un acte d'hostilité, et qui peut justement être traité et considéré comme tel.

Le Pape avait observé les canons, en rejetant la requête défectueuse du cardinal de Furstenberg ; et, quelques difficultés qu'on pût élever, en s'autorisant des anciens canons, sur les dispenses accordées au prince Clément, il n'en n'est pas moins vrai que depuis plusieurs siècles l'Eglise en tolérait l'usage. Ce fut du reste, aux yeux

de tous les gens qui réfléchissent, un bizarre renversement de choses que de voir le roi de France, après tant de cruautés contre les protestans, se préparer à faire la guerre au Pape, et, d'un autre côté, le corps entier des protestans soutenir l'autorité des bulles du Pape relativement à l'évêché de Cologne, et défendre les deux maisons d'Autriche et de Bavière, dont les armes, soixante ans auparavant, les avaient presque écrasés. Une des conséquences de cette guerre, fut que la France, obligée de faire filer pour la commencer ses troupes en Allemagne et vers la partie supérieure du Rhin, se mit dans l'impossibilité d'envoyer une armée en Angleterre, ou du moins d'occuper l'évêché de Cologne avec des forces assez considérables pour inquiéter les États; et c'est ainsi que l'invasion de l'Allemagne servit merveilleusement les desseins du prince d'Orange, qui, sans cette circonstance, fussent peut-être devenus impraticables.

Sur ces entrefaites, le maréchal de Schomberg entra dans le pays de Clèves. Il était Allemand de naissance. Lors des persécutions de France, il sollicita la faveur de retourner dans sa patrie. Elle lui fut refusée. Il obtint seulement la permission de se retirer en Portugal; mais telle est la cruauté de l'esprit du papisme, que l'homme qui avait préservé ce royaume du danger de retomber sous le joug de la Castille, ne put y trou-

ver un refuge. L'Inquisition fit un crime si noir de tout asile accordé à un hérétique, que le Roi fut forcé de renvoyer le maréchal. De là, il se rendit d'abord en Angleterre, puis en Hollande, où il entra fort avant dans la confiance du prince d'Orange. Ensuite, sur l'invitation du vieil électeur de Brandebourg, il alla à Berlin, où il fut fait gouverneur de Prusse, et mis à la tête de toutes les armées de l'électeur. A la mort de celui-ci, le fils le traita avec tous les égards dont son père lui avait donné l'exemple. Il l'envoya à Clèves commander les troupes que l'Empire destinait à la défense de Cologne. Le cardinal offrit la neutralité à cette ville; mais elle préféra recevoir une garnison envoyée par Schomberg. Cette garnison, non-seulement garantissait l'occupation de la ville, mais arrêtait la marche des Français, qui ne pouvaient avancer, tant que cette importante place ne serait pas entre leurs mains. Ainsi les Provinces-Unies se voyaient de tous côtés à l'abri pour tout l'hiver. Rien ne pouvait détourner le prince d'Orange de ses desseins sur l'Angleterre. Il avait dit souvent qu'il ne donnerait jamais à ses ennemis occasion de l'accuser d'emmener avec lui les meilleures troupes des États, en les laissant exposés au premier coup de main qui pourrait être tenté contre eux durant son absence. La nouvelle situation des choses l'affranchissant de cette inquiétude, il

n'avait plus d'autres risques à courir dans l'expédition qu'il projetait, que ceux qui menacent toujours une expédition maritime. La mer était, il est vrai, alors fort orageuse, et la saison, déjà fort avancée, ne permettait plus d'entrer en campagne avant l'hiver. Enfin les élémens seuls pouvaient contrarier des plans si heureusement assurés par la politique inattendue de la France.

La flotte hollandaise, prête à mettre à la voile, était alors d'environ cinquante vaisseaux, la plupart des troisième et quatrième rangs, et commandés par des officiers hollandais. Mais Herbert, représentant la personne du prince, devait commander en chef comme lieutenant-général-amiral. Ce ne fut pas sans difficulté que les États et le prince lui-même consentirent à lui donner ce titre. Il leur semblait absurde de mettre un étranger à la tête de leur flotte; mais nulle autre situation n'aurait satisfait Herbert, et rien d'un autre côté n'était plus fait, selon l'opinion générale, pour amener toute la flotte anglaise à se réunir à celle du prince, que de voir l'homme qui l'avait récemment commandée à la tête de la flotte hollandaise. On loua une flotte de transport pour embarquer l'armée. Elle comptait environ cinq cents vaisseaux; car, quoique les dragons à la paie ne fussent pas au nombre de quatre mille, cependant les chevaux,

en y comprenant ceux des officiers, des volontaires, des bagages et de l'artillerie, s'élevaient à plus de sept mille. On emportait aussi des armes pour vingt mille hommes de plus.

Toutes choses ainsi préparées, on s'occupa de la déclaration que le prince devait publier. Un grand nombre de projets furent envoyés d'Angleterre par différentes mains. Ils furent tous remis au Pensionnaire Fagel, qui, sur ces matériaux, composa à son tour un long et pesant exposé fondé sur les principes de la loi civile et du droit des nations. Ce travail me fut apporté pour que je le misse en anglais. Je m'aperçus bientôt que Fagel était épris de son ouvrage, et que le prince s'en rapportait entièrement à lui; j'obtins cependant que ce lourd manifeste serait fort abrégé; mais il n'en demeura pas moins encore trop long. Il commençait par un récit détaillé de toutes les atteintes portées aux lois, tant civiles et religieuses que judiciaires, de l'Angleterre. Il rappelait ensuite les vaines tentatives de la nation pour remédier à tant d'abus par les voies de la modération. Ainsi les pétitions, présentées de la manière la plus secrète, par les personnes les plus recommandables, étaient imputées à crime; ainsi il n'était point de manœuvres qu'on ne se permit pour corrompre le parlement, pour s'assurer les votes des électeurs, et les voix des membres qui devaient être élus; ainsi encore les

writs de convocation étaient adressés à des autorités illégales et qui n'avaient pas caractère pour les mettre à exécution; partant il y avait maintenant impossibilité de réunir un parlement légitime. Les motifs de croire supposée la naissance d'un héritier du trône, exposés en termes généraux, terminaient cette série de griefs. Désespérant d'en obtenir le redressement, continuait le manifeste, par tout autre moyen que celui de la force, le prince d'Orange, justement alarmé d'ailleurs du péril qui menaçait la religion protestante ainsi que la constitution d'Angleterre et d'Irlande, invité, supplié par des hommes de toutes conditions, surtout par un grand nombre de pairs ecclésiastiques et laïcs; le prince, dis-je, se croyait obligé de venir en Angleterre pour remplir des devoirs que son alliance avec la princesse lui avait fait contracter envers ce pays, et avec la résolution de chercher le remède aux maux toujours croissans du peuple britannique dans la convocation d'un parlement légalement élu, et libre dans ses votes, conformément aux anciennes coutumes et à la constitution d'Angleterre : il réunirait ses efforts à ceux de cette assemblée pour concourir avec elle au repos et au bonheur de la nation. Il promettait en particulier de maintenir l'Église et la religion établie, en s'efforçant de ramener à elle, par les meilleurs moyens qui lui seraient

indiqués, tous les dissidens, qu'il laisserait néanmoins jouir d'une entière liberté de conscience, aussi long-temps qu'ils consentiraient à vivre en paix. Il annonçait enfin que le parlement serait investi de l'enquête sur l'accouchement de la Reine, et il s'engageait à acquiescer à sa décision. Tel fut le manifeste que le prince signa et scella de son sceau le 10 octobre. Il fit écrire en même temps diverses lettres en son nom, aux soldats, aux matelots et autres, où il les invitait à venir le joindre, afin d'assurer leur religion, leurs lois et leurs libertés. Je fus chargé de rédiger un autre écrit fort court, où je fixais les limites de l'obéissance due aux souverains, justifiais l'ensemble de l'entreprise, et réfutais d'avance les objections auxquelles elle pourrait donner lieu. On imprima plusieurs milliers de copies de ces différentes pièces pour être distribuées partout le royaume après le débarquement.

Le prince m'engagea à le suivre en qualité de chapelain, et j'y consentis volontiers. Ma conscience me disait que l'entreprise était juste et légitime, et j'y avais déjà pris une si grande part, que j'aurais cru montrer une pusillanimité ridicule en prenant soin de ma personne, lorsque le prince exposait la sienne et que toutes nos espérances étaient livrées au hasard d'un succès incertain. Il est vrai qu'étant né Écossais, je devais m'attendre, si je fusse tombé entre les mains

des ennemis, à être envoyé en Écosse et mis à la torture. Cette perspective me fit éviter avec soin d'être mis au courant de ce qui concernait les gens en correspondance avec le prince. Au moyen de cette précaution, la torture même n'aurait pu m'arracher une parole susceptible de compromettre qui que ce soit. Il y eut une autre déclaration préparée pour l'Écosse. Je ne pris point de part à sa composition; j'en corrigeai seulement quelques passages, principalement celui qui était relatif à l'Église; car les Écossais venus à La Haye, étant tous presbytériens, l'avaient rédigée de manière qu'on aurait pu conclure de plusieurs phrases que le prince se déclarait en faveur de la secte presbytérienne. Avant que je les lui eusse expliquées, le prince ne s'était point aperçu de leurs conséquences. Il ordonna qu'elles fussent changées; et que sa déclaration laissât la question tout entière.

Sidney apporta des lettres des personnes que j'ai déjà fait connaître. Le prince était invité, au nom de tous les hommes sages et vertueux de l'Angleterre, à venir sauver la nation de sa ruine. Des avis de tous genres étaient joints à ces assurances et à ces encouragemens. On conseillait au prince de réunir une puissante flotte, mais une petite armée. On souhaitait qu'elle n'excédât pas six ou sept mille hommes. On craignait que, s'il amenait à sa suite un

trop grand nombre de troupes étrangères, la malveillance ne s'emparât de cette circonstance pour inspirer au peuple jaloux la crainte de trouver un conquérant dans son protecteur. On lui conseillait encore de débarquer vers le nord, soit à la baie de Burlington, soit un peu au-dessus de Hull; parce que, disait-on, le Yorkshire était abondant en chevaux, et la noblesse des campagnes généralement bien disposée, zélée même pour nos desseins. Le pays, d'ailleurs, était fertile, et les routes fort bonnes, jusqu'à la distance de cinquante milles de Londres. Le comte de Danby surtout insistait sur ce dernier avis dans l'espoir de jouer un rôle plus important dans la conduite des affaires, en raison de l'influence qu'il croyait avoir dans ce comté. On avait toutefois que les provinces de l'ouest étaient également bien préparées; mais on faisait observer que la fatale issue de l'invasion du duc de Montmouth, et les sanglantes exécutions qui en avaient été la suite, avaient trop abattu les esprits pour qu'on pût en attendre la hardiesse de se déclarer sur-le-champ. Par-dessus tout le reste, ces lettres recommandaient une prompte résolution, une exécution rapide. Le Roi, pour le moment, n'avait que dix-huit vaisseaux à l'ancre dans les Dunes; mais une flotte beaucoup plus considérable était à la veille de se mettre en mer. Le peu d'empressement des

marins à se rendre à leur poste retardait seul leur sortie.

Lorsque ces dépêches furent communiquées au prince , il déclara qu'il ne se déciderait jamais à passer en Angleterre avec des forces si peu imposantes. Il ne pouvait croire les assurances qu'on lui donnait sur les dispositions de l'armée du Roi à venir le joindre aussitôt. Il n'accordait pas beaucoup plus de confiance à l'entraînement du peuple des campagnes. Il protesta qu'il n'entreprendrait point un si vaste projet , dont le mauvais succès précipiterait dans le même abîme l'Angleterre et la Hollande, sans avoir avec lui des forces qu'il pût croire supérieures à celles du Roi , en supposant que l'armée de celui-ci restât fidèle à sa cause. Pour concilier les deux opinions , quelques uns proposèrent que le prince divisât ses troupes ; qu'il prit terre dans le nord avec la plus grande partie de son armée , et qu'il envoyât un détachement dans l'ouest sous les ordres du maréchal de Schomberg. On insistait vivement sur la nécessité de se servir de ce général , soit à cause de sa haute réputation , soit parce que sa présence serait un motif de sécurité pour la personne du prince , et pour le succès de l'expédition ; on trouvait effrayant qu'elle reposât tout entière sur une seule vie ; il fallait que les pensées pussent se reporter sur un autre général au-

quel tous consentiraient à se soumettre en cas d'événement funeste contre la personne du prince. Les ennemis d'ailleurs seraient déconcertés en lui voyant un second capable de le remplacer dans le commandement. Le prince acquiesça aisément à ce vœu, et obtint de l'électeur la liberté d'amener Schomberg avec lui; mais il rejeta la motion de diviser sa flotte et son armée. Il dit qu'un tel partage pourrait être fatal; que si le Roi envoyait ses principales forces contre le détachement le plus faible, et obtenait ainsi un avantage, l'entreprise pourrait être perdue, et que le moindre revers sur un seul point ne laisserait plus d'espérance de succès sur aucun autre.

Lorsque ces avis furent soumis à Herbert et aux autres officiers de marine, ils s'opposèrent avec véhémence à une descente dans le nord; un tel conseil n'avait pu, selon eux, être donné par aucun homme ayant quelque connaissance de la mer. La flotte ne pouvait tenir la mer le long des côtes du nord pendant les vents d'est, si froids d'ordinaire en hiver qu'il ne serait guère possible de la préserver des glaces; si d'ailleurs elle était laissée dans ces parages, la Manche resterait ouverte aux secours qui pourraient être envoyés de France: cette mer offrait à la fois plus de sûreté pour la flotte, et la mettait à portée d'intercepter toutes les communications avec la France. Cependant l'opinion contraire

était si prononcée en Angleterre , et les avis écrits dans ce sens si répétés , que le prince résolut , pour partager le différend , de débarquer dans le nord , et d'envoyer ensuite sa flotte occuper la Manche.

Il continua à couvrir ses desseins en feignant de tourner ses regards vers Cologne. Il ordonna une revue de son armée , et fit établir un camp à Nimègue durant deux mois. Il fit également monter un train d'artillerie. Ces divers préparatifs annoncèrent aux officiers la nécessité de se mettre en état d'entrer en campagne. Il ne s'agissait plus que de trouver assez d'argent pour une expédition aussi coûteuse. L'ambassadeur de France , rassuré par la gravité de cet obstacle , se flattait qu'à la première démarche qui serait faite pour le lever , il lui serait facile d'y mettre opposition , ou du moins de faire naître des délais. Mais la prévoyance de Fagel prévint ce danger. Dès le mois de juillet précédent , on avait représenté aux États qu'il était nécessaire de réparer les places qu'ils avaient sur le Rhin et sur l'Yssel , parce qu'elles étaient en très-mauvais état d'une part , et que de l'autre le voisinage de Cologne rendait probable une guerre prochaine dans ces contrées. La proposition fut accueillie , et la dépense évaluée à quatre millions de florins. Les États créèrent un fonds pour acquitter les intérêts de cette somme , et , au moyen d'un

emprunt, la trouvèrent en quatre jours. Vers la fin de septembre, les États reçurent de l'électeur de Brandebourg un message par lequel il leur annonçait l'intention d'envoyer dans le pays de Clèves une armée qui mettrait la Hollande à l'abri de tout danger de ce côté, pendant l'hiver qui allait s'ouvrir.

On proposa alors de prêter au prince les quatre millions décrétés. Cette motion passa aux États sans aucune opposition, à la grande surprise de tous ceux qui en furent témoins. Il était inouï qu'une si périlleuse et si importante entreprise, dans une telle saison, fût consentie sans que la voix d'un seul opposant se fût fait entendre, soit à La Haye, soit dans les autres villes des Pays-Bas. La nation tout entière entra dans nos vues avec tant de zèle qu'il n'y eut pas de temps perdu à la convaincre de la justice et de la nécessité de l'expédition. Fagel avait mandé près de lui les pasteurs éminens des principales villes de Hollande. Doué comme il l'était d'une sorte d'éloquence énergique et persuasive, il les convainquit aisément que la guerre projetée pouvait seule sauver et leur religion et leur patrie du péril imminent qui les menaçait toutes deux. Ils voyaient, ajoutait-il, les persécutions de France : par là ils pouvaient juger de ce qu'il fallait attendre de la religion qui les excitait ; ils voyaient aussi les actes de violence qui signalaient le gou-

vernement du roi d'Angleterre, et qui, si on n'y mettait un terme, seraient bientôt couronnés par le succès. Il les renvoya ainsi pleins d'un beau zèle pour nos desseins, et prêts à tout faire pour disposer le peuple à y concourir de cœur et d'action. Les ministres en Hollande sont surveillés de si près par les Etats que, réunis même en corps de synode ou en consistoire, ils n'ont jamais d'autorité que celle que le gouvernement juge à propos de leur laisser. Mais néanmoins leur influence sur les esprits est immense. Je n'ai jamais vu dans aucun autre pays le clergé jouir d'un aussi grand crédit auprès du peuple, et l'employer avec plus de succès et dans de meilleures intentions que le clergé hollandais, principalement en cette occasion. Les hommes que l'intérêt de la religion n'eût pas touchés, étaient frappés des conséquences probables de la guerre que la France venait de déclarer à l'Empire. L'alliance contractée entre l'Angleterre et la France, publiée par l'ambassadeur de cette dernière puissance, leur faisait supposer que les deux souverains réuniraient leurs efforts; et, comme il était évident, d'un autre côté, que la Hollande ne pouvait lutter avec avantage contre une semblable coalition, ils concluaient qu'il était nécessaire d'arracher l'Angleterre des mains d'un prince qui se montrait un si ferme allié de la France. Il n'y avait d'opposition à redouter

que de la part des habitans d'Amsterdam ; mais tous les Anglais qui y étaient établis , aussi bien que ceux que leur commerce avait également fixés dans les autres villes des Pays-Bas, recevaient de leur pays des avis si positifs sur les dispositions de la nation et de l'armée même , qu'il n'y eut bientôt plus dans toute la Hollande qu'une opinion sur la convenance de notre entreprise. Elle paraissait d'ailleurs à tous si sagement concertée , que nulle inquiétude sur le succès ne s'éleva dans les esprits , autre que celles qui pouvaient naître de la saison. Elle n'était pourtant pas très-avancée ; mais les vents soufflaient depuis plusieurs semaines , si contraires et si impétueux que la Providence semblait étendre son bras contre nous et nous susciter d'invincibles obstacles.

La flotte hollandaise mit à la voile sous le commandement d'Herbert. Il devait croiser devant les Dunes , en vue de la flotte anglaise , dans l'espoir que quelques bâtimens viendraient se joindre à lui , ou pour tenter un engagement avec l'ennemi , tandis que ses forces étaient encore réduites à dix-huit ou vingt vaisseaux. Non-seulement les vents contraires s'opposèrent à l'exécution de ce plan , mais ils donnèrent encore les plus justes motifs de craindre qu'une partie de la flotte ne fût mise hors de service , ou entièrement détruite. Pendant plus de quinze jours que ces

vents désastreux soufflèrent sans relâche , l'avenir se voilait , pour nous tous qui étions à La Haye , de nuages plus sombres de moment en moment. Herbert se plaignit aussi de n'avoir trouvé la flotte ni aussi forte , ni aussi bien équipée qu'il l'espérait.

Tous les Anglais dispersés en Allemagne ou dans les Pays-Bas se réunirent à La Haye. Dans le nombre se trouvait un certain Wildman , jadis agitateur dans l'armée de Cromwell. Il avait depuis été mêlé dans toutes les affaires qui présentaient un caractère de sédition. Ennemi constant de toutes les supériorités , portant partout son humeur malfaisante et envieuse , il avait un talent particulier pour communiquer aux autres , comme par une sorte de contagion , sa jalousie et son mécontentement. Le prince avait ordonné que sa déclaration fût montrée aux Anglais réfugiés. Wildman y fit un grand nombre d'objections , et parvint à les faire adopter de plusieurs de ses compatriotes , qui déclarèrent ne point consentir à s'engager sous de semblables conditions. Wildman avait rédigé lui-même une déclaration dans laquelle , après avoir tracé le modèle du gouvernement d'Angleterre tel qu'il devait être observé , il entra dans le détail de toutes les circonstances où il avait été violé , faisait remonter jusqu'au règne du roi Charles II la plupart de ces infractions , et s'appuyait à tout

instant de citations tirées d'ouvrages de législation. Il se plaignait de ce que le prince avait trop insisté sur le procès des évêques, et sur l'énormité du pouvoir de dispenser des lois. Il soutenait que ce pouvoir résidait certainement dans la couronne; qu'elle l'avait exercé durant plusieurs siècles; que les lettres-patentes promulguées par le souverain contenaient presque toutes quelque *nonobstante* ou *dérogation* à un ou plusieurs actes du parlement; qu'à la vérité ce pouvoir avait été dans les derniers temps trop étendu; mais que la trop grande extension d'une prérogative inhérente à la couronne ne pouvait devenir un légitime sujet de guerre. Il ajoutait que le Roi était maître de traduire devant les tribunaux quiconque lui devenait suspect; que dans le procès des évêques toutes les formes légales avaient été observées; qu'ils avaient été acquittés; que dans tout cela enfin il n'y avait rien eu de contraire aux lois. Un tel langage semblait étrange dans la bouche de Wildman, et l'on se demandait par quel mystère un républicain si prononcé se faisait ainsi l'avocat de la prérogative royale. Son dessein était profond, et son intention perfide. Il prévoyait que la déclaration du prince lui concilierait l'affection du parti de l'Eglise, que Son Altesse à son tour accueillerait avec empressement. Cette harmonie contrariait les vues secrètes de Wildman, qui n'as-

paraît au contraire qu'à brouiller le prince avec les évêques. Il lui importait donc que celui-ci gardât le silence sur les griefs dont la plupart avaient eu tant à souffrir, et auxquels un si petit nombre d'entre eux avaient concouru. Le comte de Macclesfield, lord Mordaunt et plusieurs autres se rangèrent à l'avis de Wildman; mais le comte de Shrewsbury, Sidney, Russel et quelques uns de leurs amis se montrèrent tout aussi fermes dans l'opinion contraire. Ils insistèrent sur l'inconvenance de faire revenir le prince sur les actes du règne de Charles II : ce serait vouloir indisposer la haute noblesse, la plupart des gentilshommes et presque tout le clergé; il était essentiel surtout que la déclaration fût conçue de manière à attirer dans nos rangs la nation tout entière : or, elle réprouvait le pouvoir dispensateur. Il semblerait étrange qu'un chef d'accusation si important ne fût pas compté en première ligne, lorsqu'il s'agissait de justifier une invasion armée : tout homme de bonne foi pouvait aisément distinguer entre le pouvoir dispensateur exercé dans une circonstance extraordinaire, pour un cas spécial, et ce même pouvoir érigé en prérogative constante, et devenant un moyen d'anéantir les lois qui garantissent au pays la conservation de sa religion et de sa liberté : pour ce qui était du procès des évêques, les mauvais desseins de la cour avaient trop éclaté

à cette occasion, et l'on y avait aussi trop bien vu l'attachement que l'Angleterre portait à l'ordre épiscopal, pour que le silence du prince sur un événement si remarquable ne donnât à penser que Son Altesse n'était pas favorable à cet ordre si recommandable. Russel ajouta qu'en attaquant le règne du roi Charles on éloignerait non-seulement le parti de l'Église, mais aussi toute l'armée. La déclaration de Wildman fut l'objet de plusieurs censures. On condamna son modèle de constitution ; on lui objecta que le prince devait se borner à retracer le tableau des désordres actuels et publics, tels que les lui avaient peints les hommes sur l'invitation desquels il arrivait au secours de leur pays, et qu'il ne pouvait entrer dans la discussion des lois et du gouvernement d'Angleterre, uniquement réservée au parlement. On eut de la peine à faire goûter ces raisons au parti que s'était créé Wildman. Pour le contenter, il fallut transiger et faire des concessions. On changea quelques expressions de la première déclaration ; on en supprima quelques passages ; et ainsi amendée, elle fut de nouveau imprimée.

Au commencement d'octobre, les troupes furent rappelées de Nimègue et embarquées sur la mer du Zuyderzée, où elles demeurèrent environ dix jours avant de pouvoir sortir du Texel. Jamais un si grand dessein ne fut accompli en

un temps aussi court. On se procura cinq cents vaisseaux de transport en trois jours. Les choses se trouvaient prêtes aussitôt qu'ordonnées, et nous étions émerveillés d'une si inconcevable activité. Quelques préparatifs, il est vrai, furent manqués, quelques autres oubliés; mais si l'on considère l'immensité de l'expédition et le secret avec lequel elle dut être conduite jusqu'au moment où elle fut avouée, on s'étonnera qu'il n'y ait pas eu un plus grand nombre de détails oubliés ou mal exécutés. Bentinck, Dykewelt, Herbert et Van-Hulst avaient depuis deux mois, à La Haye, donné tous les ordres nécessaires avec si peu de bruit que durant tout ce temps rien n'avait éclaté au dehors. D'heureux accidens vinrent encore aider leur prudence et contribuer au secret qui couvrit jusqu'au bout nos projets. L'absence de Bentinck, qui ne s'éloignait jamais de la personne du prince, dont il avait toute la confiance, était par exemple une chose assez extraordinaire pour donner lieu à bien des conjectures. Mais durant tout l'été, sa femme se trouva si malade que chaque jour le terme de sa vie était attendu. Ainsi fut suffisamment expliqué le séjour de son mari à La Haye.

Peu de jours avant de quitter cette ville, j'allai faire ma cour à la princesse. Elle me parut inquiète et abattue; mais elle ne laissa percer aucun scrupule sur la légitimité de l'entreprise.

Après beaucoup d'autres discours, je lui dis que, si nous arrivions sains et saufs en Angleterre, je ne faisais aucun doute de nos succès en toute autre chose. J'osai ensuite lui faire entendre que la moindre désunion entre elle et le prince était seule capable de tout perdre : mais elle me rassura sur ce point. Si jamais personne ; ajouta-t-elle, était assez hardi pour essayer d'agir sur elle dans ce sens, elle le recevrait de manière à décourager à l'avenir toute tentative du même genre. Son ton était solennel et sérieux. Elle me renvoya en priant Dieu du fond de son cœur de nous bénir et de nous diriger.

Le 16 octobre enfin, le vent qui avait si longtemps soufflé de l'ouest se mit à l'est. En conséquence, les ordres furent donnés de partir en toute hâte pour Helvoet-Sluis. Dans la même matinée, le prince se rendit à l'assemblée des Etats pour prendre congé d'eux. Il leur exprima combien il était sensible à toutes les preuves d'affection qu'ils lui avaient données en mainte occasion. Il prit Dieu à témoin qu'il les avait toujours fidèlement servis depuis qu'ils lui avaient confié le gouvernement, et qu'il ne s'était jamais proposé d'autre but que le bien de la république. Peut-être lui était-il quelquefois échappé des fautes, mais son cœur n'avait jamais désiré que le salut et la prospérité de la nation. Il prit également le Ciel à témoin que ses intentions en par-

tant pour l'Angleterre étaient en tout conformes à celles qu'il avait signées dans sa déclaration. Il ne savait pas le sort que lui préparait la Providence; il s'abandonnait entièrement à elle; et, quel que fût celui qu'elle lui réservât, il leur confiait les intérêts de la patrie, et leur recommandait la princesse; il pouvait les assurer qu'elle n'aimait pas moins la Hollande que son propre pays. Il se flattait que, quelque chose qui arrivât, ils auraient toujours pour elle les égards dont elle était digne. Il finit par un dernier adieu. La scène fut triste, mais touchante. Les députés de chaque province voulurent lui répondre : tous, les uns après les autres, fondirent en larmes. Ils ne purent prononcer que quelques paroles entrecoupées, mais extrêmement tendres. Le prince seul conserva son flegme habituel. Lorsqu'il fut arrivé à Helvoet-Sluis, il trouva que la flotte de transport avait consommé une si grande partie de ses provisions, que trois jours de bon vent furent perdus avant qu'elle fût de nouveau ravitaillée.

Le 19 octobre, le prince vint à bord, et la nuit suivante toute la flotte mit à la voile. Mais le lendemain le vent tourna au nord et se fixa au nord-ouest. Le soir, il s'éleva une grande tempête. Nous luttâmes contre le mauvais temps toute la nuit et tout le jour suivant; mais nos efforts furent vains. Le danger était extrême pour une flotte aussi considérable, obligée de marcher de

conserve, et cependant d'éviter que les vaisseaux ne se brisassent les uns contre les autres. Le 21 dans l'après-midi, le signal du retour fut donc donné; et le 22 la plus grande partie de la flotte rentra en bon ordre dans le port. Beaucoup de vaisseaux arrivèrent plus tard : on les crut d'abord perdus; mais en peu de jours tous furent réunis. Pas un seul n'avait péri, et l'on n'eut à regretter qu'un homme que la tempête avait précipité des haubans dans la mer. Quelques bâtimens, il est vrai, avaient été si fracassés qu'à peine débarrassés de leur cargaison, ils s'enfoncèrent immédiatement. De plus, le défaut d'air avait fait périr cinq cents chevaux.

Dans ces sortes de désastres, les hommes sont en général disposés à se faire illusion sur les voies de la Providence. La France et l'Angleterre, qui s'exagérèrent beaucoup le dommage que nous avions éprouvé, en triomphèrent comme si Dieu même avait combattu contre nous, et condamnait notre entreprise. De notre côté, nous qui nous trouvions délivrés d'un si affreux péril, nous considérions notre salut comme une marque spéciale de la faveur divine, qui, quoiqu'elle n'eût pas changé en notre faveur le cours des vents et apaisé la fureur des flots, nous en avait miraculeusement délivrés. Ce début malheureux ne découragea point les États qui donnèrent de nouveau tous les ordres nécessaires pour réparer.

nos pertes. La conduite de la princesse à La Haye fut digne en tout de ce qu'on attendait d'elle. Elle ordonna des prières publiques quatre fois le jour, et y assista avec une grande dévotion. Elle ne s'entretint d'affaires avec personne, et demeura calme et silencieuse. Les Etats députèrent vers elle quelques uns de leurs membres pour lui rendre compte de leurs mesures. Ses réponses furent toujours brèves; mais dans le peu de mots qu'elle prononça, elle leur fournit souvent l'occasion d'admirer son jugement.

La cour d'Angleterre comprit enfin qu'il n'était plus temps de dissimuler ou de déguiser ses craintes. On délibéra sérieusement. Le comte de Melfort et les autres papistes proposèrent de se saisir de toutes les personnes suspectes, et de les envoyer à Portsmouth. Le comte de Sunderland combattit vivement cet avis : il dit qu'il ne serait pas possible de s'emparer de tant de gens à la fois, qu'en commençant seulement par un petit nombre, on jeterait l'alarme parmi tous les autres, et qu'on les pousserait dans le parti du prince, en leur donnant un prétexte pour recourir à son appui. Il conseilla au Roi de chercher plutôt à regagner quelque popularité par des actes propres à calmer la fermentation qui se manifestait à un si haut degré dans toutes les classes du peuple. Le Roi se rendit à cette opinion. Tout le parti catholique n'en continua qu'avec plus de

fureur à accuser lord Sunderland de n'être dans les conseils du Roi que pour le trahir; d'avoir précédemment repoussé l'offre des secours proposés par la France, et de protéger maintenant les hommes qui étaient tous prêts à se livrer au prince d'Orange. Les papistes en un mot firent si bien, à force d'importunités, que le Roi consentit à destituer Sunderland de tous ses emplois. Lord Preston fut nommé secrétaire d'État. La flotte venait de sortir assez forte pour donner beaucoup d'embarras à la flotte hollandaise, vu surtout le grand nombre de vaisseaux de transport que celle-ci avait à protéger. De plus, on appela en Angleterre toutes les troupes qui étaient en Ecosse, et ce royaume fut laissé sous la garde de sa milice. Plusieurs régimens vinrent également d'Irlande; en sorte que l'armée du Roi était alors d'environ trente mille hommes. Dans l'espoir de contrebalancer l'exaltation qui se manifestait en faveur du prince d'Orange, le Roi manda les évêques; il leur représenta l'injustice de l'invasion dénaturée que son gendre méditait contre lui; il les assura de son attachement à l'Église d'Angleterre, et protesta qu'il n'avait jamais eu d'autre but que d'établir une liberté de conscience égale pour tous : en retour de ces favorables assurances, il leur demanda de l'aider de leurs conseils, et de proclamer leur indignation contre les desseins du prince. Sans rien pro-

mettre sur le dernier article, ils se bornèrent à conseiller de convoquer de suite un parlement, de casser la commission ecclésiastique, de revenir sur les décisions portées contre l'évêque de Londres et le collège de la Magdeleine, et de rendre à la loi toute son indépendance. Ils firent entendre ces courageux avis avec une gravité et une énergie qui les honorèrent infiniment aux yeux de la nation. Quelques jours après, ils reçurent du Roi l'ordre de composer des offices pour la circonstance actuelle. Ils obéirent, mais les prières furent si adroitement rédigées que ceux mêmes dont les vœux étaient pour le prince pouvaient y participer. Cependant les évêques faisaient paraître leur approbation de l'entreprise du prince dans des termes qui furent alors, et depuis même ont été un sujet d'étonnement. Ils exprimaient leur chagrin des vents contraires; ils faisaient hautement des vœux pour le vent d'est, qui fut appelé à cette époque le *vent protestant*. Ils parlaient avec un profond mépris des vaines tentatives de la cour pour reconquérir l'amour de la nation; et il est vrai que ces tardifs efforts étaient si glacés et si contraints, que ceux-là seuls pouvaient y être trompés qui avaient envie de s'en laisser abuser. Plusieurs fois les writs de convocation pour le parlement furent prêts à être scellés, et autant de fois l'envoi en fut suspendu. Quelques uns cependant

furent expédiés, mais ils furent bientôt après contremandés. On annonça que les anciennes chartes allaient être restituées. Jefferies lui-même rapporta celle de la Cité, et affecta, en la remettant aux magistrats, toutes les apparences de la joie et de la cordialité : comme si tout le monde ne savait pas que c'était lui surtout qui avait conseillé de se faire livrer de force les chartes des corporations municipales.

On écrivit aussi à l'évêque de Winchester de remettre le président du collège de la Magdeleine en possession de ses droits ; mais l'ordre n'étant pas encore exécuté lorsqu'on reçut la nouvelle du retour forcé de notre flotte dans le port, il fut aussitôt contremandé. Une semblable conduite montrait clairement aux plus crédules les motifs des nouvelles concessions de la cour, et faisait assez deviner quelle en serait la durée.

Une affaire d'un plus grand intérêt encore, pour laquelle il n'y avait ni retour ni concession possibles, mais qu'il fallait nécessairement soutenir jusqu'au bout, c'était la naissance du prince de Galles. La cour se décida à donner quelque satisfaction sur ce point, toute tardive que dût paraître la démarche. Elle convoqua en conséquence une grande assemblée, qui se composait non-seulement de tous les conseillers privés, et de tous les juges, mais encore de tout ce qui se trouvait à Londres de haute noblesse. Le Roi s'y plaignit

d'abord de l'injure saignante que le prince d'Orange faisait tant à lui qu'à la Reine, en les accusant d'une imposture aussi noire que le serait la supposition d'un fils : il croyait, ajouta-t-il, que parmi les princes vivans, il y en avait peu qui fussent nés en présence d'un plus grand nombre de témoins que le jeune prince de Galles : il les avait tous assemblés, pour entendre les preuves de la réalité de sa naissance. Il fut établi d'abord qu'il y avait plusieurs personnes dans la chambre de la Reine quand elle était accouchée, et qu'elles avaient, bientôt après sa délivrance, vu l'enfant dans les bras de la sage-femme. Mais que ce fût réellement à la Reine qu'appartint ledit enfant, il n'y avait de ceci qu'un seul témoin, et c'était la sage-femme elle-même; car aucune des dames de la Reine n'avait senti l'enfant dans son sein. La comtesse de Sunderland déposa que la Reine l'avait appelée, pour qu'elle lui donnât sa main et touchât l'enfant avant qu'il fût venu au monde; *ce que je fis*, ajouta la comtesse, mais sans dire qu'elle l'eût touché, ou non. Elle raconta depuis à la duchesse de Hamilton, de qui je le tiens, qu'elle avait mis en effet la main dans le lit de la Reine, mais que celle-ci la lui tenait, et ne l'avait pas laissée descendre plus bas que sa poitrine; en sorte qu'elle ne sentit réellement rien. Ce témoignage, produit seulement pour la parade, était plutôt une confirmation de la superche-

rie. Plusieurs dames déposèrent qu'elles avaient souvent remarqué des traces de lait sur le linge de la Reine, dans les parties qui se rapprochaient du sein. Deux ou trois ajoutèrent qu'elles en avaient même vu couler. Toutes avaient fait leurs diverses remarques avant l'accouchement prétendu, et pas une ne disait qu'elle se fût aperçue de rien après, quoique ce soit alors cependant que la nature envoie le lait en plus grande abondance. De plus, elles ne faisaient aucune mention du temps où elles avaient vu ces traces de lait, sauf une, qui nommait le mois de mai. Or, si on se rappelle les particularités rapportées plus haut, relatives à ce qui se passa le mardi de Pâques, et s'il en résulte que la Reine fit une fausse couche vers cette époque, rien n'empêcherait que le lait vu par ces dames, par celle surtout qui faisait remonter ses observations au mois de mai, ne fût une suite de cet accident, et ne prouvât rien moins en conséquence que la réalité de la naissance postérieure. Mistriss Pierce, blanchisseuse, attesta qu'elle avait trouvé une fois, sur du linge de corps de la Reine, des marques sûres d'un accouchement; mais elle ne parla que d'une fois. C'était néanmoins une circonstance de nature à se reproduire, et qui, si elle eût été vraie, aurait été susceptible d'être prouvée sans réplique; car du linge porté par la Reine devait passer en plusieurs mains, et être examiné par plus d'une

personne. Lady Wentworth, dame d'honneur, fut le seul témoin qui déposa avoir senti l'enfant remuer dans le sein de la mère : mais c'était encore un témoin unique ; et d'ailleurs elle ne fixait pas le temps. Elle pouvait s'être méprise , si l'expérience datait de trop loin ; ou , s'il s'agissait d'une époque antérieure au mardi gras , elle pouvait dire la vérité , et cependant ne rien dire qui touchât au point en question. Tel est le résumé des preuves qu'on apporta de la naissance du prince de Galles. On les fit enregistrer et ensuite imprimer. Leur publication eut un effet contraire à celui que la cour en avait attendu. Avant cet appel à l'opinion publique , la présomption légale était que le jeune prince appartenait au père et à la mère qui le reconnaissaient , et c'était à ceux qui contestaient sa légitimité à la prouver ; tandis qu'actuellement que les éclaircissemens donnés étaient si incomplets , les soupçons se trouvaient augmentés plutôt que diminués , par la réflexion bien simple que , si la naissance avait été véritable , les moyens n'auraient pas manqué de la démontrer jusqu'à la dernière évidence. On remarqua beaucoup que la princesse Anne n'était point présente à l'espèce d'enquête qui se fit sur la légitimité de son neveu. Il est vrai qu'elle s'excusa de ne pas y paraître , sur ce qu'elle était grosse , et que tout mouvement lui était défendu. Mais il n'y eut personne qui crut que ce fût là le

motif réel de son absence, parce qu'il ne pouvait y avoir de danger pour elle à passer d'un appartement dans un autre. On jugea que ce n'était là qu'un prétexte, et qu'étant elle-même du nombre de ceux qui doutaient de la chose, elle n'avait pas voulu autoriser, par sa présence, cette nouvelle comédie.

Tel était l'état des affaires en Angleterre, pendant que nous étions à Helvoet-Sluis. Nous y restâmes jusqu'au premier novembre. Wildman y excita de nouveaux troubles. Il faisait parade d'un grand courage, mais il montra, au moins alors, qu'il n'était qu'un poltron. Il se mit à persuader à quelques Anglais que l'expédition était manquée sans retour. Cette idée s'accordait parfaitement avec l'inclination de ceux qui étaient disposés à profiter du premier prétexte pour se mettre à l'abri du danger. Sans cesse on les entendait exalter la flotte anglaise, et rabaisser celle du prince. Ils poussèrent l'insolence au point de proposer au prince d'envoyer l'amiral Herbert vers les côtes de l'Angleterre, pour tenir la flotte anglaise en échec, ou même l'attaquer et la disperser, auquel cas la flotte de transport pourrait se hasarder à gagner le large : ce qui, sans cette précaution préalable, ne pouvait prudemment se tenter. Cet avis fut si chaudement appuyé par quelques esprits timides, qu'il ne fallut rien moins que toute l'autorité du prince et le crédit de Schomberg,

pour y faire renoncer. Le prince leur dit, que la saison était déjà si avancée que perdre plus de temps serait perdre l'expédition elle-même; les flottes pouvaient rester long-temps en vue l'une de l'autre, sans en venir à un engagement sérieux, supposé même qu'elles le désirassent toutes les deux également; et que serait-ce si l'une d'elles l'évitait? Il n'était pas possible de tenir une armée, surtout de la cavalerie, bien long-temps en mer; ce n'était pas chose facile non plus que de la débarquer, pour l'embarquer ensuite de nouveau. Le vent soufflait à l'ouest depuis si long-temps qu'on avait lieu d'espérer qu'il tournerait bientôt à l'est; et dès que ce changement dans l'atmosphère se ferait sentir, il fallait en profiter sans délai; car le vent d'est soufflait quelquefois si froid, que la Meuse était gelée en quelques jours: circonstance qui, si elle se présentait, les empêcherait de sortir de tout l'hiver. Ces raisonnemens imposèrent silence aux poltrons, plutôt qu'ils ne les tranquillisèrent. Cependant les vaisseaux de guerre restaient en pleine mer. Le temps était si gros, depuis quelques semaines, qu'ils ne pouvaient approcher. Le prince leur envoya, à différentes reprises, l'ordre de faire tous leurs efforts pour rentrer dans le port; mais les bateaux qu'on leur dépêchait ne pouvaient même les joindre. Le 27 octobre la plus horrible tempête se déclara. Il n'y eut presque pas un de nous qui

ne crût la meilleure partie de la flotte ensevelie dans les flots, et partant notre entreprise échouée. Des gens que j'ai vus depuis passer pour des héros, laissaient voir dans leurs regards abattus toutes les agonies de la peur. Le prince seul montrait son calme accoutumé, et cette même tranquillité d'esprit, que je lui avais vus dans ses jours les plus heureux. Le 28, la tourmente s'apaisa, et toute la flotte entra dans le port, à notre grande joie. Le gouvernail d'un vaisseau du troisième rang fut rompu; et ce fut là tout le dommage que nous causa la tempête. Le vent d'est si long-temps désiré arriva enfin : mais c'était une telle affaire de mettre une flotte si nombreuse en mouvement, que deux jours de ce bon vent furent perdus avant que tout fût prêt.

Le premier de novembre, nous mîmes à la voile à la faveur de la marée du soir. Nous fîmes peu de chemin pendant la nuit, pour sortir du port en ordre et mettre de la précision dans nos mouvemens. On essaya le lendemain, jusqu'au milieu du jour, de louvoyer vers le nord; mais le vent qui était très-fort et au plein est, empêchait de tenir cette direction. Vers midi, le signal fut donné de tirer à l'ouest. Le vent, nouvellement élevé, non-seulement nous écartera de la fâcheuse route que nous avions été forcés de suivre le matin, mais retint la flotte anglaise dans la rivière; en sorte qu'elle ne put sortir, quoiqu'elle fût des-

ce due jusqu'à Gunfleet. Par ce moyen la mer était ouverte devant nous, le vent favorable, et la navigation à l'abri de toute attaque. Le 3, nous passâmes entre Douvres et Calais; et, avant la nuit, nous fûmes à la hauteur de l'île de Wight. Le jour suivant était l'anniversaire de la naissance et du mariage du prince : Son Altesse pensait que si nous débarquions ce jour-là, les troupes ne manqueraient pas d'en tirer un bon présage, qui exciterait leur courage. D'un autre côté, nous autres Anglais, considérant que le jour d'après encore, c'est-à-dire le 5, était le jour de la conspiration des poudres, et sûrs du bon effet que produirait sur l'esprit du peuple la coïncidence de notre entrée avec cette journée d'actions de grâces, nous préférâmes l'attendre pour opérer la descente. On jugea que Torbay était le lieu le plus propre à recevoir notre grande flotte. Il fut résolu en conséquence de débarquer l'armée le plus près possible de cette baie. On avait calculé qu'à une aussi grande distance de Londres, nous aurions le temps de nous procurer des chevaux et de tout mettre en ordre, et de faire rafraîchir quelque temps nos hommes à Exeter, avant que l'armée du Roi eût pu nous joindre. J'étais avec le reste de la maison du prince, dans un vaisseau qui se trouvait à l'avant-garde. Le 4 novembre à midi, Russel nous amena le pilote anglais le plus expert qui fût sur la côte; il

lui fit donner la direction de notre navire , et lui commanda de s'arranger pour que le lendemain matin nous fussions à la hauteur de Dartmouth , où quelques uns de nos vaisseaux devaient déposer leur monde , pendant que le reste ferait voile vers Torbay. Le pilote se croyait assuré de ne pas se tromper dans ses calculs , et d'exécuter ponctuellement les ordres qui lui avaient été donnés , lorsqu'à la pointe du jour il s'aperçut que ces deux ports étaient fort loin derrière nous. Le vent , quoique moins violent que les jours précédens , était toujours néanmoins plein est , et ne nous laissait pas d'autre parti à prendre que de relâcher à Plymouth , ce qui nous aurait engagés dans une longue et fâcheuse campagne d'hiver , à travers un très-mauvais pays. Nous n'étions pas sûrs d'ailleurs d'être reçus à Plymouth. Le comte de Bath , gouverneur de cette place , avait à la vérité chargé Russel de promettre au prince , de sa part , qu'il viendrait le joindre. Cependant il n'était pas vraisemblable qu'il se décidât ainsi pour nous dès notre première arrivée. Les longueurs qu'il mit dans la suite , sous prétexte de manœuvrer sa garnison , tandis qu'il attendait pour voir comment tourneraient les choses , montrèrent assez quel malheur c'eût été s'il avait fallu relâcher à Plymouth. Déjà Russel , tout alarmé à la vue de l'erreur du pilote , me disait de prier Dieu , car tout était manqué ; déjà il faisait pré-

parer une chaloupe, pour aller communiquer son désespoir au prince, lorsque tout à coup le vent s'apaisa, et se tourna bientôt après au sud. En quatre heures de temps, une brise douce et constamment favorable nous conduisit à Torbay.

On débarqua immédiatement autant de monde qu'on le put. Le prince et le maréchal de Schoenberg ne furent pas plutôt à terre, qu'ils montèrent sur les premiers chevaux qu'on leur amena du village de Broxholme, pour aller visiter les routes qu'ils trouvèrent aussi praticables pour l'infanterie qu'elles pouvaient l'être dans la saison. La nuit ne fut pas froide; sans quoi, les soldats qui avaient en très-chaud à bord, auraient souffert. Aussitôt que je fus descendu sur le rivage, mon premier soin fut de me rendre auprès de Son Altesse qui me serra cordialement la main, et me demanda si je ne croirais pas maintenant à la prédestination. Je lui répondis que je n'oublierais jamais la manière signalée dont la Providence venait de se déclarer pour lui. Il me parut dans ce moment plus gai que de coutume. Bientôt néanmoins il reprit sa gravité ordinaire. Il fit venir tous les pêcheurs de la côte, et les consulta sur l'endroit le plus commode pour débarquer sa cavalerie; opération qui, de l'avis de tout le monde, devait être très-ennuyeuse, et durer plusieurs jours. Le lendemain, ils en indiquèrent un, à un quart de mille au-dessous de

Broxholme, où les vaisseaux pourraient s'approcher très-près de terre, où en même temps le rivage était bon, et où enfin les chevaux n'auraient pas plus de vingt toises à la nage. Il était impossible de rencontrer mieux. Les côtes de l'île de la Grande-Bretagne tout entière ne nous auraient peut-être pas offert un lieu de débarquement plus commode. Il n'y eut pas un souffle de vent de toute la matinée; et, en trois heures de temps, toute notre cavalerie était à terre avec autant de bagage qu'il en fallait pour gagner Exeter. L'artillerie et le gros bagage restant furent laissés à bord pour être transportés à Topsham, port le plus voisin d'Exeter. La descente, en un mot, fut si heureuse qu'au bout de vingt-quatre heures nous étions en marche. Nous avions vingt milles à faire pour nous rendre à Exeter. Nous en fîmes quatre la nuit. A peine eûmes-nous quitté nos vaisseaux, que la Providence nous donna de nouvelles marques du soin avec lequel elle veillait sur nous. Un vent d'est élevé subitement produisit une tempête plus terrible que la première. Notre flotte ne pouvait en souffrir beaucoup, parce que les terres la couvraient; mais il n'en fut pas de même de la flotte du Roi, qui, sortie pour nous poursuivre, était venue jusqu'à la hauteur de l'île de Wight, lorsqu'elle fut surprise par cette tourmente. Elle voulut continuer sa route, mais en vain. Elle fut obligée, au bout

de quelques jours, de relâcher à Portsmouth entièrement délabrée et hors d'état de tenir la mer d'un an. Ce désastre de nos ennemis fut pour nous un bonheur beaucoup plus grand qu'on ne se l'imagina communément dans notre armée, où l'on se flattait qu'officiers et matelots viendraient à nous au premier coup de canon; car lord Dartmouth m'assura quelque temps après qu'il était sûr qu'ils se seraient tous très-bien battus. Voilà cependant que, par un secours immédiat du ciel, nous étions maîtres de la mer sans coup férir. Je n'ai jamais eu de penchant à la superstition; j'ai même toujours été porté à envisager les évènements d'un point de vue philosophique. Je dois avouer cependant que cette subordination des vents et des saisons à nos besoins me frappa extrêmement, ainsi que tous ceux qui en furent les témoins. Ces deux fameux vers de Claudien me parurent mieux s'appliquer au prince d'Orange qu'à celui dont il disait :

*O nimium dilecte deo; cui militat æther,
Et conjurati veniunt ad classica venti!*

Prince chéri d'en haut! pour toi s'arment les cieux,
Et les vents empressés accourent à tes vœux.

Le prince se hâta d'arriver à Exeter, et s'y arrêta dix jours pour reposer ses troupes et donner le temps au pays de montrer ses sentimens. La

peur avait pris les ecclésiastiques et les magistrats de la ville; l'évêque et le doyen disparurent, et le clergé ne répondit pas aux avances que lui fit le prince. La doctrine de l'obéissance passive avait été si souvent recommandée, les chaires en avaient tellement retenti qu'ils ne pouvaient se dégager si vite des liens qu'ils avaient eux-mêmes imposés, et n'osaient risquer le ridicule d'une si brusque palinodie. On n'en prit pas moins tous les soins possibles pour mettre leurs personnes et leurs biens à l'abri des insultes. Le prince m'avait chargé d'y veiller, et j'y mis tant de soins qu'il n'y eut pas une seule plainte. L'armée était soumise à la plus sévère discipline; tout ce qui était demandé était exactement payé, et la sobriété des soldats étonnait tous les habitans. Nous étions depuis une semaine à Exeter, et aucun des gentilshommes du pays ne s'était encore présenté au prince, quoiqu'il en vint chaque jour des autres comtés. Les premiers furent lord Colchester, fils aîné du comte de Rivers, lord Wharton, M. Russel, frère de lord Russel, et le comte d'Abington.

Le Roi vint de son côté à Salisbury, et fit marcher ses troupes vingt milles en avant. Trois régimens de cavalerie et de dragons conduits par leur officiers, lord Cornbury et le colonel Langston, devaient se joindre à nous; le prince en eut avis, et comme on n'était pas très-sûr de la dis-

position des soldats, il fit marcher un corps de troupes pour aider les officiers dans le cas où ils trouveraient de la résistance. Ces régimens étaient à vingt milles environ d'Exeter, et à deux milles du corps envoyé pour les joindre. Le bruit se répandit parmi eux qu'on voulait les trahir. Lord Cornbury n'eut pas la présence d'esprit nécessaire; le désordre se mit dans ses soldats, et un grand nombre tourna bride : cependant un régiment tout entier passa, et à peu près cent hommes des deux autres. Cette recrue nous donna courage et nous montra que ce qu'on nous avait dit de la disposition de l'armée du Roi était fondé. Dans l'autre parti, ceux qui voulaient soutenir le Roi disaient que cette désertion même était une preuve de la fidélité de ses troupes, puisque les meneurs avaient craint si long-temps de s'ouvrir de leurs projets aux officiers et aux soldats, dont le plus grand nombre les avaient quittés dès qu'ils avaient vu qu'on voulait faire d'eux des traîtres. Le Roi avait bien besoin d'être remonté; il était fort abattu; son sang était tellement échauffé que tous les jours il saignait plusieurs fois du nez. Pour se rassurer, il envoyait souvent des espions, qui tous prenaient son argent et restaient avec le prince. Aussi n'avait-il aucun avis exact de ce que nous faisons, n'ayant que les nouvelles publiques qui grossissaient nos forces et lui faisaient croire que nous étions tout

près quand nous étions encore à Exeter. Il apprit que la ville de Londres commençait à s'agiter; que lord Lumley, les comtes de Devonshire et Danby assemblaient des troupes nombreuses; qu'York et Newcastle s'étaient déclarées pour le prince, et que lord Delamere avait levé un régiment dans le comté de Chester. La nation entière donnait de telles preuves de son penchant pour le prince, que le Roi vit qu'il ne devait compter que sur son armée, dont les dispositions montraient pourtant qu'on ne pouvait s'y fier. Jacques perdit à la fois et la présence d'esprit et le courage lorsqu'il reçut le dernier coup par l'abandon de lord Churchill et du duc de Grafton qui, en venant joindre le prince à Axminster, le laissèrent sans savoir sur qui désormais il pouvait compter. Le duc de Grafton était fils de Charles II et de la duchesse de Cleveland. Il avait servi sur mer : c'était un galant homme, mais brusque, et sans contredit de tous les fils du Roi le plus spirituel. Il fit au roi Jacques une réponse qu'on remarqua beaucoup. Ce prince croyant apercevoir dans sa conduite quelque chose qui sentait la faction, lui dit qu'il ne pouvait prétendre à prendre sa conscience pour guide, qu'il avait été si mal élevé qu'il était étranger à la religion et s'en inquiétait peu. « C'est vrai, répondit le duc; j'ai peu de conscience, mais je suis d'un parti qui en a pour lui et pour moi. » Bientôt

après, le prince George, le duc d'Ormond et lord Drumlanerick, fils aîné du duc de Queensbury, vinrent se joindre au prince, lorsqu'il fut arrivé à Bristol's-House, près de Sherburn. Lorsqu'on eut à Londres les nouvelles de ces désertions, la princesse Anne fut si effrayée à la seule pensée du courroux de son père et de ses dangereux effets, qu'elle dit à lady Churchill qu'elle ne pouvait en supporter l'idée, et qu'elle aimerait mieux se jeter par la fenêtre que de s'y exposer.

L'évêque de Londres était alors, sans que personne le sût, logé dans Suffolk-Street; lady Churchill, qui le savait, vint le trouver afin de s'entendre avec lui pour préparer à la princesse les moyens de s'échapper de la cour. Elle s'était couchée plus tard qu'à l'ordinaire, et vers minuit elle sortit par un escalier dérobé, accompagnée de lady Churchill seulement, et sans se donner le temps de rien emporter. L'évêque de Londres les attendait et les conduisit chez la comtesse de Dorset, qui leur fournit tout ce dont elles avaient besoin. Elles allèrent à Northampton, où le comte les reçut avec les plus grandes marques de respect, et rassembla promptement, pour servir de garde à la princesse, un corps de troupes qui ne voulut point d'autre chef que l'évêque de Londres, et ce prélat se rendit trop facilement à ce vœu.

Le Roi ne savait plus où donner de la tête; il

se voyait abandonné non-seulement par ses favoris et par ceux en qui il avait le plus de confiance, mais même par ses enfans. Il n'y avait pas dans l'armée un régiment sur lequel il pût compter. On ne saurait imaginer quelle influence eut sur les soldats une ridicule chanson qui se moquait des papistes et des Irlandais, et qui avait pour refrain les mots irlandais *Lero, Lero, Lilibulero*. Certainement l'auteur ne s'était pas douté du succès : on la répétait partout, à l'armée, dans les villes et dans les campagnes; enfin jamais niaiserie de cette nature n'a eu un effet si prodigieux.

Le peuple d'Exeter avait témoigné tant d'empressement au prince, qu'il aurait pu y lever plusieurs régimens s'il en eût eu besoin; mais, connaissant l'esprit de l'armée du Roi, il jugea qu'il n'avait pas besoin de troupes nombreuses. Huit jours après son arrivée dans cette ville, Seymour vint avec quelques autres gentilshommes rendre ses hommages au prince, et aussitôt après qu'il l'eut vu, il m'envoya chercher. Lorsque je fus chez lui, il me demanda pourquoi on n'avait pas pensé à dresser un acte d'association qui, signé de tous ceux qui se venaient joindre à nous, les obligerait à nous rester fidèles. Je lui dis que pour cela il nous avait manqué un homme de son autorité et de son crédit qui ouvrit et soutint un tel avis. J'allai tout de suite trouver le prince et

lui parler de la proposition , ainsi qu'au comte de Shrewsbury et aux autres; on me donna l'ordre de dresser l'acte d'association. Je le fis, et en aussi peu de mots que possible. On s'y engageait à concourir de tous ses moyens au but annoncé par le prince dans son manifeste , et à venger tous les attentats qu'on pourrait faire contre sa personne. Cet acte dut être désormais signé de tous ceux qui se rangeraient sous ses drapeaux. Le prince donna le gouvernement de Devonshire et d'Exeter à Seymour, déjà garde des archives de cette dernière ville; et , après y avoir laissé sa grosse artillerie et une petite garnison sous le commandement du colonel Gibson, il marcha en avant.

A Crookhorn, le docteur Finch, fils du comte de Winchelsea, fut député par les chefs de l'université pour assurer le prince que tout ce qu'ils possédaient, jusqu'à leur argenterie, était à sa disposition : c'était là renoncer bien promptement et bien complètement aux principes professés peu d'années avant. Le projet du prince était de s'assurer de Bristol et de Gloucester pour établir une communication avec Oxford, ce qui le rendait maître de toute la partie occidentale du royaume. Ces mesures eussent été nécessaires si l'armée du Roi se fût montrée disposée à nous attaquer; car, comme elle était très-supérieure à la nôtre en cavalerie, il eût été dangereux de tra-

verser les grandes plaines des comtés de Dorset et de Wilts; mais l'empressement du Roi à retourner à Londres rendit inutiles toutes ces précautions. Le comte de Bath avait fait déclarer la garnison de Plymouth pour le prince, qui n'eut plus rien à craindre sur ses derrières. Lorsqu'il arriva à Sherburn, une députation vint l'assurer de la soumission du comté de Dorset. Il se décida donc à hâter sa marche sur Londres, où la fermentation devenait tous les jours plus active.

Un homme hardi osa y publier un manifeste au nom du prince : il était rédigé avec force et talent et fit le plus grand effet. Les projets désespérés des papistes y étaient dévoilés; on y montrait tous les dangers que la nation avait à redouter de leur part. Appel y était fait à tous les citoyens de chasser ces ennemis de l'Etat de toutes les fonctions, de s'emparer de toutes les places fortes, et de ne rien négliger pour rendre aux lois leur vigueur et rétablir l'ordre dans toutes les parties du gouvernement. Tout le monde mit la main à l'œuvre, personne ne doutant que le manifeste ne fût du prince, quoiqu'il y fût tout-à-fait étranger. Jamais on ne connut l'auteur de cette imposture hardie : quel qu'en eût été le succès, personne n'en réclama l'honneur, craignant probablement que le prince ne sût toujours mauvais gré qu'on se fût ainsi servi de son nom sans son aveu. Le prétendu manifeste eut un

effet prodigieux dans la cité ; il fut porté au lord-maire, qu'on somma de l'exécuter. La populace se mit en mouvement, on renversa les maisons où se disait la messe ; mais on eut tant soin à rétablir l'ordre, et il y eut si peu de résistance, qu'il n'y eut point de sang répandu.

Le Roi, consterné, irrésolu, ne sachant quel parti prendre ni à qui se fier, envoya chercher tous les lords alors à Londres, connus pour leur attachement au protestantisme ; il en consulta quelques uns en particulier ; ils lui conseillèrent de convoquer le conseil privé et tous les pairs pour leur demander avis sur ce qu'il devait faire, et l'opinion unanime fut qu'il envoyât des commissaires au prince d'Orange pour traiter avec lui. Cette démarche répugnait fort au Roi ; mais, dans les circonstances désespérées où il se trouvait, il fallait bien s'y résoudre. Le marquis d'Halifax, le comte de Nottingham et lord Godolphin eurent donc ordre d'aller trouver le prince et lui demander ce qu'il voulait. Le comte de Clarendon fut celui qui, dans ces réunions, blâma le plus sévèrement la conduite passée du Roi, et on blâma généralement quelques paroles inconvenantes et dures dont il se servit. Il s'attendait à être choisi pour un des commissaires, et ce fut, à ce qu'on dit, cette espérance trompée qui le fit venir joindre le prince à Salisbury : cependant les rapports sur les personnes et les choses par

lesquels il débuta firent croire qu'il n'était venu que pour répandre la discorde dans le parti qu'il feignait d'embrasser. Les lords députés firent demander où ils pourraient être entendus, et le prince leur indiqua Hungerford. Lorsqu'ils lui eurent dit le but de leur mission, il rassembla tous les pairs et les principaux personnages qui étaient près de lui pour se consulter avec eux sur la réponse qu'il devait faire. Le marquis d'Hallifax m'envoya demander de le venir voir. Le prince dit que pour lui, il ne se méfiait pas de nous; mais que d'autres en pourraient prendre de l'ombrage : ainsi je ne causai avec ce lord que devant témoins. Il trouva cependant moyen de me demander si notre projet était de nous emparer de la personne du Roi ; je lui dis que non. — Mais s'il s'enfuyait ? reprit-il. — C'est, lui répondis-je, tout ce que nous désirons. Je racontai ceci au prince, qui approuva ma réponse. Le prince choisit les comtes d'Oxford, Shrewsbury et Clarendon pour traiter avec les lords envoyés par le Roi, qui connurent ses intentions le dimanche 8 décembre.

Le prince d'Orange demandait qu'un parlement fût sur-le-champ convoqué; que toute personne déclarée inhabile par les lois, et qui n'avait pas juré le test, quittât incontinent l'emploi qu'elle occupait; que la Tour de Londres fût remise à la garde de la cité; que la flotte et les

places fortes fussent commandées par des officiers protestans; qu'une partie des revenus fût destinée à la paie de son armée; que pendant la réunion du parlement les deux armées n'approchassent pas de Londres de plus de vingt milles; et qu'il eût le droit d'y aller avec autant de gardes qu'en aurait le Roi. Les lords parurent très-satisfaits de cette réponse; ils l'envoyèrent au Roi par un exprès, et partirent eux-mêmes le lendemain.

Mais on donnait au Roi et à la Reine les plus dangereux conseils. Les papistes zélés redoutaient plus que tout un traité où ils devaient être nécessairement sacrifiés. Toutes leurs espérances, tous leurs projets étaient renversés; des lois sévères allaient être faites contre eux : et les partisans du Roi, pour lui conserver la couronne, seraient les premiers à y souscrire. Il fallait donc renoncer à l'avenir qu'ils s'étaient promis. L'unique ressource fut de faire partager ces regrets et ces craintes à la Reine. Ils lui persuadèrent donc qu'elle allait être mise en accusation, et qu'on allait susciter de nombreux témoins contre elle et son fils. Le long-parlement avait mis en accusation la Reine-mère, et elle ne devait pas attendre autre chose de celui qui allait s'assembler. La Reine, effrayée, prit donc tout à coup la résolution de se retirer en France avec la princesse de Galles. La sage-femme et toutes

les personnes qui avaient assisté à ses couches s'en allèrent ou disparurent, si bien qu'on n'entendit plus parler d'elles. La Reine obtint aussi du Roi non-seulement qu'il consentit à son départ, mais encore qu'il la suivrait; et il ne resta qu'un ou deux jours après elle, espérant qu'un reste de respect pour la majesté royale empêcherait qu'on n'inquiétât la princesse dans son passage. Elle se rendit à Portsmouth, d'où un vaisseau de guerre la mena en France. Le Roi résolut aussi de fuir sous un déguisement. Il prit soin d'assurer le départ de tous ses prêtres avant de partir; il reçut la réponse du prince d'Orange, et, après l'avoir lue, il dit qu'il ne s'était pas attendu à y trouver de si bonnes conditions. Il ordonna au lord-chancelier de venir le lendemain; mais il s'était fait apporter secrètement le grand sceau, et le lendemain, à trois heures du matin, il était sur la Tamise avec sir Edward Hales, dont il passait pour être le domestique. Il jeta dans l'eau le grand sceau, qui fut trouvé quelques mois après par un pêcheur près de Fox-Hall. Le Roi n'eut, pour passer en France, qu'une barque de louage que Hales avait eu soin de tenir prête.

C'est ainsi que le Roi de trois grands royaumes, ayant une armée très-forte et une flotte nombreuse, aima mieux abandonner la partie que de s'exposer aux chances d'une lutte incertaine avec ce qui

lui restait de troupes fidèles, ou d'attendre la décision du parlement. Beaucoup de gens expliquaient cette étrange conduite par de l'irrésolution et de la lâcheté; d'autres l'attribuaient aux troubles d'une conscience inquiète, qui obligeait Jacques à se fuir lui-même. Ceux qui le jugeaient avec le plus d'indulgence disaient que les prêtres seuls étaient coupables; que cela montrait combien ils préféraient leurs intérêts à ceux de leur maître, qui aimait mieux les suivre ou aller en France solliciter des secours pour soumettre son peuple, que d'obéir aux lois de son pays, et de rester dans l'impossibilité de faire le mal; seul moyen de guérir les alarmes et les défiances que son mauvais gouvernement avait fait naître dans tous les esprits. Ce qui est inconcevable, c'est que résolu à s'enfuir, il n'eût pas pris un de ses yachts ou une de ses frégates, plutôt que de choisir un moyen de fuite si honteux et si dangereux; il était impossible d'expliquer à son honneur aucun détail de sa triste conduite.

Avec sa fuite finissait son règne : car il abandonnait son peuple, et exposait son pays à tous les désordres qu'on pouvait attendre d'une armée qu'il avait laissé au comte de Feversham l'ordre de licencier sans avoir rien pour la payer : heureusement on arrêta l'exécution d'un licenciement si dangereux. Je vais dire tout ce qui se passa dans

cet interrègne , depuis que le trône fut abandonné jusqu'au moment où le prince d'Orange y monta.

Le Roi n'avait pas encore perdu de vue les côtes , lorsqu'il fut abordé par des pêcheurs de Feversham , qui croisaient pour arrêter les prêtres ou d'autres coupables , cherchant à s'échapper. Ils reconnurent sir Edward Hales , et l'emmenèrent avec son prétendu domestique à Feversham. Le Roi leur dit qui il était : la nouvelle se répandit , et la foule accourut pour voir cet exemple étonnant des vicissitudes des grandeurs humaines , le roi de trois royaumes qui eût pu être l'arbitre de l'Europe , tombant dans les mains de quelques misérables pêcheurs et sous le plus ignoble travestissement. Le peuple dans son étonnement le traita d'abord comme un prisonnier , puis ensuite lui donna beaucoup de marques de respect. Cet accident semblait en lui-même assez peu important. Ce fut cependant là l'origine du parti jacobite. Si le Roi n'eût point été arrêté dans sa fuite , il est très-probable qu'il n'eût pas laissé en Angleterre un seul partisan ; personne n'eût contesté à la nation , abandonnée de son roi , le droit de veiller à ses intérêts mêmes. Cet accident fit dire qu'on avait forcé à la fuite le prince légitime. A Londres la fureur de la populace , contenue un moment par le traité entamé entre le Roi et le prince d'Orange , s'était rallumée à

la nouvelle de la fuite du Roi ; rien ne put défendre les maisons suspectes où l'on croyait que des prêtres étaient cachés. Le dégât fut très-considérable dans plusieurs, et celles même des ambassadeurs ne furent pas respectées. Cependant personne ne périt, et il n'y eut ni vol ni incendie. Lorsque Jefferies sut le départ de son maître, il pensa qu'il fallait se mettre à l'abri de la vengeance du peuple, qu'il avait provoquée par tant de vexations. Il se déguisa pour fuir ; mais tombé dans les mains de gens qui le reconnurent, il n'y eut pas d'insulte imaginable qu'il n'eût à souffrir. Après l'avoir ainsi tourmenté plusieurs heures, on le conduisit chez le lord maire, qu'on somma de le mettre à la Tour, dont lord Lucas s'était saisi au nom du prince d'Orange. Le lord maire fut si effrayé de cette populace effrénée, et du sort d'un homme devant lequel, quelques jours avant, tout le monde tremblait, qu'il tomba dans des convulsions dont il mourut bientôt.

Cependant il eut le temps, pour arrêter ces désordres, d'assembler à Guidhall les conseillers privés, les pairs et l'archevêque de Cantorbéry. Ils donnèrent des ordres sévères pour le rétablissement de l'ordre, et résolurent d'envoyer vers le prince d'Orange pour l'inviter à venir prendre les rênes de l'Etat, jusqu'à ce que le parlement eût tout décidé ; ils signèrent tous la lettre et en chargèrent le comte de Pembroke, le vicomte de Weymouth,

l'évêque d'Ely et lord Colepper. D'Hungerford le prince s'était avancé à Newbury, ensuite à Abington, d'où il comptait aller à Oxford pour y recevoir les complimens de l'Université, et rejoindre la princesse Anne qui devait s'y rendre. A Abington, il apprit la nouvelle des étranges événemens de Londres, de la désertion du Roi et des désordres qui menaçaient la capitale. Il partit pour s'y rendre, et ne crut à toutes ces nouvelles que lorsqu'il les sut par un exprès des lords. Il comprit alors que sa présence était nécessaire. Il fit faire des excuses à l'Université, et lui envoya l'acte d'association qui fut signé par les chefs, et même par ceux qui ne comptant plus sur les faveurs qu'ils s'étaient promises, devinrent dans la suite les ennemis les plus implacables du roi Guillaume.

Jusqu'ici l'expédition avait été heureuse au-delà de toute espérance. Il n'y avait eu que deux engagemens peu considérables : l'un avait eu lieu à Wincanton dans le comté de Dorset. Un détachement avancé de l'armée du prince avait donné sur un corps trois fois plus nombreux des troupes royales, qui recula d'abord, mais qui secouru bientôt par de nouvelles forces sur lesquelles il s'était replié, eut à son tour l'avantage. Il y eut égalité de morts ou à peu près. Mais un plus grand nombre des soldats du prince furent faits prisonniers. Cependant le courage avec lequel nos gens s'étaient battus contre un ennemi si supérieur, nous

fit compter pour peu de chose la perte que nous avions faite. Reading fut le théâtre du second engagement. Le Roi avait fait occuper ce poste par un corps de troupes assez considérable, qui, à l'approche d'un de nos partis, se débanda et prit la fuite. Le prince perdit un officier dans cette rencontre. C'était un papiste qu'il voulait laisser derrière lui en Hollande à cause de sa religion, mais qui avait témoigné un tel désir de l'accompagner que Guillaume l'avait emmené. Ce fut le seul officier que nous coûta cette campagne si peu meurtrière.

A la nouvelle de la désertion du Roi, on proposa au prince de se rendre en toute hâte à Londres; mais la chose n'était pas faisable: L'armée ennemie était encore dispersée par pelotons le long de la route qui conduisait à cette capitale; en sorte que si le prince ne se fût pas fait devancer par ses troupes, sa liberté ou même sa vie eussent été à la merci du premier officier un peu déterminé. En se transportant sur-le-champ à Londres, il eût, il est vrai, prévenu une grande partie des difficultés qui jetèrent dans la suite tant de troubles dans nos affaires; car c'est de cette époque que date le malheureux esprit qui les engendra toutes. Deux gentilshommes du comté de Kent arrivèrent à Windsor le lendemain de notre entrée dans cette ville. Ils m'étaient adressés. Après m'avoir conté ce qui

s'était passé. à Feversham , ils me prièrent de les instruire des intentions du prince. Je fus plus touché qu'il ne me convient de l'exprimer, de ce terrible revers de fortune qu'éprouvait un roi naguère si puissant. J'allai trouver sur-le-champ Bentinck , que j'éveillai en l'engageant à se rendre auprès du prince, pour l'instruire de ce que je venais d'apprendre et le presser de donner au plus tôt les ordres nécessaires à la sûreté du Roi, prisonnier entre les mains d'une multitude brutale et résolue , disait-on, à n'obéir qu'aux injonctions du libérateur de l'Angleterre. Son Altesse commanda immédiatement Zuylestein de se rendre à Feversham , pour y mettre le Roi en liberté ; et le laisser partout où il voudrait. Cependant la nouvelle de l'arrestation de Jacques n'était pas plutôt arrivée à Londres, que la pitié avait succédé dans tous les cœurs à l'indignation qu'il inspirait peu d'heures auparavant. Le conseil privé s'assembla. Quelques membres proposèrent de l'envoyer chercher. D'autres prétendirent qu'il n'avait pas cessé d'être roi , qu'il ne tenait qu'à lui en conséquence de mander ses gardes et sa voiture s'il le jugeait à propos ; mais que ce n'était pas à eux à le faire venir. On s'en remit enfin à son général, le comte de Feversham , qui alla le prendre avec ses voitures et ses gardes. Quand le peuple le vit traverser la cité , il l'accueillit avec de grandes démonstrations de joie,

tant il y a d'inconstance et de légèreté dans les passions populaires. En rentrant dans Whitehall, Jacques se retrouva au milieu d'une cour nombreuse. Les papistes eux-mêmes sortirent des réduits où ils s'étaient tapis, et s'y montrèrent avec une contenance très-assurée. Le Roi, de son côté, reprit courage. Il n'avait rien à se reprocher, disait-il avec sa hauteur ordinaire, sauf peut-être quelque peu de précipitation dans l'affaire du collège de la Magdeleine. Du reste, il avait tenu ce langage même à Feversham. Mais bientôt rendu à son découragement par quelques réflexions sur l'état de ses affaires qu'il vit désespérées sans ressource, il envoya le comte de Feversham à Windsor, sans demander de passe-port, pour prier le prince de se rendre à Saint-James afin de s'y concerter ensemble sur les moyens de rétablir l'ordre et de ramener la sécurité dans la nation.

Lorsque les événemens de Londres furent connus à Windsor, le prince crut avoir à se plaindre du conseil, qui, après l'avoir supplié de prendre sur lui le faix du gouvernement, avait rappelé le Roi sans le consulter. Jugeant que le retour de Jacques dans sa capitale devait nécessairement modifier la marche à suivre, il voulut prendre les avis non-seulement de ceux qui étaient depuis long-temps autour de lui, mais de ceux d'entre la haute noblesse qui étaient récem-

ment venus le joindre ; entre autres , du marquis d'Hallifax. Ils convinrent tous qu'il serait imprudent de laisser le Roi séjourner à Whitehall. Le voisinage du Roi, du prince et de la cité pouvait avoir de graves inconvéniens pour les uns comme pour les autres. Il était à craindre que les gardes et les flatteurs des deux cours ne s'accordassent mal ensemble , et que leur mésintelligence ne fût une source continuelle de tumultes. On conseilla en même temps au prince d'insister sur ce que le Roi avait abandonné son peuple , et d'arguer de sa désertion pour ne pas entamer de traité avec lui. Enfin, il fut décidé que le comte de Feversham, qui avait commandé l'armée du Roi contre le prince , serait mis aux arrêts pendant quelques jours pour s'être présenté sans passe-port.

Mais que faire de la personne du Roi ? la question était délicate. Quelques personnes proposèrent les voies de rigueur , comme de le retenir prisonnier , au moins jusqu'à ce qu'on eût donné un gouvernement régulier à l'Angleterre et qu'on se fût assuré de l'Irlande. C'était l'unique moyen, disait-on, de retenir ses partisans et de les contraindre à la soumission et au repos. L'Irlande était très-compromise : l'arrestation du Roi pouvait seule obliger le comte de Tirconnell à se dessaisir de l'autorité et à désarmer les papistes , ce qui serait le salut du royaume et des protestans

qui s'y trouvaient. Mais, comme il était possible que le spectacle de Jacques, prisonnier dans son propre royaume, émût la compassion du peuple pour lui, et peut-être causât quelque mouvement en sa faveur, on proposa de l'envoyer à Bréda. Le comte de Clarendon, entre autres, appuyait fort ce dernier avis, dans l'intérêt des protestans d'Irlande, du moins à ce que me dit le prince (1); car, sur cette matière, les avis lui furent donnés confidentiellement et en secret. Il ne nia pas que le parti proposé ne fût bon et sage; mais ne le crut pas praticable pour lui. Les motifs qui l'avaient amené, disait-il, étaient si justes et si purs, qu'il n'était point effrayé de l'idée de faire à son beau-père une guerre ouverte et déclarée; mais, pour ce qui était de sa personne, qu'il avait maintenant en son pouvoir, il ne voudrait pour rien au monde attenter à sa liberté. Il connaissait assez le caractère de la princesse pour être sûr qu'elle n'y consentirait jamais; et savait - on d'ailleurs de quel oeil le parlement verrait une pareille résolution, et si elle ne serait pas la cause de divisions très-redoutables? Mais, tout décidé qu'il était à respecter la personne du Roi, il n'en sentait pas moins qu'il était indispensable de le faire sortir de Londres,

(1) Burnet dit *le Roi*; on suppose qu'il parle du prince devenu roi.

(Note de l'Éditeur.)

et il se résolut de donner les ordres nécessaires pour qu'une bonne garde l'accompagnât pour le défendre et le protéger, sans toutefois le gêner en aucune sorte.

Le prince d'Orange fit partir pour Londres les lords Hallifax, Shrewsbury et Delamère. Ils avaient ordre de retirer avant tout de Whitehall les gardes anglaises qui y étaient de service, et de les distribuer dans des quartiers hors de la ville. Cela fait, les gardes hollandaises, commandées par le comte de Solms, devaient prendre leur place auprès de la personne du Roi. Cette double manœuvre s'exécuta sans résistance ni désordre, mais non sans faire beaucoup murmurer. Il était minuit avant qu'elle fût complètement terminée. Les trois lords firent prier ensuite le comte de Middleton d'informer le Roi qu'ils étaient porteurs d'un message du prince pour lui. Middleton fut trouver Sa Majesté qui leur fit dire de sa part qu'elle les attendait. Ils vinrent et la trouvèrent au lit. Ils lui dirent que le prince ne pouvait se dispenser de venir incessamment à Londres, et que, pour prévenir les désordres qui pourraient s'élever dans la ville où Sa Majesté ne serait pas assez en sûreté, il était à propos qu'elle se retirât dans quelque une de ses maisons royales, à Ham par exemple. Le Roi parut très-abattu, et demanda si son départ était urgent. Ils lui dirent qu'il pouvait

achever de prendre son repos; et ils se retirèrent après avoir ajouté qu'il serait accompagné d'une garde pour le défendre, mais sans le gêner en aucune sorte. Ils n'étaient pas hors du palais que le comte de Middleton courut précipitamment après eux, pour leur demander s'il ne serait pas mieux que le Roi fût à Rochester; car, puisque le prince avait vu avec déplaisir son retour du comté de Kent, peut-être serait-il bien aise qu'il y retournât. Il était visible, d'après cette demande, que le Roi pensait s'enfuir une seconde fois. Ils promirent néanmoins d'en écrire immédiatement au prince d'Orange, qui avait couché cette nuit à Sion, à huit milles de Londres. Le prince y consentit aussitôt.

Jacques prit le lendemain la route de Rochester. Il avait fait partir devant lui tout ce qu'on appelle la garde-robe mobile; le comte de Solms ayant donné l'ordre de ne le gêner en rien. Il fut accompagné de Londres à Rochester par une garde qui lui laissa une entière liberté, et qui, tout le long de la route, lui marqua plus de déférence que n'avait fait la sienne propre depuis ses désastres. Il se trouva que la plupart de ceux qui la composaient étaient catholiques; en sorte qu'ils ne manquaient pas de le suivre à la messe, qu'ils entendaient fort dévotement. Un d'entre eux, interrogé comment il pouvait servir dans une expédition destinée à détruire leur religion, répondit que

son âme était à Dieu , mais que son épée était au prince d'Orange. Le Roi fut si charmé de cette repartie , qu'il ne pouvait se lasser de la répéter. Le jour même où il quitta Londres , le prince arriva à Saint-James. La pluie , qui tombait à flots , n'empêcha pas une foule de peuple de remplir les rues pour le voir ; mais , ennemi de la pompe et des acclamations , il se déroba à l'empressement du public , et arriva par le parc , laissant les curieux se morfondre dans l'eau. Cette petite circonstance , en apparence si frivole , déposa dans les esprits un premier germe d'indisposition contre lui.

Ainsi se consumma la révolution aux applaudissemens de la nation entière. La conduite du prince , dans les derniers jours , avait seulement excité quelques murmures. Il y avait de la dureté , disait-on , à être venu troubler le sommeil du Roi , dans son propre palais , pour lui intimier l'ordre d'en sortir , lorsqu'il semblait disposé à se soumettre à tout. D'autres en parlaient comme s'il était détenu à Rochester , et rappelaient le mot mémorable de Charles I^{er}. , que *les prisons des princes sont bien près de leur tombeau.* Ce n'était pas seulement au gouvernement du roi Jacques , continuaient-ils , mais encore à sa personne qu'on en voulait : bientôt allaient tomber les spécieux prétextes sous lesquels s'était voilé d'abord un projet d'usurpation mé-

dité depuis long-temps. Ces discours et d'autres encore agirent sur un grand nombre d'individus. De plus, la substitution des gardes hollandaises aux gardes anglaises près de la personne du Roi indisposa l'armée nationale, déjà jalouse des troupes du prince, que le peuple, charmé de leur bon ordre et de la sévérité de leur discipline, comblait d'éloges et de caresses. Jamais, en effet, l'Angleterre n'avait vu de marche militaire, ni si régulière, ni si inoffensive; et la capitale ne se souvenait pas d'avoir vu une tranquillité plus parfaite régner dans les faubourgs, dans les marchés intérieurs et extérieurs.

Les catholiques et les jacobites furent partout mis à l'abri des insultes. Le prince m'avait spécialement chargé, en quittant la Hollande, de veiller à la sûreté des premiers. Lorsque nous fûmes à Londres, il me réitéra les mêmes ordres, et je les exécutai avec tant de soin et de zèle que j'eus la consolation de pouvoir faire droit à toutes les réclamations qui me furent adressées. Un de mes premiers soins fut d'obtenir des passe-ports pour ceux qui voulurent sortir du royaume. Deux des évêques catholiques avaient été mis à Newgate; j'allai les voir de la part du prince, et leur dis qu'il n'avait pas encore pris sur lui de décider du sort des prisonniers; mais que dès qu'il se croirait en mesure de le faire, ils seraient des premiers élargis. Cependant j'ordonnai qu'on les

traitât avec douceur , et qu'ils eussent la liberté de voir leurs amis. Ce fut ainsi que j'observai fidèlement les principes de la modération envers des gens de qui il n'y avait rien de pareil à attendre.

Les différens corps de la ville vinrent en cérémonie saluer le prince d'Orange. Les évêques se présentèrent devant lui dès le lendemain de son arrivée. L'archevêque de Cantorbéry fut le seul qui s'en dispensa , quoiqu'il eût promis de ne pas se séparer de ses collègues dans cette circonstance. Le clergé de Londres fut admis le jour suivant. Les magistrats de la ville parurent à leur tour , ainsi que la plupart des autres corps constitués. Tous témoignèrent une joie extrême de la délivrance qu'ils devaient au prince d'Orange. Le vieux sergent Maynard vint avec les gens de loi. Il avait alors près de quatre-vingt-dix ans , et c'est à lui cependant qu'il fut réservé d'animer le cérémonial de cette journée par une repartie des plus spirituelles. Le prince , instruit de son grand âge , le félicita d'avoir survécu à tous les gens de loi de son temps : *J'aurais survécu à la loi elle-même*, répondit le vieillard , *sans l'arrivée de Votre Altesse.*

Les complimens finis , il fallut penser à la réorganisation du corps politique. Les jurisconsultes étaient généralement d'avis que le prince devait prendre le titre de Roi à l'exemple de

Henri VII. «Ce parti, disaient-ils ; mettrait un terme à des disputes qui , si on n'y coupait court, seraient bientôt aussi embarrassantes que fastidieuses. C'était d'ailleurs le moyen de s'entourer d'un parlement légal ; car , pour l'être , il suffisait qu'il fût convoqué par un *Roi de fait*, même non encore reconnu.» Mais une telle conduite eût été contraire à la déclaration du prince , qui avait promis de laisser le parlement décider à quel gouvernement obéirait désormais l'Angleterre. Il eut peur qu'en le voyant ainsi faire tourner de lui-même la révolution à son profit on ne l'accusât de n'ayoir agi que dans des vues d'ambition , et que ses plus zélés partisans ne se refroidissent , si au lieu d'attendre que la nation lui offrit la couronne , il la prenait comme par droit de conquête. Ces motifs lui firent préférer d'assembler les pairs avec tout ce qu'il y avait à Londres de membres des trois derniers parlements , et plusieurs citoyens des plus notables de la ville. On leur dit que le prince , dans la crise qui laissait le royaume sans autorité légale ; les avait réunis pour les consulter sur les moyens de lui en donner une. On convint tout d'une voix , dans les deux chambres telles qu'elles , car le premier soin de l'assemblée fut de se diviser en chambre haute et en chambre des communes ; qu'on présenterait une adresse au prince pour le prier de se charger , par intérim , de

l'administration du royaume. On proposa ensuite que Son Altesse fût également suppliée d'écrire des lettres circulaires aux magistrats à qui étaient ordinairement adressés les writs de convocation des parlemens, afin qu'on procédât, par leur ministère, à l'élection d'une convention dans les formes usitées pour l'élection des membres de la chambre des communes, sauf que les writs ne seraient pas contresignés du grand sceau. Ainsi avait été convoquée l'assemblée qui avait rappelé le roi Charles II. Cette proposition trouva des contradicteurs. Le comte de Nottingham soutint qu'une telle convention ne pouvait être considérée comme légale, et qu'il était indispensable que les writs émanassent du Roi : il voulait en conséquence qu'on envoyât une députation vers Sa Majesté pour obtenir l'émission des writs de convocation ; mais il fut presque seul de son avis. La proposition originale fut adoptée, et des ordres furent donnés pour que les lettres-circulaires fussent envoyées partout le royaume.

Le Roi demeura huit jours à Rochester. Il put s'apercevoir que lui et toutes les personnes de sa suite y jouissaient d'une liberté entière. Plusieurs de ses partisans vinrent le trouver pour l'exhorter à ne point penser à la fuite, et à voir quel tour prendraient les événemens. Un parti se déclarerait pour lui d'un jour à l'autre : il serait dès lors en position sinon d'ordonner, du moins

de traiter , et peut-être était-il à la veille de conclure un arrangement avantageux. Entre son propre penchant et les importunités de ses amis , il ne savait à quoi se résoudre. Cependant la Reine, informée de ce qui s'était passé à Londres , lui écrivait une lettre très-véhémente dans laquelle elle l'engageait à la venir joindre et à lui tenir parole , d'un ton encore plus impérieux que pressant. Cette lettre fut interceptée. Une personne qui l'avait lue n'en redit le contenu. Le prince la fit remettre au Roi , et elle le décida. Il donna sous main l'ordre qu'on lui tint un vaisseau prêt ; et , avant de partir , il écrivit un papier qu'il laissa sur sa table , dans lequel il reprochait à la nation de l'avoir abandonné. Il déclarait que , tout décidé qu'il était à aller implorer le secours d'une nation étrangère pour remonter sur le trône , il n'en abuserait pas pour renverser la religion établie et les lois du pays. Puis le dernier jour de cette année mémorable , il sortit à la dérobée de Rochester , et gagna heureusement les côtes de France.

Avant d'entamer l'année suivante , je dirai quelque chose des affaires d'Ecosse. A peine avait-on laissé dans ce royaume assez de troupes pour défendre le château d'Edimbourg , dont le duc de Gordon était gouverneur. Il était papiste , et n'avait ni l'habileté , ni le courage qu'ont exigé un pareil poste dans des circonstances aussi épi-

neuses. Aussitôt que la nouvelle de l'évasion du Roi fut arrivée en Ecosse, la populace s'augmenta comme elle avait fait à Londres. Elle se jeta sur les chapelles catholiques, et en particulier sur l'église d'Holy-Rood, qu'on avait embellie à grands frais pour en faire une chapelle royale, et spécialement affectée à l'ordre de Saint-André et de l'Épine, que Jacques avait voulu établir en Ecosse, à l'imitation de celui de la Jarretière en Angleterre. Les mutins la bouleversèrent de fond en comble. Ils se saisirent ensuite de plusieurs personnes que l'opinion désignait à la vengeance publique, du comte de Perth, par exemple, qu'ils découvrirent à bord d'un petit vaisseau, où il était caché sous un déguisement, et qu'ils mirent en prison. Tout le royaume, excepté le château d'Édimbourg, se déclara pour le prince, et vit avec un très-grand plaisir son manifeste pour l'Écosse. Ce mouvement s'opéra dans le nord d'un commun accord de la part des évêques et des presbytériens. Mais, dans les comtés de l'ouest, ces derniers, qui avaient tant souffert depuis quelques années, non contents de posséder les bienfaits du repos et de la liberté, voulurent aussi goûter la satisfaction de la vengeance. Ils accablèrent presque partout les ministres épiscopaux d'insultes et de mauvais traitemens. Ils les promenaient en procession dans les paroisses, en leur prodiguant les railleries les plus in-

sultantes, déchiraient leurs robes, et les chassaient de leurs églises et de leurs maisons. Et ceux d'entre eux qui s'étaient signalés par leur zèle contre le papisme, n'étaient pas plus épargnés que leurs confrères. Les évêques d'Ecosse, à la nouvelle qu'une tempête avait repoussé le prince d'Orange des comtés d'Angleterre, avaient écrit au Roi une lettre très-inconvenante, pleine d'expressions injurieuses pour le prince, et de l'horreur que leur inspirait sa tentative : ils finissaient par souhaiter au Roi les têtes de ses ennemis. Cette lettre fut citée aux évêques d'Angleterre comme un modèle, et imprimée dans la gazette. Cependant ils ne jugèrent pas à propos de l'imiter. Le parti épiscopal écossais, voyant un orage prêt à fondre sur lui, résolut de se jeter entre les bras du comte de Dundée, qui avait servi quelques années en Hollande. Officier distingué, pourvu de beaux talens et de quelques vertus estimables, ce seigneur gâtait tous ces avantages par un orgueil et une ambition démesurés, qui l'avaient rendu le persécuteur acharné des presbytériens. Il avait servi d'instrument aux mesures les plus violentes, jusqu'à faire fusiller sur les grandes routes ceux d'entre eux qui refusaient de prêter les sermens exigés. Aussi le regardaient-ils comme leur plus implacable ennemi, pendant qu'il inspirait une confiance sans bornes aux évêcopaux. Lors de

L'arrivée du prince à Londres, le duc de Hamilton réunit tous les gens de qualité du royaume qui se trouvaient à Edimbourg; et cette assemblée vota une adresse pour Son Altesse, rédigée presque dans les mêmes termes que celle d'Angleterre. Ainsi le gouvernement de l'île entière de la Grande-Bretagne échut aux mains du prince d'Orange.

En Irlande l'horison était plus sombre. Tyrconnell donna des ordres pour lever trente mille hommes. Le bruit courait dans toute l'île, que le mois de novembre était fixé pour un massacre général des protestans. Ceux-ci effrayés se mirent à se rassembler pour aviser à la défense, dans les provinces d'Ulster et de Munster. Dans cette dernière ils n'étaient pas en force. Ils y avaient été désarmés, et manquaient de munitions pour le peu d'armes qu'on leur avait laissées. Désespérant donc de pouvoir résister, ils passèrent en Angleterre en grand nombre. Pleins d'alarmes pour ceux qui ne les avaient pas suivis, ils demandaient avec instance qu'on allât à leur secours. Dans l'Ulster les protestans étaient moins faibles, mais ils n'avaient point de chefs. Les lords Grenard et Mountjoy étaient des hommes tels qu'il les leur fallait pour les commander; mais ils ne se souciaient pas de pousser à bout Tyrconnell, qui avait encore quelques ménagemens pour eux. Deux villes, Londonderry et Iniskilling, qui n'a-

vaient que très-peu de moyens de défense, et presque point de provisions, mais que quelques jeunes gens furent assez heureux pour mettre à l'abri d'un coup de main, refusèrent de recevoir une garnison catholique, ou de se soumettre aux ordres de Tyrconnell. Elles étaient toutes deux très-avantageusement situées. Tyrconnell envoya des troupes dans le nord pour réduire le pays. A leur arrivée, la population protestante se réfugia dans ces deux places, et y porta quelques provisions. Elles prirent le parti de se défendre avec une fermeté qui ne peut être assez admirée; car, abandonnées par la noblesse et par les militaires, sans fortifications, sans munitions de guerre, elles ne changèrent pas de résolution, et affrontèrent tous les périls d'un siège, pour attendre que l'Angleterre vint à leur aide. Je ne m'étendrai pas davantage sur les affaires d'Irlande, d'abord parce que je n'ai jamais été à même de les bien connaître, et aussi parce que le docteur King, maintenant archevêque de Dublin, a composé une histoire détaillée du gouvernement de ce royaume durant ce même règne, histoire qui a été si bien accueillie, et dont la fidélité est si universellement reconnue, que je ne peux mieux faire que d'y renvoyer mon lecteur.

Me voici maintenant arrivé à l'année 1689. L'organisation de l'armée anglaise et les affaires d'Irlande, tels étaient les deux premiers objets

dont il fallait s'occuper, en la commençant, et même avant que la convention ne se rassemblât. Quant à l'armée, quelques corps, ceux principalement qui étaient pleins de papistes et d'hommes mal affectionnés, furent licenciés. En conséquence, un emprunt fut ouvert dans la cité, pour avoir de quoi leur payer la solde arriérée, et subvenir à la paie des armées anglaise et hollandaise, jusqu'à ce que la convention eût réglé les subsides. Cet emprunt servit à faire connaître les partisans du prince; car, pendant que ceux qui voyaient Son Altesse de mauvais œil refusaient d'y prendre part, sous prétexte que le paiement n'était garanti par rien, les autres ne doutant pas que la convention ne fit honneur aux engagements du prince, prêtèrent sans difficulté tout ce qu'il leur demanda.

Il y avait une grande variété d'opinions sur les affaires d'Irlande. Quelques uns pensaient que ce royaume se réglerait sur l'Angleterre, dupes d'un artifice de Tyrconnell, qui, à force de menaces ou autrement, avait obtenu des protestans les plus éminens de Dublin, d'écrire à Londres qu'il était disposé à livrer l'Irlande, pourvu que lui et les catholiques obtinssent de bonnes conditions. Le comte de Clarendon avait toute la confiance des protestans d'Irlande, qui ne s'adressaient au prince que par son organe. Ceux que Tyrconnell avait chargés de tromper Son Altesse,

aboutissaient à elle par sir William Temple, qui jouissait auprès du prince d'un crédit d'autant plus solide qu'il datait de loin. Ils disaient que Tyrconnell ne se dessaisirait du gouvernement d'Irlande, qu'autant qu'il serait sûr que le comte de Clarendon ne serait pas écouté : il connaissait l'humeur entêtée et haineuse de ce seigneur ; il savait qu'il n'aspirait qu'à tirer vengeance des prétendus torts qu'on lui avait faits ; et il ne consentirait en conséquence à traiter que lorsqu'il le saurait hors d'état de nuire à ses ennemis. D'après ces ouvertures, le prince évita de parler des affaires d'Irlande au comte de Clarendon, qui, après s'être bercé de l'idée d'être replacé à la tête du gouvernement d'Irlande, furieux de se voir frustré dans cette attente, se jeta dans une opposition violente. Il se réconcilia avec le roi Jacques, et fut toujours depuis un de ses plus chauds partisans. Temple entra en pourparler avec les agens de Tyrconnell, qui, selon toutes les probabilités, si les événemens n'avaient pas marché si vite, serait venu à composition.

D'autres conseillaient de laisser l'Irlande dans la situation dangereuse où elle était, pour que la convention eût un motif de plus de fixer promptement celle de l'Angleterre : le prince n'avait donc qu'à attendre. Cet avis fut généralement attribué au marquis d'Hallifax ; et, en effet, il lui ressemblait. En tout, le prince parut ne pas re-

douter assez les suites d'une révolte de l'Irlande, et fut très-blâmé d'avoir mis si peu de soin à la prévenir.

Le fait est qu'il ne savait à qui s'en rapporter. Un mécontentement général, peu différent d'une mutinerie ouverte, avait pénétré dans les rangs de l'armée anglaise. Il la voyait s'aliéner de lui avec presque autant de rapidité qu'elle était venue se ranger sous ses drapeaux. La prudence lui défendait de se fier à elle. Probablement s'il l'eût envoyée en Irlande, elle se serait jointe en grande partie à Tyrconnell, au lieu de le combattre. D'un autre côté il ne pouvait penser à éloigner ses troupes hollandaises. C'était principalement sur elles qu'il comptait pour maintenir la tranquillité en Angleterre. En les diminuant il eût risqué d'augmenter l'insolence de l'armée anglaise. Les magasins du Roi étaient d'ailleurs si épuisés que les munitions manquaient, et qu'il fallait du temps pour s'en procurer. Lever de nouvelles troupes, n'était pas l'ouvrage d'un jour. Enfin il n'y avait pas un vaisseau de guerre dans les mers environnantes, pour protéger les transports de soldats. On pouvait, il est vrai, envoyer un petit nombre d'officiers avec quelques munitions; mais n'était-ce pas les exposer inutilement à la rage d'un ennemi implacable? Ces considérations l'engagèrent à acquiescer à une proposition qui lui fut faite, à ce qu'on croit, par les Temple; car

sir William avait un frère et un fils, qui faisaient à cette époque une figure considérable. Il s'agissait d'envoyer en Irlande le lieutenant-général Hamilton, d'origine irlandaise. Il était papiste ; mais il passait pour homme d'honneur, et avait certainement un grand crédit sur le comte de Tyrconnell. Il avait servi en France avec distinction. Fait prisonnier avec un corps de soldats irlandais, par le prince d'Orange, qui après les avoir retenus long-temps dans l'île de Wight, les envoya à l'Empereur, Hamilton déserta, en traversant l'Allemagne ; accompagné d'une bonne partie de ses gens, il passa en France. Il était donc en quelque sorte prisonnier de guerre de Son Altesse, et comme tel dans sa dépendance ; ce qui la détermina à mettre à profit le grand ascendant qu'il avait sur ses compatriotes, en l'envoyant en Irlande. Il partit, se faisant fort d'amener le comte de Tyrconnell à remettre son gouvernement, et s'engageant du moins, s'il échouait dans sa négociation, à revenir et à rendre compte du mouvement qu'il se serait donné. Cette démarche fut très-funeste ; car avant l'arrivée du négociateur à Dublin, le comte de Tyrconnell, regardant sa situation comme désespérée, semblait à la veille de traiter. Mais Hamilton lui fit changer d'idée, en lui représentant que la cause du Roi reprenait le dessus en Angleterre, et qu'avec de la fermeté on pouvait encore la faire triompher.

Tyrconnell, d'après ces renseignemens, mit toute son habileté à gagner du temps, afin qu'une flotte et du secours pussent être arrivés de France, avant que le prince eût pris un parti. Il continua en conséquence de faire écrire à Londres lettres sur lettres, assurant qu'il était toujours disposé à traiter et à se soumettre. Il fit plus : il fit partir pour la France deux commissaires, membres du conseil, l'un protestant zélé, l'autre papiste. Suivant leurs instructions, ils devaient représenter au Roi la nécessité où se trouvait l'Irlande de se soumettre à l'Angleterre. Le comte prétendait qu'en homme d'honneur, c'était le moins qu'il pût faire, que de se désengager avec son maître, avant de remettre le royaume qui lui avait été confié. Il ajoutait néanmoins qu'il n'attendrait ni un consentement, ni même une réponse ; mais qu'il se soumettrait à de bonnes conditions, dès que son message aurait été remis. A l'aide de ces intrigues, il gagna tout autant de temps qu'il lui en fallait, pour entreprendre de rétablir le Roi sur le trône. C'est ainsi que la perfidie d'Hamilton assura le comte de Tyrconnell au Roi, et fut la cause de la guerre d'Irlande. Mountjoy, le lord protestant qui avait été envoyé en France, au lieu d'être admis à rendre compte de son message, fut mis à la Bastille : ce qui, puisqu'il était député au nom d'un royaume, fut trouvé un acte déshonorant et contraire au droit des gens. Ceux qui

avaient conseillé l'envoi de Hamilton en Irlande, ne surent, après sa trahison, quelle contenance faire, et que répondre aux invectives amères du comte de Clarendon contre eux et leurs conseils. On crut même pouvoir attribuer à la honte qu'ils en ressentirent, la mort du fils de sir William Temple, qui avait contribué plus que personne à donner au prince d'Orange une haute idée de Hamilton. Du moins est-il certain que, sans autre cause apparente de chagrin, il prit un bateau comme pour traverser la Tamise, et près du pont, à l'endroit où la rivière est la plus rapide, se précipita dans l'eau et se noya.

Cependant la convention allait s'assembler. Chacun s'agitait pour la réussite de ses plans et le triomphe de son parti. Les élections se firent dans tous les comtés de l'Angleterre avec autant d'ordre que d'équité. Nulle part le prince ne fit intervenir l'autorité de ses recommandations, directement ni indirectement. Trois partis principaux se partageaient la ville. L'un était d'avis qu'on rappelât le Roi et qu'on traitât avec lui pour mettre à l'avenir la religion et les lois à l'abri du pouvoir *dispensateur* ou arbitraire. Il se composait d'Anglicans exagérés qui avaient poussé si loin le dogme de la soumission et de la non-résistance, qu'ils ne croyaient pas pouvoir, dans aucun cas, concilier la déposition du Roi avec leur conscience et leurs sermens. Lorsqu'on

leur objectait que pour être fidèles à leurs principes, ils ne devaient pas même parler de garanties à réclamer du Roi; que c'était tout au plus s'ils pouvaient se permettre de lui présenter, après son retour, d'humbles remontrances dont il ferait le cas qu'il lui plairait; et qu'en mettant son rappel à de certaines conditions, ils renonçaient à leur ancienne doctrine d'allégeance illimitée; lorsqu'on leur faisait, dis-je, ces objections, ils étaient si embarrassés pour y répondre, qu'il était visible, ou qu'ils parlaient de conditions par complaisance pour l'humeur de la nation, ou qu'ils n'avaient pas assez d'énergie pour aller jusqu'au bout de leurs opinions.

Lorsque l'avis que je viens d'exposer eut été discuté et agité dans toutes les réunions de la ville, il fut adopté par si peu de personnes que le parti qui l'avait mis en avant se rangea de lui-même au sentiment d'un second parti, qui disait que le roi Jacques avait, par sa mauvaise administration, encouru une incapacité d'exercer plus long-temps l'autorité souveraine; mais que le droit, de même qu'en cas de folie, n'en résistait pas moins en lui; qu'on ne pouvait lui donner qu'une sorte de tuteur, c'est-à-dire faire exercer son autorité par un régent, et qu'en conséquence, tout en déclarant que le Roi restait toujours souverain de droit, il fallait transporter tout l'effectif de ce titre sur le prince

d'Orange, qui agirait en qualité de régent. Un troisième parti demandait qu'on mît totalement de côté le roi Jacques et que le prince fût mis sur le trône à sa place purement et simplement.

Lorsque la convention s'ouvrit le 24 janvier, l'archevêque de Cantorbéry ne vint point y prendra sa place. Le parti qu'il prit de n'agir ni pour ni contre le Roi, était celui qui pouvait lui faire le moins d'honneur. S'il croyait, comme sa conduite postérieure prouve qu'il le croyait en effet, que la nation en prenant le prince d'Orange pour souverain, se rendait coupable de trahison, de rébellion, de parjure, n'était-il pas étrange de voir le chef de l'Eglise ne pas manifester une fois son opinion ni par ses paroles, ni par ses votes, pendant tout le cours des débats qu'amena un événement si important, du moins ne pas protester contre, n'user en un mot d'aucune des armes spirituelles qu'il avait en son pouvoir. La vérité est que ce prélat n'avait ni énergie ni courage, et qu'il jona un rôle très-misérable. Le banc des évêques était d'ailleurs très-plein ainsi que le banc des lords temporels. Les comtes de Nottingham, de Clarendon, de Rochester furent, dans la convention, les principaux organes de ceux qui tenaient pour un régent, en opposition à ceux qui voulaient un nouveau roi.

Ils se flattaient de concilier ainsi le salut du pays

avec l'honneur de l'Eglise anglicane et le principe de la légitimité. Si sous aucun prétexte quelconque, disaient-ils, la nation se croyait en droit de déposer ses rois, la couronne n'avait plus qu'une autorité précaire, et le pouvoir souverain résidait dans le peuple : ce qui devait tôt ou tard conduire à la république. Les lois et l'histoire d'Angleterre leur fournirent de nombreux arguments pour prouver que non-seulement la personne du Roi, mais aussi son autorité était sacrée. La loi pourvoit, par une régence, au cas où l'enfance du prince le rend incapable de gouverner par lui même. Or, il leur paraissait que si un roi s'était montré, par une suite de fautes capitales, aussi incapable de tenir les rênes de l'Etat que peut l'être un enfant, les États du royaume pouvaient se prévaloir de la parité du cas, et nommer un régent. Mais alors le droit restait le même, et l'ordre de successibilité n'était pas interrompu. Si cet ordre protecteur était une fois violé, en peu de temps la couronne deviendrait élective, et l'Angleterre, déchirée par les factions, serait en proie aux troubles, suite inévitable de cette forme de gouvernement. Sans doute, continuaient-ils, le tempérament qu'ils proposaient était sujet à de grandes difficultés; mais la conduite du roi Jacques avait mis les affaires dans une situation si désespérée qu'il était impossible d'y trouver un remède qui ne

fût pas lui-même un mal ou un danger. Ils se flattaient seulement que leur expédient rallierait la plus grande et la plus saine partie de la nation, tandis que tout autre serait un triomphe pour le parti républicain formé de dissidens et de gens sans aucune religion, dont l'unique ambition était de bouleverser l'Église, et de voir le gouvernement établi de telle sorte que nous n'aurions plus qu'un roi titulaire, qui, tenant son pouvoir de ses sujets, serait responsable devant eux de la manière dont il l'exercerait, et amovible même selon leurs caprices. Cet avis fut d'abord adopté par la plus grande partie de la chambre des lords, qui ne s'en détacha qu'à la longue, par un bon tiers des communes et par la masse du clergé.

Mais on s'aperçut bientôt que les intentions de toutes ces personnes, en apparence d'accord, n'étaient pas les mêmes. Plusieurs souhaitaient le rétablissement de Jacques et ne consentaient à la régence que dans l'espoir que ce moyen terme endormirait la nation, et contribuerait à calmer l'aversion qu'elle portait au Roi. Ce premier résultat une fois obtenu, on comptait que ce ne serait pas chose difficile, avec le temps, d'obtenir l'autre. D'autres semblaient de meilleure foi dans leur manière de voir. Ils disaient que tant que les choses seraient en balance, ils se croyaient obligés de parler et d'agir suivant leurs principes ;

mais qu'elles ne seraient pas plutôt réglées qu'ils se jugeraient suffisamment autorisés par les lois et par mille exemples recueillis dans notre histoire, à se soumettre au roi quelconque alors existant. Ils pensaient que leur allégeance et leurs bras appartiendraient à ce roi *de facto*, même contre le possesseur du droit héréditaire. Le comte de Nottingham reproduisit plus souvent que personne cette doctrine dans les débats. Il me dit à moi-même que tout en croyant ne pouvoir parler ni opiner que conformément aux idées et aux principes qu'il avait puisés dans nos lois et dans notre constitution, il ne serait pas fâché de voir ses adversaires l'emporter; et que, bien que sa conscience lui défendit de mettre la couronne sur la tête d'un roi autre que Jacques, il serait plus fidèle à ce nouveau souverain, s'il le trouvait une fois en possession de l'autorité, que ceux qui la lui auraient remise; car, d'après leurs principes, ils pourraient la lui reprendre.

Le troisième parti se composait de ceux qui pensaient qu'il existait un contrat originaire entre un roi et ses sujets; en vertu duquel il est tenu de les protéger et de les gouverner selon les lois, moyennant quoi ils sont obligés à leur tour de lui obéir et de le servir : témoin, en Angleterre du moins, les anciennes formalités encore observées du couronnement, où l'on demande au peuple assemblé s'il veut pour son roi de la per-

sonne qui est devant lui; et ce n'est qu'après qu'il a exprimé son consentement par des acclamations, que la cérémonie se consomme. Ce n'est pas tout : avant de poser la couronne sur la tête de celui qui n'est pas encore roi, on lui demande s'il est dans l'intention de défendre, de protéger son peuple, et de gouverner conformément aux lois : il s'y engage sous serment; on le couronne alors, et on lui rend hommage. Depuis longtemps, il est vrai, le couronnement a été considéré seulement comme une installation solennelle, et non comme le moyen de conférer l'autorité; car c'est un axiôme de droit que *le roi ne meurt jamais*, et qu'il règne par droit de succession; mais ces formes, encore usitées, n'en montrent pas moins quelle était originairement la royauté anglaise. A l'appui de ces considérations, on citait quantité de témoignages tirés de coutumes bretonnes et saxonnes. On insistait surtout sur ce que Guillaume-le-Conquérant avait promis à son avènement de maintenir les lois d'Édouard-le-Confesseur, qui constituaient évidemment le contrat originaire en question, passé entre lui et la nation. Cette promesse fut souvent renouvelée par les successeurs de Guillaume. Édouard II et Richard II furent déposés pour l'avoir violée; et ces dépositions étaient des précédens dont rien n'affaiblissait l'autorité, puisqu'elles n'avaient jamais été révoquées, et que la

« nation n'avait jamais renoncé au droit de les réitérer. L'époque des guerres des barons abondait en faits de toute espèce favorables à cette doctrine. Je rappellerai ici que, possesseur de l'original de la grande charte du roi Jean, scellé de son grand sceau, que je tenais d'un gentilhomme qui l'avait trouvé parmi les papiers de son père, sans savoir d'où il venait, je pouvais moi-même apporter un monument irréfragable en confirmation de l'opinion que j'expose. A quoi servirait, ajoutez-nous, de donner des limites au pouvoir royal s'il peut s'en affranchir sans que le peuple ait le droit de les défendre, et de veiller au maintien des institutions nationales? Ce principe pouvait, il fallait l'avouer, être poussé trop loin, et avoir de funestes conséquences; mais le principe contraire anéantissait toute liberté, et établissait le despotisme. La déposition du roi Jacques n'autoriserait, après tout, nos neveux à nous imiter que dans des cas pareils : or, il était bon, dans cette supposition, que le précédent existât, s'il était vrai que les cas d'Édouard II et de Richard II n'en fussent pas un suffisant. Si Jacques ne s'était rendu coupable que de l'infraction de quelques lois, si on n'avait à lui reprocher qu'un petit nombre d'actes extra-légaux, il serait sans doute déraisonnable d'embrasser le parti extrême proposé. Mais il avait publiquement violé toutes les lois dont la gêne s'était fait sentir à son hu-

meur despotique. Il avait négocié ouvertement avec la cour de Rome; il avait bouleversé l'Irlande; il avait mis ce royaume et les protestans qu'il renferme à la merci des papistes; il s'était, par le *pouvoir dispensateur*, non-seulement affranchi de toutes les lois auxquelles il l'avait appliqué, mais il s'était encore préparé un moyen de s'affranchir de toutes, les unes après les autres, lorsqu'il l'aurait voulu. En établissant la commission ecclésiastique, il avait envahi les libertés de l'Eglise, et réduit le clergé à ne dépendre que de son bon plaisir et de ses caprices; enfin, pour couronner tant d'indignités, il avait déserté son peuple, et s'était réfugié auprès d'une puissance étrangère plutôt que de se soumettre aux déterminations d'un parlement libre. Et ne devait-on pas inférer de cette désertion même qu'il avait abdiqué, dès lors regarder le trône comme vacant, et s'occuper sans délai de le remplir, de telle sorte que la nation, en assurant ses libertés, conservât le gouvernement royal?

Quant à la proposition de nommer un régent, nous prétendions qu'elle était aussi anti-monarchique, ou même plus, que la nôtre. S'il était une fois admis que la mauvaise administration d'un roi donnait au peuple le droit de lui ôter l'autorité pour la confier à un autre, mais toutefois sans lui ôter le titre en vertu duquel il la possédait, cette jurisprudence aurait infailliblement

les conséquences les plus fâcheuses ; car, tout violent qu'était le remède, comme cependant il était d'une application facile, on y aurait recours trop souvent et trop à la légère. Avec cet expédient d'un régent, il y aurait deux rois, l'un de droit et l'autre de fait, l'un simple titulaire et l'autre possédant l'effectif de la royauté ; ce qui était à la fois plus illégal et plus dangereux qu'une déposition pure et simple. La loi anglaise avait posé en principe, dans le statut de Henri VII, que tout sujet pouvait obéir en toute sûreté au roi actuellement régnant, n'importe à quel titre. Chacun savait donc qu'il ne courait aucun risque sous un roi, et suivait ainsi sans inquiétude les inspirations de son zèle pour la couronne. Mais tous ceux qui agiraient en vertu des ordres du régent, créé par la convention, se trouveraient dans une situation équivoque que les lois ne garantissaient pas suffisamment. Tout ce qu'ils feraient serait nul et sans valeur aux yeux de la loi, et personne ne pourrait agir avec sécurité. Si les sermens prêtés au roi Jacques nous liaient encore, nous étions obligés à le maintenir, non-seulement dans la possession de son trône, mais aussi dans la plénitude de ses prérogatives. Il serait absurde de ne rien lui laisser de la puissance du souverain en continuant de le reconnaître pour tel. Il résulterait de cette combinaison un gouvernement monstrueux, qui serait la honte de

l'Angleterre, et qui ne pourrait subsister longtemps. La masse de la nation continuerait à regarder le roi Jacques comme son véritable roi, tant qu'elle se verrait gouvernée en son nom, et repousserait la distinction du titre et du fait; et ceux qui trameraient des complots en sa faveur, les poursuivrait-on pour haute trahison, pour conspiration contre la personne du roi, de son gouvernement, lorsque leur but serait évidemment de protéger sa personne, et de le rétablir dans son autorité? Les poursuivre et les condamner à perdre la tête serait ajouter le meurtre au parjure. Il n'était pas à supposer, du reste, qu'on trouvât des jurés pour prononcer la culpabilité. Dans une minorité, le régent était, en droit, la même personne que le roi qui n'avait pas encore de volonté : sa volonté était censée la volonté du roi. Mais cette fiction ne pouvait être appliquée au cas présent; il fallait présumer au contraire que le roi et le régent seraient dans une lutte continue, l'un pour recouvrer son autorité perdue, l'autre pour la conserver. Toutes ces raisons furent exposées dans un si grand jour qu'il fallait, pour y résister, nourrir la secrète intention de rétablir le roi Jacques. C'est du moins ce qu'on dit alors de tous ceux qui insistèrent pour une régence. On ne doutait même pas que ceux de ses partisans qui avaient de la conscience n'eussent de lui des instructions secrètes pour se ranger à

l'avis de ceux qui le soutenaient, sans quoi ils auraient manifestement agi contre leurs sermens et leurs principes.

Les personnes qui conseillaient de maintenir la forme actuelle du gouvernement, en transportant seulement la royauté de Jacques, au priace d'Orange, ne s'accordaient pas toutes dans leurs vues ultérieures. Les uns voulaient mettre à profit une conjoncture si favorable pour diminuer le pouvoir de la couronne, pour la rendre aussi mouvante, aussi élective que possible, et pour élever la puissance du peuple sur les ruines de la monarchie. Parmi ces derniers, il y en avait même qui allaient jusqu'à prétendre que le gouvernement était renversé de fond en comble, et à reconstituer en entier : assertion téméraire et dangereuse, puisqu'à la rigueur on aurait pu en conclure que les propriétés, les offices, les droits, les franchises des particuliers étaient aussi confondues et renversées. Il paraissait plus sage de dire seulement que le roi Jacques avait rompu le lien qui nous attachait à lui. D'autres, évitant de se jeter dans les spéculations politiques, dans la discussion des meilleurs plans de gouvernement, se contentaient d'établir que les cas extrêmes amènent de nouvelles obligations ; que la situation présente de nos affaires était de ce nombre ; que le roi Jacques, par sa mauvaise administration, par sa fuite chez un ennemi acharné

de l'Angleterre, l'avait mise dans la nécessité de se chercher un nouveau maître. Dans le mariage, ajoutaient-ils, contrat stipulé pour la vie des parties et sans condition, l'infidélité de l'un des époux rend à l'autre sa liberté. De même un roi, dont les lois définissent et limitent le pouvoir, et qui s'est engagé à gouverner selon ces lois, rend à ses peuples la liberté de régler comme ils l'entendront leur organisation politique, du moment où il viole audacieusement toutes les lois qu'il devait observer, et abandonne lâchement la patrie commune. Toute crainte des inconvéniens qui pourraient résulter d'une pareille doctrine est superflue. Pour éteindre un incendie, on abat, s'il le faut, des maisons non encore dévorées; et cependant on ne craint pas à chaque instant de voir abattre sa maison. Dans les dangers extrêmes, le sens commun conseille et justifie les remèdes extrêmes, quoique aucun axiome préétabli de morale ou de politique ne les indique ni ne les autorise. Et c'est ainsi que la nation, en prenant ses sûretés contre un roi qui méditait la subversion de l'ordre social, n'exposait nullement la monarchie, ne courait aucun risque d'élever trop haut la puissance populaire, comme voulaient bien le supposer certaines gens dans leurs tragiques pronostics.

Il y eut de grandes discussions sur le contrat primitif dont certaines personnes niaient l'exis-

tence, en demandant où il était déposé, et de quelle manière il avait été passé. A cela on répondait qu'il servait de base implicite à tout gouvernement légal; qu'il avait pu, pendant un long espace de temps, pendant des siècles de ténèbres, ne pas être invoqué positivement, mais que toutefois nos livres de droit et nos histoires faisaient foi que l'Angleterre ne l'avait jamais complètement perdu de vue à aucune époque, et qu'elle avait toujours mis pour condition à son obéissance l'observation des lois du pays par ses souverains.

On discuta aussi beaucoup le mot *abdiquer*. Les communes s'étaient promptement accordées à déclarer que le roi Jacques, en violant le contrat primitif par le fait de sa fuite, avait *abdiqué* le gouvernement, et qu'en conséquence le trône était vacant. Elles envoyèrent cette première résolution aux lords en les priant d'y adhérer. Il y eut à ce propos des débats assez animés et de fréquentes conférences entre les membres influens des deux chambres, dans lesquelles les communes eurent évidemment le dessus, à la grande satisfaction de la nation, qui partageait leur manière de voir. Les lords avaient cependant quelque apparence de raison de leur côté en s'opposant au mot *abdiquer*, sous prétexte qu'il semblait signifier que le roi Jacques s'était démis volontairement de la couronne; ce qui n'était

rien moins que fondé. On leur cita, il est vrai, un grand nombre de bonnes autorités, desquelles il résultait que lorsqu'une personne s'était exposée par quelque acte à la perte d'un office, on pouvait dire qu'il avait *abdiqué*. C'était là, il faut en convenir, une dispute de mots bien peu digne de la majesté de l'assemblée où elle avait lieu, et de la gravité des circonstances.

Un sujet de contestation plus important était de savoir si, supposé que le Roi eût abdiqué, il y avait lieu à déclarer le trône vacant. On disait d'une part que d'après les lois le roi ne mourait jamais, c'est-à-dire qu'aussitôt que le roi rendait le dernier soupir, l'autorité passait à l'héritier présomptif. Ainsi, dans la supposition que le roi Jacques avait abdiqué, son trône appartenait *ipso facto* à celui que les droits du sang désignaient pour son successeur. On observait, à l'appui de cette doctrine, que les héritiers et successeurs étaient compris dans le serment d'allégeance, qui s'adressait autant à eux qu'au roi régnant; d'autres poussaient plus loin les conséquences de l'abdication, et soutenaient que le Roi, en brisant le lien qui lui attachait ses sujets, avait brisé également celui qui pouvait exister entre eux et sa postérité. Un héritier prenait la place d'une personne morte, attendu qu'il est de principe qu'on ne peut hériter d'un homme vivant. Si donc le Roi était déclaré déchu de son

propre droit, ses héritiers ne pouvaient lui succéder, puisqu'il vivait encore, et à sa mort, ils n'hériteraient que de ce qu'il laisserait en mourant. De même qu'un homme condamné en vertu d'un *attainder* était dépouillé avant sa mort de tous ses droits annihilés en lui, et ne pouvait en conséquence les transmettre à ses héritiers à sa mort, car à sa mort il ne les possède plus; de même lorsqu'un roi avait rompu tous les nœuds qui l'unissaient à son peuple, son peuple était en droit de pourvoir à sa propre conservation, et ne pouvait par conséquent être obligé de se livrer à un successeur qui aurait tant de motifs de venger l'outrage fait à sa famille dans la personne de celui dont il hérite. Si on admettait que l'instinct s'appliquât aux nations comme aux individus, et les autorisât à se mettre à l'abri d'une invasion et d'une subversion violentes, il fallait admettre aussi qu'elles pouvaient tout faire pour parvenir à ce but, sans quoi la faculté qu'on leur accordait était illusoire. Il semblait, à la vérité, qu'une sorte d'équité naturelle, mais surtout la tranquillité du pays, demandaient qu'à l'avenir comme par le passé la couronne passât au plus proche héritier du roi régnant; mais ce ne pouvait, après tout, être là qu'une institution secondaire et soumise aux circonstances.

On proposa, pour avoir un élément de détermination de plus, d'examiner la naissance du

prince de Galles. Quelques personnes furent de cet avis , non pas qu'elles crussent aucunement la nation tenue de lui déférer la couronne au cas que les éclaircissemens demandés lui fussent favorables ; mais dans l'idée que , si on parvenait à démontrer l'imposture , la conduite de la nation , et plus particulièrement celle du prince d'Orange et des deux princesses , ne pourrait plus trouver un censeur. Cela devait avoir encore le grand avantage de tranquilliser un grand nombre d'esprits faibles , tentés de s'appitoyer sur le sort de la dynastie proscrite. On me chargea de recueillir tous les indices qui pourraient répandre quelque lumière sur le fait en question , et dont j'ai parlé plus haut. Ils ne prouvaient pas , à la vérité , la non existence d'un prince de Galles selon les règles de la démonstration légale , mais les présomptions étaient si fortes et leur nombre si grand , que des preuves juridiques auraient été moins convaincantes. Celles-ci peuvent toujours , jusqu'à un certain point , prêter au soupçon de subornation , tandis que la raison se refuse à la supposition de mille indices divers concourant à nous persuader d'un fait qui ne serait pas véritable. Mais lorsqu'on discuta en particulier l'opportunité de leur publication , quelques personnes firent observer que le roi Jacques n'avait fait qu'augmenter les soupçons en alléguant des preuves faibles pour les détruire ; et

qu'on pourrait bien aussi, en examinant la naissance du prince de Galles sans pouvoir démontrer catégoriquement qu'elle était supposée, accréditer ses prétentions au lieu de les anéantir.

La chambre des lords rejeta l'enquête projetée avec indignation. Le prince de Galles, dit-on, emmené d'Angleterre en France, sera élevé dans la haine de notre religion et de sa patrie. Est-il possible de savoir si on ne l'a pas déjà changé dans ce royaume, ennemi juré de la Grande-Bretagne? S'il venait à mourir, ne pourrait-on pas lui substituer un autre enfant sans que rien pût avertir la nation de cette supercherie? Il ne convenait pas en outre à la nation anglaise d'envoyer chercher dans un pays étranger des témoins de la légitimité d'un prince qui pourrait être appelé à régner sur elle; encore moins de recevoir le témoignage de gens qu'elle devait regarder non-seulement comme étrangers à elle, mais comme des ennemis. Et de plus, ne savait-on pas que toutes les personnes capables de nous donner des renseignemens positifs avaient disparu, et qu'il était impossible de les retrouver? On décidait aussi cette question de bonne foi et sans arrière pensée; mais d'autres parlaient dans le même sens, avec des vues plus profondes et plus raffinées.

Ces derniers regardaient que la nation se trouverait bien de l'existence d'un droit à la couronne,

non reconnu, mais douteux. Ce serait pour nos souverains un avertissement continuel de gouverner équitablement, dans la crainte que d'un instant à l'autre le peuple ne se déclarât en faveur du prétendant. Wildman, entre autres, pensait qu'il était pour cette raison d'une politique habile de laisser dans les ténèbres de l'incertitude le fait en question. Wildman et ses amis n'étaient pas fâchés d'ailleurs qu'on laissât de côté le droit héréditaire comme un point sans importance. Ces diverses considérations firent donc abandonner tout projet d'enquête sur la naissance du jeune Edouard. Les partisans du roi Jacques jetèrent les hauts cris de ce qu'on condamnait ainsi un enfant, et de ce qu'on le frustrait de ses droits sans avoir pris la peine d'examiner s'il y avait lieu. Leurs plaintes n'ont été que trop répétées, et elles le sont encore de nos jours. C'est pour les empêcher de trouver créance dans les siècles futurs que j'ai recueilli, pour les leur transmettre, toutes les particularités venues à ma connaissance sur cette importante affaire.

Il ne s'agissait plus que de savoir qui posséderait le trône vacant. Le marquis d'Hallifax, jaloux de réparer la lenteur qu'il avait mise à se déclarer pour le prince d'Orange, en prenant ses intérêts plus chaudement que personne, se hâta d'ouvrir l'avis de le proclamer roi, en stipulant

que les deux princesses auraient la couronne après lui: Il était bien aise d'avoir pris les devants sur le lord Danby, qui était fort dans les bonnes grâces de Son Altesse. La plupart des républicains appuyèrent le marquis d'Hallifax avec d'autant plus d'ardeur que le parti qu'il proposait était une élection pure et simple du souverain par le peuple, sans aucun mélange d'hérédité. Je ne sais jusqu'à quel point le prince approuvait cet expédient, mais je ne puis douter qu'il ne convint grandement à Bentinck, qui m'en parla comme pour savoir ce que j'en pensais, mais en s'exprimant de telle sorte que ce qu'il en pensait lui-même n'était que trop clair. Il s'étendit en effet avec complaisance sur tous les argumens que faisait valoir Hallifax, tels que ceux-ci. Il était plus naturel de réunir la souveraineté que de la diviser sur deux têtes: la femme d'un homme ne devait être que sa femme, jamais sa maîtresse; c'était bien le moins que la nation dût au prince d'Orange, pour les grands services qu'elle en avait reçus; une autorité partagée était toujours sujette à de graves inconvéniens. S'il y avait une femme au monde dont le caractère fût une garantie, assurément c'était la princesse; mais telle était enfin la faiblesse naturelle de son sexe, qu'il n'était jamais complètement à l'abri de la séduction.

A cela je répondis, avec quelque véhémence,

que, s'il en allait ainsi, la princesse était bien mal payée de la déclaration pleine de candeur et de générosité qu'elle avait faite au prince son époux, il y avait trois ans. La proposition du marquis d'Hallifax, ajoutai-je, si elle était adoptée, paraîtrait le comble de l'injustice et de l'ingratitude à la fois ; elle serait très-mal accueillie, et laisserait de fâcheuses impressions sur le prince, auquel elle ferait attribuer une ambition insatiable et jalouse : déjà un mécontentement sourd commençait à se répandre parmi le peuple, et surtout parmi le clergé : était-il donc nécessaire de l'augmenter ? Ce serait indisposer contre soi toutes les femmes, et leur opinion, pour avoir une action lente, n'est pas un agent moins puissant : enfin, pour ce qui me regardait, je me croirais obligé de m'opposer de toutes mes forces à un semblable projet, vu ce qui s'était passé en Hollande sur ce chapitre, entre le prince et la princesse. Cette conversation entre Bentinck et moi dura plusieurs heures. Le lendemain je fus le trouver, pour le prier de demander pour moi au prince la permission de me retirer de son service ; parce que d'une part, je ne voulais le traverser en rien, tant que je lui appartenais, et que de l'autre ; j'étais résolu de m'opposer de toutes mes forces à la motion du marquis d'Hallifax. Bentinck me répondit qu'il serait assez temps de demander à me retirer, lorsque l'affaire serait officiellement

entamée ; mais qu'en attendant il m'engageait à rester où j'étais. On n'en entendit plus parler. Le marquis d'Hallifax fut seul de son avis à la chambre des pairs ; car je n'ai jamais ouï dire qu'il y eût été dans cette occasion appuyé par personne, si ce n'est peut-être par lord Colepepper, homme vicieux et corrompu, qui faisait néanmoins quelque figure dans les débats des lords, depuis la venue du prince d'Orange, mais qui mourut bientôt après. Quelques personnes étaient d'avis que la princesse Marie fût couronnée reine ; libre à elle ensuite de céder à son mari telle part de dignité ou de pouvoir qu'il lui plairait. Les partisans de la princesse Anne se donnaient de leur côté des mouvemens pour empêcher qu'on ne fit, à son préjudice, des avantages au prince d'Orange ; mais elle crut devoir les désavouer. C'est ainsi que le docteur Doughty, un de ses chapelains, m'entretint des intérêts de sa maîtresse, un jour que j'étais chez elle ; et que, lorsque je voulus m'en expliquer avec elle-même, elle me dit que Doughty avait agi sans son ordre.

Enfin tous les avis se réunirent à revêtir conjointement de l'autorité suprême le prince et la princesse ; mais, pour prévenir toutes les difficultés, à charger le prince seul de l'administration des affaires. La princesse était toujours en Hollande, retenue par les glaces, durant les vents d'est, et par les vents contraires après le dégel ; en sorte

qu'elle ne vint en Angleterre qu'après la clôture des débats dont je viens de rendre compte. Les ennemis du prince avaient publié qu'il la tenait à dessein éloignée de l'Angleterre, pour mieux s'emparer de ses droits. C'en fut assez pour diviser les deux chambres en deux partis, dont l'un favorisait le prince, et l'autre la princesse. Le comte de Danby envoya un émissaire à cette dernière pour lui rendre compte du point où en étaient ces discussions, lui demander son sentiment, et l'assurer que, si elle le désirait, il se faisait fort de lui faire conférer l'autorité souveraine sans partage. Elle lui répondit avec beaucoup d'aigreur qu'elle était la femme du prince, et que, comme telle, elle ne voudrait jamais d'un pouvoir qu'elle n'exercerait pas avec lui et sous lui; que du reste elle se tiendrait extrêmement désobligée par quiconque, sous prétexte de zèle pour ses intérêts, les séparerait de ceux de son époux. Non contente de cette réponse, elle l'envoya au prince avec la lettre qui l'avait provoquée. C'était le meilleur moyen de décourager à l'avenir toute tentative de troubler la bonne intelligence qui régnait entre elle et lui. Le prince prit cette petite trahison du comte de Danby avec son flegme ordinaire; il ne lui en fit pas même de reproches, et continua de l'employer avec la même confiance. Il lui accorda dans la suite le titre de marquis, et puis celui de duc.

Pendant tous ces débats , et au milieu de la chaleur qui y présidait , le prince tint une conduite très-mystérieuse. Logé à Saint-James , il en sortait peu , et n'y était pas d'un accès facile. Il écoutait attentivement tout ce qu'on lui disait , mais ne répondait que très-rarement. On ne le voyait point chercher à se rendre populaire par une affectation d'affabilité , ni à augmenter le nombre de ses partisans. Il était venu , disait-il quelquefois , à l'invitation du peuple Anglais , pour sauver ses libertés et sa religion ; il était parvenu à convoquer une représentation libre et réelle du royaume : c'était à elle maintenant à aviser aux mesures les plus capables d'assurer le bonheur du pays ; quant à lui , dès qu'il serait inutile en Angleterre , il reprendrait sans peine la route de la Hollande. Ceux qui ne le connaissaient pas bien , et qui ne concevaient pas que la nature eût assez de force pour résister aux charmes d'une couronne , traitaient ce langage de pure affectation , ou n'y voyaient qu'une menace déguisée de livrer la nation à elle-même , et de la faire courir à sa ruine , si elle ne consentait pas à s'en remettre à lui seul du soin de la sauver. Enfin , après s'être maintenu pendant plusieurs semaines dans ce ton de réserve , de telle sorte que personne ne pouvait dire ce qu'il désirait , il réunit le marquis d'Hallifax , les comtes de Shrewsbury et de Danby , et quelques autres , pour s'expli-

quer clairement avec eux sur le fond de sa pensée.

Il leur dit qu'il s'était tenu jusque-là dans une entière inaction, pour ne rien dire ni faire qui pût gêner en aucune sorte la liberté des opinions et des votes dans de si importantes questions : résolu de ne flatter ni d'intimider personne, il avait soigneusement évité de laisser voir le fond de sa pensée. Quelques membres des deux chambres étaient d'avis de remettre le gouvernement du royaume entre les mains d'un régent ; il y souscrivait, quant à lui, si ce parti était le plus avantageux pour l'Angleterre : seulement il jugeait à propos de les avertir de ne point penser à le déclarer régent, parce qu'il n'accepterait point ce poste, auquel il voyait trop d'inconvéniens pour lui. D'autres avaient proposé de mettre la couronne sur la tête de la princesse seule ; de sorte qu'il ne régnerait, lui, que de *courtoisie*. Il était impossible d'estimer une femme plus qu'il estimait la princesse ; mais il était ainsi fait qu'il ne s'accommoderait jamais d'être dans la dépendance d'un jupon : il ne pouvait non plus prendre aucune part dans le gouvernement, à moins d'en être personnellement chargé, et pour sa vie : ils étaient les maîtres de prendre tout autres arrangemens, sans qu'il s'y opposât ; mais alors il retournerait en Hollande, et ne se mêlerait plus de leurs affaires. Il les assurait que si grand que fût le prix d'une couronne pour bien d'autres, ce

n'était pas à ses yeux une chose si désirable, qu'il ne pût vivre, et vivre content, sans en posséder une. En finissant il leur répéta la résolution où il était, de ne pas accepter une dignité qu'il pourrait perdre par la mort d'un autre. Cependant, ajouta-t-il, il pensait qu'après lui les enfans de la princesse Anne devraient être préférés à ceux qu'il pourrait avoir d'une autre femme que la princesse. Ce discours fut prononcé d'un air si froid, si dégagé, que les gens accoutumés à juger des autres par eux-mêmes, le regardaient comme le dernier raffinement de la dissimulation.

Il courut bientôt de bouche en bouche, et l'intention du prince n'avait pas été qu'on le tint secret : il contribua beaucoup à hâter la conclusion des débats de Westminster. Plusieurs cependant hésitaient encore, dans l'incertitude où ils étaient du sentiment de la princesse : les uns, par conscience, pensant qu'à elle seule revenait la couronne ; les autres, parce qu'ils craignaient qu'elle ne se trouvât lésée par la détermination qu'on allait prendre, et qu'elle ne s'en vengeât un jour sur ceux qui y auraient concouru, si elle survivait à son époux ; ce que son âge et son excellente santé rendaient très-probable. Dans cette occurrence, moi qui connaissais sa manière de penser, depuis la conversation que j'avais provoquée en Hollande entre le prince et elle, comme on se le rappelle, je fus très-embarrassé ; car, d'une part,

je voyais combien il serait important que je parlasse; et de l'autre, je lui avais promis de ne rien dire que par son ordre. Je crus pouvoir m'en rapporter à la décision du prince. Je lui demandai donc ses ordres, il ne voulut pas m'en donner de positifs; mais il me laissa le maître de faire ce que je croirais le mieux. Muni de cette autorisation, que je pris pour formelle, je dis ce que je savais des sentimens de la princesse, et j'eus bientôt tiré de leurs incertitudes un grand nombre de ceux qui hésitaient le plus. Leur étonnement fut extrême. La conduite de la princesse, telle que je la leur racontai, annonçait, selon eux, ou une femme excellente, ou un véritable oison. Tant d'indifférence pour le pouvoir, pour la domination, leur semblait un phénomène si nouveau, qu'ils ne pouvaient l'expliquer que par une bonté admirable ou une excessive simplicité. A son arrivée en Angleterre, non-seulement elle excusa mon indiscretion, mais elle l'approuva, et s'en expliqua dans ce sens avec sa sœur.

Le point principal une fois réglé, il se présenta encore des difficultés de forme. Les républicains voulaient que le roi Jacques fût déposé par une sentence formelle, et que le prince et la princesse fussent de même formellement élus Roi et Reine à sa place. Mais ils ne furent pas écoutés. Je dois avertir que je n'ai pas exactement suivi le fil des discussions. On les trou-

vera dans leur ordre dans les procès-verbaux des deux chambres, qu'il est facile de consulter. Mais, ayant été à même de traiter la plupart des questions qui y furent agitées avec une infinité d'individus, pour la plupart ecclésiastiques, et avec des gens de la conscience la plus scrupuleuse et la plus délicate, je me suis attaché à mettre sous les yeux de mon lecteur les raisonnemens sur lesquels s'appuyaient les diverses opinions, afin de lui donner les moyens de s'en former une lui-même sur toute cette affaire. Pendant le cours des débats, les divers partis, dans la chambre des lords, tour à tour en minorité, protestèrent tour à tour. Pendant le temps assez long que le parti de la régence eut la supériorité, ses adversaires protestèrent à chaque délibération qu'il emporta. La chambre était très-complète : cent vingt lords environ se trouvaient présens. Ils étaient si près d'être partagés en nombre égal, que ce n'est qu'à une très-faible majorité de deux ou trois suffrages seulement, qu'il fut décidé qu'on adhérerait au vote de la chambre des communes qui avait déclaré l'abdication et le trône vacant. Cette fois ce fut les partisans de la régence qui protestèrent en foule. Ils protestèrent également contre la décision finale, par laquelle le prince et la princesse d'Orange furent suppliés d'accepter conjointement la couronne. Le pauvre évêque de Durham, qui se cachait depuis quelque

temps, et n'attendait que le départ d'un vaisseau pour passer sur le continent, tant il craignait de se voir exposé à des affronts publics, et qui négociait néanmoins pour tirer un bon parti de son évêché qu'il s'offrait de résigner, se laissa persuader de revenir à Londres, d'y voter selon son rang avec le parti du prince d'Orange et de mériter ainsi le pardon du passé. Une telle amende honorable fut, tout bien considéré, trouvée une lâcheté dégoûtante, mais qui ne s'accordait que trop avec le reste de sa conduite et son caractère connu.

Pour clore et consommer la révolution qui transportait la couronne du front de Jacques sur celui de Guillaume, prince d'Orange, il fut résolu qu'on ferait une énumération des principaux griefs reprochés au premier, accompagnée d'une déclaration des droits et libertés du peuple anglais. Quelques personnes officieuses s'efforcèrent d'entraver l'exécution de ce projet. Elles observaient qu'on avait déjà perdu trois semaines en pures discussions, et que ceci en prendrait beaucoup encore pour être fait avec toute l'exactitude nécessaire, ou ne serait qu'une œuvre très-incomplète; et elles proposaient en conséquence d'attendre, pour y travailler, que le gouvernement fût établi sur ses bases. Mais elles ne furent point écoutées, et l'on crut devoir faire de cet acte comme une nouvelle *grand'charte*. L'examen des griefs

imputés au souverain déchu et des droits de la nation amena la discussion du *pouvoir dispensateur*. Cette prérogative de la couronne d'octroyer un *non obstante*, pour surseoir à l'exécution de certains statuts, fut vivement contestée. Dès qu'on l'eut entamée, la question se compliqua tellement que, pour abréger, on en remit la décision à un autre temps. On y revint plus tard en effet, et la faculté d'accorder un *non obstante* fut retranchée de la prérogative par un bill exprès. Les partisans du roi Jacques ne manquèrent pas de se prévaloir alors des difficultés survenues à propos du pouvoir dispensateur, et de dire que quelques réclamations qu'il eût excitées, la convention ne l'avait pas trouvé, en l'examinant, assez dénué de tout fondement pour en insérer la condamnation formelle dans son acte des griefs et des droits : ce qui prouvait qu'il n'était, de l'aveu même des plus violens ennemis du Roi, ni illégal, ni contraire aux libertés du peuple anglais comme on l'avait prétendu. Cette omission indiquait seulement que du moment où la convention ne s'était pas vue unanime sur ce point comme sur tous les autres, elle avait voulu s'épargner des longueurs et éviter de rien faire entrer dans l'acte qui pût être sujet de discussion.

Les dernières délibérations furent relatives aux sermens qu'on devait prêter au Roi et à la

Reine. Dans le cours des débats on avait souvent fait observer que ceux qui existaient pour jurer fidélité et obéissance à la couronne ne pouvaient, dans leur forme actuelle, s'accorder avec les changemens qui allaient être introduits dans le droit politique anglais. A cela il avait toujours été répondu qu'il serait temps de s'en occuper lorsque tout le reste aurait été réglé, afin de les formuler en conséquence. Dans les sermens tels qu'ils se prêtaient alors, le Roi était nommé *roi légitime et légal*, expression qui semblait reconnaître un droit à la couronne antérieur à la possession. On représenta qu'elle ne pouvait s'appliquer à un roi qui n'avait pas de droit antécédent, et qui ne tenait sa souveraineté que du vouloir de la nation. L'avis fut donc ouvert de ramener les sermens à leur ancienne simplicité, et de jurer *fidélité et loyale allégeance* au Roi et à la Reine, sans qualification aucune. Cette proposition fut adoptée, et de là prit son origine la distinction d'un roi *de facto*, mais non *de jure*. On convint que, d'après tous les principes de droit commun, renforcés encore par le statut d'Henri VII, les sujets pouvaient en toute sécurité obéir à tout roi actuellement en possession de la couronne, quelque défectueux que pût être son titre. Cette doctrine parut nécessaire à établir pour la paix et la tranquillité du genre humain, afin qu'on pût vivre en repos sous tout gouvernement, qui,

dominant par une force majeure, écraserait les sujets s'ils refusaient de s'engager, en retour de la protection qu'il leur accorde, à ne point concourir à le détruire. Les jurisconsultes avaient toujours été de l'opinion que les peuples n'étaient pas tenus d'examiner les titres de leurs souverains; mais qu'ils devaient se soumettre au prince régnant. Il était donc juste et raisonnable à la fois de profiter de ce commencement d'un nouveau gouvernement, pour donner au serment de fidélité toute la généralité dont il était susceptible, dans l'espérance que ceux qui l'auraient une fois prêté se conduiraient désormais en loyaux et fidèles sujets. Tant d'indulgence pour des gens qui en avaient eu si peu, eux-mêmes pour des consciences faibles ou mal informées, fut dans la suite la source d'une explication abusive des paroles du serment, ou plutôt d'une équivoque grossière, à l'aide de laquelle leur signification fut scandaleusement détournée. Le sens véritable de ces paroles, celui que leur donnaient par la pensée ceux qui les prescrivaient, était que la personne qui les prononcerait, contente ou non contente de l'élévation au trône du Roi et de la Reine, s'engageait à leur être fidèle et à les défendre; tandis que la plupart des jacobites ne virent, dans le serment qui leur fut demandé, que l'obligation d'obéir au Roi et à la Reine en leur qualité d'usurpateurs, auxquels en conséquence

ils n'étaient tenus de se soumettre qu'autant que leur puissance ne serait pas attaquée ; mais sans cesser de se croire autorisés à assister le roi Jacques s'il venait pour recouvrer sa couronne, et, en attendant, à remuer ciel et terre en faveur de ce prince, leur roi *de jure*. Cette interprétation est manifestement contraire aux expressions de *fidélité et loyale allégeance*. Elle ne l'était pas moins à la déclaration expresse renfermée dans le corps de l'acte qui les enjoignait. Cependant il ne fut que trop visible qu'un grand nombre d'Anglais, surtout dans le clergé, à la grande honte de l'ordre, prêtèrent le serment avec la restriction mentale dont on vient de parler. Ce parjure public si répété ne contribua pas peu à hâter les progrès que l'athéisme commençait à faire dans ce siècle. La vérité est que la plupart des ecclésiastiques s'étaient infatués des folles maximes du droit divin des monarques, et de l'illégitimité de toute résistance à leurs volontés ; et qu'ils s'étaient engagés par leurs déclamations éternelles sur ces deux points, de manière à ne plus savoir comment faire pour y renoncer honorablement et en conscience.

Le docteur Lloyd, évêque de Saint-Asaph, aujourd'hui transféré au siège de Worcester, s'avisa d'un argument qui, par son affinité avec les principes favoris, agit beaucoup sur eux, et en ramena un grand nombre au prince d'Orange et

à son gouvernement. Le voici. Le prince avait fait justement la guerre au roi Jacques : c'est ce que très-peu d'entre eux contestaient. Dans une guerre juste, sorte d'appel fait à Dieu même, le succès à son tour peut être considéré comme l'arrêt du ciel. Or le prince avait réussi, et par là se trouvait, vis-à-vis le roi Jacques, dans la situation d'un vainqueur avec un vaincu ; ce qui, en vertu du droit de conquête, revenait à dire qu'il était investi de tous les droits de son compétiteur. Cependant, il n'avait point vaincu la nation en même temps que le souverain, la nation dont il n'avait aucunement à se plaindre, et qui ne lui avait point résisté. En sorte que le prince d'Orange qui, par rapport au peuple anglais, n'était qu'un sauveur, un libérateur, partout accueilli avec la reconnaissance qui lui était due, était, par rapport au Roi et à tous ses droits personnels, un conquérant dans toute la force du terme. Le docteur Lloyd, et ceux qui raisonnaient d'après lui, expliquaient dans leur sens les passages de l'Écriture où il est dit que Dieu dispose des Empires, et renverse un potentat pour en élever un autre ; les paroles de Notre-Seigneur, qui, se fondant sur l'inscription de la monnaie, prescrit de rendre à César ce qui appartient à César ; et aussi celles de saint Paul, lorsqu'il recommande aux Romains d'obéir aux empereurs, c'est-à-dire, à les prendre cri-

ginairement, aux destructeurs des libertés publiques, qui avaient forcé le peuple et le sénat de Rome à confirmer par des actes postérieurs un pouvoir si mal acquis. Ce raisonnement et ces autorités auraient eu une application plus directe si le prince d'Orange s'était de lui-même emparé de la royauté, après la fuite de Jacques, mais semblaient trop étrangers au cas présent. Leur effet toutefois n'en fut pas moins grand sur la plupart des membres du clergé.

Tels sont les résultats des discussions qui eurent lieu dans le sein de la convention, et dont j'ai cru utile de rendre compte, avec une étendue proportionnée à la grandeur d'un événement, l'un des plus importants qu'offre notre histoire, et de beaucoup le plus important de notre siècle.

On s'occupa ensuite des préparatifs du couronnement. La veille du jour marqué pour la cérémonie, arriva la princesse. On avait répandu le bruit qu'elle était mécontente du traitement fait à son père, et de la manière dont on avait disposé de sa couronne. Là-dessus, le prince lui écrivit qu'il fallait qu'en arrivant à Londres, elle se montrât gaie, afin de ne décourager personne, et de bien faire connaître qu'elle approuvait tout ce qui s'était passé. Telle fut la raison de l'air de satisfaction que tout le monde remarqua sur son visage, le premier jour qu'elle reçut dans son palais de Whitehall, où il est inutile de dire

que la foule fut grande. J'avoue que je fus un de ceux qui trouvèrent au moins déplacées les démonstrations de joie de la princesse. Je pensais qu'une contenance plus sérieuse lui eût mieux convenu en rentrant dans le palais de son père proscrit, et la veille du jour où elle allait monter sur son trône. J'avais toujours observé tant de bienséance dans toute sa conduite, que ma surprise fut extrême de l'en voir manquer dans cette occasion. Quelques jours après, je pris la liberté de lui demander comment il se pouvait que les malheurs d'un père lui eussent fait si peu d'impression. Elle prit ma franchise en bonne part, à son ordinaire, et m'assura que ce n'était pas faute de les avoir vivement sentis, si elle avait eu l'air de n'y pas songer, mais qu'on lui avait écrit expressément d'affecter beaucoup de gaieté; et il était possible qu'elle eût outré le rôle qu'on lui avait imposé, tant il était étranger à sa véritable disposition. Elle fit son entrée à Londres le 12 février, qui se trouvait être un mardi-gras. Le 13 les deux chambres vinrent en corps lui offrir la couronne. Ainsi finit l'inter règne.

Tels sont, dans leur ensemble, tous les faits, tous les détails que j'ai pu recueillir sur l'histoire d'un règne faible, inactif, violent, superstitieux, d'un règne pendant lequel les affaires de l'Europe furent, je ne dis pas négligées, mais complètement mises de côté; d'un règne en un

mot abandonné aux caprices d'une Italienne vindicative , et aux machinations mal ourdies , plus mal conduites , de quelques prêtres brouillons , que leur ignorance exposait au mépris , et leur politique à une ruine certaine. Ils y enveloppèrent un prince qui , s'il n'eût pas été en butte à d'aussi perfides conseillers , figurerait plus honorablement dans l'histoire. Ils firent si bien qu'un règne , dont les commencemens avaient été aussi brillans que prospères , tomba bientôt dans une désastreuse obscurité. Mais je m'interromps , pour ne pas paraître insulter au malheur , et aggraver inhumainement une grande infortune.

FIN DE L'HISTOIRE DE MON TEMPS.





